Statistiques économiques

La situation économique au Québec 1986 et 1er semestre 1987

Les PUBLICATIONS DU QUÉBEC

Québec

Pour tout renseignement concernant le BSQ
et les données statistiques qui y sont disponibles,
s'adresser au:

Bureau de la statistique du Québec
117, rue Saint-André
Québec (Québec)
G1K 3Y3
Tél.: (418) 643-5116

ou

1410, rue Stanley, 3e étage
Montréal (Québec)
H3A 1P8
Tél.: (514) 873-4722

ou

Tél.: 1-800-463-4090
(aucun frais d'appel)

Le contenu de cette publication a été réalisé
par le Bureau de la statistique du Québec.

Cette édition a été produite par
Les Publications du Québec
1279, boul. Charest Ouest
Québec (Québec)
G1N 4K7

Dépôt légal
Bibliothèque nationale du Canada
Bibliothèque nationale du Québec
Quatrième trimestre 1987
ISBN 2-551-08569-1

©Gouvernement du Québec

Toute reproduction est interdite
sans l'autorisation expresse
de Les Publications du Québec

Au cours des dernières années, le Bureau de la statistique du Québec a mis en place un dispositif d'information et d'analyse qui lui permet de rendre compte de l'évolution de l'économie québécoise. La publication annuelle intitulée La situation économique constitue un des résultats de ces travaux.

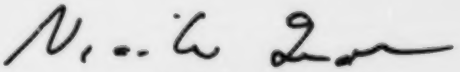
Le lecteur y trouvera une analyse descriptive de l'évolution de l'économie québécoise en 1986 et au début de 1987. Destinée à un large public, l'objectif de cette publication est de regrouper en un même véhicule un nombre impressionnant de données, issues de sources diverses, accompagnée d'une analyse qui en facilite la compréhension.

L'évolution des principaux paramètres de l'économie du Québec en 1986 y est présentée dans une double perspective, c'est-à-dire parallèlement à l'évolution économique de ses principaux partenaires commerciaux et par rapport aux années antérieures.

Constituée de trois parties, la première comporte une analyse trimestrielle de la conjoncture économique du Québec parallèlement à celle des principaux pays de l'OCDE, et plus particulièrement celle des États-Unis et du Canada dans son ensemble. La deuxième partie présente une description de l'état du marché du travail, un bilan de l'activité des agents économiques (ménages, entreprises et administrations publiques), ainsi qu'une synthèse des échanges commerciaux. Quant à la troisième partie, elle porte sur la répartition de l'activité économique au sein des secteurs primaire, secondaire et tertiaire.

Enfin, en guise de conclusion, le lecteur trouvera un aperçu de la situation économique au Québec au cours de la première moitié de l'année 1987, élaboré à partir des indicateurs disponibles.

La directrice générale



Nicole P.-Gendreau

Signes conventionnels

..	Donnée non disponible
...	n'ayant pas lieu de figurer
-	Néant ou zéro
--	Donnée infime
p	Donnée provisoire
x	Donnée confidentielle

Abréviations et symboles

n	Nombre
%	Pour cent ou en pourcentage
t	Tonne
kg	Kilogramme
kW	Kilowatt
kWh	Kilowattheure
'000	En milliers
'000 000	En millions
'000 000 000	En milliards

Cette publication a été réalisée par:

Pierre Gouin, Coordinateur du projet
de la Direction de la méthodologie
et de l'information

Avec la collaboration de:

Yvon Boudreau
Yvon Chouinard
Vivianne Ratté
Simon Thivierge
de la direction de la méthodologie
et de l'information

Pour tout renseignement concernant le
contenu de cette publication:

Direction de la méthodologie et de
l'information
117, rue St-André, 5e étage
Québec (Québec)
G1K 3Y3
Tél: (418) 643-1493

Introduction 15

Partie I
La conjoncture économique en 1986

Chapitre 1
Le contexte international et nord-américain 17

Les pays de l'OCDE et le reste du monde 17
L'économie américaine 19
L'économie canadienne 20

Chapitre 2
La conjoncture économique au Québec en 1986 37

L'évolution de la demande 37
- Les dépenses de consommation 37
- La demande de logements 38
- La formation brute de capital fixe 39
- Les exportations 39

La production et l'emploi 40
- La production 40
- L'emploi 41

Les prix et les coûts de production 41

Partie II
Le bilan de l'activité économique en 1986

Chapitre 3
Le marché du travail 59

La population active et le taux d'activité 59
L'emploi et le chômage 60
Le marché du travail dans les régions 61
La rémunération et les relations de travail 61

Chapitre 4
Les revenus, les dépenses et le financement des agents économiques 85

La situation financière des particuliers 85
La situation financière des entreprises 87
Les revenus et les dépenses des administrations publiques 88
Le financement du secteur public québécois 89

Chapitre 5
Les échanges extérieurs 107

L'évolution du commerce international et des politiques commerciales en 1986 107
Les exportations internationales du Québec 108
Les importations internationales du Québec 111
Le commerce international du Québec avec les États-Unis 112
Les échanges de produits manufacturés entre le Québec et les autres provinces canadiennes 112

Partie III
La répartition de l'activité économique en 1986

Chapitre 6
L'évolution comparée des secteurs d'activité 127

Le produit intérieur brut 127
L'emploi 128
Les immobilisations 128
La productivité du travail 129

Chapitre 7
Le secteur primaire et la construction 141

L'agriculture 141
L'exploitation forestière 142
La pêche et le piégeage 143
L'exploitation minière 144
La production d'énergie électrique 145
L'industrie de la construction 146

Chapitre 8
Le secteur de la fabrication 165

La situation de l'ensemble du secteur de la fabrication 165
L'industrie du bois 167
L'industrie du meuble 168
L'industrie des métaux primaires 170
L'industrie des produits métalliques 172
L'industrie de la machinerie 174
L'industrie du matériel de transport 175
L'industrie des produits électriques et électroniques 177
L'industrie des aliments et l'industrie des boissons 179
L'industrie du tabac 180
L'industrie des produits en matière plastique 181
L'industrie du cuir 183
L'industrie du textile de première transformation et l'industrie des produits textiles 184
L'industrie de l'habillement 186
L'industrie du papier et des produits connexes 188
L'industrie de l'imprimerie, de l'édition et les industries connexes 190
L'industrie des produits raffinés du pétrole et du charbon 191
L'industrie chimique 192

Chapitre 9
Le secteur tertiaire 213

Les transports, les communications et les autres services d'utilité publique 213
Le commerce de gros et le commerce de détail 214
Les finances, les assurances et les affaires immobilières 214
Les services socio-culturels, commerciaux et personnels 215
Les administrations publiques et la défense 215

Conclusion 223

Aperçu de la situation économique au cours de la première moitié de 1987 223
L'évolution de la demande 225
L'évolution sectorielle de l'activité économique 226

LISTE DES TABLEAUX

1.1 Indicateurs économiques des principaux pays industrialisés, 1985 et 1986 25

1.2 Évolution trimestrielle des principaux indicateurs de l'économie américaine, 1986 26

1.3 Principaux indicateurs de l'économie américaine, 1982-1986 27

1.4 Évolution trimestrielle des principaux indicateurs de l'économie canadienne, 1986 28

1.5 Principaux indicateurs de l'économie canadienne, 1982-1986 29

2.1 Évolution trimestrielle des principaux indicateurs de l'économie québécoise, 1986 44

2.2 Principaux indicateurs de l'économie québécoise, 1982-1986 45

2.3 Évolution trimestrielle des dépenses personnelles en biens et services de consommation, Québec, 1986 47

2.4 Évolution trimestrielle des mises en chantier, Québec, 1986 48

2.5 Évolution trimestrielle de la formation brute de capital fixe, Québec, 1986 49

2.6 Évolution trimestrielle des exportations internationales du Québec, 1986 51

2.7 Évolution trimestrielle des expéditions manufacturières au Québec, (à prix constants) 1986 53

2.8 Évolution trimestrielle de la population active, de l'emploi et du chômage, Québec, 1986 55

2.9 Variation de l'indice des prix à la consommation, Canada et principales villes, 1986/1985 57

3.1 Caractéristiques générales de la population active, Québec, 1982-1986 63

3.2 Caractéristiques de la population active selon le sexe, Québec, 1982-1986 64

3.3 Population active et taux d'activité selon le groupe d'âge, Québec, 1982-1986 66

3.4 Emploi à temps plein et à temps partiel, Québec, 1982-1986 67

3.5 Emploi et rapport emploi/population selon le groupe d'âge, Québec, 1982-1986 68

3.6 Chômage et taux de chômage selon le groupe d'âge, Québec, 1982-1986 70

3.7 Emploi et chômage par région administrative, Québec, 1982-1986 71

3.8 Taux de chômage et taux d'activité par région administrative, Québec, 1982-1986 74

3.9 Jours-personnes perdus lors d'arrêts de travail par région administrative, Québec, 1982-1986 76

3.10 Population selon le groupe d'âge et le sexe, Québec, 1982-1986 77

3.11 Population active selon le groupe d'âge et le sexe, Québec, 1982-1986 78

3.12 Taux d'activité selon le groupe d'âge et le sexe, Québec, 1982-1986 79

3.13 Emploi selon le groupe d'âge et le sexe, Québec, 1982-1986 80

3.14 Rapport emploi/population selon le groupe d'âge et le sexe, Québec, 1982-1986 81

3.15 Chômeurs selon le groupe d'âge et le sexe, Québec, 1982-1986 81

3.16 Taux de chômage selon le groupe d'âge et le sexe, Québec, 1982-1986 82

3.17 Population de 15 ans et plus par région administrative, Québec, 1982-1986 83

3.18 Population active par région administrative, Québec, 1982-1986 83

3.19 Rapport emploi/population par région administrative, Québec, 1982-1986 83

4.1 Revenu intérieur, Québec, 1982-1986 91

4.2 Sources du revenu personnel, Québec, 1982-1986 91

4.3 Utilisation du revenu personnel, Québec, 1982-1986 92

4.4 Encours du crédit à la consommation des principaux intermédiaires financiers, Canada 1982-1986 93

4.5 Encours des prêts hypothécaires selon les intermédiaires financiers, Québec, 1982-1986 94

4.6 Financement des entreprises privées, Canada, 1982-1986 97

4.7 Revenus et dépenses des administrations publiques, Québec, 1982-1986 98

4.8 Revenus des administrations publiques, Québec, 1982-1986 100

4.9 Dépenses courantes des administrations publiques, Québec, 1982-1986 101

4.10 Financement à long terme du secteur public québécois, 1982-1986 103

4.11 Répartition des émissions d'obligations du secteur public québécois selon la monnaie, par organisme, Québec, 1985-1986 104

4.12 Part de la formation brute de capital fixe dans l'utilisation du produit intérieur brut, Québec, 1982-1986 105

4.13 Importance relative des immobilisations des secteurs privé et public, Québec, 1976-1986 105

4.14 Immobilisations des secteurs privé et public, Québec, 1982-1986 106

5.1 Commerce mondial par groupe de pays, 1985 et 1986 114

5.2 Statistiques économiques comparatives de quelques États américains, du Canada et du Québec 115

5.3 Principaux pays de destination des exportations internationales, Québec, 1982-1986 116

5.4 Principaux produits d'exportation internationale, Québec, 1982-1986 118

5.5 Principaux pays d'origine des importations internationales, Québec, 1982-1986 119

5.6 Principaux produits d'importation internationale, Québec, 1982-1986 120

5.7 Valeur des exportations internationales vers les États-Unis selon les principaux produits, Québec, 1982-1986 121

5.8 Valeur des importations internationales provenant des États-Unis selon les principaux produits, Québec, 1982-1986 122

5.9 Destination des expéditions des manufacturiers québécois, 1967-1984 123

5.10 Part destinée au Québec de la valeur totale des expéditions des régions canadiennes, 1967-1984 124

5.11 Origine des expéditions manufacturières canadiennes faites au Québec, 1967-1984 125

5.12 Part relative de chaque région de destination dans les expéditions de produits manufacturés du Québec, par groupe d'industries, 1984 126

6.1 PIB au coût des facteurs par secteur, Québec, 1982-1986 131

6.2 Répartition du PIB au coût des facteurs par secteur, Québec, 1971, 1981-1986 132

6.3 Emploi par secteur, Québec, 1982-1986 134

6.4 Immobilisations par secteur, Québec, 1982-1986 136

6.5 Immobilisations par secteur, Ontario, 1982-9186 137

6.6 Immobilisations par secteur, Canada, 1982-1986 138

7.1 Statistiques principales de l'agriculture, Québec, 1982-1986 149

7.2 Recettes monétaires agricoles, Québec, 1982-1986 150

7.3 Dépenses d'exploitation et d'amortissement du secteur agricole, Québec, 1982-1986 151

7.4 Statistiques principales du secteur de la forêt (abattage), Québec, 1982-1986 152

7.5 Statistiques principales de la pêche et du piégeage, Québec, 1982-1986 153

7.6 Valeur et volume des principales espèces capturées, pêches maritimes et piégeage, Québec, 1982-1986 154

7.7 Statistiques principales des mines, carrières et puits de pétrole, Québec, 1982-1986 155

7.8 Valeur brute de la production de l'industrie minière au niveau de la transformation, Québec, 1982-1986 157

7.9 Prix moyen de quelques minéraux, Québec, 1982-1986 158

7.10 Statistiques principales du secteur de l'énergie électrique, Québec, 1982-1986 159

7.11 Statistiques principales de l'industrie de la construction, Québec, 1982-1986 160

7.12 Valeur globale des travaux de construction selon le genre de construction, Québec, 1982-1986 161

7.13 Valeur des permis de bâtir par région administrative, Québec, 1982-1986 162

7.14 Permis de bâtir résidentiels émis selon la catégorie de logements, par région administrative, Québec, 1982-1986 163

8.1 Part du Québec et de l'Ontario dans le secteur manufacturier canadien, 1970-1986 194

8.2 Statistiques principales des industries manufacturières, Québec, 1982-1986 195

8.3 Valeur de la production, par industrie manufacturière, Québec, 1982-1986 200

8.4 Valeur des expéditions des manufacturiers, par industrie, Québec, 1982-1986 201

8.5 Part du Québec dans la valeur des expéditions des manufacturiers canadiens, par industrie, 1982-1986 202

8.6 Indice des prix de vente par industrie manufacturière, Canada, 1982-1986 203

8.7 Employés salariés par industrie manufacturière, Québec, 1982-1986 204

8.8 Valeur ajoutée par industrie manufacturière, Québec, 1982-1986 205

8.9 Valeur ajoutée par heure-personne par industrie manufacturière, Québec, 1982-1986 206

8.10 Rémunération hebdomadaire moyenne par industrie manufacturière, Québec, 1982-1986 207

8.11 Salaires et traitements par industrie manufacturière, Québec, 1982-1986 208

8.12 Jours-personnes perdus en arrêts de travail par industrie manufacturière, Québec, 1982-1986 209

8.13 Immobilisations par industrie manufacturière, Québec, 1982-1986 210

8.14 Bénéfices de base des sociétés ayant un actif total de 10 millions ou plus, par industrie, Canada, 1982-1986 211

9.1 Statistiques principales des transports, communications et autres services d'utilité publiques, Québec, 1982-1986 217

9.2 Statistiques principales du commerce de gros et de détail, Québec, 1982-1986 219

9.3 Statistiques principales des finances, assurances et affaires immobilières, Québec, 1982-1986 220

9.4 Statistiques principales des services socio-culturels, commerciaux et personnels, Québec, 1982-1986 220

9.5 Statistiques principales des administrations publiques et défense, Québec, 1982-1986 221

10.1 Principaux indicateurs de l'économie québécoise 1987 (Données non corrigées des variations saisonnières) 229

10.2 Principales variables des comptes économiques du Québec 1986-1987 230

LISTE DES GRAPHIQUES

1A Évolution des prix mondiaux des matières premières, 1985 et 1986 30

1B Variation des dépenses personnelles en biens et services de consommation, Canada, 1986/1985 30

1C Variation des ventes au détail selon la région, Canada, 1985 et 1986 31

1D Évolution des mises en chantier selon la région, Canada, 1985 et 1986 31

1E Variation des dépenses d'immobilisation privées et publiques (excluant l'habitation) Dollars courants, Canada, 1986/1985 32

1F Évolution de la balance des paiements internationaux et solde du compte courant, Canada, 1975-1986 32

1G Variation du commerce des marchandises par catégorie, Canada, 1986/1985 33

1H Évolution de certains taux d'intérêt, Canada, 1982-1986 34

1I Évolution mensuelle du cours du change du dollar canadien par rapport au dollar américian et du différentiel des taux d'intérêt, Canada - États-Unis, 1985 et 1986 34

1J Évolution trimestrielle de la croissance de certains indices de prix et des coûts unitaires de main-d'oeuvre, Canada, 1982-1986 35

1K Variation de l'emploi selon la province, Canada, 1986/1985 35

2A Variation trimestrielle des ventes au détail, Québec et Canada, 1983-1986 46

2B Variation trimestrielle des salaires et traitements, Québec et Canada, 1983-1986 46

2C Variation des ventes au détail, Québec, 1986/1985 47

2D Évolution des mises en chantier 1983-1986 48

2E Part de la formation brute de capital fixe des entreprises dans l'affectation du produit intérieur brut, Québec et Canada, 1982-1986 50

2F Variation trimestrielle de la valeur des exportations en dollars courants, Québec et Canada, 1983-1986 50

2G Variation du P.I.B. au coût des facteurs, Québec, 1986/1985 52

2H Variation trimestrielle de l'emploi du secteur tertiaire, Québec, 1983-1986 52

2I Variation trimestrielle des expéditions manufacturières, Québec et Canada, 1984-1986 54

2J Variation trimestrielle de l'emploi, Québec, 1983-1986 54

2K Variation trimestrielle de la population active, Québec, 1983-1986 56

2L Évolution mensuelle du taux de chômage, Québec, 1985, 1986 et 1981 56

2M Variation trimestrielle des prix et des coûts, Québec, 1983-1986 58

2N Variation de l'indice des prix à la consommation à Montréal, 1986/1985 et 1985/1984 58

3A Évolution de la population de 15 ans et plus, de la population active et de l'emploi, Québec, 1977-1986 63

3B Évolution du taux d'activité de la population de 15 ans et plus, selon le sexe, Québec, 1977-1986 65

3C Variation de la population active, Québec, 1977-1986 65

3D Création nette d'emplois, selon le sexe, Québec, 1977-1986 67

3E Rapport emploi/population, selon le sexe, Québec, 1977-1986 69

3F Taux de chômage, selon le sexe, Québec, 1977-1986 69

3G Taux de chômage, selon le groupe d'âge et le sexe, Québec, 1986 69

3H Évolution de l'emploi par région, Québec, 1984-1986 72

3I Évolution du taux de chômage par région, Québec, 1978-1986 73

3J Jours-personnes perdus en arrêts de travail des secteurs privé et public, Québec, 1981-1986 75

4A Variation de l'encours de certains prêts des banques à charte faisant affaire au Québec et au Canada, 1986/1985 95

4B Évolution du passif des faillites commerciales, Québec et Canada, 1982-1986 95

4C Variation des principales sources de financement des entreprises non financières, Canada, 1986/1985 96

4D Évolution de l'encours des prêts de banques à charte aux entreprises québécoises, 1982-1986 96

4E Pourcentage des dépenses totales en biens et services, en formation brute de capital fixe et du déficit des administrations publiques dans le produit intérieur brut, Québec, 1982-1986 99

4F Variation des dépenses de l'Administration publique provinciale selon la fonction, Québec, 1986/1985 102

5A Exportations chargées au Québec en pourcentage des exportations du Canada, 1979-1986 117

5B Variation des exportations internationales selon la destination, Québec, 1985 et 1986 117

5C Valeur des expéditions des manufacturiers, selon la destination, Québec, 1967-1984 124

6A Répartition du produit intérieur brut par industrie, Québec, 1971, 1981 et 1986 133

6B Variation annuelle de l'emploi, par secteur d'activité, Québec, 1982-1986 135

6C Part du Québec dans les immobilisations canadiennes par secteur d'activité, 1982-1986 135

6D Productivité du travail du Québec, de l'Ontario et du Canada, 1976-1986 139

6E Productivité sociale du Canada, du Québec et de l'Ontario, 1976-1986 139

6F Taux de croissance annuel moyen de la productivité par secteur d'activité, Québec, 1976-1986 140

6G Écart de productivité du Québec et de l'Ontario par rapport au Canada, par secteur d'activité, 1986 140

7A	Variation des recettes monétaires agricoles, Québec, 1982-1986	152
7B	Évolution de l'indice de la valeur de la production minérale, Québec, 1976-1986	156
7C	Évolution de l'indice des prix des principaux produits miniers, Québec, 1976-1986	156
7D	Valeur globale des travaux de construction exécutés selon le genre de construction, Québec, 1981-1986	158
8A	Évolution de la valeur des expéditions des manufacturiers, Québec, Ontario et Canada, 1982-1986	194
8B	Évolution mensuelle de la rémunération hebdomadaire moyenne dans l'industrie manufacturière, Québec, 1983-1986	196
8C	Dépenses en immobilisations du secteur de la fabrication, Québec 1976-1986	196
8D	Variation des expéditions des manufacturiers québécois et des prix de vente industriels du Canada 1986/1985	197
8E	Variation des dépenses en immobilisations par industrie, Québec, 1986/1985	198
8F	Variation de l'emploi et de la valeur ajoutée par industrie, Québec, 1986/1985	199
9A	Évolution des immobilisations du secteur tertiaire, par industrie, Québec, 1976-1986	218
9B	Variation de l'emploi et de la rémunération des salariés du secteur tertiaire, par industrie, Québec, 1986/85	219

Le Québec, comme le Canada, conserve en 1986 l'un des taux de croissance les plus élevés des pays industrialisés. Ainsi, le Canada est le seul des sept grands pays industrialisés à connaître une croissance réelle supérieure à 3%. Au Québec, la croissance du produit intérieur brut aux prix du marché atteint 7,3%, ce qui représente aussi une croissance réelle de plus de 3%, mais une croissance un peu plus faible que celle de 8,1% en 1985.

La vigueur exceptionnelle de la construction résidentielle est le fait marquant de la conjoncture économique au Québec en 1986 alors que les dépenses à ce chapitre augmentent de 21,1% en regard de 9,3% en 1985. Par ailleurs, les dépenses personnelles en biens et services de consommation, en hausse de 8,4% en 1986, constituent toujours un élément dynamique de la demande. Cette croissance repose sur une réduction sensible du taux d'épargne des particuliers puisque l'accroissement du revenu personnel disponible s'établit à 4,8%. Comme ce fut le cas l'année précédente, la valeur des exportations internationales du Québec, qui s'accroît de 7,2% en 1986 comme en 1985, enregistre une croissance un peu plus faible que les composantes de la demande intérieure.

Les dépenses publiques courantes en biens et services connaissent un ralentissement marqué en 1986, alors qu'elles sont en hausse de 3,6% en regard de 6,3% en 1985. De même, les dépenses en constructions non résidentielles, machines et matériel ne s'accroissent que de 1,6% en 1986 comparativement à 7,2% en 1985. À ce chapitre, les données de l'enquête sur les investissements privés et publics révèlent que les dépenses des entreprises commerciales augmentent de 11,3% tandis que les dépenses publiques, incluant celles des entreprises publiques, diminuent de 8,0%.

La persistance de l'expansion économique se traduit par une augmentation de 62 000 du nombre d'emplois en 1986, comparativement à 82 000 en 1985. En ce qui a trait aux revenus, l'écart entre le taux de croissance de la rémunération hebdomadaire moyenne et celui de l'indice des prix à la consommation s'accentue en 1986; alors que le taux de croissance de l'indice des prix à la consommation à Montréal passe de 4,4% en 1985 à 4,9% en 1986, celui de la rémunération hebdomadaire moyenne passe de 3,0% à 2,6%. La rémunération totale des salariés enregistre ainsi une augmentation un peu plus faible en 1986 (5,8%) qu'en 1985 (6,8%). Par ailleurs, les bénéfices des sociétés avant impôts, qui augmentaient de 4,9% en 1985, enregistrent une diminution de 4,9%; toutefois, les revenus nets des entreprises individuelles, agricoles et non agricoles, affichent en 1986 une croissance de près de 15%, comme en 1985.

Au premier semestre de 1987, la croissance économique des États-Unis et des autres pays industrialisés montre des signes de raffermissement. À compter du deuxième trimestre, la faiblesse du dollar américain et la crainte de l'inflation poussent les taux d'intérêt à la hausse. Malgré la montée des taux d'intérêt, amorcée en avril au Canada, les dépenses en constructions résidentielles et en biens et services de consommation au Québec maintiennent des taux de croissances élevés au cours des six premiers mois de 1987. De plus, selon les données revisées de l'enquête sur les investissements privés et publics, les dépense en constructions non résidentielles, machines et matériel viendraient contribuer à la croissance économique avec un accroissement de 12,8% en 1987. Les statistiques du marché du travail indiquent aussi un renforcement de la croissance économique au premier semestre de 1987, où le nombre d'emplois connaît une hausse de 85 000 en regard du premier semestre de 1986.

LES PAYS DE L'OCDE ET LE RESTE DU MONDE

Malgré la baisse des prix du pétrole et des taux d'intérêt, l'économie mondiale continue de croître modérément en 1986; selon l'OCDE, le taux de croissance du produit intérieur brut de l'ensemble des pays industrialisés se situe à 2,5%. La croissance économique demeure faible aux États-Unis et en Europe tandis qu'elle ralentit sensiblement au Japon. Aux États-Unis, le déficit de la balance commerciale, qui atteint 147,7 milliards contre 124,4 milliards de dollars en 1985, continue de freiner la croissance économique; le volume des importations américaines est en hausse de 10,4% en 1986, tandis que le volume des exportations ne s'accroît que de 2,5%. Ce n'est qu'au cours des derniers mois de 1986 que le déficit de la balance commerciale cesse de croître alors que la dévaluation de la devise américaine, amorcée en février 1985, se poursuit tout au long de 1986. Dans l'ensemble de l'année 1986, la valeur moyenne du dollar américain s'inscrit en baisse de 16,7% par rapport à un panier des monnaies de quinze pays industrialisés et il se retrouve ainsi au même niveau qu'au début de la décennie. La dévaluation du dollar, considérée comme essentielle à l'amenuisement des déséquilibres commerciaux, n'aura d'effets positifs qu'après un certain temps; de plus, cette question constituera un élément d'incertitude important à l'échelle internationale tant et aussi longtemps que la valeur du dollar ne se sera pas stabilisée.

En 1986, le volume du commerce mondial croît de 4,0%, comparativement à 3,5% en 1985, et à 8,8% en 1984. Le volume des importations des pays de l'OCDE se révèle en hausse de 8,3% comparativement à 6,0% en 1985. Toutefois, les pays producteurs de pétrole et les pays en voie de développement réduisent sensiblement le volume de leurs importations en raison de la baisse de leurs recettes d'exportation qui est due à l'évolution défavorable des prix des produits pétroliers et des autres produits de base. (Voir graphique 1A)

Par ailleurs, cette baisse des prix du pétrole brut et des produits de base contribue à ramener le taux d'inflation des pays industrialisés à des niveaux très faibles. Par exemple, la hausse des prix à la consommation se situe à 2,0% aux États-Unis et à 0,4% au Japon, tandis que l'indice des prix à la consommation connaît une baisse de 0,2% en Allemagne. Les indicateurs de l'évolution des taux de salaire révèlent que ceux-ci continuent d'augmenter modérément. Toutefois, l'amélioration de la situation du marché du travail se poursuit très lentement; en 1986, après quatre années d'expansion économique, le taux de chômage demeure à 7,0% aux États-Unis, à 8,0% en Allemagne, à 11,8% au Royaume-Uni et à 9,6% au Canada. (Voir tableau 1.1)

La faiblesse de la croissance économique et le recul de l'inflation sont à l'origine de la baisse continue des taux d'intérêt aux États-Unis et dans les principaux pays industrialisés. Malgré cela, les pays européens de l'OCDE ne connaissent qu'une croissance de 2,5% de leur produit intérieur brut en 1986, comme en 1985, et aucun des quatre grands pays européens ne connaît une croissance supérieure à 3%. L'appréciation des principales monnaies européennes par rapport au dollar américain affecte les exportations des pays d'Europe. Ainsi le taux de croissance du volume des exportations passe de 6,4% en 1985 à 1,3% en 1986 en l'Allemagne de l'Ouest, de 5,8% à 3,8% au Royaume-Uni, de 1,9% à -0,2% en France, tandis que dans l'ensemble des pays européens de l'OCDE, il passe de 5,0% en 1985 à 2,1% en 1986.

Toutefois, la balance commerciale de ces pays s'améliore, passant globalement de 10,6 milliards de dollars à 42,8 milliards de dollars, en raison principalement de la forte baisse du prix du pétrole qui réduit la valeur de leurs importations; le Royaume-Uni fait cependant exception puisque, comme exportateur de pétrole, il est affecté à la fois par la baisse des prix du pétrole brut et par l'accroissement du volume de production des pays de l'OPEP au cours de 1986; sa balance commerciale affiche un déficit de 12,1 milliards de dollars, comparativement à un déficit de 2,8 milliards de dollars en 1985.

La forte baisse des prix du pétrole profite au Japon qui voit sa balance commerciale (exprimée en dollars américains) s'accroître sensiblement en 1986. Toutefois, l'appréciation du yen a des répercussions sur la compétitivité du Japon dont le volume des exportations diminue de 1,4% en 1986 alors qu'il augmentait de 4,9% en 1985 et de 15,4% en 1984. Par ailleurs, la demande intérieure ne s'accroît pas suffisamment pour maintenir le taux de croissance de l'économie japonaise, qui s'établit à 2,5% en 1986 comparativement à 4,7% en 1985.

Le Canada peut profiter d'une monnaie qui, à l'instar de la devise américaine, se déprécie vis-à-vis les principales devises étrangères, et maintient à 3,3% la croissance du volume de ses exportations de marchandises en 1986; cependant, comme producteur de produits énergétiques, la baisse des prix du pétrole brut est défavorable à sa balance commerciale dont l'excédent passe de 13,1 milliards de dollars américains en 1985 à 7,7 milliards en 1986. Néanmoins, la chute des investissements dans le secteur énergétique étant compensée d'une part, par la croissance de ceux des autres secteurs, ceux du secteur manufacturier notamment, et, d'autre part, par la vigueur de la consommation des ménages, le Canada conserve un des taux de croissance les plus élevés des pays industrialisés en 1986, soit 3,3%.

Par ailleurs, les pays d'Asie[1] nouvellement industrialisés, dont la monnaie ne s'est pas appréciée sensiblement par rapport à la devise américaine, enregistrent une forte augmentation de leurs exportations qui fait que la croissance du produit intérieur brut des dix principaux pays asiatiques atteint 5,6% en 1986, en regard de 5,3% en 1985.

Les autres pays qui ne font pas partie de l'OCDE sont en général affectés par la faible croissance de l'économie mondiale et la faiblesse des prix du pétrole et des produits de base. Les pays d'Amérique latine enregistrent globalement une croissance de 0,3% de leur produit intérieur brut en 1986, en regard de 0,9% en 1985, tandis que l'Afrique connaît une diminution de 1,2%, laquelle fait suite à une croissance de 1,1% en 1985. Les pays fortement endettés bénéficient de la baisse des taux d'intérêt, mais comme les recettes tirées de leurs exportations sont parfois insuffisantes, plusieurs de ces pays ont dû obtenir un rééchelonnement de leur dette en 1986.

Sur le plan de la coordination internationale des politiques économiques, les discussions portent sur la persistance des déséquilibres commerciaux et sur le niveau que devrait atteindre la valeur du dollar américain. Les États-Unis

---

1. Les données relatives aux pays qui ne font pas partie de l'OCDE résultent d'estimations de Data Resources.

continuent de réclamer des politiques d'expansion de la demande intérieure de la part des pays dont la balance commerciale est excédentaire tandis que de nombreux pays réclament la réduction du déficit budgétaire américain. À cet égard, il semble qu'une tendance à la baisse se dessine dans l'évolution de ce déficit. Par ailleurs, à la suite d'une entente intervenue en 1986 au sein des pays du GATT, les produits agricoles et les services feront partie des priorités de la prochaine ronde de négociations. Toutefois, les actions protectionnistes demeurent nombreuses alors que les capacités de production excédentaires de plusieurs industries provoquent des tensions dans les relations commerciales; l'exemple le plus frappant est celui de l'agriculture qui accumule des surplus énormes au niveau mondial.

L'ÉCONOMIE AMÉRICAINE

Le peu de vigueur de la croissance de l'économie américaine en 1986 ne dépend pas uniquement de l'accroissement du déficit de son commerce extérieur. En effet, les investissements des entreprises en constructions non résidentielles, machines et matériel, enregistrent en 1986 une diminution de 1,0% en dollars constants tandis qu'ils augmentaient de 9,3% en 1985; cette évolution à la baisse survient malgré une hausse des profits des sociétés avant impôts dont la valeur passe de 223,2 milliards en 1985 à 237,3 milliards de dollars en 1986. Les dépenses de l'Administration publique fédérale connaissent également une croissance moindre en 1986, soit 2,7% comparativement à 10,9% en 1985. Par ailleurs, comme en 1985, l'accroissement des stocks ne contribue pas sensiblement à la croissance économique puisque la valeur des stocks (en dollars de 1982) n'augmente que de 6,5 milliards de dollars en 1986 contre 9,0 milliards en 1985 et 59,1 milliards de dollars en 1984. (Voir tableaux 1.2 et 1.3)

Les dépenses en constructions résidentielles et les dépenses de consommation, favorisées par la baisse des taux d'intérêt, augmentent plus fortement en 1986 qu'en 1985. Les dépenses en constructions résidentielles enregistrent effectivement une hausse de 9,4% (en dollars constants) en 1986 en regard de 3,9% en 1985; le nombre de logements mis en chantier s'établit à 1,8 million comparativement à 1,7 million en 1985. Par ailleurs, le taux de croissance des dépenses personnelles en biens et services de consommation passe de 3,5% en 1985 à 4,1% en 1986; les ventes d'automobiles, entre autres, atteignent 11,6 millions d'unités, soit 0,6 million de plus qu'en 1985. Le taux d'épargne des ménages, se situant à 3,9% en regard de 5,1% en 1985, enregistre à nouveau une baisse qui contribue au maintien des dépenses de consommation de même que la croissance du revenu disponible réel qui, grâce à la faible croissance des prix à la consommation, s'accroît de 2,9% en 1986, tandis qu'il augmentait de 2,3% en 1985.

En 1986 le taux de croissance de l'indice des prix à la consommation est réduit à 1,9%, en regard d'une hausse de 3,6% en 1985. La hausse des prix de certains produits importés, due à la dévaluation de la devise américaine, se trouve compensée par la baisse importante du prix du pétrole. De plus, la rémunération horaire ne connaît en 1986 qu'une hausse de 3,0%, comparativement à 4,0% en 1985.

Quant au commerce extérieur, la légère hausse de 2,5% de la valeur des exportations de biens et services (en dollars constants) est attribuable à l'accroissement de 4,4% des exportations de

biens. On remarque notamment une hausse de 9,5% du volume des exportations de biens d'équipement et une baisse de 6,1% du volume des exportations de véhicules automobiles et pièces. Une amélioration significative est observée dans le cas des exportations de biens de consommation dont le volume s'accroît de 7,1% en 1986 alors qu'il diminuait de 5,1% en 1985. En ce qui a trait aux importations de biens, leur volume augmente de 13,5% en 1986; les hausses les plus marquées concernent les importations de pétrole et de produits pétroliers (24,9%), de biens d'équipement (19,0%), de produits intermédiaires pour l'industrie (15,5%) et de biens de consommation (13,3%).

Pour ce qui est de la production, l'indice de la production industrielle connaît une faible augmentation de 1% en 1986 contre 2% en 1985. Le taux de croissance de l'emploi atteint tout de même 2,3% en 1986 comparativement à 2,1% en 1985. Fait à noter, tandis que la croissance du produit national brut est irrégulière en 1986, étant nettement plus faible aux deuxième et quatrième trimestres de l'année, le taux de croissance de la production industrielle diminue au cours des deux premiers trimestres pour se redresser par la suite et atteindre 3,2% au quatrième trimestre.

La politique monétaire des États-Unis demeure expansionniste en 1986, ce qui entraîne une réduction substantielle des taux d'intérêt. Par exemple, le taux de base des prêts bancaires aux entreprises se situe en moyenne à 8,33% comparativement à 9,93% en 1985; ce taux se stabilise à 7,50% au mois d'août 1986 alors qu'il atteignait 9,50% en janvier 1986. Quant à la politique budgétaire, elle est marquée en 1986 par l'adoption d'une importante réforme de la fiscalité qui comporte l'élimination de nombreux abris fiscaux, ainsi que la réduction de l'éventail des taux d'imposition. Le déficit de l'Administration publique fédérale se stabilise à près de 200 milliards de dollars et la plupart des projections concluent à une réduction significative de ce déficit au cours de la prochaine année.

L'ÉCONOMIE CANADIENNE

L'économie canadienne poursuit son expansion en 1986, bien que son rythme de croissance soit légèrement inférieur à celui de 1984 et 1985. En effet, l'augmentation du produit intérieur brut réel atteint 3,3% en 1986, comparativement à 6,3% en 1984 et 4,3% en 1985. C'est au cours de la première moitié de 1986 que l'augmentation du PIB s'est révélée la plus marquée. Selon les données corrigées des variations saisonnières, la croissance trimestrielle à taux annuel s'élève à 2,6% et 4,2% aux premier et deuxième trimestres de 1986, comparativement à 0,4% et 0,0% aux troisième et quatrième trimestres de 1986. Comme ce fut le cas en 1985, le rythme de croissance modéré de l'économie des États-Unis - principal partenaire commercial du Canada - n'a pas empêché la croissance des exportations canadiennes qui, en termes réels, se situe à 4,7% en 1986, comparativement à 6,0% en 1985 et 18,8% en 1984. Une part de l'augmentation de la demande globale est aussi attribuable à la demande intérieure, principalement aux investissements et à la consommation. (Voir tableaux 1.4 et 1.5)

En 1986, les dépenses en biens et services des ménages canadiens enregistrent une augmentation réelle de 3,9%. Rappelons qu'en 1984 et 1985, des hausses légèrement supérieures étaient enregistrées, soit 4,3% et 5,2%. La valeur nominale de ces dépenses s'accroît de 8,3% en 1986,

soit à un rythme supérieur à celui de 5,4% du revenu disponible des ménages. Le maintien relatif de la croissance de la consommation résulte de la baisse de l'épargne personnelle courante des consommateurs canadiens dont la valeur nominale accuse une diminution de 12,6% en 1986. Le taux d'épargne s'établit à 11,5% en 1986, comparativement à 13,9% en 1985.

C'est du côté de la consommation de biens que la demande des ménages canadiens enregistre un ralentissement de son rythme de croissance en 1986. En effet, les dépenses à ce chapitre connaissent une augmentation de 3,5% en termes réels en 1986, comparativement à 6,2% en 1985. On observe d'ailleurs un ralentissement de la croissance des ventes au détail, dont la valeur nominale augmente de 8,2% en 1986 dans l'ensemble du Canada, comparativement à 11,5% en 1985; c'est en Ontario (9,0%), en Colombie-Britannique (8,8%) et au Québec (8,8%) que la croissance s'avère la plus élevée en 1986, alors que les provinces Atlantiques (6,7%) ainsi que les provinces des Prairies et les Territoires du Nord-Ouest (5,6%)connaissent une augmentation plus modeste. (Voir graphiques 1B et 1C)

Le ralentissement de la croissance de la consommation se manifeste particulièrement dans le cas des biens durables. Effectivement, les dépenses de consommation à ce titre augmentent de 5,4% en 1986, comparativement à 12,4% en 1985. La baisse de la demande d'automobiles annule l'augmentation qu'enregistrent les meubles et les appareils ménagers, dont la demande est stimulée par le dynamisme du secteur de la construction résidentielle. De fait, le nombre de voitures neuves vendues en 1986 diminue de 4,1% comparativement à une hausse de 17,1% en 1985. En termes réels, les dépenses de consommation au chapitre des véhicules automobiles, pièces et réparations ne s'accroissent que de 2,5% en 1986 (contre 17,1% en 1985), alors que la croissance est de 8,3% dans le cas des autres biens durables (contre 7,9% en 1985). On note, par ailleurs, une croissance de 5,4% des ventes de biens semi-durables en 1986 (contre 5,6% en 1985) et de 1,6% de celles de biens non durables (contre 3,2%). En ce qui a trait aux dépenses de consommation en services, le rythme de croissance de ces dépenses se maintient en 1986, soit 4,4% comparativement à 4,1% en 1985.

Le secteur de la construction résidentielle s'avère des plus dynamiques au Canada en 1986. Le nombre de mises en chantier de logements y atteint 199 785 durant cette période (en hausse de 20,5%), comparativement à 165 826 en 1985 et 134 900 en 1984. Selon les comptes nationaux, les dépenses privées en constructions résidentielles enregistrent une croissance réelle de 14,9% en 1986, comparativement à 12,2% en 1985 et à 0,4% en 1984. Ce secteur tire profit de la faiblesse des taux d'intérêt sur les prêts hypothécaires en 1986. Effectivement, le taux sur les prêts hypothécaires à un an est demeuré relativement stable, à 9,75% d'avril à décembre 1986, après avoir connu un sommet à 11,75% en février 1986. De même, le taux sur les prêts hypothécaires à cinq ans varie de 10,50% à 11,25% durant cette période, après avoir atteint 12,00% en février 1986. Les régions qui connaissent les plus fortes hausses du nombre des mises en chantier de logements sont l'Ontario (81 470, en hausse de 25,6%) et le Québec (60 348, 25,6%) alors que l'Atlantique (15 609, 6,1%), les Prairies (21 671, 7,4%) et la Colombie-Britannique (20 687, 15,0%) connaissent des augmentations plus modestes en 1986. (Voir graphique 1D)

En excluant la construction résidentielle, la croissance réelle des dépenses en immobilisations des entreprises s'établit à 2,2% en 1986. Ce taux de croissance, bien qu'inférieur à celui de 6,1% enregistré en 1985, est supérieur à celui de 1,3% en 1984; rappelons qu'en 1982 et 1983, des baisses de 11,6% et 6,3% étaient enregistrées. Les dépenses en constructions non résidentielles accusent une diminution de 8,2% en 1986, après avoir enregistré une augmentation de 5,6% en 1985. Par contre, les dépenses des entreprises en machines et matériel s'accroissent de 11,5% en 1986, soit le taux de croissance le plus élevé depuis 1981. Par ailleurs, les investissements dans le secteur manufacturier poursuivent leur forte croissance en 1986. En dollars courants, la valeur des dépenses en immobilisations de ce secteur augmente de 20,8% en 1986, contre 29,6% en 1985. Ces taux de croissance reflètent un redressement comparativement aux variations respectives de -9,8%, -22,9% et 0,3% observées en 1982, 1983 et 1984. Les industries du matériel de transport (101,8%), des produits chimiques (39,5%) et du bois (31,6%) connaissent les augmentations les plus élevées en 1986. (Voir graphique 1E)

Deux facteurs peuvent expliquer l'augmentation importante des investissements dans le secteur manufacturier. D'une part, les taux d'intérêt se sont maintenus à un niveau peu élevé en 1986. En effet, le taux de base des banques à charte sur les prêts aux entreprises, après avoir atteint 13,00% en février 1986, s'établit à 10,25% en mai et juin 1986 avant de se stabiliser à 9,75% de juillet à décembre 1986. D'autre part, le taux d'utilisation des capacités de production des industries manufacturières demeure à peu près au même niveau qu'avant la récession, celui-ci s'établissant à 77,0% en moyenne en 1986 comparativement à 80,5% en 1981. Néanmoins, les entreprises manufacturières voient leurs profits diminuer en 1986. En effet, les bénéfices de base des sociétés manufacturières, dont l'actif s'élève à 10 millions de dollars ou plus, enregistrent une baisse de 1,9% en 1986, après avoir connu des hausses de 41,4% en 1983, 30,8% en 1984 et 4,6% en 1985. La baisse qu'accuse le secteur manufacturier s'avère toutefois inférieure à celle de l'ensemble des secteurs. Selon les comptes nationaux, la valeur nominale des bénéfices des sociétés avant impôts diminue de 4,8% en 1986, après des augmentations de 36,1%, 23,8% et 3,9% respectivement en 1983, 1984 et 1985.

Alors que les investissements du secteur manufacturier enregistrent une croissance importante en 1986, la chute des prix du pétrole et des matières premières affecte les investissements du secteur primaire, plus particulièrement dans le cas des mines, des carrières et des puits de pétrole. En effet, l'indice des prix des combustibles (le charbon, le pétrole brut et le gaz naturel) enregistre une diminution de 36,6% en 1986, tandis que les dépenses en immobilisations du secteur des mines, des carrières et des puits de pétrole diminuent de 34,3% durant cette période.

Les investissements dans les stocks contribuent à l'augmentation de la demande intérieure en 1986. Selon les comptes nationaux, la valeur de la variation matérielle des stocks s'accroît de 55,4% en termes réels en 1986; cet accroissement représente 27,4% de l'augmentation réelle du produit intérieur brut en 1986. Bien que la baisse des taux d'intérêt ait pu contribuer à cette accumulation, à ce stade-ci du cycle économique, une partie de celle-ci pourrait être invo-

lontaire. On note un ralentissement de la croissance des dépenses des administrations publiques (incluant les dépenses en biens et services et en immobilisations) qui augmentent de 0,6% en termes réels en 1986, comparativement à 1,9% en 1984 et 3,5% en 1985.

Enfin, la demande extérieure contribue moins fortement à l'augmentation de la demande globale. La valeur des exportations s'accroît, en termes réels, de 4,7% en 1986, comparativement à 6,0% en 1985 et 18,8% en 1984. En dollars courants, le surplus de la balance commerciale des marchandises s'établit à 10,1 milliards de dollars en 1986, soit le plus faible surplus depuis 1981 (7,3 milliards). Soulignons que de 1982 à 1985, ce surplus oscillait entre 17,5 et 20,7 milliards de dollars. Alors que la valeur des exportations de marchandises, en dollars courants, enregistre une augmentation inférieure à 1% pour s'établir à 120,6 milliards en 1986, on note une augmentation de 7,5% des importations, dont la valeur s'élève à 110,5 milliards de dollars. Les exportations canadiennes de marchandises à destination des États-Unis s'élèvent à 93,2 milliards de dollars en 1986, soit seulement 0,1% de plus qu'en 1985. Le surplus commercial (au chapitre des marchandises) avec ce pays passe de 20,7 milliards de dollars en 1985 à 16,8 milliards de dollars en 1986. Cette baisse est principalement imputable aux matières premières, plus précisément aux matières brutes non comestibles (le pétrole et le gaz naturel) dont le surplus commercial passe de 8,6 milliards en 1985 à 5,1 milliards de dollars en 1986. De plus, la stabilité relative du dollar canadien vis-à-vis le dollar américain rend plus difficile la compétitivité des produits canadiens sur le marché américain; après avoir connu un mouvement à la baisse au début de l'année, qui l'a amené à environ 70¢ US, le dollar canadien demeure stable, se situant généralement à plus de 72¢ US à partir du deuxième trimestre de 1986 jusqu'à la fin de l'année.

En ce qui a trait à l'ensemble des exportations canadiennes, les catégories de produits qui connaissent les hausses les plus marquées en 1986 sont les produits finis non comestibles excluant les automobiles (9,5%), les matières transformées non comestibles (4,2%) et les véhicules automobiles et pièces (3,8%), alors qu'on note une diminution importante des exportations de matières brutes non comestibles (-21,0%). En 1986, le surplus commercial de 10,1 milliards des marchandises est cependant inférieur au déficit de 18,9 milliards qu'accusent les invisibles, soit les services et les revenus de placement. Il en résulte un déficit du solde total du compte courant de 8,8 milliards de dollars en 1986, comparativement à des soldes de -0,6 milliard en 1985 et 3,4 milliards de dollars en 1984. (Voir graphiques 1F et 1G)

Si la stabilité du dollar canadien face au dollar américain ne favorise pas la compétitivité des produits canadiens sur le marché américain, elle permet en revanche un léger assouplissement des politiques monétaires, de sorte que les taux d'intérêt canadiens suivent la tendance à la baisse des taux d'intérêt américains en 1986. Le taux d'escompte de la Banque du Canada, qui connaît un sommet de 12,10% en février 1986, se maintient sous les 9% à compter de mai 1986. Les taux bancaires, comme nous l'avons mentionné précédemment, connaissent en 1986 une baisse marquée au cours du deuxième trimestre et demeurent stables par la suite. On note également une baisse des taux d'intérêt à long terme, le taux de rendement sur les obligations de 10 ans et plus du

gouvernement du Canada passant de 10,49% en janvier 1986 à 9,15% en décembre 1986. De plus, l'écart entre le taux de rendement des bons du Trésor (à trois mois) du Canada et celui des États-Unis demeure inférieur à trois points de base à partir d'avril 1986, après avoir atteint plus de quatre points en février 1986; soulignons cependant qu'en 1985 cet écart se situait généralement autour de deux points. Par ailleurs, de janvier à décembre 1986, le dollar canadien se déprécie vis-à-vis la plupart des devises des pays industrialisés: de 12,4% par rapport au franc français, de 20,3% par rapport au mark allemand, de 20,9% par rapport au yen japonais et de 21,7% par rapport au franc suisse. (Voir graphiques 1H et 1I)

Par ailleurs, l'indice des prix à la consommation s'accroît de 4,2% en 1986 en regard de 4,0% en 1985. La chute des prix de l'énergie exerce une influence à la baisse sur l'indice d'ensemble des prix à la consommation, mais cette influence est annihilée par la hausse de certains prix, notamment ceux des aliments. (Voir graphique 1J)

Finalement, la hausse de l'emploi au cours de 1986 (2,9% en regard de 1985) étant plus importante que celle de la population active (1,8%), on observe une baisse du taux de chômage, qui passe de 10,5% en 1985 à 9,6% au Canada en 1986. La Colombie-Britannique (3,8%), l'Ontario (3,5%) et le Nouveau-Brunswick (3,4%), enregistrent les plus fortes hausses de l'emploi, alors que Terre-Neuve (2,8%), le Manitoba (2,6%), la Nouvelle-Écosse (2,3%), le Québec (2,2%), l'Alberta (2,0%), l'Île-du-Prince-Édouard (1,5%) et la Saskatchewan (1,3%) enregistrent des hausses inférieures à la moyenne nationale. (Voir graphique 1K)

Tableau 1.1
Indicateurs économiques des principaux pays industrialisés
1985 et 1986

	PNB ou PIB réel		Taux de chômage[2]		Gains horaires (industrie manufacturière)		Prix à la consommation		Taux d'intérêt à court terme[3]		Balance commerciale[4]	Taux de change[5]	
	1985	1986	1985	1986	1985	1986	1985	1986	1985	1986	1986	1985	1986
	Δ %[1]		%		Δ %[1]				%				
États-Unis	2,7	2,5	7,2	7,0	3,8	2,0	3,5	2,0	7,5	6,0	-147,7	1,000	1,000
Japon	4,7	2,5	2,6	2,8	3,9	2,4	2,1	0,4	6,5	4,8	92,7	238,6	168,5
Allemagne	2,5	2,4	8,3	8,0	4,5	3,6	2,2	-0,2	5,4	4,6	57,3	2,944	2,172
France	1,4	2,0	10,2	10,5	6,0	4,4	5,8	2,7	9,9	7,7	-1,6	8,984	6,927
Royaume-Uni	3,5	2,7	11,7	11,8	9,1	7,6	6,1	3,4	11,6	10,3	-12,1	0,779	0,682
Italie	2,3	2,7	10,1	10,9	11,3	4,8	8,6	6,1	15,31	13,4	2,7	1 909,4	1 491,0
Canada	4,0	3,3	10,5	9,6	3,9	3,1	4,0	4,2	9,6	9,2	7,7	1,366	1,389
OCDE-Europe	2,6	2,5	11,1	11,0	7,4	5,5	6,5	4,0	-	-	42,8	-	-
Total OCDE	3,0	2,5	8,4	8,3	5,0	3,3	4,5	2,6	-	-	-6,5	-	-

1. Variation en % par rapport à l'année précédente.
2. En pourcentage de la population active.
3. Pourcentage, moyenne annuelle.
4. En milliards de dollars américains, sur la base de la balance des paiements sauf pour l'Allemagne et l'Italie où les données sont celles du commerce extérieur.
5. Unités de la monnaie nationale par dollar américain.

Source: OCDE.

Tableau 1.2
Évolution trimestrielle des principaux indicateurs de l'économie américaine, 1986

	Trimestre				1986
	I	II	III	IV	
Demande globale (000 000 000 $ US 1982)[1]					
Produit national brut	3 655,9	3 661,4	3 686,4	3 696,1	3 674,9
Variation en %	3,8	0,6	2,8	1,1	2,5
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	2 372,7	2 408,0	2 448,3	2 445,8	2 418,7
Variation en %	3,6	6,2	6,7	-0,4	4,1
Dépenses publiques	725,2	742,2	750,4	769,3	746,8
Variation en %	-12,3	9,7	4,5	10,5	3,5
Formation brute de capital fixe (entreprises)	644,1	649,6	651,6	657,4	650,7
Variation en %	-8,4	3,5	1,2	3,7	1,9
Valeur de la variation matérielle des stocks	39,9	15,1	-0,3	-28,5	6,5
Exportations de biens et services	369,2	359,8	371,2	385,8	371,5
Variation en %	7,1	-9,8	13,3	16,7	2,5
Importations de biens et services	-495,1	-513,6	-534,5	-533,8	-519,3
Variation en %	0,2	15,8	17,3	-0,5	10,4
Revenu (000 000 000 $ US)[1]					
Revenu personnel disponible	2 935,0	2 978,5	2 979,9	2993,0	2 971,6
Variation en %	7,6	6,1	0,2	1,8	5,1
Taux d'épargne (%)	5,0	5,1	2,8	2,5	3,9
Bénéfices des sociétés avant impôt	222,5	227,7	240,4	258,8	237,3
Variation en %	-5,6	2,3	5,6	7,7	6,4
Marché du travail[1]					
Emploi (000 000)	108,8	109,2	110,0	110,4	109,6
Variation en %	3,0	1,5	3,0	1,5	2,3
Taux de chômage (%)	7,1	7,1	6,9	6,8	7,0
Prix et coûts[2]					
Indice des prix à la consommation (1972=100)	327,7	326,6	328,6	330,7	328,4
Variation en %	1,5	-1,3	2,5	2,6	1,9
Indice des coûts unitaires de main-d'oeuvre (1977=100)	168,8	169,6	170,7	172,8	170,5
Variation en %	-1,2	1,9	2,6	5,0	2,3
Marchés financiers[2](%)					
Taux préférentiel des banques	9,37	8,61	7,85	7,50	8,33
Rendement des bons du Trésor à 3 mois	6,90	6,14	5,52	5,35	5,98
Rendement des obligations fédérales de 10 ans et plus	8,56	7,60	7,31	7,26	7,68
Emprunts totaux des secteurs intérieurs non financiers[3]	-56,4	31,9	25,4	11,1	-5,5
Indice de la valeur du dollar américain par rapport à un panier de monnaies (mars 1973=100)	111,7	106,7	102,7	102,6	105,9
Autres indicateurs[1]					
Mises en chantier (000)	1 938,0	1 078,0	1 758,0	1 702,0	1 819,0
Balance commerciale (000 000 000 $ US)	-126,0	-154,0	-163,0	-148,0	-148,1

1. Données corrigées des variations saisonnières, à taux annuels.
2. Données non corrigées des variations saisonnières.
3. Emprunts totaux des particuliers, des entreprises non financières et des gouvernements sur les marchés financiers intérieurs. Variation en pourcentage.

Source: Data Resources Inc.

Tableau 1.3
Principaux indicateurs de l'économie américaine
1982-1986

	1982	1983	1984	1985	1986
Demande globale (000 000 000 $ US 1982)					
Produit national brut	3 166,0	3 279,1	3 489,9	3 585,2	3 674,9
Variation en %	-2,5	3,5	6,5	2,7	2,5
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	2 050,7	2 145,9	2 239,9	2 324,5	2 418,7
Variation en %	1,3	4,6	4,4	3,5	4,1
Dépenses publiques	641,7	649,0	675,2	721,2	746,8
Variation en %	1,9	1,1	4,0	6,8	3,5
Formation brute de capital fixe (entreprises)	471,9	510,4	592,8	638,6	650,7
Variation en %	-9,5	8,2	16,1	7,7	1,9
Valeur de la variation matérielle des stocks	-24,5	-6,4	59,1	9,0	6,5
Exportations de biens et services	362,0	349,3	370,9	362,3	371,5
Variation en %	-7,8	-3,5	6,2	-2,0	2,5
Importations de biens et services	-335,7	-368,7	-455,8	-470,5	-519,3
Variation en %	-2,2	9,9	23,6	3,8	10,4
Revenu (000 000 000 $ US)					
Revenu personnel disponible	2 261,4	2 428,1	2 670,6	2 828,0	2 971,6
Variation en %	6,3	7,4	10,0	5,9	5,1
Taux d'épargne (%)	6,2	5,0	6,4	5,1	3,9
Bénéfices des sociétés avant impôt	169,6	207,6	235,7	223,2	237,3
Variation en %	-25,1	22,4	13,5	-5,3	6,4
Marché du travail					
Emploi (000 000)	99,5	100,8	105,0	107,2	109,6
Variation en %	-0,9	1,3	4,2	2,1	2,3
Taux de chômage (%)	9,6	9,5	7,4	7,2	7,0
Prix et coûts					
Indice des prix à la consommation (1972=100)	289,1	298,4	311,1	322,2	328,4
Variation en %	6,2	3,2	4,3	3,6	1,9
Indice des coûts unitaires de main-d'oeuvre (1977=100)	156,0	157,6	160,9	166,6	170,5
Variation en %	8,3	1,0	2,1	3,5	2,3
Marchés financiers (%)					
Taux préférentiel des banques	14,9	10,8	12,0	9,9	8,33
Rendement des bons du Trésor à 3 mois	10,6	8,6	9,5	7,5	5,98
Rendement des obligations fédérales de 10 ans et plus	12,2	10,8	12,0	10,8	7,68
Emprunts totaux des secteurs intérieurs non financiers[1]	-14,3	64,4	23,0	17,4	-5,5
Indice de la valeur du dollar américain par rapport à un panier de monnaies (mars 1973=100)	116,5	125,3	138,3	127,1	105,9
Autres indicateurs					
Mises en chantier (000)	1 057,3	1 702,5	1 763,0	1 742,0	1 819,0
Balance commerciale (000 000 000 $ US)	-36,5	-67,1	-112,5	-122,1	-148,1

1. Emprunts totaux des particuliers, des entreprises non financières et des gouvernements sur les marchés financiers intérieurs. Variation en pourcentage.

Source: Data Resources Inc.

Tableau 1.4
Évolution trimestrielle des pincipaux indicateurs de l'économie canadienne, 1986

	Trimestre				1986
	I	II	III	IV	
Demande globale (000 000 $ 1981)[1]					
Produit intérieur brut	403 608	407 780	408 152	408 184	406 931
Variation en %	2,6	4,2	0,4	0,0	3,3
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	221 380	223 788	227 640	227 828	225 159
Variation en %	-0,1	4,4	7,1	0,3	3,9
Dépenses publiques	85 980	85 804	85 932	85 916	85 908
Variation en %	-1,2	-0,8	0,6	-0,1	0,6
Formation brute de capital fixe (entreprises)	77 632	76 272	76 704	77 892	77 125
Variation en %	7,3	-6,8	2,3	6,3	6,2
Valeur de la variation matérielle des stocks	5 652	4 476	2 860	1 376	3 591
Exportations de biens et services	130 988	131 096	133 648	136 304	133 009
Variation en %	0,8	0,3	8,0	8,2	4,7
Importations de biens et services	-116 108	-112 184	-117 440	-119 888	-116 405
Variation en %	10,0	-12,8	20,1	8,6	7,2
Revenu (000 000 $)[1]					
Revenu personnel disponible	339 868	342 616	342 304	349 032	343 455
Variation en %	9,6	3,3	-0,4	8,1	5,4
Taux d'épargne (%)	14,7	13,9	11,5	12,0	11,5
Bénéfices des sociétés avant impôt	43 556	44 312	44 948	48 720	45 384
Variation en %	-47,8	7,1	5,9	38,0	-4,8
Marché du travail[1]					
Population active (000)	12 863	12 869	12 849	12 896	12 870
Variation en %	3,1	0,2	-0,6	1,5	1,8
Emploi (000)	11 610	11 638	11 607	11 682	11 634
Variation en %	4,8	1,0	-1,1	2,6	2,9
Taux de chômage (%)	9,7	9,6	9,7	9,4	9,6
Prix et coûts[2]					
Indice des prix à la consommation (1981=100)	130,5	131,6	133,2	134,5	132,4
Variation en %	4,2	3,9	4,2	4,3	4,2
Indice des coûts unitaires de main-d'oeuvre (1981=100)	119,7	120,4	121,5	122,7	121,1
Variation en %	3,2	2,4	3,8	4,1	2,5
Marchés financiers[2](%)					
Taux d'escompte	11,0	9,1	8,6	8,5	9,2
Taux préférentiel des banques	12,0	10,8	9,9	9,8	10,5
Obligations du gouvernement canadien (10 ans et plus)	10,2	9,4	9,3	9,3	9,5
Taux de change du dollar canadien par rapport au dollar américain ($ US/ $ CAN)	0,712	0,723	0,722	0,722	0,720
Autres indicateurs[1]					
Mises en chantier (000)	167,0	200,0	213,0	211,0	199,8
Balance commerciale (000 000 $)	9 852	10 812	8 804	11 064	10 132

1. Données corrigées des variations saisonnières, à taux annuels.
2. Données non corrigées des variations saisonnières.

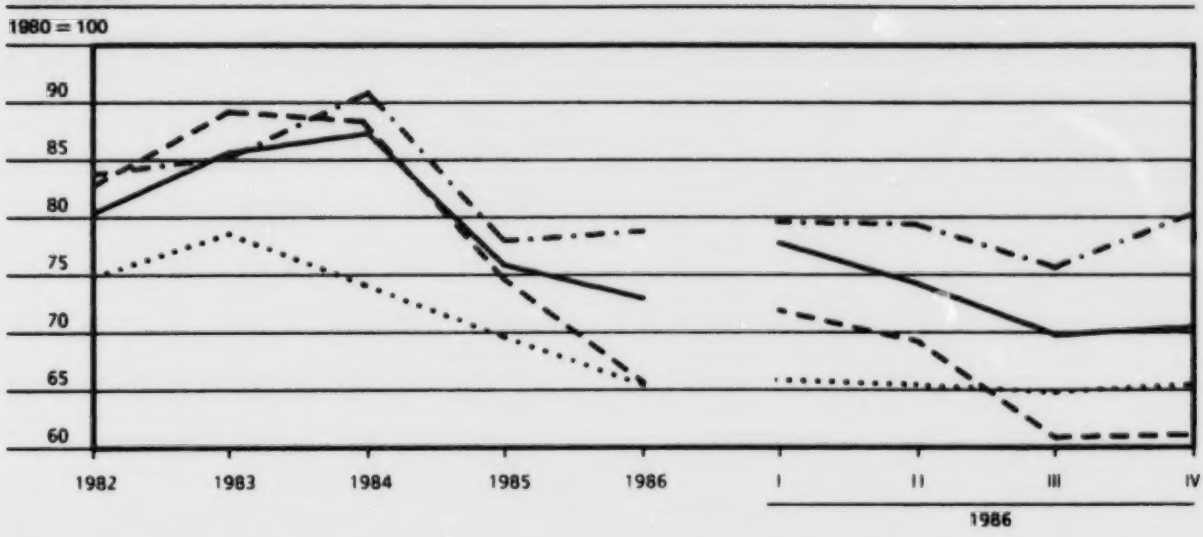
Sources: Statistique Canada.
Banque du Canada.
Société canadienne d'hypothèque et de logement.

Tableau 1.5
Principaux indicateurs de l'économie canadienne,
1982-1986

	1982	1983	1984	1985	1986
Demande globale (000 000 $ 1981)					
Produit intérieur brut	344 543	355 445	377 755	393 817	406 931
Variation en %	-3,2	3,2	6,3	4,3	3,3
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	190 993	197 546	205 986	216 733	225 159
Variation en %	-2,6	3,4	4,3	5,2	3,9
Dépenses publiques	80 250	80 921	82 486	85 407	85 908
Variation en %	2,6	0,8	1,9	3,5	0,6
Formation brute de capital fixe (entreprises)	66 831	66 631	67 333	72 653	77 125
Variation en %	-12,8	-0,3	1,1	7,9	6,2
Valeur de la variation matérielle des stocks	-9 144	-2 527	3 710	2 311	3 591
Exportations de biens et services	94 772	10 840	119 846	127 025	133 009
Variation en %	-2,2	6,4	18,8	6,0	4,7
Importations de biens et services	-78 898	-86 009	-100 249	-108 586	-116 405
Variation en %	-15,2	9,0	16,6	8,3	7,2
Revenu (000 000 $)					
Revenu personnel disponible	262 861	276 013	300 835	325 909	343 455
Variation en %	10,6	5,0	9,0	8,3	5,4
Taux d'épargne (%)	17,8	14,6	14,8	13,9	11,5
Bénéfices des sociétés avant impôt	26 848	37 072	45 905	47 673	45 384
Variation en %	-28,7	38,1	23,8	3,9	-4,8
Marché du travail					
Population active (000)	11 972,8	12 175,5	12 396,5	12 639,2	12 870,3
Variation en %	0,6	1,7	1,8	1,9	1,8
Emploi (000)	10 648,2	10 731,2	10 997,7	11 309,1	11 634,4
Variation en %	-3,2	0,8	2,5	2,8	2,9
Taux de chômage (%)	11,1	11,8	11,3	10,5	9,6
Prix et coûts					
Indice des prix à la consommation (1981=100)	110,8	117,2	122,3	127,2	132,4
Variation en %	10,8	5,8	4,3	4,0	4,2
Indice des coûts unitaires de main-d'oeuvre (1981=100)	110,6	112,4	114,6	118,1	121,1
Variation en %	10,6	1,6	1,9	3,0	2,5
Marchés financiers(%)					
Taux d'escompte	14,0	9,6	11,3	9,6	9,2
Taux préférentiel des banques	15,8	11,2	12,1	10,6	10,5
Obligations du gouvernement canadien (10 ans et plus)	14,3	11,8	12,8	11,0	9,5
Taux de change du dollar canadien par rapport au dollar américain ($ US/ $ CAN)	0,811	0,811	0,772	0,732	0,720
Autres indicateurs					
Mises en chantier (000)	125,9	162,6	134,9	165,8	199,8
Balance commerciale (000 000 $)	17 821	17 647	20 726	17 475	10 132

Sources: Statistique Canada.
Banque du Canada.
Société canadienne d'hypothèque et de logement.

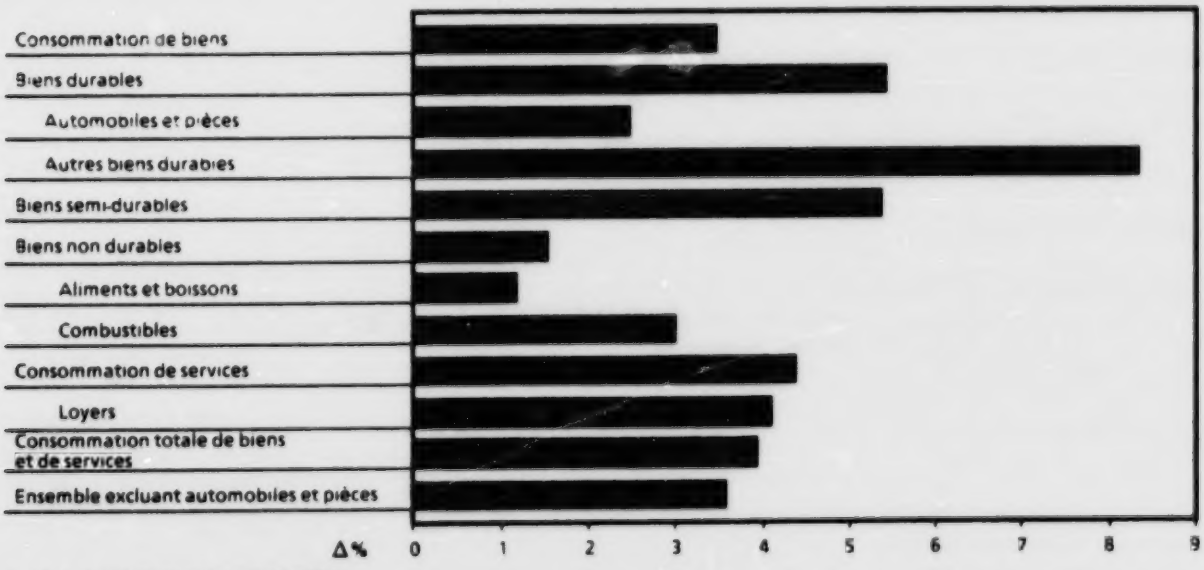
Graphique 1A
Évolution des prix mondiaux des matières premières
1982-1986



1 Excluant les produits pétroliers

Source: Fonds monétaire international

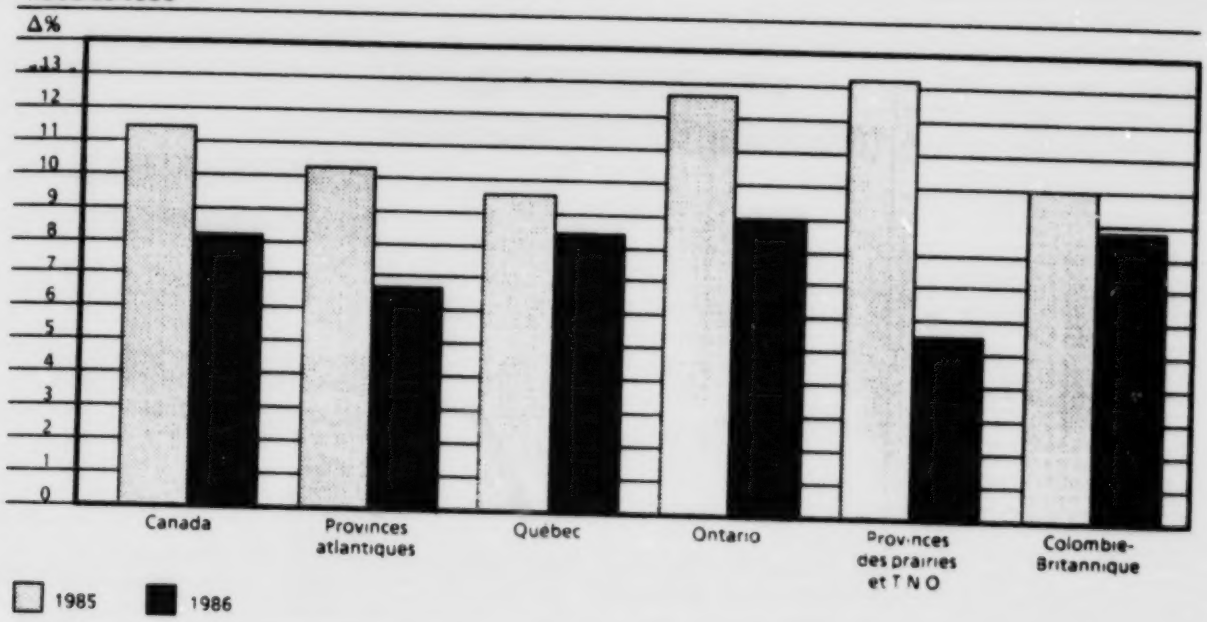
Graphique 1B
Variation des dépenses personnelles en biens et services de consommation[1], Canada, 1986/1985



1. Variation évaluée en dollars de 1981.

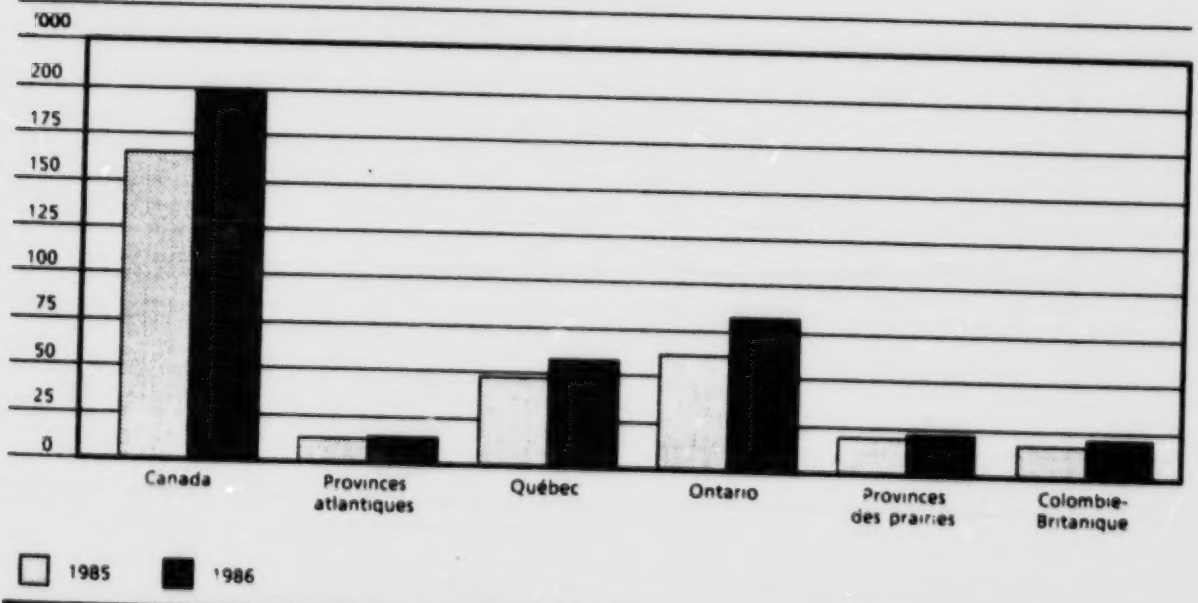
Sources: Statistique Canada, *Comptes nationaux des revenus et dépenses.*

Graphique 1C
Variation des ventes au détail selon la région, Canada, 1985 et 1986



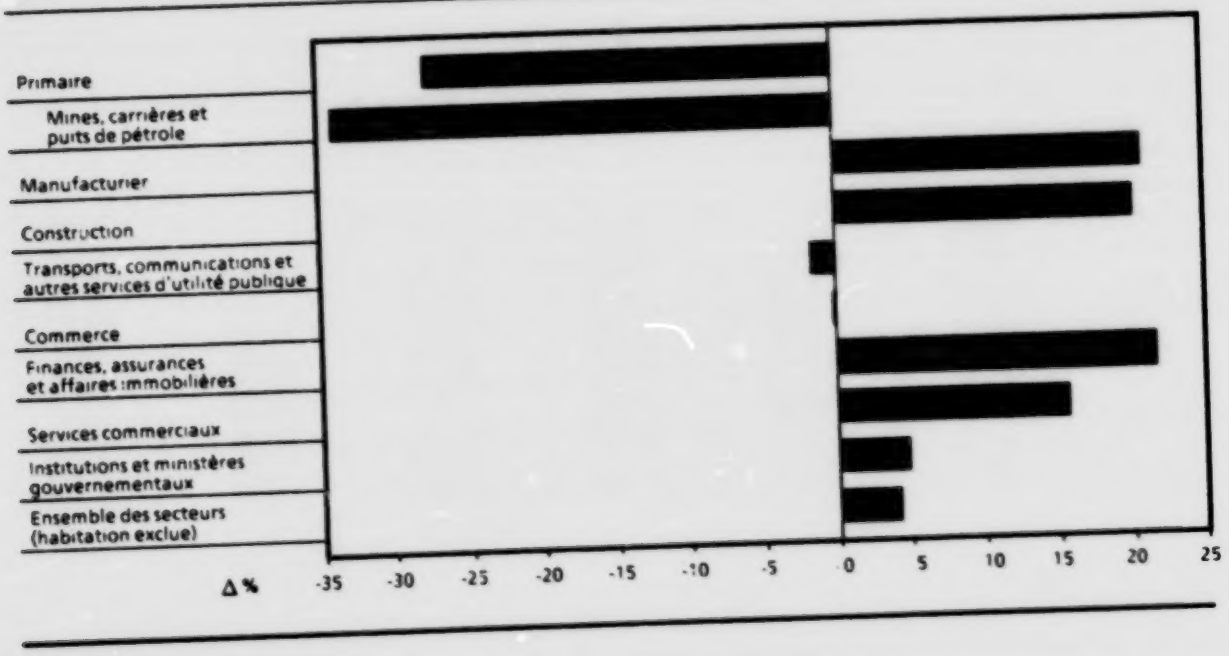
Source : Statistique Canada, *Commerce de détail*.

Graphique 1D
Évolution des mises en chantier selon la région, Canada, 1985 et 1986

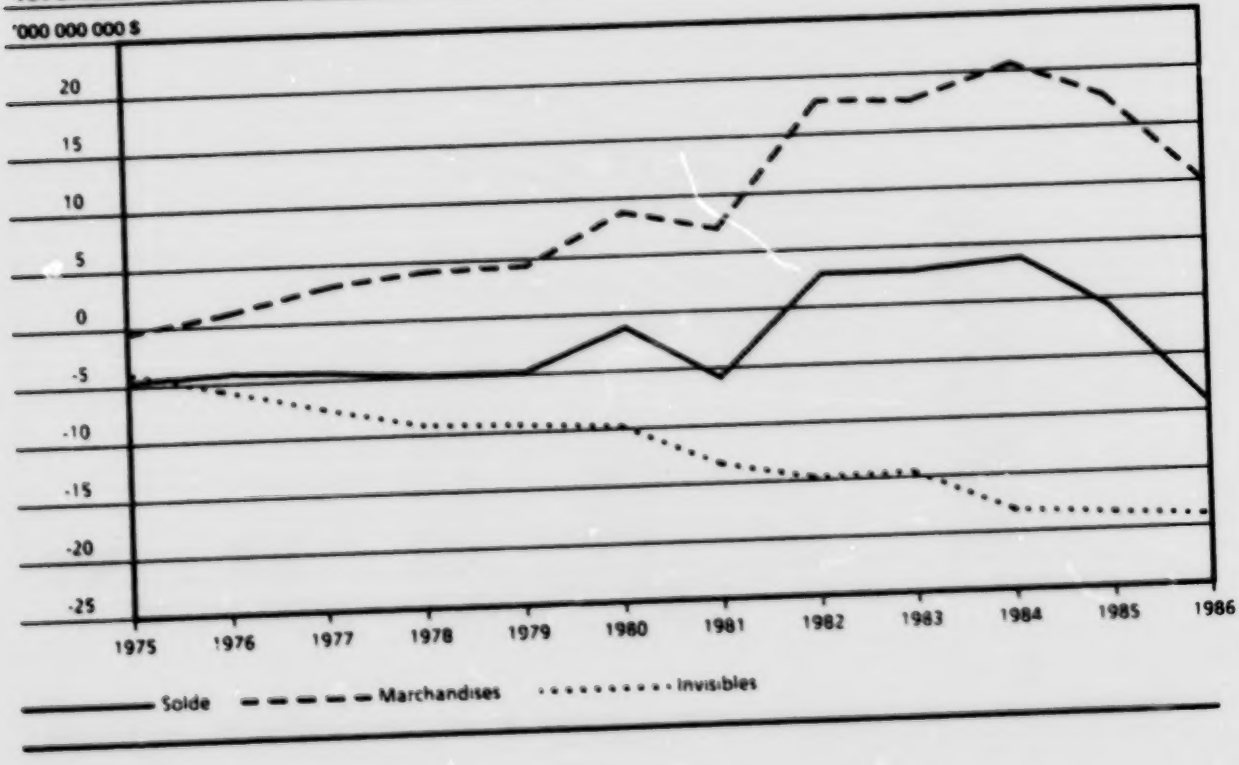


Source : Statistique Canada, *Logements mis en chantier et parachevés*.

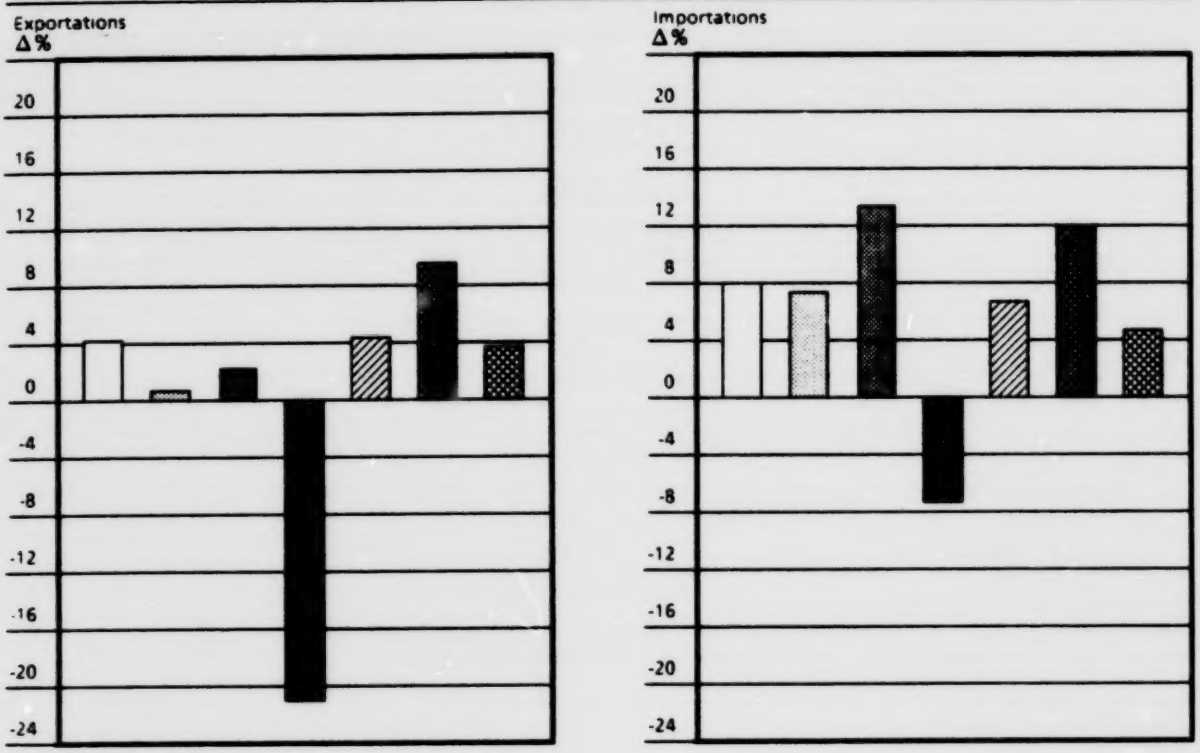
Graphique 1E
Variation des dépenses d'immobilisation privées et publiques (excluant l'habitation)
Dollars courants, Canada, 1986/1985



Graphique 1F
Évolution de la balance des paiements internationaux et solde du compte courant, Canada, 1975-1986



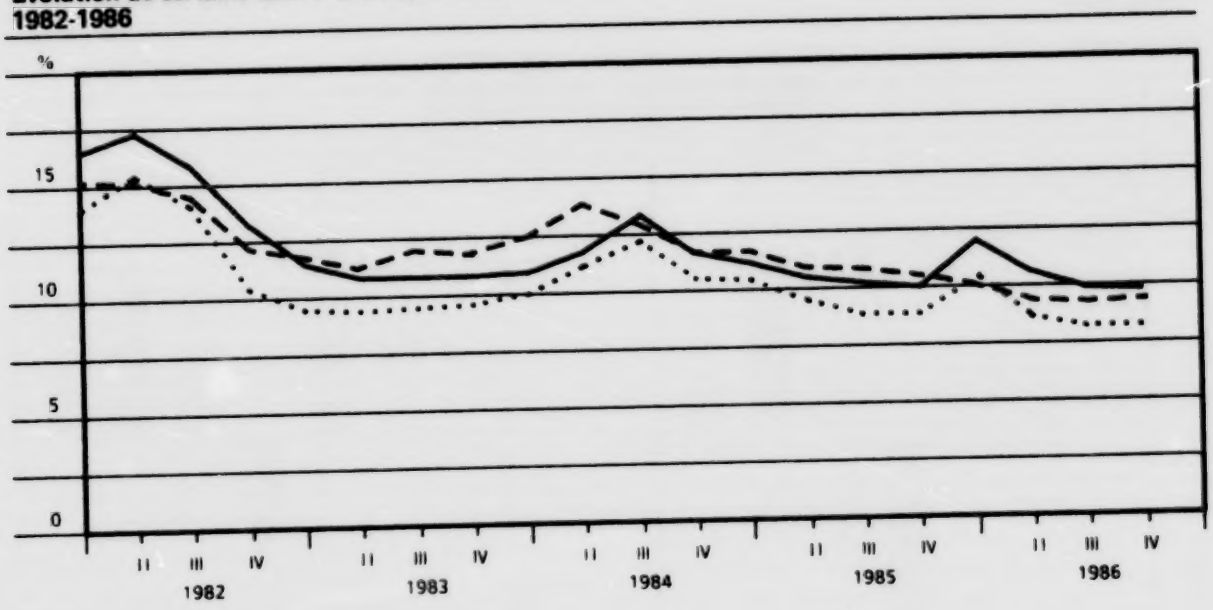
Graphique 1G
Variation[1] du commerce des marchandises par catégorie, Canada, 1986/1985



1. Variation évaluée en dollars courants, sauf indication contraire.

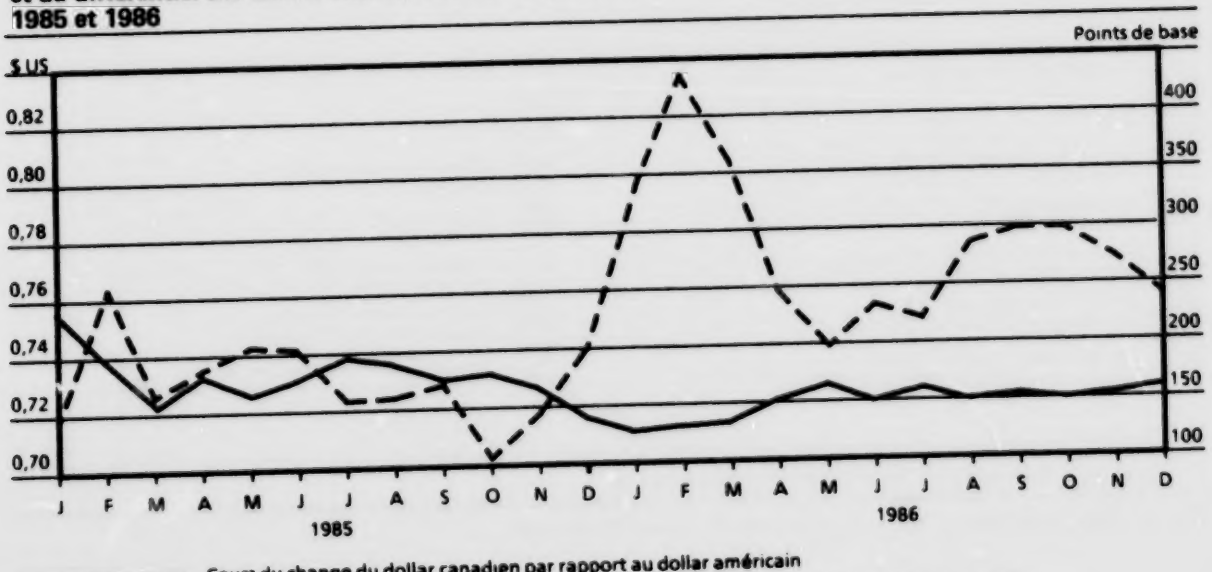
Source: Statistique Canada, ***La balance canadienne des paiements internationaux***

Graphique 1H
Évolution de certains taux d'intérêt, Canada, 1982-1986



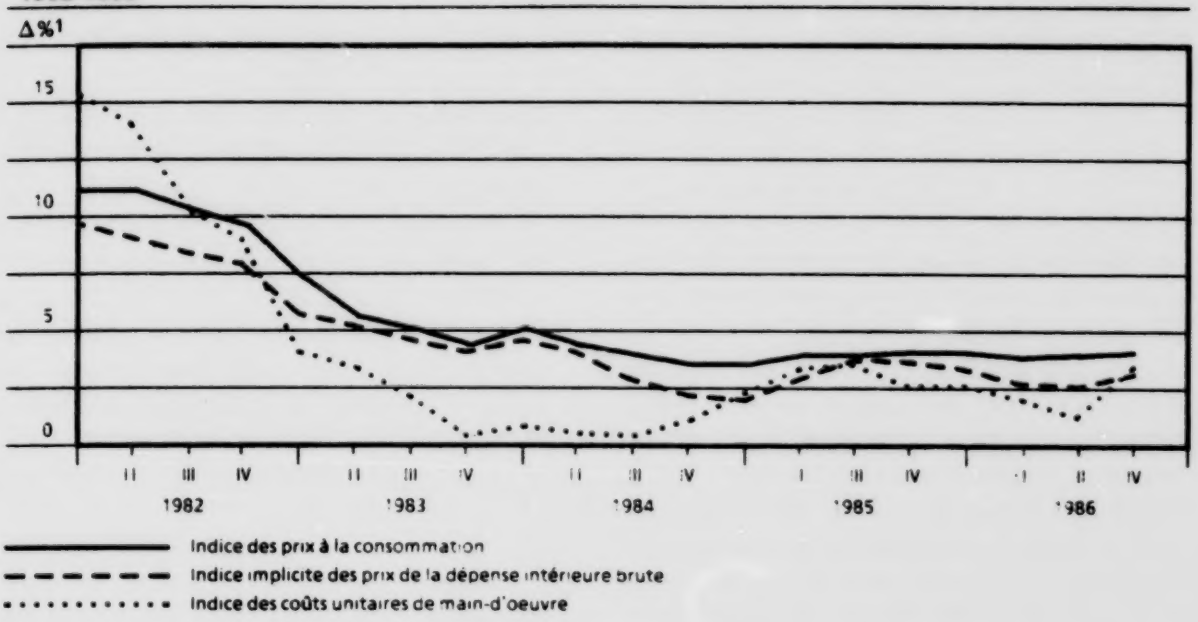
Source: Banque du Canada.

Graphique 1I
Évolution mensuelle du cours du change du dollar canadien par rapport au dollar américain et du différentiel des taux d'intérêt, Canada - États-Unis, 1985 et 1986



Source. Banque du Canada.

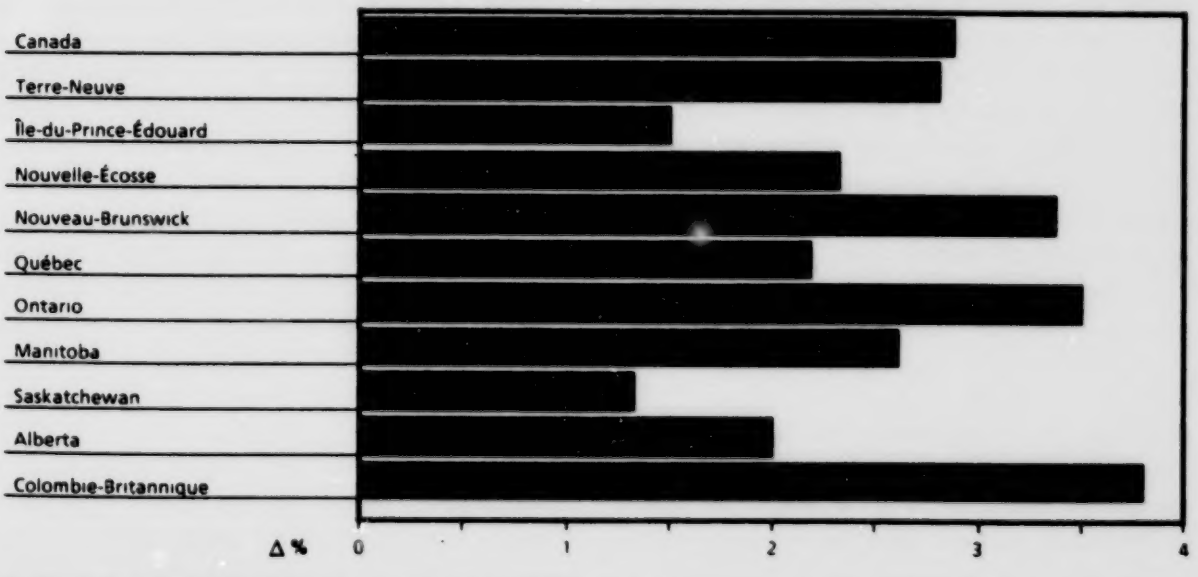
Graphique 1J
Évolution trimestrielle de la croissance de certains indices de prix et des coûts unitaires de main-d'oeuvre, Canada, 1982-1986



1. Par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente.

Sources: Statistique Canada. Banque du Canada

Graphique 1K
Variation de l'emploi selon la province, Canada, 1986/1985



Source: Statistique Canada, *Enquête sur la population active*

Le produit intérieur brut du Québec s'accroît de 7,3% en 1986, en regard de 8,1% en 1985. Cette croissance continue du PIB, accompagnée d'une augmentation de l'emploi, d'une baisse des taux d'intérêt et d'une faible croissance des prix, crée un climat économique favorable à la consommation. Si bien, que l'augmentation de 8,4% des dépenses personnelles en biens et services (légèrement inférieure à celle de 9,1% en 1985) repose largement sur une baisse du taux d'épargne personnelle, qui passe de 12,7% en 1985 à 9,8% en 1986.

Les dépenses en constructions résidentielles, avec une hausse de 21,1% en 1986 contre 9,4% en 1985, constituent la composante la plus dynamique de la demande, les autres dépenses en formation brute de capital fixe présentant un net repli de leur taux de croissance (1,6% en 1986 contre 7,2% en 1985). Globalement, les dépenses de ce type, incluant la construction résidentielle, s'accroissent en 1986 (8,0%) au même rythme qu'en 1985 (7,9%). La demande provenant des marchés extérieurs affiche la même croissance qu'en 1985, soit 7,2%.

En ce qui concerne le marché du travail, on note la création nette de 62 000 nouveaux emplois. La moitié de ces nouveaux emplois sont attribuables au secteur secondaire, où on remarque une hausse de l'embauche de 12,3% dans l'industrie de la construction, et l'autre moitié au secteur tertiaire.

Quant à l'indice des prix à la consommation, on observe à Montréal une hausse plus prononcée en 1986 (4,9%) qu'en 1985 (4,4%). C'est la forte augmentation des prix des aliments qui provoque une hausse plus importante de l'indice d'ensemble malgré la baisse des prix de l'énergie.

L'ÉVOLUTION DE LA DEMANDE

Les dépenses de consommation

La croissance des dépenses de consommation, qu'entraîne l'environnement économique favorable que nous avons souligné précédemment, repose aussi sur l'augmentation de la rémunération des salariés, même s'il s'agit d'une hausse moins forte en 1986 (5,8%) qu'en 1985 (6,8%) et 1984 (7,9%). Il en est de même du revenu personnel disponible qui augmente de 4,8% en 1986 contre 7,6% en 1985 et 9,2% en 1984. En 1986, les consommateurs réduisent à nouveau leur épargne afin d'accroître leurs dépenses de consommation; ainsi, la part de l'épargne courante dans le revenu personnel disponible passe de 14,1% en 1984, à 12,7% en 1985 et à 9,8% en 1986. Ces facteurs permettent une croissance de 8,4% des dépenses de consommation en 1986 (de 3,5% en termes réels), lesquelles s'accroissent aussi moins fortement qu'en 1985 (9,1%) et 1984 (9,5%). Par ailleurs, les dépenses personnelles en biens augmentent moins fortement que l'ensemble des dépenses personnelles, soit une hausse de 7,5% en 1986 en regard de 1985. Cependant, les dépenses personnelles en biens durables augmentent de 10,3%, celles des biens semi-durables de 11,0%, tandis que les dépenses en biens non durables s'accroissent de seulement 4,9%. Les dépenses personnelles en services augmentent de 9,5% en 1986. (Voir tableaux 2.1, 2.2 et 2.3).

En 1986, la valeur totale des ventes au détail au Québec s'élève à 34,6 milliards de dollars, en hausse de 8,8% en regard de l'année 1985. Au cours des trois premiers trimestres de

1986, cette valeur s'accroît quasiment au même rythme qu'en 1985, soit de 8,1%, 8,8% et 11,1% en 1986 contre 8,3%, 8,7% et 10,9% en 1985, par rapport aux trimestres correspondants de l'année précédente. Cependant, la hausse de 7,4% enregistrée au dernier trimestre de 1986, la plus faible depuis le quatrième trimestre de 1982, est responsable du ralentissement du taux de croissance des ventes au détail en 1986 (8,8%) en regard de 1985 (9,6%). (Voir graphique 2A)

Une analyse des ventes au détail permet de suivre l'évolution des dépenses personnelles selon les catégories de commerce. Des plus importantes catégories de commerces de détail, seuls les magasins d'alimentation voient la valeur de leurs ventes augmenter plus fortement en 1986 (8,4%) qu'en 1985 (5,0%). Les concessionnaires d'automobiles, en dépit d'une forte hausse de 14,5% de leurs ventes en 1986, connaissent une baisse de leur taux de croissance en regard des dernières années (20,9% en 1985, 29,0% en 1984 et 28,1% en 1983). La valeur des ventes des magasins de vêtements et de chaussures s'accroît de 9,4% en 1986, contre 10,7% en 1985 et celle des grands magasins de 5,7% contre 6,8% en 1985; par ailleurs, la valeur des ventes des stations-service, garages, marchands de pièces et de voitures d'occasion diminue de 1,6% en 1986 en comparaison d'une hausse de 10,0% en 1985. (Voir graphique 2C).

Quant aux autres catégories de commerce, les plus fortes hausses de la valeur des ventes au détail sont observées dans les quincailleries (23,7% en 1986 contre 6,5% en 1985), les magasins de meubles, téléviseurs, radios et appareils ménagers (16,2% contre 8,8%) et les magasins d'articles de sport (13,4% contre 7,5%).

Finalement, la valeur totale des importations dédouanées au Québec augmente de 5,8% en 1986 en regard de 1985, soit une hausse légèrement supérieure à celle de 4,8% enregistrée l'an dernier. On remarque une forte croissance de 15,9% de la valeur des importations au premier trimestre de 1986 par rapport au premier trimestre de 1985; par contre, au cours des trois derniers, cette valeur enregistre de faibles taux de croissance, soit 1,4%, 1,3% et 3,3%. Au chapitre de la valeur des importations, certains biens de consommation subissent des fluctuations importantes par rapport à 1985, entre autres les importations suivantes: le café, une hausse de 47,3% (contre une baisse de 5,6% en 1985); les automobiles, une hausse de 4,7% (contre 33,3%) et l'essence, une baisse de 20,8% (contre une hausse de 65,5%).

La demande de logements

La baisse des taux d'intérêt favorise une croissance soutenue de la construction résidentielle en 1986. Effectivement, les mises en chantier au Québec augmentent de 25,6% en regard de 1985, leur nombre atteignant 60 348, soit le plus grand nombre depuis 1976 (68 748 unités). Les dépenses reliées à cette activité s'élèvent à 7 798 millions de dollars, en hausse de 21,1% par rapport à 1985. À l'exception des logements en rangée, dont les mises en chantier (1 182) diminuent de 49,2% en 1986 par rapport à 1985, on note une forte croissance des autres catégories de logements: de 28,5% pour les logements simples (23 692), de 35,6% pour les logements doubles (3 463) et de 29,5% pour les logements multiples (32 011). C'est au milieu de l'année qu'on observe la forte croissance des mises en chantier par rapport à 1985; l'évolution trimestrielle présente une baisse de 9,6% au premier trimestre,

suivie de hausses importantes de 51,0% et de 42,4% aux deuxième et troisième trimestres; l'année se termine par une hausse modérée de 12,7% au dernier trimestre. Les mises en chantier s'accroissent ainsi plus rapidement au Québec qu'au Canada où l'augmentation s'établit à 20,5% en 1986 en regard de 1985. Ainsi, la part du Québec dans le total canadien se situe à 30,2% en 1986 comparativement à 29,0% en 1985, à 31,1% en 1984 et à 21,7% en moyenne de 1974 à 1981. (Voir tableau 2.4 et graphique 2D)

La formation brute de capital fixe

Les dépenses en formation brute de capital fixe (excluant l'habitation) s'élèvent à 13 184 millions de dollars en 1986, en hausse de 1,6% en regard de 1985. Il s'agit d'une faible augmentation en regard des hausses de 7,2% en 1985 et de 12,8% en 1984. En dépit d'une baisse de 5,5% de la construction non résidentielle, les dépenses en formation brute de capital fixe (excluant l'habitation) des entreprises augmentent de 1,2% en 1986 et celles des administrations publiques de 3,2%. (Voir tableau 2.5 et graphique 2E)

Ces données préliminaires tirées des comptes économiques des revenus et des dépenses pourraient être révisées à la hausse puisque les données de l'enquête sur les investissements privés et publics ont déjà fait l'objet d'une révision. Selon ces données révisées, les dépenses en immobilisations des entreprises commerciales augmentent de 11,3% en 1986, en regard de 1985, et atteignent 9,0 milliards de dollars. Par contre, celles des entreprises publiques, malgré un certain redressement, continuent de décroître en 1986 (-8,1% en regard de -18,7% en 1985). Après de fortes croissances en 1984 et 1985, les dépenses en immobilisations des entreprises des secteurs secondaire et tertiaire augmentent moins fortement en 1986: de 8,0% dans le secteur secondaire (20,3% en 1985 et 29,1% en 1984) et de 2,8% dans le secteur tertiaire (11,7% en 1985 et 7,9% en 1984). Dans le secteur primaire, ces dépenses baissent de 8,9% en 1986, en regard de -11,2% en 1985.

En 1986, on note une augmentation importante des dépenses en immobilisations des entreprises des secteurs manufacturier, de la construction, des finances, assurances et affaires immobilières, et des services commerciaux. À l'intérieur du secteur manufacturier, les industries du meuble et des articles d'ameublement, du papier et des produits connexes et des produits chimiques présentent encore en 1986 une forte croissance de leurs dépenses d'investissement. Contrairement à l'année précédente, c'est aussi le cas de l'industrie du caoutchouc et de celle de l'impression, de l'édition et des produits connexes en 1986.

Les exportations

En 1986, la demande provenant des marchés extérieurs s'accroît au même rythme que l'annnée précédente. En effet, la valeur des exportations[1] internationales chargées au Québec s'élève à 20,0 milliards de dollars en 1986, en hausse de 7,2% en regard de 1985. Cette croissance est principalement observée à partir de la mi-année de 1986. L'évolution trimestrielle présente une baisse de

1. Il s'agit des exportations canadiennes chargées au Québec auxquelles le Bureau de la statistique du Québec apporte des corrections pour tenir compte du commerce interprovincial.

0,4% au premier trimestre, suivie de hausses successives de 3,1%, 8,9% et 11,2% aux trimestres subséquents, en regard des trimestres correspondants de 1985. Pour une quatrième année consécutive, les exportations destinées aux États-Unis s'accroissent en 1986, soit de 9,7%; il s'agit là d'une hausse supérieure à celle de l'ensemble des exportations. Cette croissance accentue l'importance que représente le marché américain pour le Québec. En réalité, la part des exportations destinées aux États-Unis dans l'ensemble des exportations chargées au Québec passe de 64,5% en 1982, à 75,0% en 1984, à 75,8% en 1985 et atteint 77,5% en 1986. En revanche, les exportations destinées aux autres partenaires internationaux diminuent pour une quatrième fois en cinq ans, soit de 0,4% en 1986 par rapport à 1985. (Voir graphique 2F)

On observe, en 1986, des taux de croissance nettement supérieurs à ceux de 1985 quant à la valeur des exportations des produits suivants: le matériel roulant de chemin de fer (168,4% en 1986 contre 85,4% en 1985); l'aluminium et alliages (39,4% contre une baisse de 10,0%), les avions entiers, moteurs, pièces et accessoires (19,4% contre -0,7%), l'électricité (9,6% contre -13,2%) et le papier d'imprimerie, les pâtes de bois et pâtes similaires (11,4% contre 3,0%). Néanmoins, certaines autres marchandises voient le taux de croissance de leurs exportations diminuer sensiblement: les voitures, pièces et accessoires (en baisse de 1,1% en 1986 contre une hausse de 38,3% en 1985) et les hydrocarbures et dérivés, mazout et essence (-51,5% contre 8,3%). Finalement, les exportations de meubles et accessoires d'ameublement maintiennent un taux de croissance élevé, soit 20,7% en 1986 contre 18,5% en 1985. (Voir tableau 2.6)

LA PRODUCTION ET L'EMPLOI

La production

Selon les données préliminaires, le produit intérieur brut au coût des facteurs au Québec s'élève à 102,1 milliards de dollars en 1986, en hausse de 5,9% en regard de 1985. Le produit intérieur brut des secteurs primaire et tertiaire augmente relativement au même rythme que celui de l'économie, soit respectivement de 5,9% et 6,2%, tandis que celui du secteur secondaire, avec 5,1%, s'accroît moins fortement. (Voir graphique 2G)

C'est la forte hausse du produit intérieur brut du secteur agricole (10,4%) qui est responsable de cette performance du secteur primaire. De plus, on note une légère hausse dans les mines (1,4%) et l'exploitation forestière (3,1%).

Au niveau du secteur secondaire, la construction voit son produit intérieur brut s'accroître plus fortement (7,9% en 1986) que celui des industries manufacturières (4,4%). Finalement, au sein du secteur tertiaire, on observe les plus fortes hausses du produit intérieur brut dans le commerce de gros (10,7%) et de détail (9,9%), les finances, assurances et affaires immobilières (7,9%) et les services socio-culturels, commerciaux et personnels (5,5%); par contre, on note des augmentations moins prononcées du PIB des administrations publiques et de la défense (4,7%) et des transports, communications et autres services publics (2,7%).

La valeur réelle des expéditions des manufacturiers québécois s'accroît de 0,3% en 1986, ce qui représente une hausse inférieure à celle de 2,1% enregistrée en 1985. Contrairement à

1985, l'évolution trimestrielle des expéditions des manufacturiers présente un profil à la baisse en 1986 avec des hausses de 1,2% et 1,3% aux deux premiers trimestres, suivies de deux baisses de 0,6% aux deux derniers trimestres, par rapport aux mêmes trimestres de l'année précédente. La valeur réelle des expéditions des industries de biens non durables (excluant l'industrie du caoutchouc dont les données ne sont pas disponibles) diminue de 1,2% en 1986, en regard de 1985; en revanche, la valeur des expéditions des industries de biens durables (excluant les industries manufacturières diverses dont les données ne sont pas disponibles) augmente de 2,6% en termes réels. (Voir tableau 2.7 et graphique 2I)

Cette faible croissance de la valeur totale des expéditions en 1986 est surtout liée à la forte chute de la valeur des expéditions de l'industrie des produits raffinés du pétrole et du charbon, mais également à la baisse modérée que connaît l'industrie des aliments, étant donné l'importance de cette dernière industrie dans les expéditions totales québécoises. Cependant, les industries des produits chimiques, des métaux primaires, des produits textiles, de l'imprimerie, l'édition et activités connexes, et des produits en matière plastique connaissent les plus fortes augmentations de la valeur réelle de leurs expéditions en 1986.

L'emploi

En 1986, le marché du travail s'améliore pour une quatrième année consécutive. Ainsi, à la suite de la création nette de 62 000 nouveaux emplois, le niveau total de l'emploi s'établit à 2 866 000, en hausse de 2,2% par rapport à 1985 alors qu'on observait une augmentation plus prononcée, soit de 3,0%. Contrairement à 1985, où la presque totalité des emplois additionnels se situait dans le secteur tertiaire, on note une distribution par secteur d'activité plus diversifiée en 1986. En termes relatifs, c'est le secteur secondaire qui affiche les meilleurs résultats: le niveau de l'emploi y augmente de 32 000 ou 4,7% en 1986 en regard d'une baisse de 7 000 en 1985; la construction, à elle seule, connaît un accroissement de 15 000 emplois ou 12,3%. L'emploi augmente de 32 000 ou 1,6% dans le secteur tertiaire (contre 87 000 en 1985) , alors que le nombre d'emplois du secteur primaire diminue de 3 000 ou 2,0% en 1986 (hausse de 3 000 en 1985). (Voir tableau 2.8 et graphique 2J)

Tout comme l'emploi, la population active s'accroît moins fortement en 1986 (1,3%) qu'en 1985 (1,9%). La population active atteint 3 221 000, en hausse de 40 000 en regard de 1985. Par ailleurs, on dénombre 356 000 chômeurs en 1986, soit une baisse de 21 000 ou de 5,5% par rapport à 1985, alors qu'on notait une diminution de 6,0%. Finalement, après avoir atteint des taux respectifs de 12,8% et 11,8% en 1984 et 1985, le taux de chômage continue de baisser pour s'établir à 11,0% en 1986. (Voir graphiques 2K et 2L).

LES PRIX ET LES COÛTS DE PRODUCTION

Le fait marquant de l'année 1986 est sans doute l'effrondrement du prix mondial du pétrole brut qui, à travers diverses ramifications, occasionne un ralentissement de la hausse des prix. Ainsi, l'indice d'ensemble des prix des matières premières au Canada présente un revirement complet en 1986 en regard de 1985. En 1985, cet indice augmentait de 1,1%, alors qu'en 1986, il diminue de 17,6%. À l'origine de cette baisse en 1986, il y a la chute de 36,6% de l'indice des

prix des combustibles. Cette diminution est si importante qu'elle dissimule la tendance à la hausse que présentent les prix des autres matières premières. En effet, en excluant la composante "combustible", l'indice d'ensemble s'accroît de 3,7% en 1986 en regard de 1985 alors que cet indice diminuait de 2,6%. De plus, la hausse de cet indice de prix est plus prononcée à la fin de l'année 1986, l'évolution trimestrielle étant de 1,9%, 1,6%, 6,4% et 4,7% en regard des trimestres correspondants de 1985. Les matières premières dont les prix s'accroissent le plus fortement sont les substances animales (5,5% en 1986 contre -1,5% en 1985), le bois (5,0% contre 0,6%) et les métaux non ferreux (3,8% contre -5,7%).

En ce qui a trait aux coûts de la main-d'oeuvre des entreprises, la rémunération hebdomadaire moyenne (excluant les heures supplémentaires) de l'ensemble des salariés au Québec s'élève à 410,43 $ en 1986, en hausse de 2,6% en regard de 1985 où elle augmentait plus fortement, soit de 3,0%. (Voir graphique 2M)

L'évolution des coûts de production, dont ceux de la main-d'oeuvre et des matières premières, a une influence sur le prix de vente des manufacturiers. En 1986, l'indice des prix de vente des manufacturiers canadiens s'accroît de 0,8%, soit moins fortement qu'en 1985 alors qu'il augmentait de 2,8%. Le ralentissement de la croissance de l'indice des prix de vente est lié à la forte chute de 19,7% de l'indice des prix de vente des produits raffinés du pétrole et du charbon en 1986. Plusieurs des grandes industries manufacturières du Québec présentent, en 1986, une hausse de leur indice des prix de vente supérieure à celle de 1985: les industries des aliments (4,0% en 1986 contre 1,1% en 1985), du papier et des produits connexes (4,2% contre 1,2%), de la première transformation des métaux (2,2% contre -1,7%) et du bois (8,4% contre 2,0%); toutefois, les industries de produits chimiques (1,2% contre 1,7%) et du matériel de transport (4,4% contre 6,5%) présentent des augmentations moins prononcées qu'en 1985.

En 1986, l'activité de la construction résidentielle évolue dans un contexte de hausses de prix de plus en plus importantes. Ainsi, en ce qui concerne les coûts de production, l'indice des prix des matériaux de la construction résidentielle au Canada augmente de 7,9% en 1986, en regard de 4,1% en 1985. Quant aux prix de vente, l'indice des prix des logements neufs s'accroît de 7,4% à Montréal et de 6,7% à Québec en 1986 en regard de 1985, où ils augmentaient respectivement de 3,5% et 5,3%. De plus, les hausses de prix s'accentuent au cours de l'année 1986, puisque l'évolution trimestrielle de l'indice des prix à Montréal est de 5,7%, 6,3%, 7,5% et 9,9%, tandis qu'à Québec, ces hausses sont de 5,6%, 6,1%, 7,0% et 8,0% en regard des trimestres correspondants de 1985.

La hausse des prix à la consommation s'amplifie également en 1986. Ainsi, cet indice à Montréal s'accroît de 4,9% en 1986 comparativement à 4,4% en 1985, soit une hausse d'un demi point de pourcentage du taux de croissance des prix. Deux composantes de l'indice d'ensemble présentent des situations particulières. Premièrement, l'indice des prix de l'énergie diminue de 7,8% en 1986, en regard d'une hausse de 5,0% en 1985. L'importante baisse de cette composante a pour effet d'atténuer la hausse de l'indice d'ensemble. En effet, l'indice d'ensemble sans l'énergie s'accroît de 6,0% en 1986 comparativement à une augmentation de 4,2% en 1985; cela représente une hausse de 1,8 point de pourcentage du

taux de croissance des prix, soit un écart supérieur à celui de l'indice d'ensemble. Deuxièmement, l'indice des prix des aliments s'accroît fortement en 1986, soit de 6,7% en regard de 3,6% en 1985. De plus, cet indice montre une croissance qui progresse de trimestre en trimestre, les données trimestrielles présentant des hausses successives de 4,9%, 5,4%, 7,3% et 9,3% par rapport aux trimestres correspondants de 1985. (Voir tableau 2.9 et graphique 2N)

L'indice des prix de l'ensemble des autres composantes, excluant l'énergie et les aliments, augmente de 5,8% en 1986 en regard de 4,5% en 1985. En outres, l'indice des prix du tabac et des alcools augmente de 16,3% en 1986 (12,7% en 1985) et celui de l'habillement de 3,3% (2,8% en 1985); par contre, l'indice des prix de l'habitation s'accroît moins fortement en 1986 qu'en 1985, soit de 3,2% comparativement à 4,0%.

Tableau 2.1
Évolution trimestrielle des principaux indicateurs[1] de l'économie québécoise, 1986

	1986				
	I	II	III	IV	Total
Demande globale (000 000 $)					
Produit intérieur brut	27 539	28 951	30 114	29 938	116 542
Variation en %	7,9	8,5	7,7	5,2	7,3
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	16 571	18 062	17 846	19 195	71 674
Variation en %	8,7	8,9	8,5	7,5	8,4
Dépenses publiques courantes	6 049	6 300	6 045	6 255	24 649
Variation en %	5,7	5,7	1,9	1,3	3,6
Formation brute de capital fixe	4 552	5 261	5 546	5 623	20 982
Variation en %	8,9	7,5	9,3	6,7	8,0
Valeur de la variation matérielle des stocks	892	-137	385	-499	641
Revenu (000 000 $)					
Rémunération des salariés	15 456	16 385	16 745	16 691	65 277
Variation en %	5,7	5,9	5,9	5,7	5,8
Revenu personnel disponible	18 777	20 639	20 473	20 745	80 634
Variation en %	4,6	3,3	6,2	5,0	4,8
Taux d'épargne (%)	10,3	11,2	11,5	6,1	9,8
Bénéfices des sociétés avant impôts	1 998	2 135	2 044	2 152	8 329
Variation en %	- 6,2	-2,0	-3,4	-7,8	-4,9
Marché du travail					
Population active (000)	3 159	3 229	3 286	3 210	3 221
Variation en %	3,3	0,8	0,8	0,3	1,3
Emploi (000)	2 756	2 878	2 946	2 881	2 866
Variation en %	3,8	2,2	1,2	1,6	2,2
Taux de chômage (%)	12,8	10,9	10,3	10,2	11,0
Prix et coûts					
Indice des prix à la consommation à Montréal	132,0	133,4	135,0	137,0	134,4
Variation en %	5,0	4,7	4,6	5,2	4,9
Rémunération hebdomadaire moyenne ($)	406,55	407,79	412,73	414,66	410,43
Variation en %	3,1	1,9	2,9	2,4	2,6
Marchés financiers (%)					
Taux d'escompte	10,9	8,8	8,6	8,5	9,2
Taux préférentiel des banques	12,0	10,6	9,8	9,8	10,5
Obligations du gouvernement canadien (10 ans et plus)	10,0	9,4	9,3	9,3	9,5

1. Données non corrigées des variations saisonnières.

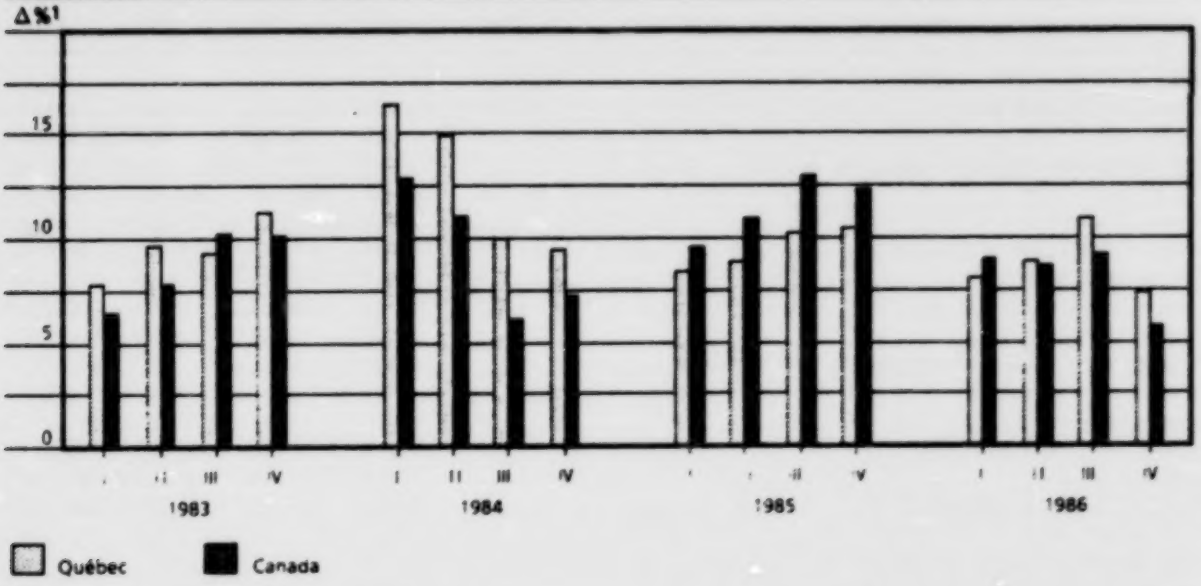
Sources: Bureau de la statistique du Québec.
Statistique Canada.

Tableau 2.2
Principaux indicateurs de l'économie québécoise
1982-1986

	1982	1983	1984	1985	1986
Demande globale (000 000 $)					
Produit intérieur brut	85 916	91 480	100 474	108 625	116 542
Variation en %	5,4	6,5	9,8	8,1	7,3
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	50 536	55 324	60 607	66 138	71 674
Variation en %	7,7	9,5	9,5	9,1	8,4
Dépenses publiques courantes	20 177	20 824	22 383	23 792	24 649
Variation en %	11,4	3,2	7,5	6,3	3,6
Formation brute de capital fixe	14 515	15 913	17 997	19 420	20 982
Variation en %	-5,9	9,6	13,1	7,9	8,0
Valeur de la variation matérielle des stocks	-2 061	-493	1 271	407	641
Revenu (000 000 $)					
Rémunération des salariés	51 721	53 513	57 751	61 697	65 277
Variation en %	4,6	3,5	7,9	6,8	5,8
Revenu personnel disponible	62 859	65 509	71 526	76 953	80 634
Variation en %	9,9	4,2	9,2	7,6	4,8
Taux d'épargne (%)	18,0	14,3	14,1	12,7	9,8
Bénéfices des sociétés avant impôts	4 721	6 487	8 352	8 761	8 329
Variation en %	-38,7	37,4	28,7	4,9	-4,9
Marché du travail					
Population active (000)	2 998	3 069	3 123	3 181	3 221
Variation en %	-1,4	2,4	1,9	1,9	1,3
Emploi (000)	2 584	2 642	2 722	2 804	2 866
Variation en %	-5,2	2,2	3,0	3,0	2,2
Taux de chômage (%)	13,8	13,9	12,8	11,8	11,0
Prix et coûts					
Indice des prix à la consommation à Montréal	111,6	117,8	122,7	128,1	134,4
Variation en %	11,5	5,6	4,2	4,4	4,9
Rémunération hebdomadaire moyenne ($)	..	..	388,50	400,17	410,43
Variation en %	..	..	..	3,0	2,6
Marchés financiers (%)					
Taux d'escompte	14,0	9,6	11,3	9,6	9,2
Taux préférentiel des banques	15,8	11,2	12,1	10,6	10,5
Obligations du gouvernement canadien (10 ans et plus)	14,3	11,8	12,8	11,0	9,5

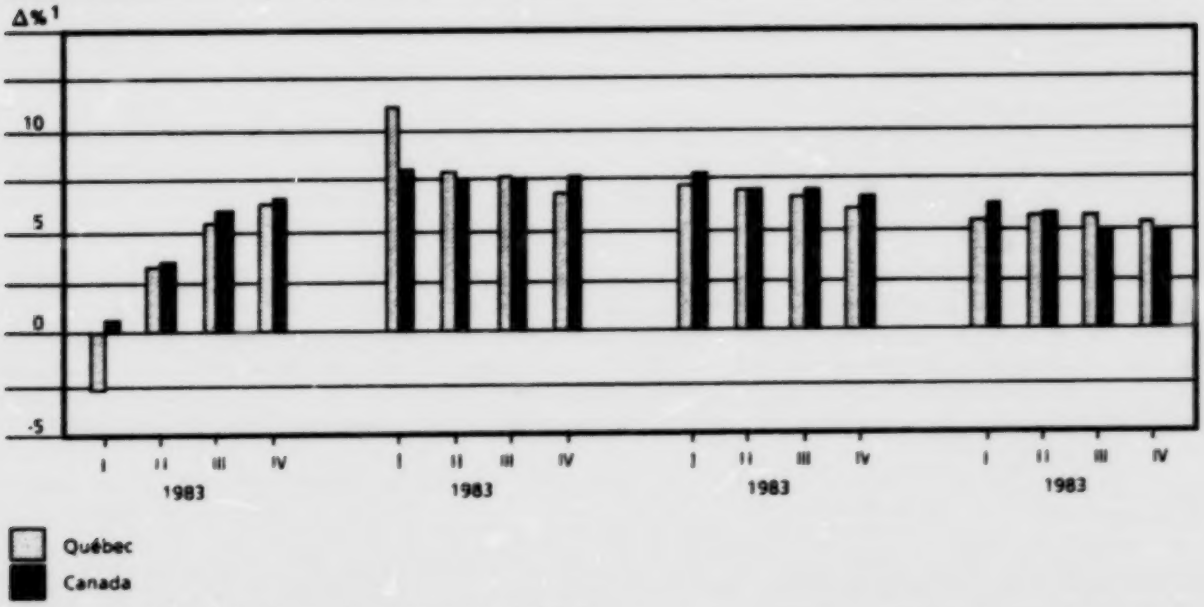
Sources: Bureau de la statistique du Québec.
Statistique Canada.

Graphique 2A
Variation trimestrielle des ventes au détail, Québec et Canada, 1983-1986



1. Par rapport à la période correspondante de l'année précédente

Graphique 2B
Variation trimestrielle des salaires et traitements, Québec et Canada, 1983-1986



1 Par rapport à la période correspondante de l'année précédente

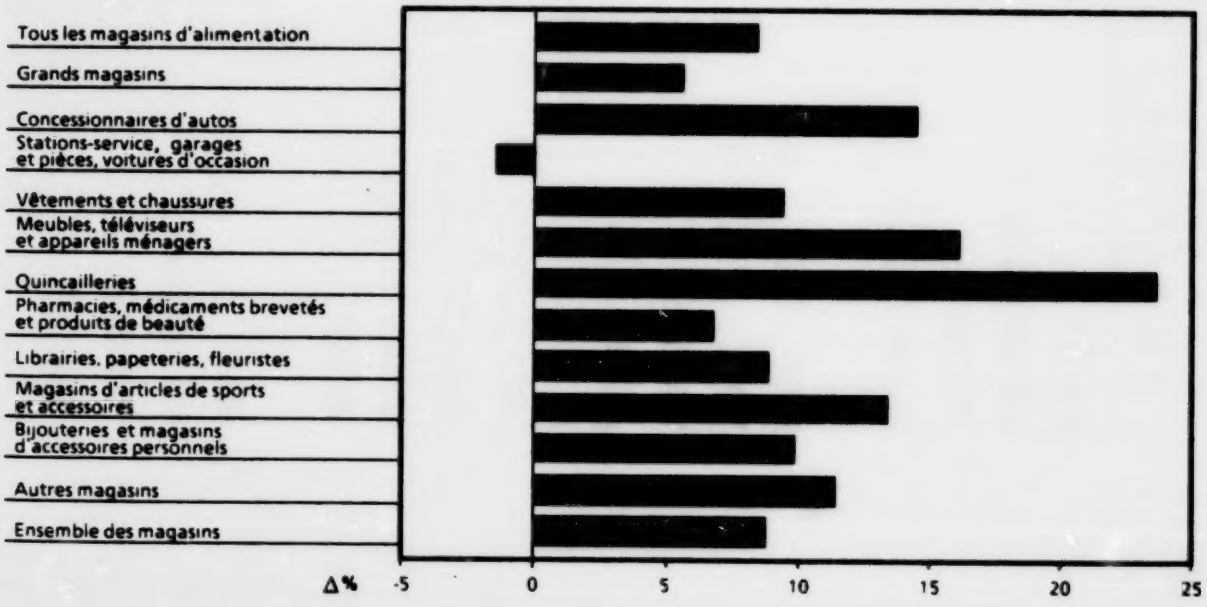
Tableau 2.3
Évolution trimestrielle des dépenses personnelles en biens et services de consommation[1], Québec
1986

	1986				
	I	II	III	IV	Total
	000 000 $ courants				
Dépenses personnelles en biens	**8 852**	**10 208**	**9 945**	**10 996**	**40 001**
Variation en %	**6,7**	**7,7**	**9,1**	**6,5**	**7,5**
Biens durables	2 218	3 111	2 862	2 744	10 935
Variation en %	6,9	8,9	15,0	9,9	10,3
Biens semi-durables	1 429	1 867	1 882	2 517	7 695
Variation en %	9,9	11,7	12,6	10,0	11,0
Biens non durables	5 205	5 230	5 201	5 735	21 371
Variation en %	5,7	5,8	5,0	3,5	4,9
Dépenses personnelles en services	**7 719**	**7 854**	**7 901**	**8 199**	**31 673**
Variation en %	**11,2**	**10,3**	**7,7**	**8,9**	**9,5**
Total	**16 571**	**18 062**	**17 846**	**19 195**	**71 674**
Variation en %	**8,7**	**8,9**	**8,5**	**7,5**	**8,4**

1. Données non corrigées des variations saisonnières.

Source: Bureau de la statistique du Québec.

Graphique 2C
Variation des ventes au détail[1], Québec, 1986/1985



1 Variation évaluée en dollars courants.

Tableau 2.4
Évolution trimestrielle des mises en chantier[1], Québec
1986

	1986				
	I	II	III	IV	Total
Logements simples	2 742	8 220	6 505	6 225	23 692
Variation en %	-12,3	41,5	38,0	29,9	28,5
Logements doubles	410	1 443	893	717	3 463
Variation en %	-32,2	100,1	61,8	6,1	35,6
Logements en rangée	127	287	425	343	1 182
Variation en %	-71,0	-72,3	47,1	-38,9	-49,2
Logements multiples	5 130	9 594	8 194	9 093	32 011
Variation en %	-0,2	78,5	43,9	6,9	29,5
Total	**8 409**	**19 544**	**16 017**	**16 378**	**60 348**
Variation en %	**-9,6**	**51,0**	**42,4**	**12,7**	**25,6**

1. Données non corrigées des variations saisonnières.

Source: Statistique Canada.

Graphique 2D
Évolution des mises en chantier
1983-1986

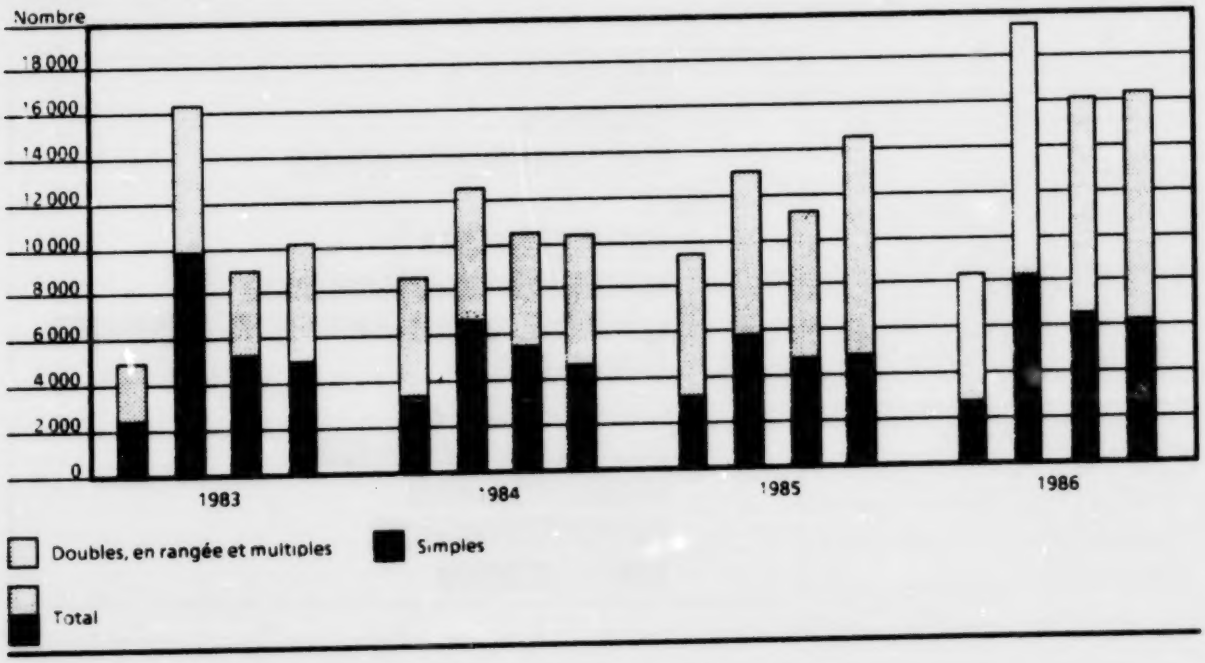


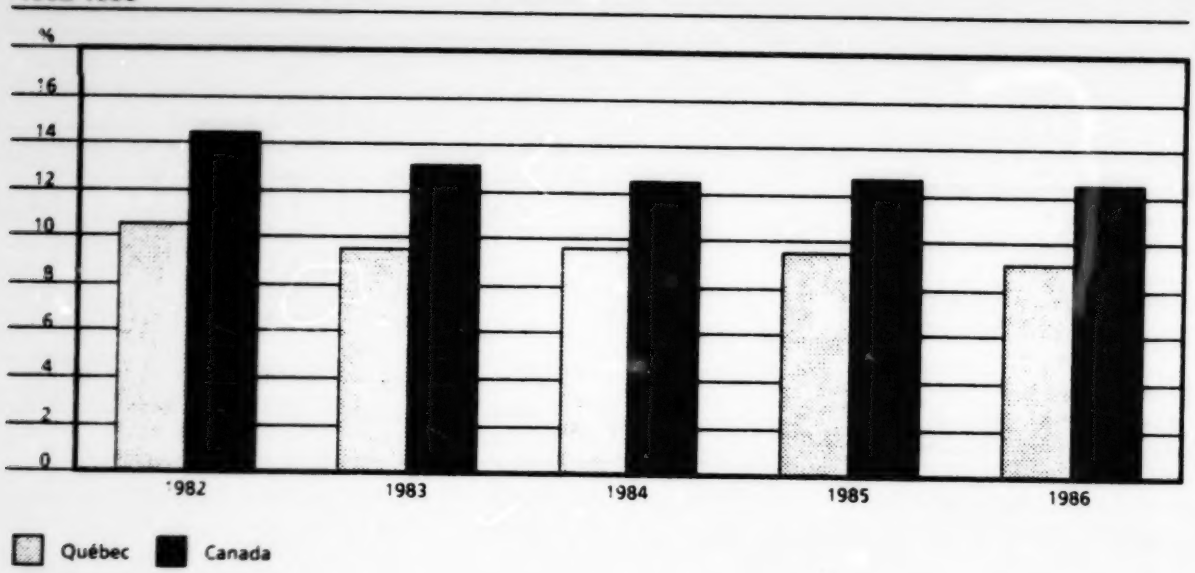
Tableau 2.5
Évolution trimestrielle de la formation brute de capital fixe[1], Québec
1986

	1986				
	I	II	III	IV	Total
	000 000 $ courants				
Administrations publiques	**655**	**682**	**682**	**691**	**2 710**
Variation en %	**4,5**	**2,4**	**3,5**	**2,7**	**3,2**
Construction non résidentielle	533	564	560	570	2 227
Variation en %	7,5	3,3	4,1	2,0	4,1
Machinerie et équipement	122	118	122	121	483
Variation en %	-6,9	-1,7	0,8	6,1	-0,6
Entreprises	**2 675**	**2 382**	**2 458**	**2 959**	**10 474**
Variation en %	**10,1**	**-3,2**	**-1,8**	**-0,1**	**1,2**
Construction non résidentielle	1 116	684	775	1 165	3 740
Variation en %	18,0	-22,4	-19,4	-0,3	-5,5
Machinerie et équipement	1 559	1 698	1 683	1 794	6 734
Variation en %	5,1	7,5	9,2	0,1	5,3
Habitation (construction résidentielle)	**1 222**	**2 197**	**2 406**	**1 973**	**7 798**
Variation en %	**8,9**	**24,3**	**25,8**	**20,5**	**21,1**
Total	**4 552**	**5 261**	**5 546**	**5 623**	**20 982**
Variation en %	**8,9**	**7,5**	**9,3**	**6,7**	**8,0**

1. Données non corrigées des variations saisonnières.

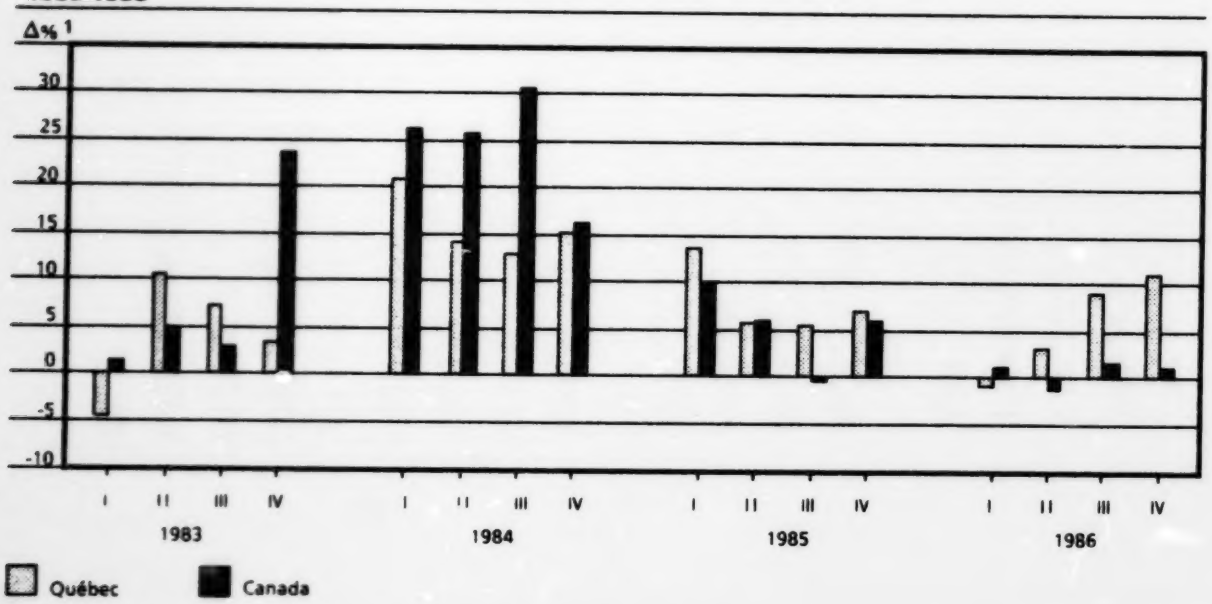
Source: Bureau de la statistique du Québec.

Graphique 2E
Part de la formation brute de capital fixe des entreprises[1] dans l'affectation du produit intérieur brut, Québec et Canada, 1982-1986



1. Excluant la construction résidentielle.

Graphique 2F
Variation trimestrielle de la valeur des exportations en dollars courants, Québec et Canada, 1983-1986



1 Variation par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente.

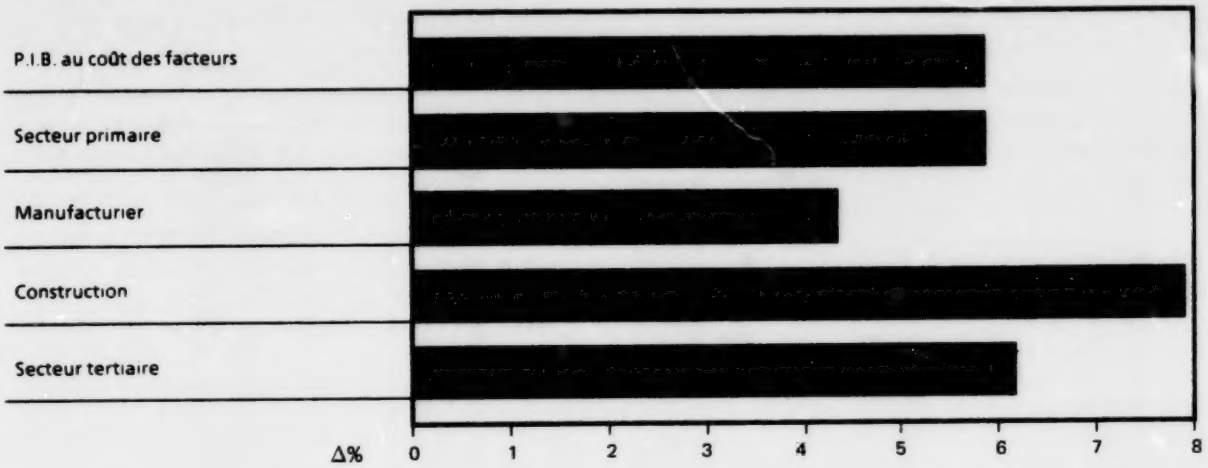
Tableau 2.6
Évolution trimestrielle des exportations internationales du Québec[1], 1986

	1986				
	I	II	III	IV	Total[2]
	000 000 $ courants				
Principaux produits	**3 020,3**	**3 334,6**	**3 207,5**	**3 644,2**	**13 441,6**
Variation en %	**-3,5**	**-2,7**	**5,7**	**11,7**	**5,3**
Minerais de fer, d'amiante et autres minéraux non métalliques	212,1	307,4	292,9	301,9	1 166,9
Variation en %	-9,0	-1,9	-2,9	13,2	2,0
Viandes et produits laitiers	125,6	128,8	169,3	131,5	555,2
Variation en %	-11,5	-9,8	69,5	-10,5	4,5
Papiers d'imprimerie, pâtes de bois et pâtes similaires	761,1	829,5	849,2	890,6	3 335,7
Variation en %	5,5	11,6	10,2	16,1	11,4
Bois d'oeuvre	168,1	193,2	205,0	165,1	736,8
Variation en %	15,1	2,3	14,0	1,8	8,8
Cuivre, zinc, métaux précieux et alliages; fer et aciers primaires	182,1	176,1	147,8	186,0	692,6
Variation en %	-2,5	-32,8	-21,8	-2,8	-16,7
Voitures particulières, pièces et accessoires d'autres véhicules automobiles	491,2	630,7	327,2	661,7	2 113,8
Variation en %	-5,7	9,5	-27,6	14,2	-1,1
Avions entiers; moteurs et pièces; assemblages, équipement et pièces d'avion	303,7	308,9	332,5	422,3	1 367,4
Variation en %	12,6	14,7	31,7	34,9	19,4
Matériel de télécommunication; tubes électroniques et semi-conducteurs	147,5	156,3	242,2	252,6	972,2
Variation en %	-44,5	-47,1	-2,8	-14,9	-12,2
Machines et matériel de bureau	40,7	43,0	47,4	59,9	191,0
Variation en %	-23,8	-13,8	2,4	24,8	-3,6
Meubles et accessoires	40,1	44,8	43,9	58,2	187,2
Variation en %	9,3	14,9	21,6	35,0	20,7
Hydrocarbures et dérivés; mazout; essence	91,6	41,7	58,9	51,7	243,8
Variation en %	-18,1	-66,2	-23,5	-50,6	-51,5
Électricité	99,1	95,9	91,9	92,4	373,8
Variation en %	31,1	35,6	-6,9	2,4	9,6
Aluminium et alliages	357,4	378,2	399,1	370,3	1 505,1
Variation en %	-2,5	6,4	42,0	46,4	39,4
Total des exportations	**4 438,5**	**4 967,7**	**4 848,9**	**5 467,6**	**19 981,7**
Variation en %	**-0,4**	**3,1**	**8,9**	**11,2**	**7,2**

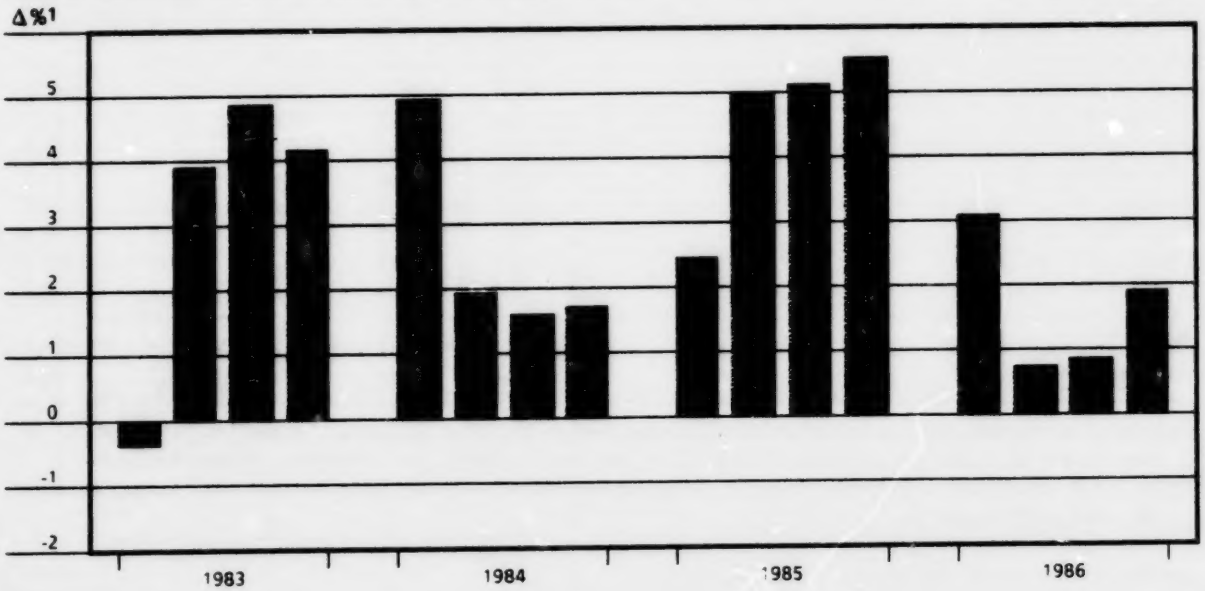
1. Selon les données sur les exportations internationales chargées au Québec auxquelles le Bureau de la statistique du Québec apporte des corrections pour tenir compte des échanges interprovinciaux.
2. Le total annuel qui a été revisé peut ne pas correspondre à la somme des données qui, elles, seront révisées ultérieurement.

Source: Bureau de la statistique du Québec.

Graphique 2G
Variation du P.I.B. au coût des facteurs, Québec, 1986/1985



Graphique 2H
Variation trimestrielle de l'emploi du secteur tertiaire, Québec, 1983-1986



1. Par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente.

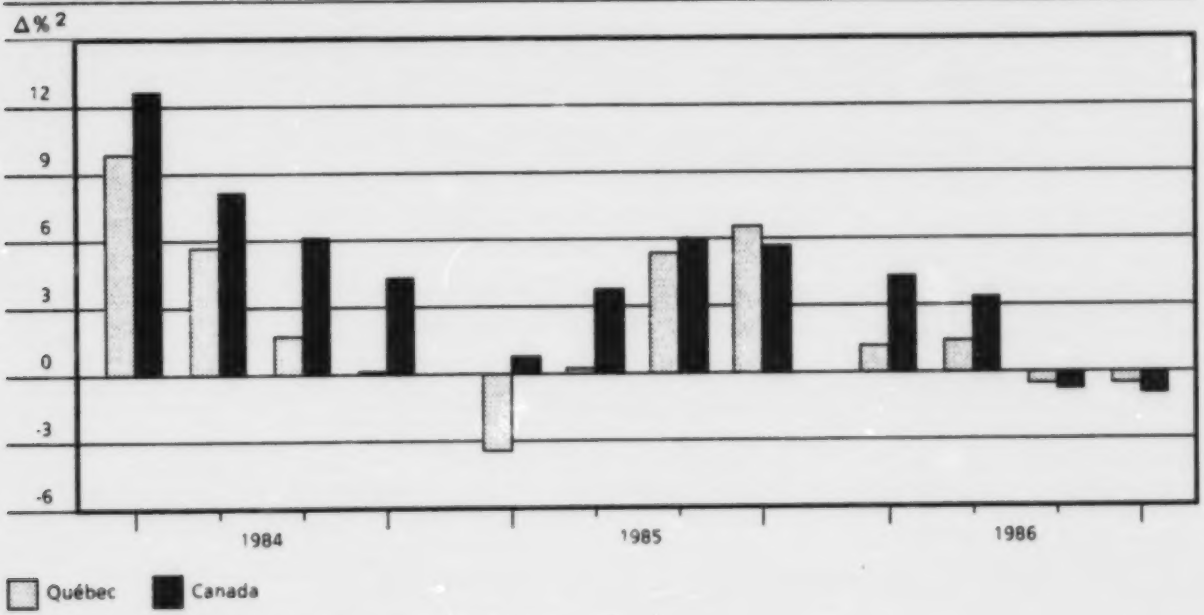
Tableau 2.7
Évolution trimestrielle des expéditions manufacturières au Québec[1], (à prix constants)[2], 1986

	1986				
	I	II	III	IV	Total
	000 000 $				
Aliments	1 768,0	1 887,3	1 767,3	1 861,9	7 284,5
Variation en %	-1,2	-1,5	-4,9	-2,7	-2,6
Boissons	177,8	248,9	243,4	236,7	906,7
Variation en %	-3,6	-0,5	-1,5	-0,9	-1,5
Tabac	114,5	133,0	142,6	159,1	549,1
Variation en %	-12,4	-7,3	-15,9	1,7	-8,5
Produits en caoutchouc	x	x	x	x	x
Variation en %	x	x	x	x	x
Produits en matière plastique	199,8	217,8	201,2	207,1	826,0
Variation en %	8,6	2,6	4,1	4,7	4,9
Cuir et produits connexes	91,1	85,6	118,8	98,9	394,4
Variation en %	9,8	7,3	-8,3	-2,1	0,2
Textiles de première transformation	359,6	389,7	322,6	331,9	1 403,9
Variation en %	2,6	15,0	8,3	-5,9	4,8
Produits textiles	263,9	298,2	265,0	284,6	1 111,7
Variation en %	7,9	10,5	3,9	2,3	6,1
Habillement	739,4	654,5	883,3	755,5	3 032,6
Variation en %	5,5	2,4	8,3	1,8	4,7
Papier et produits connexes	1 345,0	1 432,9	1 380,0	1 357,8	5 515,6
Variation en %	2,7	5,9	2,5	-0,5	2,6
Imprimerie, édition et industries connexes	506,4	549,6	532,5	580,8	2 169,3
Variation en %	3,2	6,7	9,5	5,0	6,1
Produits raffinés du pétrole et du charbon	813,0	665,8	718,0	846,2	3 043,0
Variation en %	-21,1	-33,1	-24,0	-17,6	-23,9
Industrie chimique	812,1	913,6	837,4	910,0	3 473,1
Variation en %	6,3	9,0	7,0	12,8	8,8
Bois	492,4	589,4	575,9	555,8	2 213,6
Variation en %	8,3	2,3	4,4	3,0	4,3
Meubles et articles d'ameublement	188,5	215,0	206,0	215,7	825,2
Variation en %	5,4	2,0	1,5	-1,4	1,7
Métaux primaires	1 148,4	1 223,6	1 186,7	1 212,9	4 771,6
Variation en %	10,5	4,8	9,6	1,3	6,3
Produits métalliques	687,3	805,6	781,9	795,8	3 070,7
Variation en %	-2,0	8,6	-3,9	-7,8	-1,6
Machinerie	201,1	237,9	207,0	255,7	901,8
Variation en %	0,6	-1,8	-5,7	10,8	1,0
Matériel de transport	966,7	1 090,9	845,6	1 111,0	4 014,2
Variation en %	0,5	9,6	-10,5	1,9	0,5
Produits électriques et électroniques	636,8	688,3	650,7	678,2	2 654,0
Variation en %	3,5	3,8	8,9	1,1	4,2
Produits minéraux non métalliques	213,9	308,9	336,3	298,6	1 157,8
Variation en %	8,1	-4,2	5,1	2,2	2,2
Autres industries manufacturières	x	x	x	x	x
Variation en %	x	x	x	x	x
Industries des biens durables[3]	4 535,1	5 159,7	4 790,2	5 123,8	19 608,8
Variation en %	4,2	4,9	1,2	0,4	2,6
Industries des biens non-durables[3]	7 190,5	7 476,7	7 412,1	7 630,6	29 709,9
Variation en %	-1,0	-1,0	-1,5	-1,3	-1,2
Total	**12 058,2**	**12 986,4**	**12 543,4**	**13 104,6**	**50 692,7**
Variation en %	**1,2**	**1,3**	**-0,6**	**-0,6**	**0,3**

1. Données non corrigées des variations saisonnières.
2. Dégonflées par l'indice canadien des prix de vente de l'industrie.
3. Total des industries de ce groupe, sauf les industries dont les données sont non disponibles.

Source: Statistique Canada.

Graphique 2I
Variation trimestrielle des expéditions manufacturières[1], Québec et Canada, 1984-1986



1. Dégonflées par l'indice canadien des prix de vente de l'industrie.
2. Par rapport au trimestre.

Graphique 2J
Variation trimestrielle de l'emploi, Québec, 1983-1986

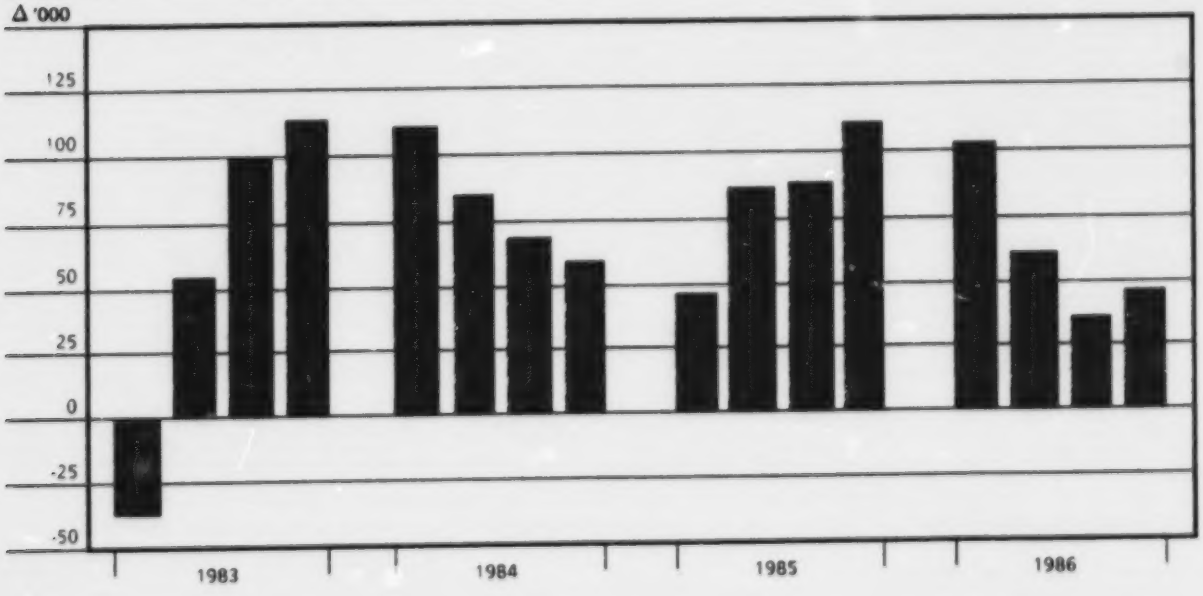
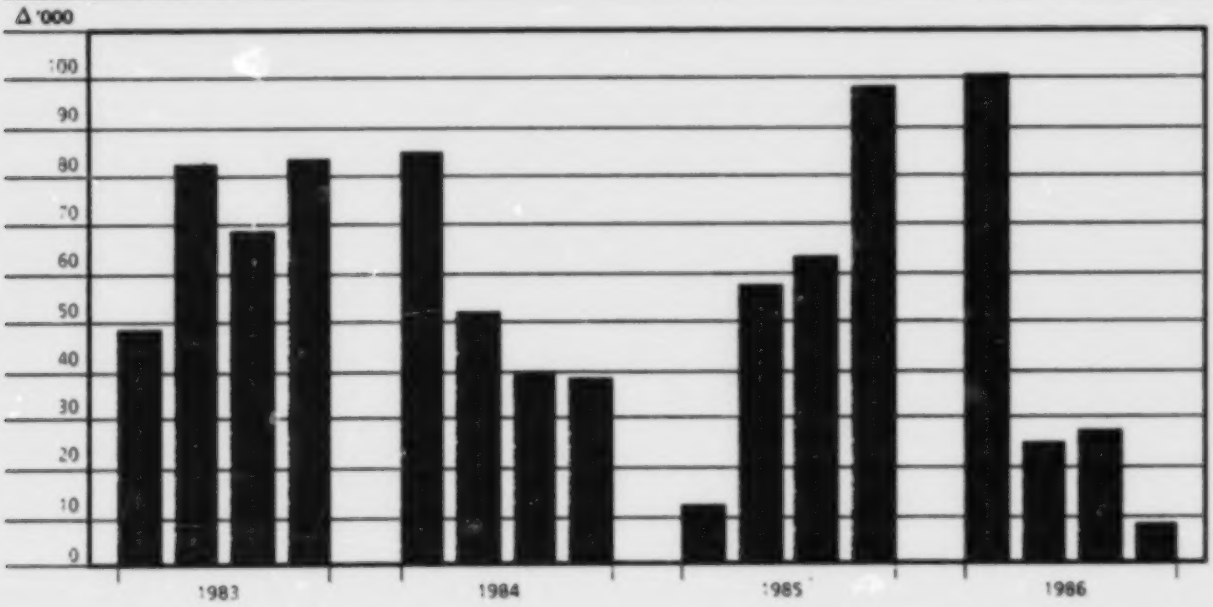


Tableau 2.8
Évolution trimestrielle de la population active, de l'emploi et du chômage, Québec
1986

	1986				
	I	II	III	IV	Moyenne
Population active (000)					
15 ans et plus	3 159	3 229	3 286	3 210	3 221
Variation en %	3,3	0,8	0,8	0,3	1,3
15 à 24 ans	658	705	744	635	685
Variation en %	1,4	-0,5	-1,2	-6,4	-1,7
25 ans et plus	2 502	2 525	2 542	2 575	2 536
Variation en %	3,8	1,2	1,5	2,0	2,1
Emploi (000)					
15 ans et plus	2 756	2 878	2 946	2 881	2 866
Variation en %	3,8	2,2	1,2	1,6	2,2
15 à 24 ans	522	583	631	542	570
Variation en %	1,0	1,8	-0,6	-3,3	-0,3
25 ans et plus	2 234	2 294	2 315	2 339	2 296
Variation en %	4,5	2,2	1,7	2,8	2,8
Chômage (000)					
15 ans et plus	403	351	339	329	356
Variation en %	-0,2	-9,1	-2,6	-10,3	-5,5
15 à 24 ans	136	121	112	93	115
Variation en %	2,8	-10,1	-5,1	-20,8	-8,0
25 ans et plus	267	230	227	236	240
Variation en %	-1,7	-8,5	-1,2	-5,5	-4,2
Taux de chômage (%)					
15 ans et plus	12,8	10,9	10,3	10,2	11,0
15 à 24 ans	20,7	17,3	15,0	14,6	16,9
25 ans et plus	10,7	9,1	8,9	9,2	9,5

Source: Statistique Canada.

Graphique 2K
Variation trimestrielle de la population active, Québec, 1983-1986



Graphique 2L
Évolution mensuelle du taux de chômage, Québec, 1985, 1986 et 1981

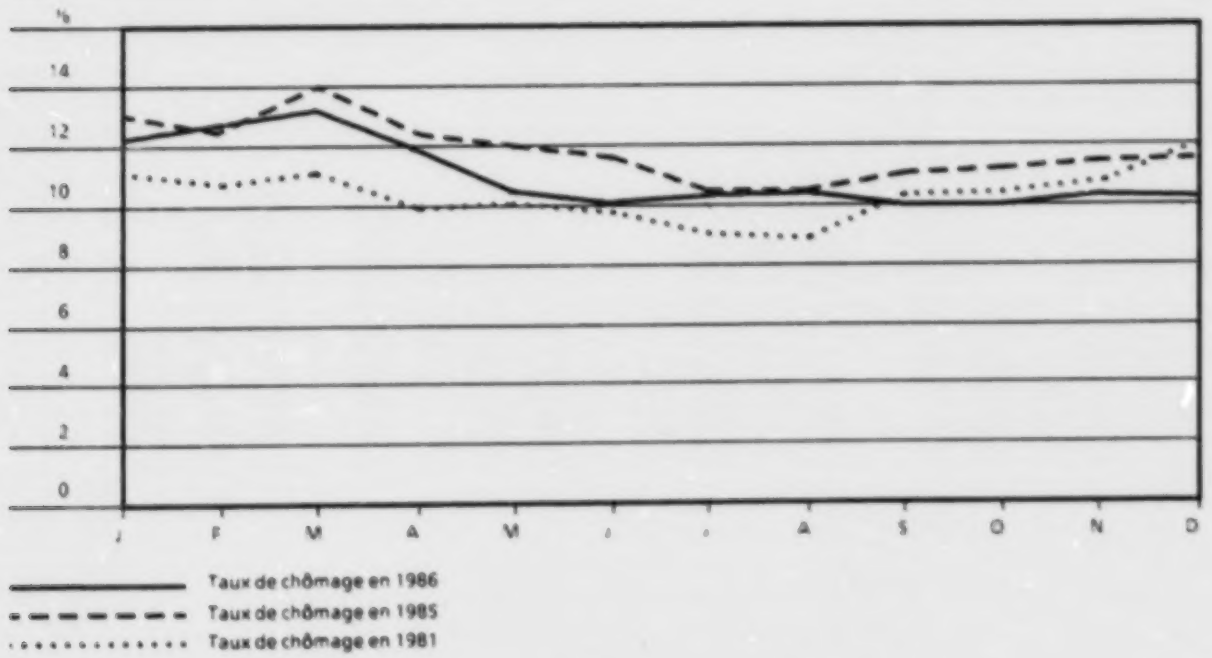
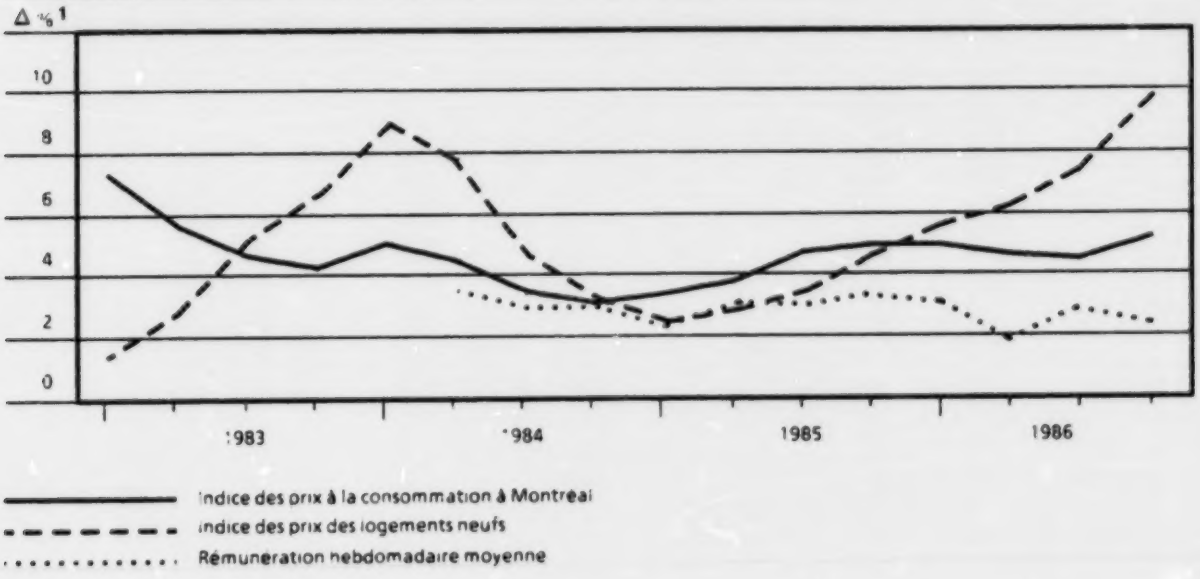


Tableau 2.9
Variation de l'indice des prix à la consommation,
Canada et principales villes
1986/1985

	Halifax	Québec	Montréal	Toronto	Calgary	Edmonton	Vancouver	Canada
				%				
Ensemble	3,5	4,9	4,9	4,7	3,5	3,3	3,3	4,2
Alimentation	3,8	6,9	6,7	4,0	4,9	5,2	4,5	5,0
Habitation	1,7	3,3	3,2	4,3	2,0	1,7	1,9	3,0
Habillement	1,3	3,0	3,3	3,2	2,4	2,5	2,0	2,8
Transports	2,7	2,7	3,2	5,3	3,1	2,9	1,7	3,2
Santé et soins personnels	3,1	4,7	4,8	5,5	3,9	3,7	2,9	4,2
Loisirs, lecture et formation	5,0	4,7	4,4	4,7	4,2	3,5	5,8	4,7
Tabac et alcools	14,1	14,8	16,0	10,1	10,5	10,3	11,4	11,9

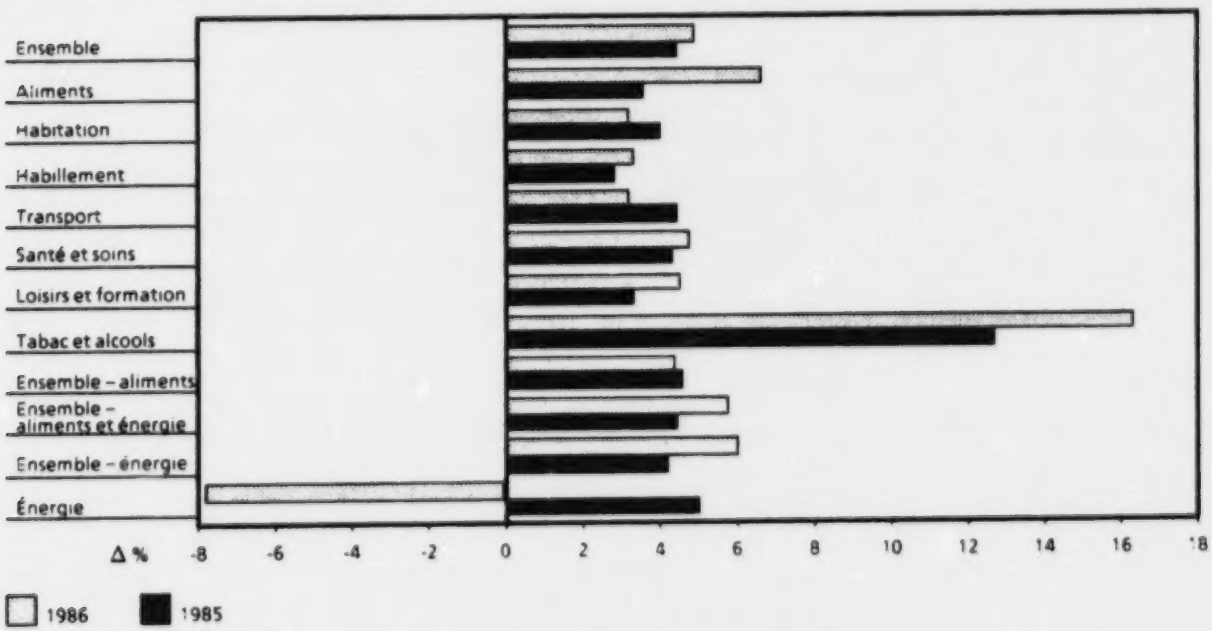
Source: Statistique Canada.

Graphique 2M
Variation trimestrielle des prix et des coûts, Québec, 1983-1986



1 Variation par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente

Graphique 2N
Variation de l'indice des prix à la consommation[1] à Montréal 1986/1985, 1985/1984



1 Hausse moyenne de l'indice.

En 1986, le nombre d'emplois au Québec s'accroît de 2,2% par rapport à 1985 et est supérieur de 5,1% au nombre de 1981. Rappelons qu'au cours de 1982, au plus creux de la récession, l'emploi au Québec avait diminué de 5,2%; ce n'est qu'en 1984 que celui-ci a rejoint le niveau antérieur à la récession. Dans l'ensemble du Canada, les fluctuations de l'emploi entre 1981 et 1984 ont suivi sensiblement le même mouvement qu'au Québec mais avec moins d'ampleur. Au cours de 1986, le taux de croissance de l'emploi au Canada (2,9%), est supérieur à celui du Québec (2,2%) de sorte que la part relative du Québec dans l'emploi total au Canada diminue légèrement, celle-ci s'établissant à 24,6% en 1986 comparativement à 24,8% en 1985 et en 1981. Cependant, le taux de croissance de la population active entre 1981 et 1986 est beaucoup moins important au Québec (6,0%) qu'au Canada (8,1%). Ces fluctuations divergentes de l'emploi et de la population active, ont comme conséquence de réduire l'écart entre le taux de chômage du Québec et celui du Canada; de 2,8 points de pourcentage qu'il était en 1981, il passe à 1,4 point en 1986: le taux de chômage en 1986 se situe à 11,0% au Québec et à 9,6% au Canada. (Voir tableau 3.1)

LA POPULATION ACTIVE ET LE TAUX D'ACTIVITÉ

Au Québec, la population active augmente de 40 000 personnes, dont 12 000 hommes et 28 000 femmes, en 1986 par rapport à 1985; cela représente une hausse de 1,3%. Cette hausse étant supérieure à celle de 0,9% de la population de 15 ans et plus au cours de la même période, le taux d'activité s'accroît légèrement, passant de 62,2% en 1985 à 62,4% en 1986. La répartition de ces données selon le sexe montre toutefois que c'est chez les femmes que se produit l'augmentation du taux d'activité (50,6% en 1986 contre 50,0% en 1985) puisque chez les hommes, on observe une faible diminution du taux d'activité au cours de la même période (74,8% contre 75,1%). (Voir graphiques 3A, 3B et 3C)

Bien que la population active soit en baisse de 12 000 ou de 1,7% en 1986 chez les jeunes de 15 à 24 ans, on observe une augmentation du taux d'activité de ce groupe d'âge, puisque la population âgée de 15 à 24 ans enregistre une baisse plus importante, soit de 36 000 ou 3,3%. Ainsi, le taux d'activité de ce groupe d'âge s'élève à 64,2% en 1986, comparativement à 63,2% en 1985. Chez les hommes de 15 à 24 ans, l'augmentation du taux d'activité est légèrement plus importante que chez les femmes (ce taux passant de 66,2% en 1985 à 67,5% en 1986 chez les hommes, et de 60,2% à 60,9% chez les femmes), en raison d'une diminution moins importante de la population active (-1,2% chez les hommes de ce groupe d'âge en 1986, comparativement à -2,3% chez les femmes). (Voir tableau 3.2)

Chez les 25 ans et plus, le taux d'activité demeure stable en 1986, celui-ci s'établissant à 61,9% tout comme en 1985. Cette stabilité résulte d'un même rythme de croissance de la population active et de la population civile de ce groupe d'âge en 1986, soit 2,1% par rapport à 1985. Toutefois, les données ventilées par sexe indiquent une baisse du taux d'activité chez les hommes de ce groupe d'âge, alors que ce taux se situe à 76,9% en 1986 comparativement à 77,6% en 1985. Cette situation s'explique par une augmentation moins importante de la population active (1,1%) que celle de la population civile (2,1%) de ce groupe. Par contre, le taux d'activité chez les femmes de 25 ans et plus s'élève à 48,1% en 1986, en hausse par rapport au taux de 47,3% observé un an plus tôt, en raison d'une augmenta-

tion de la population active (3,6%) plus importante que celle de la population civile (2,0%). (Voir tableau 3.3)

L'EMPLOI ET LE CHÔMAGE

Le nombre de personnes occupant un emploi augmente de 2,2% en 1986 pour atteindre 2 866 000, soit 62 000 de plus qu'en 1985. Ces nouveaux emplois se répartissent en nombre égal entre les hommes et les femmes. En 1986, le rapport emploi/population dépasse pour la première fois le niveau qu'il atteignait avant la récession; ce rapport moyen s'établit à 55,5% contre 55,1% au cours de l'année 1981. Par ailleurs, l'effet combiné des hausses de l'emploi et de la population active entraîne une baisse du taux de chômage qui s'établit en moyenne à 11,0% en 1986 comparativement à 11,8% l'année précédente; la baisse atteint 1,1 point de pourcentage chez les hommes (11,6% contre 12,0%). Pour sa part, le nombre de chômeurs au cours de 1986 est inférieur de 20 000 à celui de 1985, ce qui représente une baisse de 5,5%; la diminution du nombre de chômeurs est toutefois beaucoup plus importante chez les hommes (-8,4%) que chez les femmes (-1,5%). (Voir graphique 3D)

Le nombre moyen d'emplois au cours de 1986 se répartit en 2 461 000 emplois à plein temps, en hausse de 2,0% par rapport à 1985, et 404 000 emplois à temps partiel, en hausse de 3,4%. Le taux de croissance de l'emploi à plein temps est plus élevé chez les femmes (2,7%) que chez les hommes (1,6%) alors que, dans le cas de l'emploi à temps partiel, on observe le phénomène inverse, soit un taux de croissance plus important chez les hommes (5,3%) que chez les femmes (2,7%). (Voir tableau 3.4)

La ventilation des données selon le groupe d'âge montre une légère diminution du nombre d'emplois chez les jeunes de 15 à 24 ans au cours de 1986; celui-ci est en baisse de 0,3% par rapport à 1985, en raison d'une baisse de 1,8% de l'emploi chez les femmes de ce groupe d'âge accompagnée d'une hausse de 1,1% chez les hommes. Par ailleurs, durant la même période, la population active des 15-24 ans diminue de 1,7% de sorte que le taux de chômage de ce groupe d'âge est en baisse de 1,2 point de pourcentage, ce taux se situant en moyenne à 16,9% en 1986. On dénombre au cours de cette période 116 000 chômeurs âgés de 15 à 24 ans, ce qui est inférieur de 8,0% au nombre de chômeurs en 1985. Le rapport emploi/-population de ce groupe d'âge s'établit en moyenne à 53,4% en 1986 comparativement à 51,8% l'année précédente. (Voir tableau 3.5 et graphique 3E)

Dans le groupe des 25 ans et plus, le nombre d'emplois s'accroît de 2,8% au cours de 1986 par rapport à 1985; le rythme de croissance est sensiblement plus élevé chez les femmes (4,1%) que chez les hommes (2,0%). Cependant, au cours de la même période, la population active de ce groupe d'âge augmente de 2,1%; le taux de croissance est, encore là, beaucoup plus fort chez les femmes (3,6%) que chez les hommes (1,1%). Le taux de chômage moyen des 25 ans et plus s'établit à 9,5% en 1986, soit 8,9% chez les hommes et 10,3% chez les femmes; dans l'ensemble de ce groupe d'âge, cela représente une diminution de 0,6 point de pourcentage par rapport au taux de chômage de 1985; la baisse est de 0,8 point chez les hommes et de 0,4 point chez les femmes. Le nombre de chômeurs de 25 ans et plus diminue de 4,2% en 1986 par rapport à l'année précédente, pour atteindre 240 000; en fait, le nombre de chômeurs connaît une baisse importante chez les hommes (-7,4%) mais beaucoup moins marquée chez les fem-

mes (-0,1%). Le rapport emploi/population se situe à 56,1% chez les 25 ans et plus en 1986, ce qui est légèrement supérieur à celui observé un an plus tôt. (Voir graphiques 3F, 3G et tableau 3.6)

LE MARCHÉ DU TRAVAIL DANS LES RÉGIONS[1]

Exception faite des régions du Bas-Saint-Laurent — Gaspésie, de l'Outaouais et de la Côte-Nord — Nouveau-Québec, la situation du marché du travail dans les régions administratives suit sensiblement le même mouvement que dans l'ensemble du Québec, soit des hausses de l'emploi, de la population active et du rapport emploi/population. En 1986, c'est dans la région de l'Abitibi - Témiscamingue l'on observe le taux de croissance le plus élevé de l'emploi par rapport à 1985, soit 9,4%. On observe également des hausses importantes de 7,3% dans la région du Saguenay — Lac-Saint-Jean et de 6,6% dans la région de Trois-Rivières, alors que des augmentations plus modestes sont enregistrées dans les régions de Montréal, 1,9%, de Québec, 1,6%, de l'Estrie, 1,2% et de la Côte-Nord — Nouveau-Québec, 0,7%. Des diminutions de 1,7% et 1,2% sont observées dans les régions du Bas-Saint-Laurent — Gaspésie et de l'Outaouais en 1986. (Voir tableau 3.7)

En 1986, le nombre de chômeurs diminue de 13,5% dans la région de l'Estrie, par rapport à 1985, soit la baisse la plus importante, en termes relatifs, de toutes les régions du Québec. Des baisses importantes sont également enregistrées dans les régions de l'Abitibi — Témiscamingue (-10,2%), de Montréal (-9,5%) et du Saguenay — Lac-Saint-Jean (-5,9%). Par contre, le nombre de chômeurs s'accroît en 1986 dans les régions de la Côte-Nord — Nouveau-Québec (12,1%), du Bas-Saint-Laurent — Gaspésie (8,8%) et de Québec (0,8%). Par ailleurs, le taux de chômage diminue ou demeure stable dans la majorité des régions. Ainsi, les régions de l'Abitibi — Témiscaminque (-2,3 points de pourcentage), du Saguenay — Lac-Saint-Jean (-1,6 point), de l'Estrie (-1,4 point), de Montréal (-1,2 point) et de Trois-Rivières (-1,2 point) voient leur taux de chômage enregistrer une diminution en 1986, alors que celui de la région de Québec demeure au même niveau qu'en 1985. Seules les régions du Bas-Saint-Laurent — Gaspésie (1,5 point), de l'Outaouais (1,4 point) et de la Côte-Nord — Nouveau-Québec (1,0 point) connaissent une hausse de leur taux de chômage en 1986. (Voir graphique 3H et 3I, tableau 3.8)

LA RÉMUNÉRATION ET LES RELATIONS DE TRAVAIL

Selon l'enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail, la rémunération hebdomadaire moyenne s'accroît de 2,6% en 1986 au Québec, par rapport à 1985. Ce taux de croissance s'avère inférieur à celui de 4,9% de l'indice des

---

1. Depuis 1985, les données de l'enquête sur la population active correspondent à une nouvelle délimitation des régions. Pour le calcul des taux de variation de 1985, les données de l'année 1984 correspondant aux nouvelles délimitations ont été utilisées. On ne peut cependant comparer l'emploi, le nombre de chômeurs et la population active dans une perspective historique. La comparaison des taux de variation est moins affectée par cet état de choses, mais en ce qui concerne le taux de chômage, le taux d'activité et le rapport emploi/population, les comparaisons deviennent très délicates.

prix à la consommation à Montréal durant cette période.

Les arrêts de travail entraînent, en 1986, la perte de 2 249 154 jours-personnes au Québec, ce qui représente une augmentation de 101,1% par rapport à 1985. En excluant le secteur de la construction, perturbé par des arrêts de travail au cours de l'été 1986 qui ont causé la perte de 1 152 000 jours-personnes, ce nombre s'établit à 1 097 154 jours-personnes, en baisse de 1,9%.

La ventilation des données par région indique que le nombre de jours-personnes perdus, à la suite d'arrêts de travail ne touchant qu'une seule région, est en baisse dans quatre de celles-ci en 1986: l'Outaouais (-71,6%), le Bas- Saint-Laurent — Gaspésie (-27,8%), Montréal (-25,3%) et Québec (-22,4%). Par contre, les régions de la Côte-Nord — Nouveau-Québec (plus de 3 000%), de l'Estrie (151,8%), du Saguenay — Lac-Saint-Jean (84,2%), de Trois-Rivières (43,3%) et de l'Abitibi-Témiscamingue (16,1%) enregistrent une hausse du nombre de jours-personnes perdus à la suite d'arrêts de travail; dans le cas de la Côte-Nord — Nouveau-Québec, ce nombre passe de 892 en 1985 à 34 314 en 1986. Quant aux arrêts de travail touchant plus d'une région, ils occasionnent la perte de 1 403 879 jours-personnes en 1986, soit 740,5% de plus qu'en 1985. (Voir graphique 33 et tableau 3.9)

Tableau 3.1
Caractéristiques générales de la population active, Québec, 1982-1986

	1982	1983	1984	1985	1986
Population totale ('000)	6 475	6 506	6 545	6 583	6 627
Variation en %	0,7	0,5	0,6	0,6	0,7
Population 15 ans et plus ('000)	4 996	5 039	5 074	5 115	5 162
Variation en %	1,0	0,9	0,7	0,8	0,9
Population active ('000)	2 998	3 069	3 123	3 181	3 221
Variation en %	-1,4	2,4	1,8	1,9	1,3
Taux d'activité (%)	60,0	60,9	61,5	62,2	62,4
Emploi ('000)	2 584	2 642	2 722	2 804	2 866
Variation en %	-5,2	2,2	3,0	3,0	2,2
Chômage ('000)	413	427	400	376	356
Variation en %	31,5	3,4	-6,3	-6,0	-5,5
Taux de chômage (%)	13,8	13,9	12,8	11,8	11,0
Rapport emploi/population (%)	51,7	52,4	53,6	54,8	55,5

Source: Statistique Canada.

Graphique 3A
Évolution de la population de 15 ans et plus, de la population active et de l'emploi, Québec, 1977-1986

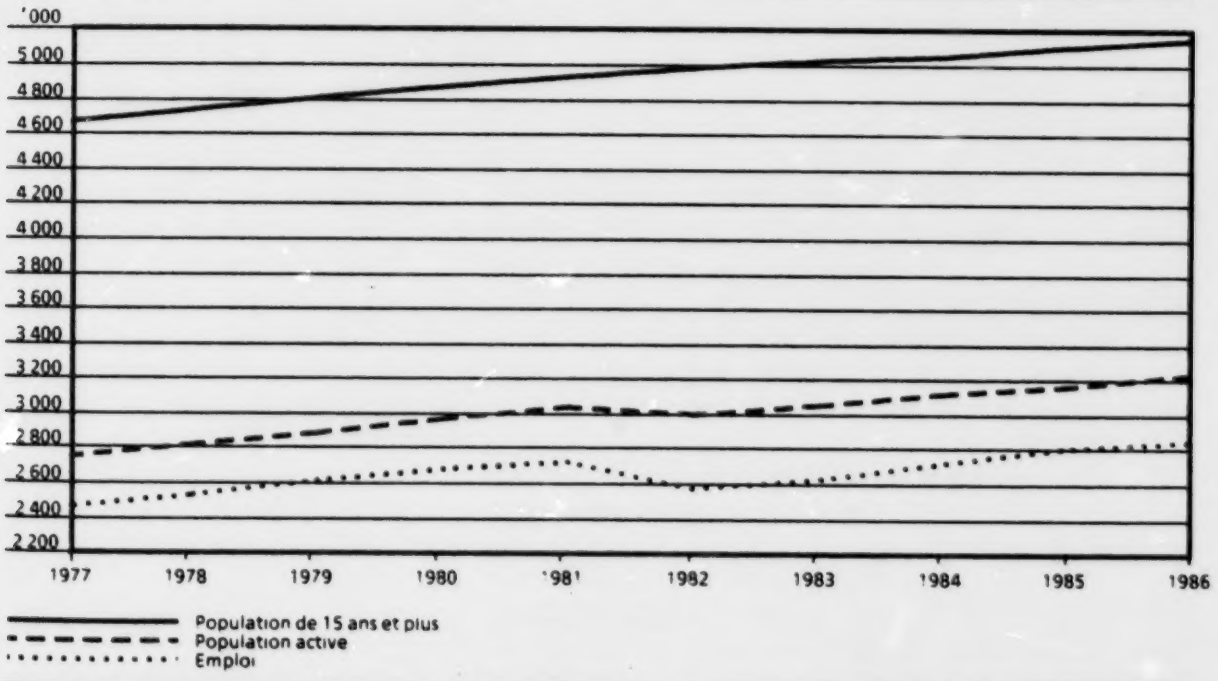
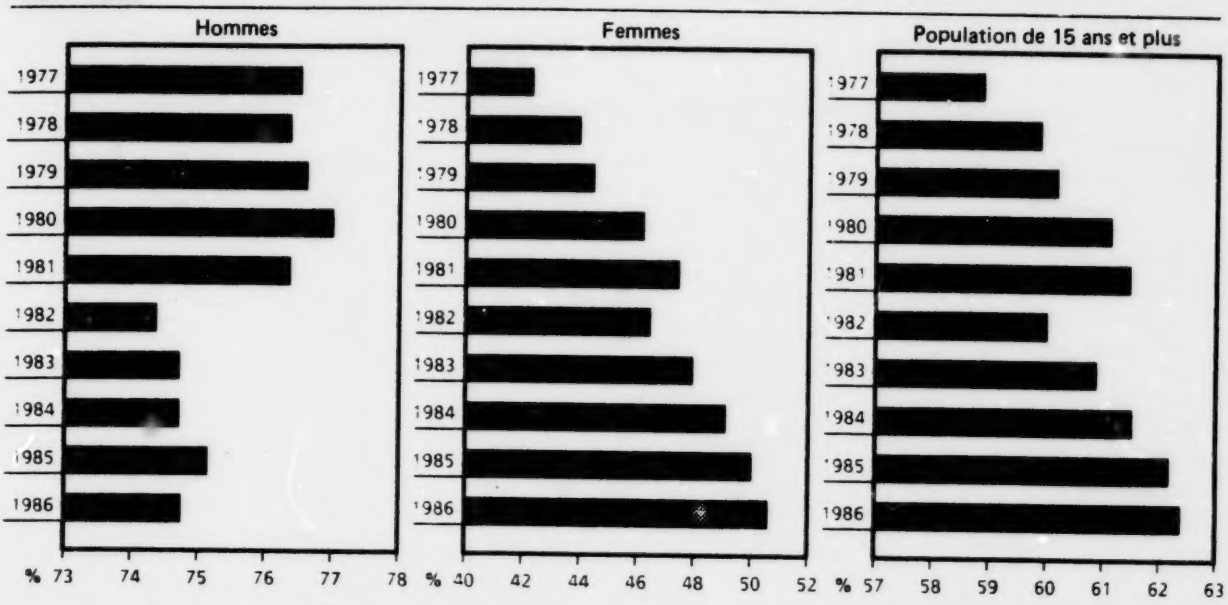


Tableau 3.2
Caractéristiques de la population active selon le sexe, Québec, 1982-1986

	1982	1983	1984	1985	1986
Population 15 ans et plus ('000)					
Hommes	2 429	2 448	2 464	2 485	2 509
Variation en %	0,9	0,8	0,7	0,8	0,9
Femmes	2 567	2 591	2 610	2 630	2 654
Variation en %	1,1	0,9	0,7	0,8	0,9
Population active ('000)					
Hommes	1 808	1 829	1 841	1 866	1 878
Variation en %	-1,6	1,2	0,7	1,3	0,6
Femmes	1 190	1 240	1 282	1 315	1 344
Variation en %	-1,1	4,2	3,4	2,6	2,2
Taux d'activité (%)					
Hommes	74,4	74,7	74,7	75,1	74,8
Femmes	46,4	47,9	49,1	50,0	50,6
Emploi ('000)					
Hommes	1 560	1 576	1 611	1 648	1 678
Variation en %	-6,0	1,0	2,2	2,3	1,8
Femmes	1 024	1 066	1 111	1 157	1 188
Variation en %	-4,0	4,1	4,2	4,1	2,7
Chômage ('000)					
Hommes	248	254	230	218	200
Variation en %	39,3	2,4	-9,4	-5,0	-8,4
Femmes	166	173	171	158	156
Variation en %	22,1	4,2	-1,2	-7,1	-1,5
Taux de chômage (%)					
Hommes	13,7	13,9	12,5	11,7	10,6
Femmes	13,9	14,0	13,3	12,0	11,6
Rapport emploi/population (%)					
Hommes	64,2	64,4	65,4	66,3	66,9
Femmes	39,9	41,1	42,6	44,0	44,8

Source: Statistique Canada.

Graphique 3B
Évolution du taux d'activité de la population de 15 ans et plus, selon le sexe, Québec, 1977-1986



Graphique 3C
Variation de la population active, Québec, 1977-1986

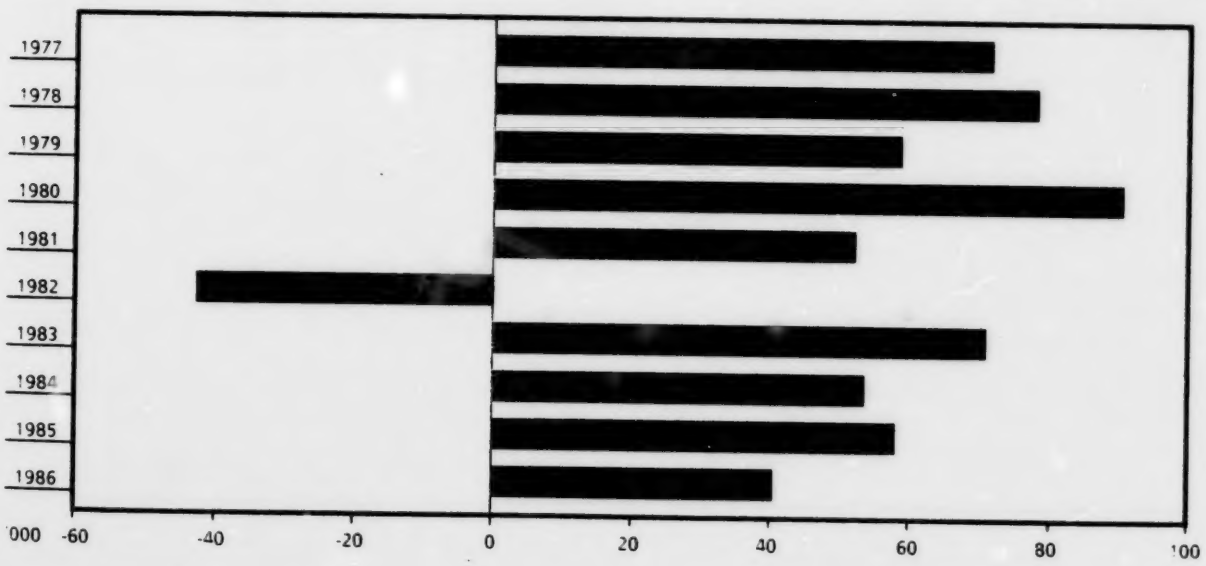


Tableau 3.3
Population active et taux d'activité selon le groupe d'âge, Québec, 1982-1986

	1982	1983	1984	1985	1986
15-19 ans					
Population active ('000)	240,5	235,0	225,8	222,4	214,7
Variation en %	-14,2	-2,3	-3,9	-1,5	-3,5
Taux d'activité (%)	41,4	42,9	43,9	45,7	45,9
20-24 ans					
Population active ('000)	478,6	481,8	479,6	474,8	470,6
Variation en %	-3,0	0,7	-0,4	-1,0	-0,9
Taux d'activité (%)	75,9	76,7	76,8	77,0	78,5
25-44 ans					
Population active ('000)	1 514,4	1 574,1	1 641,5	1 709,1	1 767,8
Variation en %	0,9	3,9	4,3	4,1	3,4
Taux d'activité (%)	75,7	76,7	78,1	79,5	80,3
45-64 ans					
Population active ('000)	725,2	735,5	727,9	734,0	734,5
Variation en %	-0,5	1,4	-1,0	0,8	0,1
Taux d'activité (%)	58,4	58,7	57,6	57,5	56,8
65 ans et plus					
Population active ('000)	39,5	42,5	47,5	40,9	33,6
Variation en %	8,0	7,6	11,8	-13,9	-17,4
Taux d'activité (%)	7,3	7,6	8,3	7,0	5,6
15 ans et plus					
Population active ('000)	2 997,8	3 068,9	3 123,0	3180,8	3 221,2
Variation en %	-1,4	2,4	1,8	1,9	1,3
Taux d'activité (%)	60,0	60,9	61,5	62,2	62,4

Source: Statistique Canada.

Tableau 3.4
Emploi à temps plein et à temps partiel, Québec,
1982-1986

	1982	1983	1984	1985	1986
Temps plein	**2 270,4**	**2 298,4**	**2 363,8**	**2 413,5**	**2 461,2**
Variation en %	**-6,2**	**1,2**	**2,8**	**2,1**	**2,0**
Hommes	1 464,9	1 473,3	1 505,2	1 530,3	1 554,3
Variation en %	-6,5	0,6	2,0	1,9	1,6
Femmes	805,4	824,8	861,6	883,2	906,8
Variation en %	-5,6	2,4	4,5	2,5	2,7
Temps partiel	**314,1**	**343,8**	**358,5**	**391,1**	**404,3**
Variation en %	**2,8**	**9,5**	**4,3**	**9,1**	**3,4**
Hommes	95,6	102,3	109,0	117,4	123,7
Variation en %	3,8	7,0	6,6	7,7	5,3
Femmes	218,6	241,5	249,5	273,6	280,8
Variation en %	2,4	10,5	3,3	9,7	2,7

Source: Statistique Canada.

Graphique 3D
Création nette d'emplois, selon le sexe, Québec,
1977-1986

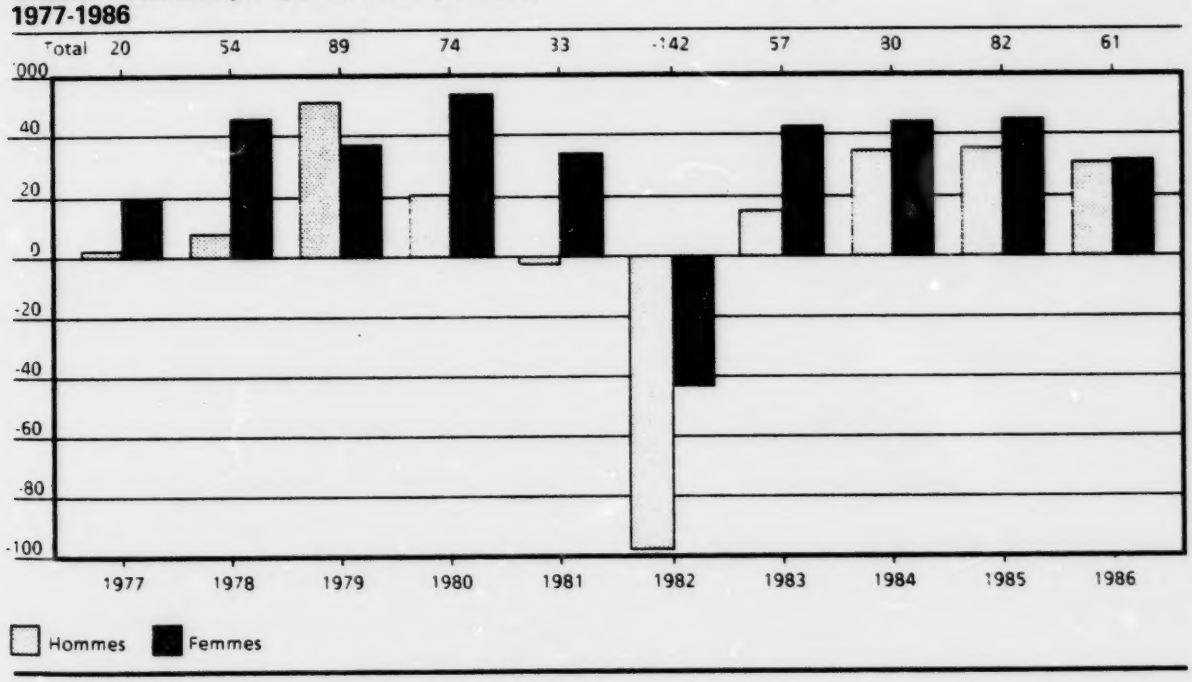


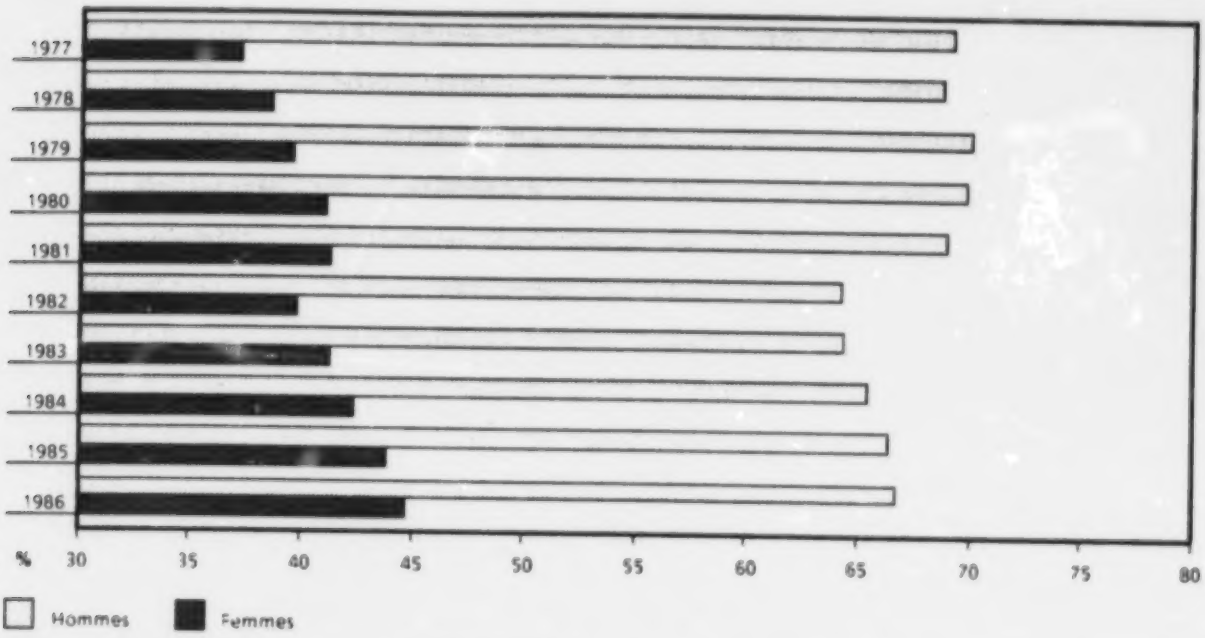
Tableau 3.5

Emploi et rapport emploi/population selon le groupe d'âge, Québec, 1982-1986

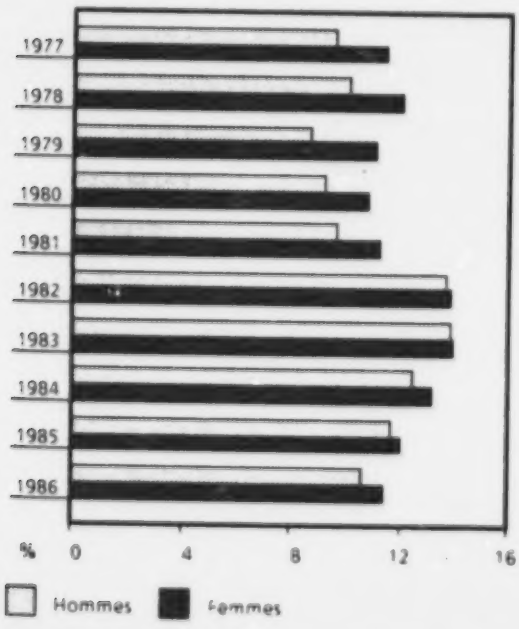
	1982	1983	1984	1985	1986
15-19 ans					
Emploi ('000)	172,5	171,7	174,2	177,3	175,3
Variation en %	-21,9	-0,5	1,5	1,8	-1,0
Rapport emploi/population (%)	29,7	31,3	33,8	36,4	37,5
20-24 ans					
Emploi ('000)	380,2	381,7	391,9	394,2	394,5
Variation en %	-9,1	0,4	2,7	0,6	0,1
Rapport emploi/population (%)	60,3	60,7	62,8	63,9	65,8
25-44 ans					
Emploi ('000)	1 331,5	1 381,3	1 450,3	1 526,2	1 591,9
Variation en %	-2,9	3,7	5,0	5,2	4,3
Rapport emploi/population (%)	66,5	67,3	69,0	70,9	72,3
45-64 ans					
Emploi ('000)	661,6	666,1	659,2	666,7	671,3
Variation en %	-2,7	0,7	-1,0	1,1	0,7
Rapport emploi/population (%)	53,3	53,2	52,1	52,2	56,8
65 ans et plus					
Emploi ('000)	38,5	41,6	46,8	40,0	32,4
Variation en %	7,2	8,0	12,6	-14,6	-19,0
Rapport emploi/population (%)	7,1	7,5	8,2	6,8	5,4
15 ans et plus					
Emploi ('000)	**2 584,6**	**2 642,0**	**2 722,4**	**2 804,5**	**2 865,4**
Variation en %	**-5,2**	**2,2**	**3,0**	**3,0**	**2,2**
Rapport emploi/population (%)	**51,7**	**52,4**	**53,6**	**54,8**	**55,5**

Source: Statistique Canada.

Graphique 3E
Rapport emploi/population, selon le sexe, Québec
1977-1986



Graphique 3F
Taux de chômage, selon le sexe, Québec
1977-1986



Graphique 3G
Taux de chômage, selon le groupe d'âge et le sexe, Québec,
1986

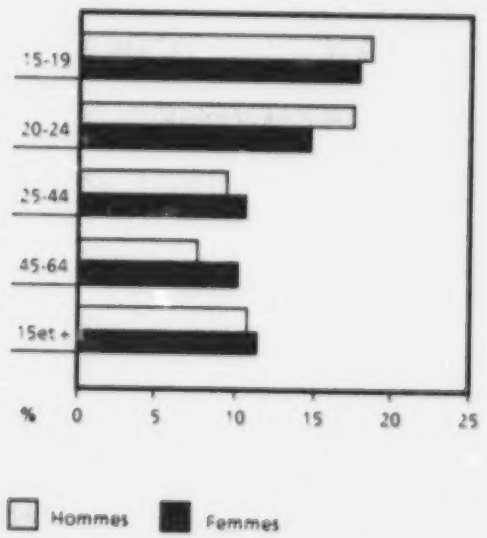


Tableau 3.6
Chômage et taux de chômage selon le groupe d'âge, Québec,
1982-1986

	1982	1983	1984	1985	1986
15-19 ans					
Chômage (000)	67,8	63,4	51,8	45,2	39,3
Variation en %	14,3	-6,4	-18,3	-12,6	-12,9
Taux de chômage (%)	28,2	27,0	23,0	20,3	18,3
20-24 ans					
Chômage ('000)	98,3	100,3	87,7	80,6	76,1
Variation en %	30,4	1,9	-12,6	-8,1	-5,6
Taux de chômage (%)	20,5	20,8	18,3	17,0	16,2
25-44 ans					
Chômage ('000)	182,8	192,9	191,3	183,0	175,9
Variation en %	40,5	5,6	-0,8	-4,4	-3,9
Taux de chômage (%)	12,1	12,3	11,7	10,7	9,9
45-64 ans					
Chômage ('000)	63,6	69,3	68,8	67,4	63,1
Variation en %	30,2	9,0	-0,7	-2,1	-6,4
Taux de chômage (%)	8,8	9,4	9,5	9,2	8,6
15 ans et plus					
Chômage ('000)	413,3	426,9	400,0	376,4	355,8
Variation en %	31,5	3,4	-6,3	-6,0	-5,5
Taux de chômage (%)	13,8	13,9	12,8	11,8	11,0

Source: Statistique Canada.

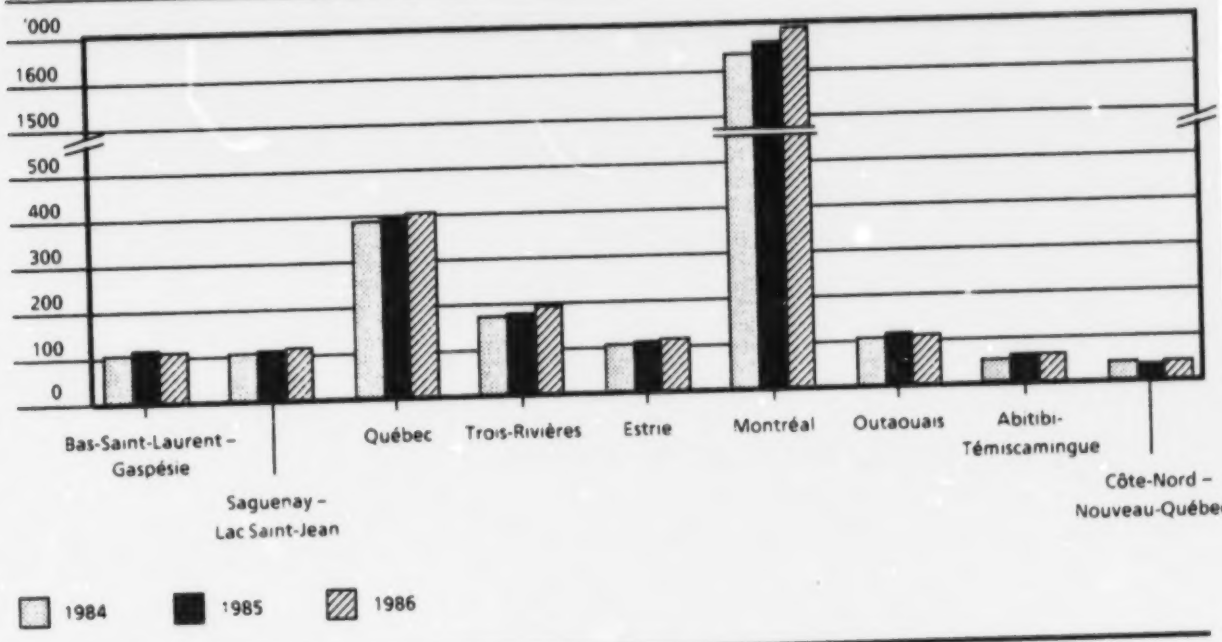
Tableau 3.7
Emploi et chômage par région administrative, Québec, 1982-1986

	1982	1983	1984	1985[1]	1986[1]
			'000		
Bas-Saint-Laurent — Gaspésie					
Emploi	65,0	71,1	78,3	115,4	114,0
Variation en %	-13,2	9,4	10,1	7,0	-1,2
Chômage	17,6	20,0	21,5	24,5	26,7
Variation en %	7,1	13,7	7,5	-4,5	8,8
Saguenay — Lac-Saint-Jean					
Emploi	90,6	88,9	92,0	112,3	120,5
Variation en %	-4,3	-1,8	3,5	8,1	7,3
Chômage	15,8	18,3	17,8	19,7	18,5
Variation en %	13,9	15,9	-2,3	-1,7	-5,9
Québec					
Emploi	397,9	402,8	424,3	398,6	404,8
Variation en %	-5,1	1,2	5,3	1,2	1,6
Chômage	59,5	55,0	52,1	39,9	40,3
Variation en %	19,0	-7,6	-5,3	-15,4	1,0
Trois-Rivières					
Emploi	161,5	167,1	167,8	182,6	194,7
Variation en %	-7,1	3,5	0,4	5,4	6,6
Chômage	31,8	32,0	29,3	28,8	27,5
Variation en %	43,6	0,5	-8,6	-5,2	-4,3
Estrie					
Emploi	90,9	95,6	93,9	111,2	112,5
Variation en %	-2,3	5,1	-1,7	8,2	1,2
Chômage	16,8	16,8	13,7	13,6	11,8
Variation en %	44,6	0,5	-18,8	-4,1	-13,1
Montréal					
Emploi	1 565,2	1 566,5	1 619,5	1 667,6	1 698,7
Variation en %	-4,4	0,1	3,4	2,2	1,9
Chômage	231,0	242,5	222,0	219,8	198,9
Variation en %	36,8	5,0	-8,5	-1,9	-9,5
Outaouais					
Emploi	106,3	115,6	110,9	113,5	111,6
Variation en %	-3,4	8,7	-4,0	11,0	-1,7
Chômage	15,6	15,9	18,0	13,9	15,7
Variation en %	8,7	2,1	13,1	-11,2	12,6
Abitibi-Témiscamingue					
Emploi	53,6	55,5	55,5	55,2	60,3
Variation en %	3,9	3,6	0,0	9,1	9,4
Chômage	15,8	15,2	13,0	9,0	8,1
Variation en %	76,6	-3,7	-14,3	-22,9	-10,2
Côte-nord — Nouveau-Québec					
Emploi	37,1	38,1	38,8	47,8	48,1
Variation en %	-5,9	2,7	1,8	-1,5	0,7
Chômage	7,2	6,5	8,3	7,6	8,5
Variation en %	11,7	-9,3	28,2	-27,2	12,1

1. Les données de 1985 et 1986 correspondent à une nouvelle délimitation des régions. Les taux de variation de 1985 sont calculés en fonction des niveaux de 1984 selon la nouvelle délimitation.

Source: Statistique Canada.

Graphique 3H
Évolution de l'emploi par région, Québec, 1984-1986



Graphique 3I
Évolution du taux de chômage par région, Québec, 1978-1986

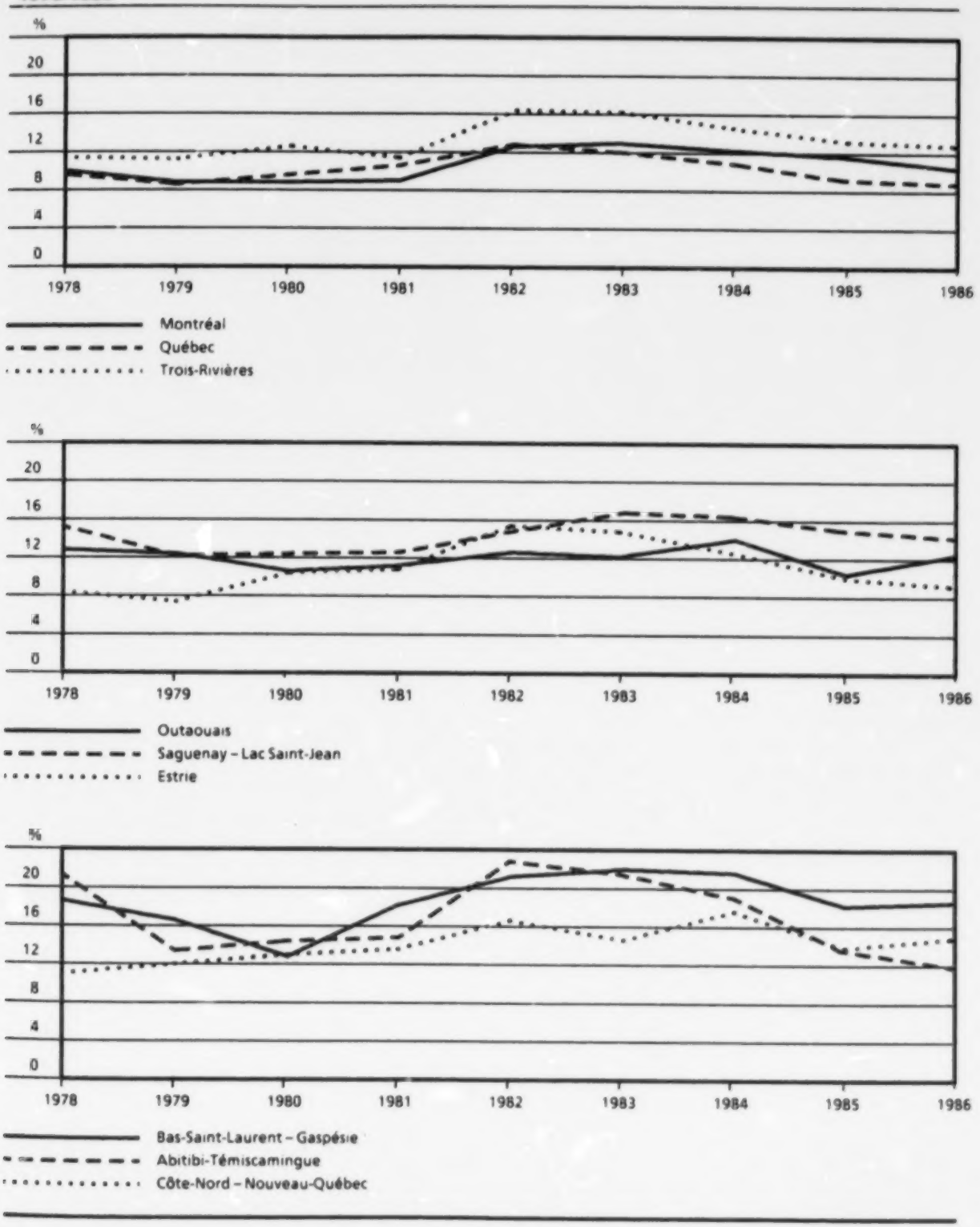


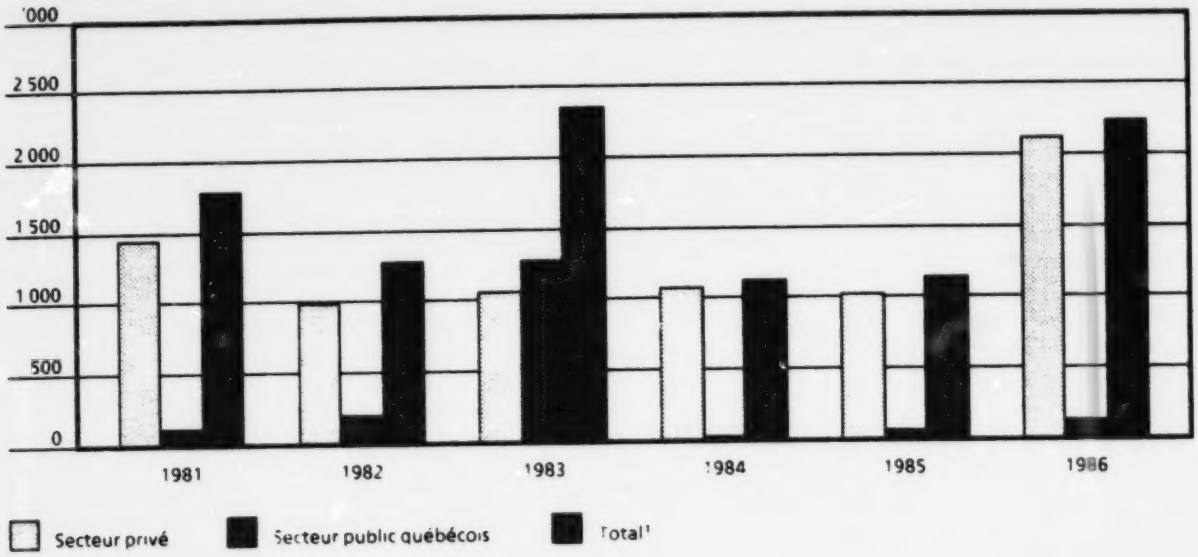
Tableau 3.8
Taux de chômage et taux d'activité par région administrative, Québec, 1982-1986

	1982	1983	1984	1985[1]	1986[1]
	%				
Bas-Saint-Laurent — Gaspésie					
Taux de chômage	21,3	22,0	21,6	17,5	19,0
Taux d'activité	47,0	51,1	55,6	55,1	54,7
Saguenay — Lac-Saint-Jean					
Taux de chômage	14,8	17,0	16,3	14,9	13,3
Taux d'activité	53,4	52,9	53,7	56,6	58,7
Québec					
Taux de chômage	13,0	12,0	10,9	9,1	9,0
Taux d'activité	58,9	58,5	60,3	60,6	61,1
Trois-Rivières					
Taux de chômage	16,5	16,1	14,8	13,6	12,4
Taux d'activité	56,8	58,1	57,1	58,5	60,7
Estrie					
Taux de chômage	15,6	15,0	12,7	10,9	9,4
Taux d'activité	60,0	62,0	58,9	62,0	61,3
Montréal					
Taux de chômage	12,9	13,4	12,1	11,6	10,5
Taux d'activité	62,9	62,8	63,5	63,9	63,7
Outaouais					
Taux de chômage	12,8	12,1	14,0	10,9	12,3
Taux d'activité	60,2	64,0	62,6	67,2	66,3
Abitibi-Témiscamingue					
Taux de chômage	22,7	21,5	19,0	14,0	11,
Taux d'activité	58,3	59,3	56,6	57,5	60,
Côte-Nord — Nouveau-Québec					
Taux de chômage	16,3	14,6	17,6	13,7	15,
Taux d'activité	60,3	61,2	64,8	62,2	64,

1. Les données de 1985 et 1986 correspondent à une nouvelle délimitation des régions.

Source: Statistique Canada.

Graphique 3J
Jours-personnes perdus en arrêts de travail des secteurs privé et public, Québec, 1981-1986



1 Incluant les arrêts de travail de compétence fédérale

Tableau 3.9

Jours-personnes perdus lors d'arrêts de travail par région administrative, Québec, 1982-1986

	1982	1983	1984	1985	1986
Bas-Saint-Laurent — Gaspésie	25 588	4 943	10 748	14 011	10 112
Variation en %	92,4	-80,7	117,4	30,4	-27,8
Saguenay — Lac-Saint-Jean	35 466	26 667	107 180	16 907	31 140
Variation en %	-71,2	-24,8	301,9	-84,2	84,2
Québec	107 828	97 964	122 035	143 798	111 628
Variation en %	-27,4	-9,1	24,6	17,8	-22,4
Trois-Rivières	51 838	72 144	78 513	58 952	84 496
Variation en %	-84,7	39,2	8,8	-24,9	43,3
Estrie	18 033	4 813	24 616	19 213	48 370
Variation en %	-33,4	-73,3	411,4	-21,9	151,8
Montréal	672 593	554 421	590 456	607 493	453 579
Variation en %	42,9	-17,6	6,5	2,9	-25,3
Outaouais	14 788	24 309	9 365	37 538	10 644
Variation en %	-5,9	64,4	-61,5	300,8	-71,6
Abitibi-Témiscamingue	25 761	30 029	102 817	52 515	60 992
Variation en %	-85,0	16,6	242,4	-48,9	16,1
Côte-Nord — Nouveau-Québec	5 608	6 925	3 190	892	34 314
Variation en %	93,7	23,5	-53,9	-72,0	3 746 ,0
Plus d'une région	320 966	1 560 318	62 670	167 029	1 403 879
Variation en %	-18,5	386,1	-96,0	166,5	740,5
Total	1 278 469	2 382 533	1 111 590	1 118 348	2 249 154
Variation en %	-28,6	86,4	-53,3	0,6	101,1

Source: Travail Québec.

Tableau 3.10
Population selon le groupe d'âge et le sexe, Québec, 1982-1986

	1982	1983	1984	1985	1986
			'000		
15-19 ans					
Hommes	295,6	279,2	262,3	248,2	238,7
Variation en %	-4,2	-5,6	-6,1	-5,4	-3,8
Femmes	285,5	269,3	252,5	238,3	229,2
Variation en %	-4,5	-5,7	-6,2	-5,6	-3,8
20-24 ans					
Hommes	313,8	313,7	312,8	310,3	302,7
Variation en %	-0,3	-0,1	-0,3	-0,8	-2,5
Femmes	316,6	315,2	311,4	306,1	296,5
Variation en %	-0,4	-0,4	-1,2	-1,7	-3,1
25-44 ans					
Hommes	994,3	1 019,3	1 042,3	1 067,8	1 093,2
Variation en %	2,7	2,5	2,2	2,4	2,4
Femmes	1 006,8	1 033,8	1 058,7	1 083,0	1 107,3
Variation en %	2,8	2,7	2,4	2,3	2,2
45-64 ans					
Hommes	597,7	603,0	609,3	616,0	624,8
Variation en %	0,8	0,9	1,0	1,1	1,4
Femmes	643,7	649,0	654,8	660,8	668,8
Variation en %	0,8	0,8	0,9	0,9	1,2
65 ans et plus					
Hommes	227,9	233,3	238,1	243,1	249,4
Variation en %	2,6	2,4	2,0	2,1	2,6
Femmes	314,1	323,6	332,8	341,8	351,6
Variation en %	3,3	3,0	2,8	2,7	2,9
15 ans et plus					
Hommes	**2 429,7**	**2 448,4**	**2 464,5**	**2 485,4**	**2 508,8**
Variation en %	**1,0**	**0,8**	**0,7**	**0,8**	**0,9**
Femmes	**2 566,8**	**2 590,6**	**2 609,9**	**2 630,1**	**2 653,5**
Variation en %	**1,1**	**0,9**	**0,7**	**0,8**	**0,9**

Source: Statistique Canada.

Tableau 3.11
Population active selon le groupe d'âge et le sexe, Québec, 1982-1986

	1982	1983	1984	1985	1986
			'000		
15-19 ans					
Hommes	129,0	125,4	122,6	117,3	116,6
Variation en %	-14,9	-2,8	-2,3	-4,3	-0,6
Femmes	111,4	109,7	103,5	104,9	98,2
Variation en %	-13,4	-1,6	-5,6	1,4	-6,4
20-24 ans					
Hommes	253,6	253,8	253,8	252,2	248,6
Variation en %	-4,3	0,1	0,0	-0,6	-1,4
Femmes	225,0	228,0	226,0	222,6	222,0
Variation en %	-1,6	1,3	-0,9	-1,5	-0,3
25-44 ans					
Hommes	920,2	941,3	964,0	991,5	1 013,7
Variation en %	1,0	2,3	2,4	2,9	2,2
Femmes	594,1	632,6	677,5	717,6	754,0
Variation en %	0,6	6,5	7,1	5,9	5,1
45-64 ans					
Hommes	479,4	485,6	477,0	478,0	478,1
Variation en %	-1,5	1,3	-1,8	0,2	0,0
Femmes	245,7	249,9	250,9	256,2	256,3
Variation en %	1,6	1,7	0,4	2,1	0,0
65 ans et plus					
Hommes	25,7	23,0	23,8	26,5	20,6
Variation en %	8,5	-10,4	3,6	11,2	-22,3
Femmes	14,0	19,5	23,7	14,3	13,6
Variation en %	9,1	39,3	21,4	-39,8	-8,0
15 ans et plus					
Hommes	**1 807,9**	**1 829,4**	**1 840,8**	**1 865,7**	**1 877,5**
Variation en %	**-1,6**	**1,2**	**0,6**	**1,3**	**0,6**
Femmes	**1 190,0**	**1 239,6**	**1 281,8**	**1 315,2**	**1 343,7**
Variation en %	**-1,0**	**4,2**	**3,4**	**2,6**	**2,2**

Source: Statistique Canada.

Tableau 3.12
Taux d'activité selon le groupe d'âge et le sexe, Québec, 1982-1986

	1982	1983	1984	1985	1986
			%		
15-19 ans					
Hommes	43,6	44,9	46,7	47,3	48,8
Femmes	39,0	40,7	41,0	44,0	42,8
20-24 ans					
Hommes	80,8	80,9	80,9	81,1	82,1
Femmes	71,1	72,3	72,3	72,6	74,9
25-44 ans					
Hommes	92,5	92,3	92,5	92,8	92,7
Femmes	59,0	61,2	64,0	66,2	68,1
45-64 ans					
Hommes	80,2	80,5	78,3	77,6	76,5
Femmes	38,2	38,5	38,3	38,7	38,3
65 ans et plus					
Hommes	11,3	9,9	10,0	10,9	8,2
Femmes	4,5	6,0	7,1	4,1	3,7
15 ans et plus					
Hommes	**74,4**	**74,7**	**74,7**	**75,1**	**74,8**
Femmes	**46,4**	**47,8**	**49,1**	**50,0**	**50,6**

Source: Statistique Canada.

Tableau 3.13
Emploi selon le groupe d'âge et le sexe, Québec, 1982-1986

	1982	1983	1984	1985	1986
			'000		
15-19 ans					
Hommes	89,1	90,1	93,9	92,7	94,8
Variation en %	-25,0	1,1	4,3	-1,3	2,3
Femmes	83,7	81,7	80,4	84,6	80,6
Variation en %	-18,0	-2,4	-1,5	5,2	-4,7
20-24 ans					
Hommes	196,3	193,8	204,8	204,1	204,9
Variation en %	-11,2	-1,3	5,7	-0,4	0,4
Femmes	183,8	187,7	187,3	190,5	189,3
Variation en %	-6,8	2,1	-0,2	1,7	-0,7
25-44 ans					
Hommes	811,7	828,3	854,6	889,7	917,6
Variation en %	-3,4	2,1	3,2	4,1	3,1
Femmes	520,0	552,8	595,6	636,5	674,4
Variation en %	-2,0	6,3	7,7	6,9	6,0
45-64 ans					
Hommes	438,7	441,1	434,8	435,4	440,8
Variation en %	-3,8	0,6	-1,4	0,2	1,2
Femmes	222,9	225,1	224,5	231,1	230,7
Variation en %	-0,4	1,0	-0,3	2,9	-0,2
65 ans et plus					
Hommes	24,9	22,3	23,3	26,1	19,7
Variation en %	8,3	-10,4	4,5	11,8	-24,6
Femmes	13,8	19,2	23,6	14,1	12,8
Variation en %	7,1	39,4	23,0	-40,3	-9,5
15 ans et plus					
Hommes	**1 560,4**	**1 575,7**	**1 611,3**	**1 647,7**	**1 677,8**
Variation en %	**-6,0**	**1,0**	**2,3**	**2,3**	**1,8**
Femmes	**1 024,**	**0 1 066,4**	**1 111,0**	**1 156,7**	**1 187,5**
Variation en %	**-4,0**	**4,1**	**4,2**	**4,1**	**2,7**

Source: Statistique Canada.

Tableau 3.14
Rapport emploi/population selon le groupe d'âge et le sexe, Québec, 1982-1986

	1982	1983	1984	1985	1986
			%		
15-19 ans					
Hommes	30,1	32,3	35,9	37,3	39,7
Femmes	29,3	30,4	31,9	35,5	35,2
20-24 ans					
Hommes	62,6	61,8	65,5	65,8	67,7
Femmes	58,0	59,5	60,2	62,2	63,8
25-44 ans					
Hommes	81,6	81,3	82,0	83,3	83,9
Femmes	51,6	53,5	56,3	58,8	60,9
45-64 ans					
Hommes	73,4	73,1	71,4	70,7	70,6
Femmes	34,6	34,7	34,3	35,0	34,5
65 ans et plus					
Hommes	10,9	9,6	9,8	10,7	7,9
Femmes	4,4	5,9	7,1	4,1	3,6
15 ans et plus					
Hommes	**64,2**	**64,4**	**65,4**	**66,3**	**66,9**
Femmes	**39,9**	**41,2**	**42,6**	**44,0**	**44,8**

Source: Statistique Canada.

Tableau 3.15
Chômeurs selon le groupe d'âge et le sexe, Québec, 1982-1986

	1982	1983	1984	1985	1986
			'000		
15-19 ans					
Hommes	40,1	35,4	28,7	24,7	21,8
Variation en %	22,1	-11,6	-19,1	-14,0	-11,8
Femmes	27,7	28,1	23,2	20,3	17,6
Variation en %	4,7	1,5	-17,5	-11,9	-13,5
20-24 ans					
Hommes	57,3	60,1	48,8	48,1	43,7
Variation en %	29,4	4,9	-18,7	-1,7	-9,2
Femmes	41,3	40,3	38,8	32,1	32,8
Variation en %	31,6	-2,4	-3,7	-17,0	2,1
25-44 ans					
Hommes	108,8	113,1	109,5	102,0	96,0
Variation en %	55,4	4,0	-3,2	-6,8	-5,9
Femmes	74,1	79,6	82,0	81,1	79,8
Variation en %	23,5	7,4	3,0	-1,1	-1,6
45-64 ans					
Hommes	40,7	44,4	42,2	42,5	37,3
Variation en %	33,0	9,2	-5,1	0,8	-12,4
Femmes	22,9	25,2	26,6	24,7	25,8
Variation en %	26,7	9,8	5,6	-7,2	4,7
15 ans et plus					
Hommes	**247,5**	**253,6**	**229,5**	**218,0**	**199,6**
Variation en %	**38,7**	**2,5**	**-9,5**	**-5,0**	**-8,4**
Femmes	**165,8**	**173,3**	**170,5**	**158,4**	**156,1**
Variation en %	**22,2**	**4,5**	**-1,6**	**-7,1**	**-1,5**

Source: Statistique Canada.

Tableau 3.16
Taux de chômage selon le groupe d'âge et le sexe, Québec, 1982-1986

	1982	1983	1984	1985	1986
			%		
15-19 ans					
Hommes	31,1	28,2	23,4	21,0	18,7
Femmes	24,8	25,6	22,4	19,4	17,9
20-24 ans					
Hommes	22,6	23,7	19,2	19,1	17,6
Femmes	18,3	17,7	17,1	14,4	14,8
25-44 ans					
Hommes	11,8	12,0	11,4	10,3	9,5
Femmes	12,5	12,6	12,1	11,3	10,6
45-64 ans					
Hommes	8,5	9,1	8,8	8,9	7,8
Femmes	9,3	10,1	10,6	9,7	10,1
15 ans et plus					
Hommes	**13,7**	**13,9**	**12,5**	**11,7**	**10,6**
Femmes	**13,9**	**14,0**	**13,3**	**12,0**	**11,6**

Source: Statistique Canada.

Tableau 3.17
Population de 15 ans et plus par région administrative, Québec, 1982-1986

	1982	1983	1984	1985[1]	1986[1]
			'000		
Bas-Saint-Laurent — Gaspésie	175,7	177,8	179,2	254,3	257,2
Variation en %	-2,0	1,2	0,8	1,0	1,2
Saguenay — Lac-Saint-Jean	199,2	202,6	204,2	233,0	236,4
Variation en %	-0,3	1,7	0,8	1,5	1,5
Québec	776,5	782,4	789,9	723,3	728,5
Variation en %	-1,1	0,8	1,0	0,5	0,7
Trois-Rivières	340,1	342,5	344,9	361,3	366,3
Variation en %	1,2	0,7	0,7	1,3	1,4
Estrie	179,5	181,3	182,5	200,7	202,8
Variation en %	3,8	1,0	0,6	1,0	1,1
Montréal	2 854,8	2 879,3	2 898,7	2 952,7	2 977,7
Variation en %	1,1	0,9	0,7	0,8	0,8
Outaouais	202,8	205,3	205,7	189,5	191,8
Variation en %	2,1	1,2	0,2	0,9	1,2
Abitibi-Témiscamingue	118,8	118,9	120,6	111,8	113,5
Variation en %	8,7	0,1	1,4	1,3	1,6
Côte-Nord — Nouveau-Québec	73,0	73,0	73,0	88,9	87,9
Variation en %	-10,1	0,0	0,0	-1,0	-1,1

1. Les données de 1985 et 1986 correspondent à une nouvelle délimitation des régions. Les taux de variation de 1985 sont calculés en fonction des niveaux de 1984 selon la nouvelle délimitation.

Source: Statistique Canada.

Tableau 3.18
Population active par région administrative, Québec,
1982-1986

	1982	1983	1984	1985[1]	1986[1]
			'000		
Bas-Saint-Laurent — Gaspésie	82,6	90,8	99,7	140,0	140,7
Variation en %	-9,3	10,0	9,7	5,1	0,5
Saguenay — Lac-Saint-Jean	106,4	107,1	109,6	131,9	138,7
Variation en %	-1,9	0,6	2,3	6,5	5,2
Québec	457,7	457,8	476,3	438,4	445,2
Variation en %	-2,4	0,0	4,0	-0,6	1,5
Trois-Rivières	193,3	199,0	197,1	211,3	222,2
Variation en %	-1,5	2,9	-1,0	3,8	5,2
Estrie	107,7	112,5	107,5	124,5	124,3
Variation en %	2,8	4,5	-4,4	6,2	-0,1
Montréal	1 796,0	1 808,8	1 841,4	1 887,5	1 897,7
Variation en %	-0,6	0,7	1,8	1,7	0,5
Outaouais	122,1	131,5	128,8	127,4	127,2
Variation en %	-1,6	7,7	-2,1	8,1	-0,1
Abitibi-Témiscamingue	69,3	70,5	68,3	64,3	68,3
Variation en %	14,6	1,7	-3,2	3,2	6,4
Côte-Nord — Nouveau-Québec	44,0	44,7	47,3	55,3	56,4
Variation en %	-4,7	1,5	6,0	-5,8	2,0

1. Les données de 1985 et 1986 correspondent à une nouvelle délimitation des régions. Les taux de variation de 1985 sont calculés en fonction des niveaux de 1984 selon la nouvelle délimitation.

Source: Statistique Canada.

Tableau 3.19
Rapport emploi/population par région administrative, Québec,
1982-1986

	1982	1983	1984	1985[1]	1986[1]
			%		
Bas-Saint-Laurent — Gaspésie	37,0	40,0	43,7	45,4	44,3
Saguenay — Lac-Saint-Jean	45,5	43,9	45,1	48,2	51,0
Québec	51,2	51,5	53,7	55,1	55,6
Trois-Rivières	47,5	48,8	48,7	50,5	53,2
Estrie	50,7	52,7	51,5	55,4	55,5
Montréal	54,8	54,4	55,9	56,5	57,0
Outaouais	52,4	56,3	53,9	59,9	58,2
Abitibi-Témiscamingue	45,1	46,7	46,0	49,4	53,1
Côte-Nord — Nouveau-Québec	50,8	52,2	53,1	53,8	54,7

1. Les données pour 1985 et 1986 correspondent à la nouvelle délimitation des régions.

Source: Statistique Canada.

Le revenu intérieur net au coût des facteurs s'accroît de 5,8% au Québec en 1986 pour s'établir à 90 529 millions de dollars: en réalité, il correspond à l'ensemble des revenus qu'engendre l'économie. Les principales catégories de revenus sont: la rémunération des salariés (qui totalise 65 277 millions de dollars en 1986), les bénéfices des sociétés avant impôts (8 329 millions) les intérêts et revenus divers de placement (9 055 millions), le revenu net des entreprises individuelles agricoles (1 039 millions), et non agricoles (7 098 millions de dollars). Si on ajoute à ces revenus les impôts indirects moins les subventions (14 408 millions de dollars en 1986), les provisions pour consommation de capital et divers rajustements (11 605 millions), on retrouve la valeur du produit intérieur brut aux prix du marché qui s'élève à 116 542 millions de dollars.

On note en 1986 une nouvelle baisse du taux de croissance de la rémunération totale des salariés, lequel s'établit à 5,8% comparativement à 6,8% en 1985 et 7,9% en 1984. De plus, les bénéfices des sociétés avant impôts enregistrent une baisse de 4,9% en 1986, après avoir augmenté de 4,9% en 1985 et de 28,7% en 1984. Par contre, le taux de croissance du revenu net des entreprises individuelles non agricoles demeure élevé, à 14,4% en 1986, tandis que le revenu net des exploitants agricoles connaît une hausse de 15,1%. (Voir tableau 4.1)

La prise en compte des revenus - directs ou par transferts - des agents économiques (les particuliers, les entreprises, les administrations publiques et les non-résidents) et de leurs dépenses permet d'évaluer leurs capacités ou leurs besoins en matière de financement. Dans les pages qui suivent nous tenterons de décrire la situation financière des agents économiques en incluant des données partielles sur les modes de financement auxquels ils font appel.

LA SITUATION FINANCIÈRE DES PARTICULIERS

En plus des revenus directs - rémunération des salariés, revenus d'entreprises individuelles agricoles et non agricoles, intérêts et revenus de placement - le revenu personnel comprend les dividendes versés par les sociétés et les divers transferts des autres catégories d'agents. En 1986, le revenu personnel totalise 104 727 millions de dollars, en hausse de 6,3% en regard de 1985 où l'augmentation était de 8,1%. Outre le ralentissement de la croissance de certains types de revenus déjà signalé, on note en 1986 un accroissement moins marqué des transferts des administrations publiques aux particuliers qui totalisent 17 812 millions de dollars, en hausse de 5,6% en 1986 contre 9,0% en 1985; les transferts de l'Administration fédérale augmentent de 4,4% comparativement à 7,5% en 1985, ceux de l'Administration provinciale, de 4,2% comparativement à 8,5% et ceux du Régime de rentes du Québec de 12,6% comparativement à 18,5% en 1985. (Voir tableaux 4.2 et 4.9)

Le revenu personnel disponible, après impôts et autres transferts, qui s'accroît de 4,8% en 1986 en regard de 7,6% en 1985, connaît une diminution de son taux de croissance un peu plus marquée que celle du revenu personnel. L'impôt sur le revenu des particuliers enregistre une augmentation plus forte en 1986 qu'en 1985 soit de 12,1% comparativement à 10,8%, de même que les

cotisations à l'assurance sociale et aux régimes publics de pensions qui augmentent de 12,6% en 1986 comparativement à 8,8% en 1985. (Voir tableau 4.3)

Le revenu personnel disponible atteint 80 634 millions de dollars en 1986 et la très grande part, soit 71 674 millions de dollars, est dépensée en biens et services de consommation. Comme ces dépenses augmentent beaucoup plus (8,4%) que le revenu disponible (4,8%) en 1986, cela implique une réduction sensible de l'épargne personnelle courante qui représente 9,8% du revenu disponible en 1986, comparativement à 12,7% en 1985 et 14,1% en 1984. Même si, globalement, les particuliers réalisent une épargne nette qui atteint 7,9 milliards de dollars en 1986, ils font quand même appel au crédit à la consommation pour une bonne part de ces dépenses en biens et services.

Ce type de financement s'accroît modérément au Québec en 1986 après avoir connu une très forte hausse en 1985. Selon les données sur la répartition régionale de l'actif des banques à charte canadiennes, l'encours moyen de leurs prêts personnels augmente de 8,7% au Québec en 1986 contre 19,8% en 1985. L'encours de ces prêts, qui en plus du crédit à la consommation comprend la valeur des prêts accordés aux particuliers pour l'achat de titres, totalise 7 231,8 millions de dollars en 1986; la hausse de 582 millions de l'encours en 1986 correspond à l'écart entre la valeur des prêts personnels accordés et la valeur des remboursements effectués; en 1985 cet écart était de 1 100,3 millions de dollars. Comme au cours des dernières années, l'augmentation des prêts personnels est principalement attribuable aux prêts sur carte de crédit, dont l'encours s'accroît de 16,3% pour atteindre 973,8 millions de dollars. L'encours du crédit à la consommation de l'ensemble des intermédiaires financiers atteint 14 911 millions de dollars au Québec au 31 décembre de 1986, ce qui représente une hausse de 13,3% par rapport à l'année précédente.

Au Canada, l'encours des prêts personnels des banques à charte connaît en 1986 une croissance du même ordre de grandeur qu'en 1985, soit de 10,2% comparativement à 11,0%. Il s'élève à 41 608,0 millions de dollars, dont 40 580,0 millions de dollars sont imputés aux prêts à la consommation. En incluant les autres intermédiaires financiers, l'encours du crédit à la consommation totalise 63 001,0 millions de dollars au Canada en 1986, enregistrant une hausse de 13% en regard de l'année précédente. (Voir tableau 4.4 et graphique 4A)

Par ailleurs, l'encours des prêts hypothécaires au Québec au 31 décembre 1986, se révèle en hausse de 16,2% en regard de 14,1% l'année précédente. L'encours de ces prêts totalise 40 212 millions de dollars dont environ 90% sous forme de prêts à l'habitation. Les intermédiaires financiers qui connaissent les plus fortes augmentations de leurs prêts hypothécaires en 1986 sont les compagnies d'assurance-vie (29,9%), les sociétés de fiducie ou de prêts hypothécaires (24,0%) et les banques à charte (22,9%). De plus, les institutions publiques, soit la Société canadienne d'hypothèque et de logement, la Société fédérale du crédit agricole, la Société d'habitation du Québec, la Caisse de dépôt et de placement du Québec et l'Office du crédit agricole enregistrent globalement une augmentation de 4,1% de l'encours de leurs prêts hypothécaires alors que celui-ci était en baisse au cours des quatre années précédentes. (Voir tableau 4.5)

LA SITUATION FINANCIÈRE DES ENTREPRISES

Alors que les entreprises individuelles enregistrent une forte hausse de leurs revenus nets en 1986, les bénéfices des sociétés avant impôts, totalisant 8 329 millions de dollars, subissent une baisse de 4,9% par rapport à 1985. Par ailleurs, les impôts directs touchant les sociétés et les entreprises gouvernementales connaissent une légère baisse de 1,7% pour s'établir à 2 102 millions de dollars en 1986. Les impôts versés au gouvernement provincial passent de 348 millions de dollars en 1985 à 378 millions de dollars en 1986, tandis que ceux versés au gouvernement fédéral passent de 1 791 à 1 724 millions de dollars. (Voir tableaux 4.1 et 4.8)

Bien que les profits des sociétés pris globalement soient en baisse, les entreprises commerciales accroissent leurs dépenses d'investissement de 11,3% en 1986, après des hausses de 18,1% en 1985 et de 25,4% en 1984; selon les données révisées (en mars 1987) de l'enquête sur les investissements privés et publics de Statistique Canada, les dépenses des entreprises commerciales au chapitre des investissements totalisent 9 030,7 millions de dollars au Québec en 1986. En ce qui a trait aux entreprises publiques, leurs dépenses d'investissement s'établissent à 2 051,8 millions de dollars en 1986, en baisse de 8,1% en regard de 1985 alors que ces dépenses diminuaient de 18,7%. Cette tendance à la baisse des dernières années coïncide avec la fin des grands travaux hydroélectriques. (Voir tableaux 4.12, 4.13 et 4.14).

De façon générale, les besoins de financement des entreprises sont plus grands que l'épargne brute réalisée dans ce secteur. Cette épargne est constituée des bénéfices non répartis et des provisions pour consommation de capital. Cependant, les données disponibles au Québec ne permettent pas d'évaluer de façon précise l'épargne brute des sociétés. De plus, il n'existe que des données partielles sur le financement externe auquel les entreprises font appel pour réaliser leurs projets d'investissement ou combler leurs besoins de liquidité. Néanmoins, selon les données résultant de la répartition régionale de l'actif des banques à charte (en dollars canadiens), l'encours des prêts accordés aux entreprises du Québec par ces institutions enregistre une forte hausse de 10,6% en 1986, pour atteindre 11,4 milliards de dollars. L'encours de ces prêts dépasse ainsi le niveau de 10,6 milliards atteint en 1982, lequel avait été suivi d'une baisse en 1983 avec 9,2 milliards de dollars. (Voir graphique 40)

Au Canada, l'encours de ces prêts bancaires aux entreprises (en dollars canadiens) ne s'accroît que de 0,6% en 1986 et, à 86,2 milliards, ce niveau de prêts demeure en dessous du niveau de 90,8 milliards de dollars atteint en 1982. Cependant, les autres crédits à court terme aux entreprises augmentent fortement en 1986 de sorte que l'encours total du crédit à court terme aux entreprises canadiennes s'accroît de 5,7%. La croissance du financement à long terme se révèle plus forte, soit de 9,5% en 1986. Toutefois, la part du financement à court terme dans le financement total des entreprises - qui avait diminué après la récession, passant de 61% en 1982 à 56% en 1984 et 1985 - décroît à peine pour se situer à 55% en 1986. La part du financement par actions dans le financement à long terme demeure aussi au même niveau en 1986, soit 54%, alors qu'il était passé de 30% en 1982 à 59% en 1984. Le coefficient d'autofinancement des entreprises

canadiennes est également en baisse, s'établissant à 82% en 1986 comparativement à 92% en 1985 et 54% en 1981; ce coefficient représente le rapport entre l'épargne brute des entreprises, qui est en baisse de 1,8% en 1986, et l'acquisition de capital financier par ces dernières, dont la valeur augmente de 10,2% par rapport à 1985. La structure financière des entreprises canadiennes s'est donc peu améliorée au cours des deux dernières années; cela se traduit aussi au chapitre des paiements d'intérêt dont la valeur représente 56% des bénéfices avant impôts en 1986 comparativement à 51% en 1984 et 47% en 1985.
(Voir tableau 4.6 et graphique 4C)

On observe aussi au Québec, en 1986, un très léger accroissement du nombre de faillites, alors que celui-ci était en baisse depuis 1983; on dénombre ainsi 2 826 faillites commerciales au Québec en 1986 comparativement à 2 807 en 1985. Les augmentations notables du nombre de faillites se situent dans l'industrie de la construction (358 contre 345), dans les transports, communications et autres services d'utilité publique (136 contre 104), dans les finances, assurances et affaires immobilillières (79 contre 59) et dans les services socio-culturels, commerciaux et personnels (896 contre 843). Par ailleurs, le passif total des faillites commerciales demeure en baisse au Québec, celui-ci se situant à 451,9 millions en 1986 en regard de 473,9 millions de dollars en 1985. Au Canada, la diminution et du nombre et du passif total des faillites a été moins prononcée qu'au Québec au cours des dernières années; elle se poursuit à un rythme modéré en 1986. (Voir graphique 4B)

LES REVENUS ET LES DÉPENSES DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES

Les administrations publiques comprennent l'activité de l'Administration fédérale imputée au Québec, l'Administration provinciale, les administrations locales, les régimes publics de pensions du Québec et du Canada, ainsi que les hôpitaux du secteur public. L'année 1986 est marquée par une baisse sensible du déficit de l'ensemble des administrations publiques qui s'établit à 8,0 milliards de dollars comparativement à 11,1 milliards de dollars en 1985; ce déficit ne représente que 6,9% du produit intérieur brut en 1986, en regard de 10,2% en 1985 et 8,3% en 1981. L'Administration fédérale au Québec réduit son déficit de 33,3% en 1986 et l'Administration provinciale de 14,2%, tandis que le déficit des administrations locales augmente de 8,5% en raison d'un accroissement de 9,8% de leurs dépenses en formation brute de capital fixe. (Voir tableau 4,7 et graphique 4E).

L'Administration fédérale bénéficie d'une augmentation de 13,8% de ses recettes totales qui atteignent 19,5 milliards de dollars en 1986, tandis que ses dépenses courantes diminuent de 2,5% pour se situer à 25,5 milliards de dollars. Quant aux dépenses en formation brute de capital fixe de l'Administration fédérale au Québec, elles diminuent de 9,1% et s'établissent à 359 millions de dollars; finalement, les provisions pour consommation de capital se chiffrent à 255 millions de dollars en 1986.

L'accroissement marqué des recettes de l'Administration fédérale au Québec en 1986 résulte principalement de hausses de 15,7% des impôts directs des particuliers et de 16,0% des taxes indirectes, ces catégories de revenus atteignant respectivement 9 850 millions et 5 930 millions de dollars en 1986. Pour leur part, les impôts directs touchant les entreprises rappor-

tent 1 724 millions de dollars en 1986, ce qui représente une baisse de 3,7% en regard de 1985. (Voir tableau 4.8)

Du côté des dépenses, l'Administration fédérale enregistre une baisse de 10,5% de la valeur de ses transferts aux administrations provinciale et locales, laquelle passe de 6,6 milliards en 1985 à 5,9 milliards de dollars en 1986. On note également une baisse de 26,2% de la valeur des subventions accordées au Québec; environ la moitié de cette baisse provient de l'abolition des subventions à l'importation de pétrole qui entraîne une économie de 306 millions de dollars. Les transferts de l'Administration fédérale aux particuliers augmentent de 4,4% en 1986, mais les dépenses en biens et services connaissent une faible hausse de 1,1%. De plus, la croissance des dépenses reliées au service de la dette publique se révèle plus faible en 1986, soit 4,2% en regard de 13,9% en 1985. (Voir tableau 4.9)

La réduction du déficit de l'Administration provinciale résulte d'une croissance des dépenses courantes totales un peu plus faible que la croissance des recettes totales, les premières étant en hausse de 940 millions de dollars ou 3,3% et les secondes de 1 171 millions de dollars ou 4,4% . De plus, les dépenses en formation brute de capital fixe de l'Administration provinciale diminuent de 0,7% pour s'établir à 938 millions de dollars en 1986; les provisions pour consommation de capital passent de 622 millions en 1985 à 690 millions de dollars en 1986. Parmi les principales catégories de revenus, on remarque des hausses de 9,1% des impôts directs des particuliers, de 8,6% des impôts directs des entreprises et de 9,7% des impôts indirects. Par contre, les transferts de l'Administration fédérale à l'Administration provinciale diminuent de 10,8%, ce qui représente une baisse de 703 millions de dollars.

En ce qui a trait aux principales catégories de dépenses, les transferts aux particuliers et les dépenses en biens et services sont en hausse de 4,2% et les transferts aux administrations locales et aux hôpitaux de 3,2% et 0,7% respectivement. Comme pour l'Administration fédérale, on note une baisse significative de la valeur des subventions versées par l'Administration provinciale qui diminue de 10,6% en 1986 pour s'établir à 1 184 millions de dollars. (Voir tableau 4.9 et graphique 4F)

LE FINANCEMENT DU SECTEUR PUBLIC QUÉBÉCOIS

Les emprunts à long terme du secteur public québécois enregistrent une hausse de 22,1% en 1986 pour atteindre 9,2 milliards de dollars. Cette augmentation a des répercussions sur la demande de capitaux à long terme, mais elle ne reflète pas un accroissement équivalent de la dette publique puisqu'elle résulte aussi du refinancement d'emprunts venus à échéance. La forte croissance des emprunts à long terme du secteur public québécois en 1986 est principalement attribuable au gouvernement du Québec dont les emprunts augmentent de 37,9%, pour atteindre 4 944,6 millions de dollars, après avoir augmenté de 5,8% en 1985. Parmi les autres constituantes du secteur public québécois, seules les commissions scolaires enregistrent une hausse de leurs emprunts à long terme qui totalisent 364,7 millions de dollars, en hausse de 49,9%. Les emprunts de l'Université du Québec demeurent cependant élevés puisqu'ils sont passés de 17,0 millions en 1984 à 76,0 millions en 1985, puis à 65,0 millions de dollars en 1986. Quant aux administrations publiques locales, la valeur de

leurs emprunts atteint 1 377,9 millions de dollars en 1986, ce qui représente une hausse de 15,9% en regard de 0,8% en 1985. Finalement, les emprunts à long terme des entreprises publiques provinciales, après avoir connu un redressement important en 1985, se maintiennent à un niveau élevé en 1986, augmentant de 6,9% par rapport à 1985. Ces emprunts sont fortement déterminés par l'évolution des emprunts d'Hydro-Québec qui sont passés de 2,3 milliards en 1982 à 1,1 milliard en 1984 pour remonter ensuite à 1,7 milliard en 1985 et à 1,8 milliard en 1986. On note également, en 1986, des emprunts de 151,6 millions de dollars de la Régie des installations olympiques, qui n'avait contracté aucun emprunt depuis 1982, de même qu'une hausse des emprunts des commissions de transport, qui passent de 34,9 millions de dollars en 1985 à 76,4 millions de dollars en 1986. (Voir tableau 4.10)

Par ailleurs, on constate que la proportion des emprunts en monnaie canadienne diminue sensiblement en 1986, s'établissant à 54,2% comparativement à 61,5% en 1985. Ce sont les emprunts en dollars américains dont la part augmente le plus, passant de 17,6% en 1985 à 23,1% en 1986, tandis que la part des emprunts dans d'autres monnaies s'accroît légèrement. On note aussi une diminution de la valeur de l'émission des obligations d'épargne du Québec qui atteint 575,0 millions en 1986, comparativement à 654,5 millions de dollars en 1985 (Voir tableau 4.11)

Quant à la durée des emprunts à long terme, la baisse des taux d'intérêt en 1986 favorise l'étalement de ceux-ci sur une plus longue période; la durée moyenne des emprunts se situe à 18,6 ans en 1986 comparativement à 11,8 ans en 1985. Par ailleurs, les emprunts à court terme constituent, comme au cours des dernières années, une part importante du financement du secteur public; ainsi, la valeur des émissions des bons du Trésor du gouvernement du Québec atteint 5,9 milliards en 1986 comparativement à 5,6 milliards de dollars en 1985.

Tableau 4.1
Revenu intérieur, Québec,
1982-1986

	1982	1983	1984	1985	1986
			000 000 $		
Rémunération des salariés	51 721	53 513	57 751	61 697	65 277
Variation en %	11,7	3,5	7,9	6,8	5,8
Bénéfices des sociétés avant impôt	4 721	6 487	8 352	8 761	8 329
Variation en %	-38,7	37,4	28,7	4,9	-4,9
Intérêts et revenus divers de placement	6 351	7 145	7 842	8 524	9 055
Variation en %	4,7	12,5	9,8	8,7	6,2
Revenu net des exploitants agricoles	640	549	847	903	1 039
Variation en %	5,3	-14,2	54,3	6,6	15,1
Revenu net des entreprises individuelles	3 661	4 572	5 344	6 205	7 098
Variation en %	17,3	24,9	16,9	16,1	14,4
Ajustement de la valeur des stocks	77	-576	-698	-503	-269
Revenu intérieur net au coût des facteurs	**67 171**	**71 690**	**79 438**	**85 587**	**90 529**
Variation en %	**3,0**	**6,7**	**10,8**	**7,7**	**5,8**

Source: Bureau de la statistique du Québec. Comptes économiques des revenus et des dépenses du Québec, édition 1987.

Tableau 4.2
Sources du revenu personnel, Québec,
1982-1986

	1982	1983	1984	1985	1986
			000 000 $		
Rémunération des salariés	51 721	53 513	57 751	61 697	65 277
Variation en %	11,7	3,5	7,9	6,8	5,8
Revenu net des exploitants agricoles	640	549	847	903	1 039
Variation en %	5,3	-14,2	54,3	6,6	15,1
Revenu net des entreprises individuelles	3 661	4 572	5 344	6 205	7 098
Variation en %	17,3	24,9	16,9	16,1	14,4
Intérêts, dividendes et revenus divers de placement	10 450	9 958	11 096	12 196	13 066
Variation en %	19,1	-4,7	11,4	9,9	7,1
Transferts des administrations publiques aux particuliers	13 004	14 316	15 532	16 932	17 812
Variation en %	22,1	10,1	8,5	9,0	5,2
Subventions d'équipement	247	392	203	185	65
Variation en %	152,0	58,7	-48,2	-8,9	-64,9
Transferts des corporations	168	157	171	179	187
Variation en %	-2,9	-6,5	8,9	4,7	4,5
Transferts des non-résidents du Canada	158	160	164	178	183
Variation en %	9,7	1,3	2,5	8,5	2,8
Revenu personnel	**80 049**	**83 617**	**91 108**	**98 475**	**104 727**
Variation en %	**9,7**	**4,5**	**9,0**	**8,1**	**6,3**

Source: Bureau de la statistique du Québec, Comptes économiques des revenus et des dépenses du Québec, édition 1987.

Tableau 4.3
Utilisation du revenu personnel, Québec,
1982-1986

	1982	1983	1984	1985	1986
			000 000 $		
Revenu personnel	**80 049**	**83 617**	**91 108**	**98 475**	**104 727**
Variation en %	**9,7**	**4,5**	**9,0**	**8,1**	**6,3**
Impôts sur le revenu des particuliers	12 525	12 785	13 910	15 413	17 282
Variation en %	11,3	2,1	8,8	10,8	12,1
Droits et impôts successoraux	49	68	45	43	7
Variation en %	25,6	38,8	-33,8	-4,4	-83,7
Cotisations à l'assurance sociale et régimes publics de pensions	4 038	4 616	4 977	5 417	6 099
Variation en %	1,8	14,3	7,8	8,8	12,6
Autres transferts aux administrations publiques	578	639	650	649	705
Variation en %	10,9	10,6	1,7	-0,2	8,6
Revenu personnel disponible	**62 859**	**65 509**	**71 526**	**76 953**	**80 634**
Variation en %	**9,9**	**4,2**	**9,2**	**7,6**	**4,8**
Dépenses courantes en biens et services	50 536	55 324	60 607	66 138	71 674
Variation en %	7,7	9,5	9,5	9,1	8,4
Transferts courants aux corporations (Intérêts de dettes à la consommation)	897	701	730	867	940
Variation en %	-7,5	-21,9	4,1	18,8	8,4
Transferts courants aux non-résidents du Canada	113	119	125	137	151
Variation en %	10,8	5,3	5,0	9,6	10,2
Épargne personnele	**11 313**	**9 365**	**10 064**	**9 811**	**7 869**
Variation en %	22,7	-17,2	7,5	-2,5	-19,8
Taux d'épargne	18,0	14,3	14,1	12,7	9,8

Source: Bureau de la statistique du Québec, Comptes économiques des revenus et des dépenses du Québec, édition 1987.

Tableau 4.4
Encours du crédit à la consommation des principaux intermédiaires financiers, Canada
1982-1986

	1982	1983	1984	1985	1986
			000 000 $		
Banques à charte	31 306,1	30 931,2	32 937,0	36 404,0	40 580,0
Variation en %	-0,7	-1,2	6,5	10,5	11,5
Sociétés de financement de prêts à la consommation	2 718,0	2 381,6	2 373,3	2 838,8	3 767,1
Variation en %	-10,7	-12,4	-0,3	19,6	32,7
Compagnies d'assurance	2 621,8	2 690,8	2 664,9	2 669,3	2 673,8
Variation en %	17,1	2,6	-1,0	0,2	0,2
Banque d'épargne du Québec	139,4	181,5	200,4	212,0	266,3
Variation en %	-19,0	30,2	10,4	5,8	25,6
Grands magasins	1 559,7	1 619,4	1 766,4	1 966,1	2 129,8
Variation en %	1,4	3,8	9,1	11,3	8,3
Sociétés de fiducie ou de prêts hypothécaires	1 844,6	2 075,8	2 467,8	3 158,5	4 330,9
Variation en %	9,0	12,5	18,9	28,0	37,1
Somme partielle	**40 189,1**	**39 879,8**	**42 410,0**	**47 248,0**	**53 748,0**
Variation en %	**0,0**	**-0,8**	**6,3**	**11,4**	**13,8**
Caisses populaires et "credit unions"	5 768,3	6 070,3	6 816,5	7 927,5	8 830,3
Variation en %	-4,3	5,2	12,3	16,3	11,4
Total	**45 857,0**	**46 114,8**	**49 607,3**	**55 734,0**	**63 001,0**
Variation en %	**-1,3**	**0,6**	**7,6**	**12,4**	**13,0**

Source: Statistique Canada.

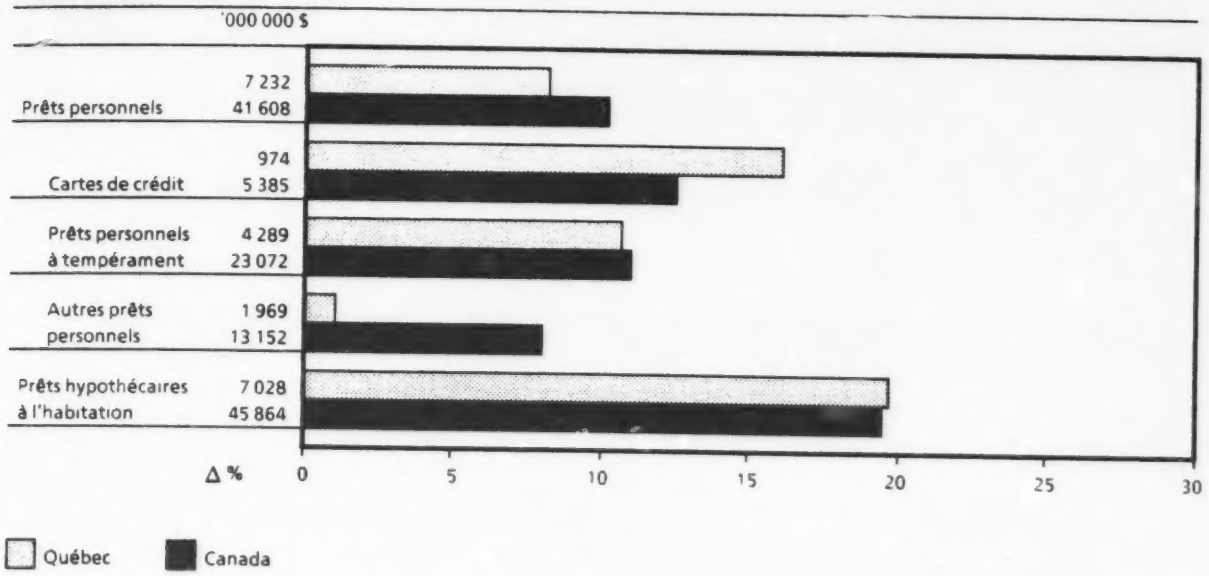
Tableau 4.5

Encours des prêts hypothécaires selon les intermédiaires financiers, Québec, 4e trimestre, 1982-1986

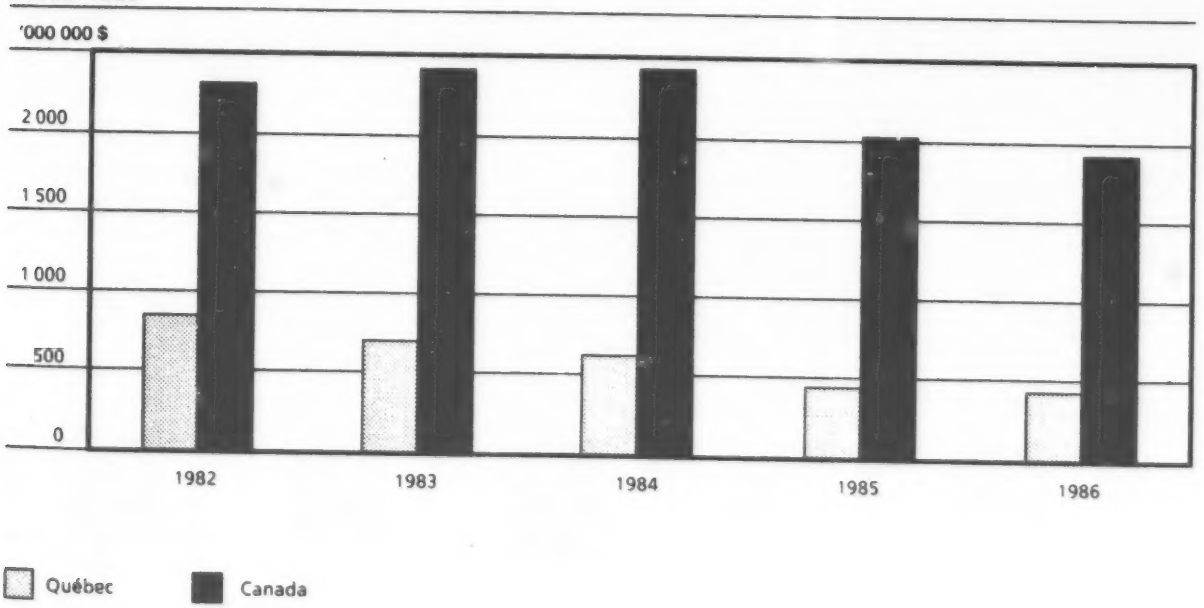
	1982	1983	1984	1985	198
	'000 000 $				
Banques à charte	4 805	5 114	5 637	6 656	8 17
Variation en %	-2,4	6,4	10,2	18,1	22,
Banque d'épargne	802	807	860	948	1 12
Variation en %	-11,5	0,6	6,6	10,2	18,
Caisses d'épargne et de crédit	6 989	8 256	9 318	10 312	11 73
Variation en %	5,1	18,1	12,9	10,7	13,
Sociétés de fiducie ou de prêts hypothécaires	3 292	3 746	4 349	5 395	6 68
Variation en %	2,4	13,8	16,1	24,1	24,
Sociétés d'entraide	490	410	394	357	38,
Variation en %	-50,2	-16,4	-3,9	-9,4	7,
Compagnies d'assurance-vie	3 136	3 291	3 543	4 018	5 21
Variation en %	1,5	4,9	7,7	13,4	29,
Institutions publiques	3 361	3 317	3 139	3 085	3 21
Variation en %	-6,6	-1,3	-5,4	-1,7	4,
Fonds de successions des sociétés de fiducie	2 593	2 961	3 093	3 825	3 6
Variation en %	-9,2	14,2	4,5	23,7	-4
Total	**25 468**	**27 902**	**30 333**	**34 596**	**40 2**
Variation en %	**-2,9**	**9,6**	**8,7**	**14,1**	**16**

Source: Bureau de la statistique du Québec, L'activité des institutions de dépôts au Québec, 1982-1986.

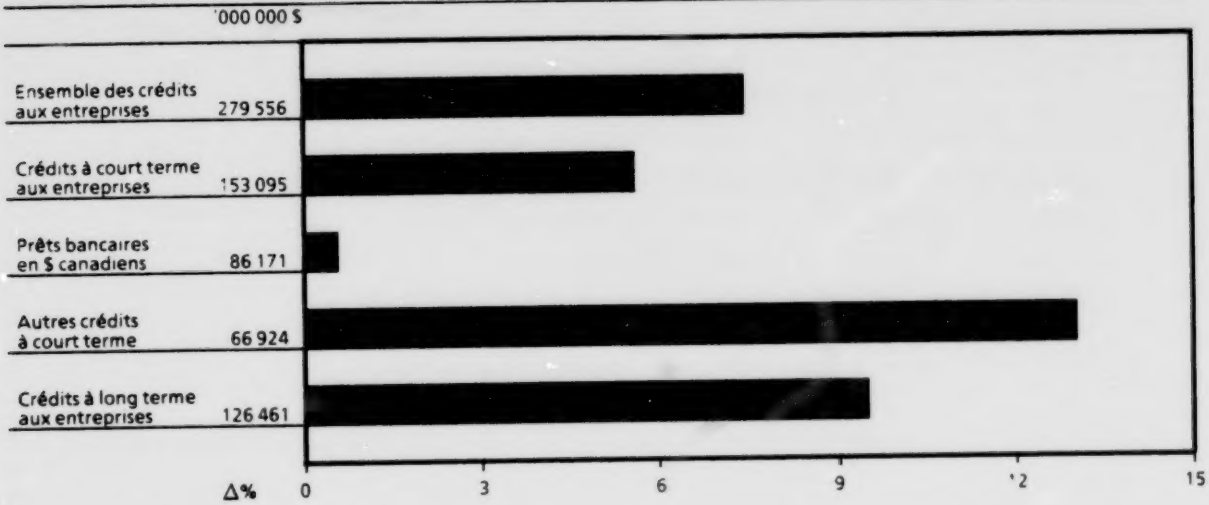
Graphique 4A
Variation de l'encours de certains prêts des banques à charte faisant affaire au Québec et au Canada, 1986/1985



Graphique 4B
Évolution du passif des faillites commerciales, Québec et Canada, 1982-1986



Graphique 4C
Variation des principales sources de financement des entreprises non financières, Canada, 1986/1985



Graphique 4D
Évolution de l'encours des prêts de banques à charte aux entreprises québécoises 1982-1986

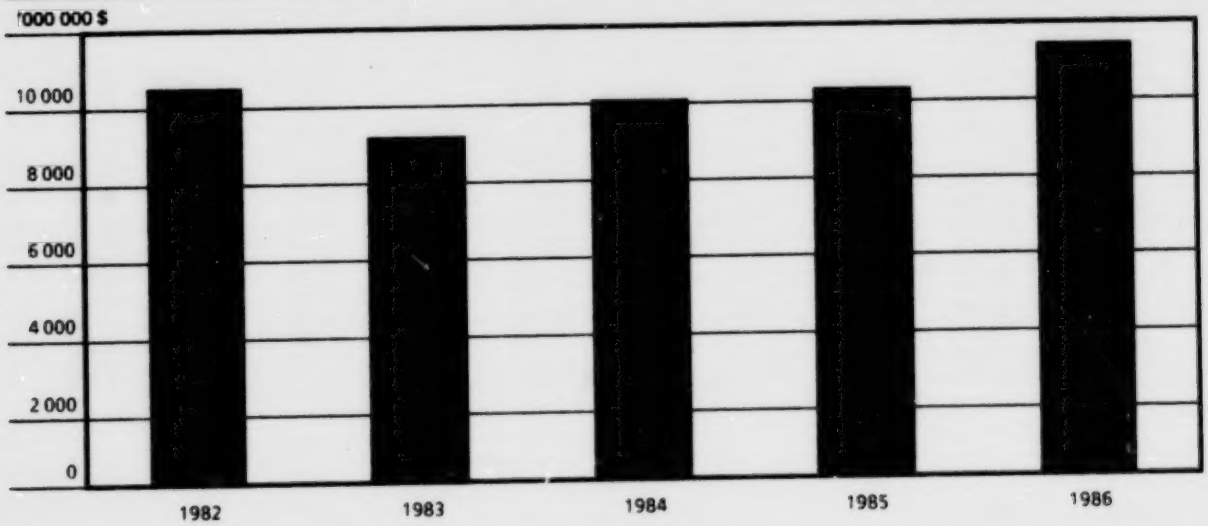


Tableau 4.6
Financement des entreprises privées, Canada,
1982-1986

	1982	1983	1984	1985	1986
Acquisition de capital non financier (000 000 $)	26 200	32 120	41 280	45 336	49 956
Variation en %	-36,6	22,6	28,5	9,8	10,2
Épargne brute[1] (000 000 $)	17 276	30 496	38 064	41 580	40 844
Variation en %	-21,0	72,5	24,8	9,2	-1,8
Coefficient d'autofinancement[2]	0,68	0,95	0,92	0,92	0,82
Part du financement par actions dans le financement externe à long terme[3]	0,30	0,40	0,59	0,54	0,54
Part du financement à court terme dans le financement total	0,61	0,57	0,56	0,56	0,55
Paiements d'intérêt par rapport aux bénéfices avant impôt	1,04	0,56	0,51	0,47	0,56
Coefficient d'endettement[4]	1,71	1,63	1,59	1,52	1,50
(Disponibilités-stocks)/exigibilités	0,74	0,77	0,81	0,83	0,85

1. Bénéfices non répartis et provisions pour consommation de capital.
2. Rapport entre l'épargne brute et l'acquisition de capital non financier.
3. Le financement à long terme comprend les émissions nettes d'actions et d'obligations.
4. Rapport entre le passif total et l'avoir total des actionnaires.

Sources: Statistique Canada.
Banque du Canada.

Tableau 4.7

Revenus et dépenses des administrations publiques, Québec, 1982-1986

	1982	1983	1984	1985	1986
			000 000 $		
Recettes totales	**46 830**	**50 166**	**54 439**	**58 913**	**63 067**
Variation en %	**7,1**	**7,1**	**8,6**	**8,2**	**7,1**
Administration fédérale	11 979	13 614	15 571	17 145	19 505
Variation en %	-9,9	13,6	14,4	10,1	13,8
Administration provinciale	21 792	23 172	25 149	26 910	28 081
Variation en %	15,1	6,3	8,5	7,0	4,4
Administrations locales	7 806	7 933	7 924	8 549	8 962
Variation en %	11,2	1,6	-0,1	7,9	4,8
R.R.Q.	1 967	2 070	2 285	2 433	2 614
Variation en %	13,7	5,2	10,4	6,5	7,4
Hôpitaux	3 269	3 361	3 511	3 857	3 884
Variation en %	19,8	2,8	4,5	9,9	0,7
Dépenses courantes totales	**56 769**	**59 779**	**64 543**	**69 109**	**70 223**
Variation en %	**13,8**	**5,3**	**8,0**	**7,1**	**1,6**
Administration fédérale	21 299	22 650	24 835	26 159	25 511
Variation en %	14,3	6,3	9,6	5,3	-2,5
Administration provinciale	23 552	24 626	26 35[illegible]	28 738	29 678
Variation en %	15,8	4,6	7,0	9,1	3,3
Administrations locales	7 540	7 795	8 088	8 553	8 944
Variation en %	7,3	3,4	3,8	5,7	4,6
R.R.Q.	1 053	1 267	1 612	1 902	2 127
Variation en %	22,6	20,3	27,2	18,0	11,8
Hôpitaux	3 313	3 426	3 639	3 738	3 941
Variation en %	8,7	3,4	6,2	2,7	5,4
Formation brute de capital fixe	**1 844**	**2 210**	**2 462**	**2 607**	**2 704**
Variation en %	**-1,3**	**15,0**	**16,1**	**5,9**	**3,7**
Administration fédérale	200	306	416	395	359
Variation en %	8,1	53,0	35,9	-5,0	-9,1
Administration provinciale	653	720	785	945	938
Variation en %	-9,1	10,3	9,0	20,4	-0,7
Administrations locales	975	1 072	1 225	1 229	1 349
Variation en %	1,9	9,9	14,3	0,3	9,8
Surplus ou déficit	**-10 380**	**-10 236**	**-10 959**	**-11 101**	**-8 009**
Administration fédérale	-9 323	-9 132	-9 458	-9 169	-6 110
Administration provinciale	-1 910	-1 638	-1 408	-2 151	-1 845
Administrations locales	-140	-329	-759	-564	-612
R.R.Q.	914	803	673	531	487
Hôpitaux	74	59	-8	252	72

Source: Bureau de la statistique du Québec, Comptes économiques des revenus et des dépenses du Québec, édition 1987.

Graphique 4E

Pourcentage des dépenses totales en biens et services, en formation brute de capital fixe et du déficit des administrations publiques dans le produit intérieur brut, Québec, 1982-1986

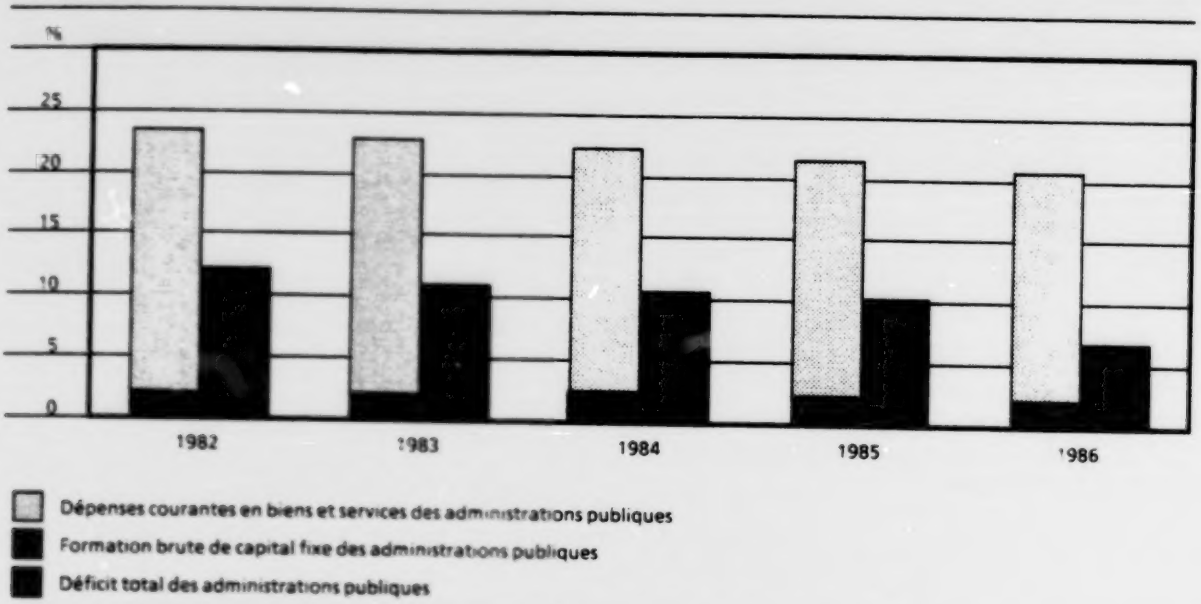


Tableau 4.8
Revenus des administrations publiques[1], Québec,
1982-1986

	1982	1983	1984	1985	1986
			000 000 $		
Impôts directs touchant les personnes	**16 612**	**17 469**	**18 932**	**20 873**	**23 388**
Variation en %	**8,9**	**5,2**	**8,4**	**10,3**	**12,0**
Administration fédérale	6 221	6 961	7 488	8 515	9 850
Variation en %	6,0	11,9	7,6	13,7	15,7
Administration provinciale	9 306	9 391	10 195	11 000	12 004
Variation en %	10,6	0,9	8,6	7,9	9,1
R.R.Q.	1 078	1 112	1 241	1 350	1 525
Variation en %	11,9	3,2	11,6	8,8	13,0
Impôts directs touchant les entreprises (privées et publiques)	**1 586**	**1 637**	**2 034**	**2 139**	**2 102**
Variation en %	**-25,9**	**3,2**	**24,3**	**5,2**	**-1,7**
Administration fédérale	1 228	1 368	1 703	1 791	1 724
Variation en %	-18,5	11,4	24,5	5,2	-3,7
Administration provinciale	358	269	331	348	378
Variation en %	-43,4	-24,9	23,0	5,1	8,6
Impôts des non-résidents	**286**	**253**	**267**	**260**	**407**
Variation en %	**5,9**	**-11,5**	**5,5**	**-2,6**	**56,5**
Impôts indirects	**12 236**	**12 669**	**13 825**	**15 147**	**16 870**
Variation en %	**8,7**	**3,5**	**9,1**	**9,6**	**11,4**
Revenus de placement	**2 145**	**3 445**	**4 271**	**4 489**	**4 743**
Variation en %	**-26,5**	**60,6**	**24,0**	**5,1**	**5,7**
Administration fédérale	-210	784	1 348	1 464	1 590
Variation en %	-	-	71,9	8,6	8,6
Administration provinciale	1 321	1 579	1 781	1 821	1 948
Variation en %	25,0	19,5	12,8	2,2	7,0
Administrations locales	126	103	77	99	92
Variation en %	-5,3	-18,3	-25,2	28,6	-7,1
R.R.Q.	889	958	1 044	1 083	1 089
Variation en %	15,9	7,8	9,0	3,7	0,6

1. Excluant les transferts intergouvernementaux (14 852 millions de dollars en 1986) et certains transferts provenant des particuliers (705 millions de dollars).

Source: Bureau de la statistique du Québec, Comptes économiques des revenus et des dépenses du Québec, édition 1987.

Tableau 4.9
Dépenses courantes des administrations publiques[1], Québec, 1982-1986

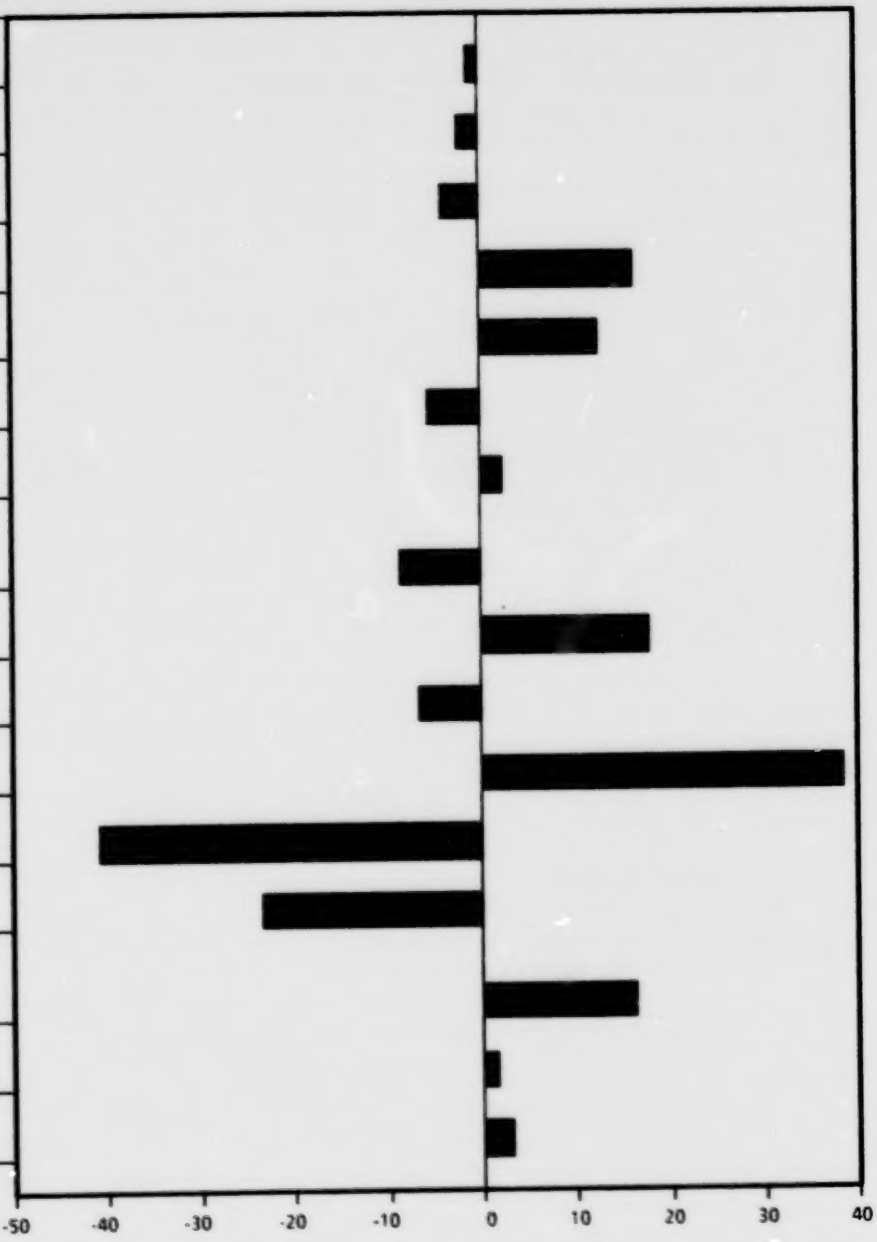
	1982	1983	1984	1985	1986
			000 000 $		
Dépenses en biens et services	**20 177**	**20 824**	**22 383**	**23 792**	**24 649**
Variation en %	**11,4**	**3,2**	**7,5**	**6,3**	**3,6**
Administration fédérale	3 439	3 622	3 861	4 178	4 222
Variation en %	9,3	5,3	6,6	8,2	1,1
Administration provinciale	7 058	7 205	8 072	8 649	9 012
Variation en %	17,9	2,1	12,0	7,1	4,2
Administrations locales	6 417	6 616	6 850	7 267	7 530
Variation en %	7,1	3,1	3,5	6,1	3,6
R.R.Q.	47	45	58	61	54
Variation en %	51,6	-4,3	28,9	5,2	-11,5
Transferts aux particuliers	**13 004**	**14 316**	**15 532**	**16 932**	**17 812**
Variation en %	**22,1**	**10,1**	**8,5**	**9,0**	**5,2**
Administration fédérale	6 652	7 288	7 625	8 199	8 557
Variation en %	30,8	9,6	4,6	7,5	4,4
Administration provinciale	5 332	5 789	6 333	6 871	7 158
Variation en %	12,8	8,6	9,4	8,5	4,2
R.R.Q.	1 006	1 222	1 554	1 841	2 073
Variation en %	21,5	21,5	27,2	18,5	12,6
Subventions (y compris celles d'équipement)	**3 110**	**3 102**	**3 657**	**3 596**	**2 903**
Variation en %	**-21,3**	**-0,3**	**17,9**	**-1,7**	**-19,3**
Administration fédérale	2 218	1 995	2 437	2 141	1 579
Variation en %	-29,5	-10,1	22,2	-12,1	-26,2
Administration provinciale	731	987	1 098	1 324	1 184
Variation en %	12,1	35,0	11,2	20,6	-10,6
Service de la dette publique	**7 091**	**7 483**	**8 491**	**9 433**	**10 007**
Variation en %	**20,6**	**5,5**	**13,5**	**11,1**	**6,1**

1. Excluant les transferts intergouvernementaux (14 852 millions de dollars en 1986).

Source: Bureau de la statistique du Québec, Comptes économiques des revenus et des dépenses du Québec, édition 1987.

Graphique 4F
Variation des dépenses de l'Administration publique provinciale[1] selon la fonction, Québec, 1986/1985

	'000 000 $
Services généraux	1 502
Protection de la personne	802
Transport et communications	1 378
Santé	6 558
Services sociaux	3 597
Bien-être social	4 320
Éducation	6 842
Conservation des ressources naturelles et développement de l'industrie	1 277
Environnement	258
Loisirs et culture	351
Travail, emploi et immigration	393
Logement	258
Planification et aménagement	105
Transferts aux administrations locales et aux entreprises propres	524
Service de la dette	2 965
Total	**31 123**



1. Incluant la Régie des rentes et les hôpitaux

Tableau 4.10
Financement à long terme du secteur public québécois
1982-1986

	1982	1983	1984	1985	1986
			000 000 $		
Administration publique provinciale	**3 200,5**	**3 034,0**	**4 279,6**	**4 316,1**	**5 653,4**
Variation en %	**25,2**	**-9,2**	**41,1**	**0,9**	**31,0**
Gouvernement du Québec	2 852,6	2 560,1	3 390,4	3 586,5	4 944,6
Variation en %	22,1	-10,2	32,4	5,8	37,9
Commissions scolaires	47,9	368,0	595,3	243,3	364,7
Variation en %	36,9	668,3	61,8	-59,1	49,9
Cégeps	70,0	0,0	146,4	200,3	152,2
Variation en %	145,6	...	...	36,8	-24,0
Université du Québec	32,0	17,0	17,0	76,0	65,0
Variation en %	18,5	-46,9	0,0	347,1	-14,5
Institutions de santé	198,0	88,8	130,6	210,0	126,9
Variation en %	51,8	-55,1	47,1	60,8	-39,6
Administrations publiques locales	**1 233,7**	**826,8**	**1 179,4**	**1 188,8**	**1 377,9**
Variation en %	**7,5**	**-33,0**	**42,6**	**0,8**	**15,9**
Municipalités	884,0	593,6	732,2	1 005,4	1 113,0
Variation en %	6,9	-32,8	23,3	37,3	10,7
Communautés urbaines	348,5	233,3	447,1	183,4	264,8
Variation en %	9,0	-33,0	91,6	-59,0	44,4
MRC/corporations de comtés	1,2	0,0	0,2	0,0	0,0
Variation en %	71,4	...	...	...	...
Entreprises publiques	**2 847,1**	**2 231,7**	**1 188,5**	**2 033,9**	**2 173,8**
Variation en %	**23,4**	**-21,6**	**-46,7**	**71,1**	**6,9**
Hydro-Québec	2 289,9	1 768,1	1 100,2	1 700,9	1 811,1
Variation en %	2,3	-22,8	-37,8	54,6	6,5
Régie des installations olympiques	448,0	0,0	0,0	0,0	151,6
Variation en %	796,0	...	...	...	...
Sidbec	0,0	375,0	0,0	253,2	28,0
Variation en %	...	...	...	...	-88,9
Autres entreprises provinciales	0,0	46,2	51,7	44,8	106,8
Variation en %	...		11,9	-13,3	138,4
Commissions de transport	109,2	42,3	36,6	34,9	76,4
Variation en %	500,0	-61,3	-13,5	-4,6	118,8
Total	**7 281,3**	**6 092,5**	**6 647,6**	**7 538,8**	**9 205,1**
Variation en %	**21,1**	**-16,3**	**9,1**	**13,4**	**22,1**

Source: Bureau de la statistique du Québec, Financement à long terme du secteur public québécois, 1986.

Tableau 4.11

Répartition des émissions d'obligations du secteur public québécois selon la monnaie, par organisme, Québec, 1985-1986

	Monnaie							
	Canadienne		Américaine		Européennes		Autres	
	1985	1986	1985	1986	1985	1986	1985	1986
	%							
Administration publique provinciale	**64,5**	**53,0**	**19,2**	**24,8**	**8,9**	**10,9**	**7,4**	**11,4**
Gouvernement du Québec	58,0	47,2	23,1	28,3	10,0	11,4	8,9	13,0
Commissions scolaires	100,0	100,0	-	-	-	-	-	-
Cégeps	100,0	100,0	-	-	-	-	-	-
Université du Québec	67,1	23,1	-	-	32,9	76,9	-	-
Institutions de santé	100,0	100,0	-	-	-	-	-	-
Administrations publiques locales	**75,0**	**66,6**	**-**	**-**	**22,9**	**28,5**	**2,1**	**5,0**
Municipalités	79,3	73,9	-	-	18,2	20,0	2,5	6,2
Communautés urbaines	51,5	35,8	-	-	48,5	64,2	-	-
Corporations de comté	-	-	-	-	-	-	-	-
Entreprises publiques	**47,3**	**49,4**	**24,4**	**33,6**	**17,3**	**13,8**	**11,0**	**3,2**
Hydro-Québec	50,6	47,2	15,8	32,4	20,5	16,6	13,1	3,8
Régie des installations olympiques	-	66,0	-	34,0	-	-	-	-
Sidbec	9,9	100,0	90,1	-	-	-	-	-
Autres entreprises provinciales	100,0	12,6	-	87,4	-	-	-	-
Commissions de transport	92,0	100,0	-	-	8,0	-	-	-
Total	**61,5**	**54,2**	**17,6**	**23,1**	**13,4**	**14,2**	**7,5**	**8,5**

Source: Bureau de la statistique du Québec, Financement à long terme du secteur pulic québécois, 1986.

Tableau 4.12
Part de la formation brute de capital fixe dans l'utilisation du produit intérieur brut, Québec, 1982-1986

	1982	1983	1984	1985	1986
			%		
F.B.C.F. des entreprises[1]	14,8	15,1	15,5	15,4	15,7
Construction résidentielle	4,2	5,7	5,9	5,9	6,7
F.B.C.F. des administration publiques	2,1	2,3	2,4	2,4	2,3
F.B.C.F. totale en % du PIB	**16,9**	**17,4**	**17,9**	**17,9**	**18,0**

1. Selon les concepts des comptes économiques, le secteur des entreprises comprend les entreprises publiques et la construction résidentielle des particuliers.

SOURCE: Bureau de la statistique du Québec, Comptes économiques des revenus et des dépenses du Québec, édition 1987.

Tableau 4.13
Importance relative des immobilisations des secteurs privé et public[1], Québec, 1976-1986

	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986p
						%					
Secteur privé	**62,9**	**58,4**	**56,2**	**58,5**	**60,7**	**62,7**	**60,3**	**62,3**	**67,0**	**71,9**	**76,2**
Entreprises commerciales	36,4	33,6	34,5	38,4	44,3	45,0	45,9	39,3	43,6	42,2	43,3
Institutions et habitation	26,5	24,8	21,7	20,1	16,4	17,7	14,1	23,0	23,3	29,7	32,9
Secteur public	**37,1**	**41,6**	**43,8**	**41,5**	**39,3**	**37,3**	**39,7**	**37,7**	**33,0**	**28,1**	**23,8**
Entreprises publiques	21,4	25,4	28,3	2,5	24,0	23,7	29,6	22,1	17,4	11,6	9,8
Institutions publiques	2,6	2,7	2,5	2,3	2,6	2,8	2,8	3,4	3,0	3,0	2,6
Gouvernements	13,1	13,5	13,0	11,8	12,7	10,8	11,3	12,2	12,7	13,5	11,4

1. La distinction entre les secteurs privés et publics n'est pas la même que celle des comptes économiques des revenus et dépenses présentée généralement dans ce chapitre.

Source: Statistique Canada.

Tableau 4.14
Immobilisations des secteurs privé et public[1]
1982-1986

	1982	1983	1984	1985	1986P
			'000 000 $		
Secteur privé	**7 897,6**	**8 689,5**	**10 544,0**	**13 837,3**	**15 893,1**
Variation en %	**-8,3**	**10,0**	**21,3**	**14,5**	**14,9**
Entreprises commerciales	6 006,0	5 477,1	6 870,2	8 111,6	9 030,7
Variation en %	-2,8	-8,8	25,4	18,1	11,3
Institutions et habitation	1 891,6	3 212,4	3 673,5	5 725,7	6 862,4
Variation en %	-22,3	69,8	14,4	55,9	19,9
Secteur public	**5 199,9**	**5 257,6**	**5 204,1**	**5 402,7**	**4 969,1**
Variation en %	**1,5**	**1,1**	**-1,0**	**3,8**	**-8,0**
Entreprises publiques	3 347,6	3 088,7	2 743,3	2 231,6	2 051,8
Variation en %	3,0	-7,7	-11,2	-18,7	-8,1
Institutions publiques	373,1	474,1	464,5	575,2	548,6
Variation en %	-2,8	27,1	-2,0	23,8	-4,6
Gouvernements	1 479,2	1 694,8	1 996,3	2 595,9	2 368,7
Variation en %	-0,7	14,6	17,8	30,0	-8,8
Total	**13 097,5**	**13 947,1**	**15 748,0**	**19 240,0**	**20 862,2**
Variation en %	**-4,7**	**6,5**	**12,9**	**22,2**	**8,4**

1. La distinction entre les secteurs privé et public n'est pas la même que celle des comptes économiques des revenus et dépenses présentée généralement dans ce chapitre.

Source: Statistique Canada.

L'ÉVOLUTION DU COMMERCE INTERNATIONAL ET DES POLITIQUES COMMERCIALES EN 1986

Le commerce mondial connaît en 1986 comme en 1985 une faible croissance; ainsi, selon l'OCDE, le volume total des exportations des pays non communistes s'accroît de 4,0% en 1986 comparativement à 3,5% en 1985 et 8,8% en 1984. L'augmentation plus forte de la valeur des échanges mondiaux exprimée en dollars américains, qui s'accroît de 10,1% en 1986 contre 1,1% en 1985 et 6,1% en 1984, est attribuable à la dévaluation marquée de la devise américaine.
(Voir tableau 5.1)

En ce qui a trait aux produits manufacturés, le taux de croissance du volume du commerce mondial passe de 5,0% en 1985 à 3,0% en 1986. Par ailleurs, le volume du commerce mondial de pétrole s'accroît de 8,5% en 1986, après avoir diminué de 1,2% en 1985; plusieurs pays profitent de la baisse des prix pour augmenter leurs achats à l'étranger.

Cependant, la faiblesse des prix du pétrole et des autres produits de base entraînent une forte baisse des recettes des pays exportateurs de pétrole et de plusieurs pays en voie de développement, ce qui les contraint à réduire sensiblement leurs importations; on observe ainsi une baisse de 24,8% du volume total des importations des pays de l'OPEP en 1986 tandis que dans l'ensemble des pays en développement non producteurs de pétrole le volume des importations diminue de 1,0%.

Les pays de l'OCDE enregistrent pour leur part une hausse de 8,2% du volume de leurs importations en 1986. Dans le cas des importations de produits manufacturés, l'augmentation est de 8,5%, les hausses de ces importations atteignant 9,0% aux les États-Unis, 8,3% en Allemagne, 9,3% en France, 7,2% au Canada et 24,0% au Japon.

L'évolution du commerce international continue de susciter des tensions en 1986. Plusieurs pays en voie de développement fortement endettés ont de la difficulté à faire face à leurs obligations et quelques-uns d'entre eux menacent même de suspendre les paiements d'intérêt ou de capital dans le but d'obtenir un rééchelonnement de leur dette à des conditions plus avantageuses. Le déséquilibre de la balance commerciale des grands pays industrialisés provoque aussi des tensions. Malgré la baisse importante de la valeur du dollar américain par rapport au yen et au mark, le déficit de la balance commerciale américaine s'accroît de 26,0 milliards de dollars pour atteindre 148,1 milliards de dollars. La croissance du volume des exportations des États-Unis se rétablit en fin d'année mais dans l'ensemble de 1986, le volume des exportations n'augmente que de 2,5% tandis celui des importations s'accroît de 10,4%. On s'attend donc à ce qu'une réduction significative du déficit de la balance commerciale demande quelques années; pendant ce temps, la dette extérieure des États-Unis s'alourdit et entraîne des paiements importants en intérêts et dividendes à l'étranger.

La dévaluation du dollar affecte sérieusement la compétitivité du Japon face aux États-Unis et à un certain nombre de pays dont les monnaies ont suivi le recul du dollar américain. Le volume des exportations du Japon chute ainsi de 1,4% en 1986, ce qui n'empêche pas un fort accroissement de l'excédent de sa balance commerciale. Le Japon réitère son intension de stimuler la demande intérieure et d'ouvrir davantage ses

marchés aux produits étrangers tandis que les États-Unis menacent d'imposer des mesures protectionnistes et de laisser se poursuivre la baisse du dollar.

La coordination des politiques macroéconomiques et la stabilisation des taux de change à des niveaux adéquats demeurent au centre des discussions des sommets des principaux pays industrialisés. De plus, après de longs débats, une entente est intervenue à l'automne 1986 entre les pays membres du GATT quant aux questions qui seront abordées dans une nouvelle ronde de négociations. Moyennant certaines garanties, les pays européens acceptent que l'agriculture soit portée à l'ordre du jour alors que les pays en voie de développement se résignent à ce que les échanges de services soient aussi considérés; la propriété intellectuelle, les transferts technologiques et l'investissement à l'étranger sont aussi sur la liste des sujets traités. Cependant, de nombreux conflits commerciaux impliquant les États-Unis éclatent en 1986, notamment avec le Japon sur les échanges de semi-conducteurs, avec la Communauté économique européenne, à la suite de l'entrée de l'Espagne et du Portugal dans le marché commun, et avec le Canada sur le bois d'oeuvre et l'acier.

Les déséquilibres commerciaux et les réactions protectionnistes qu'ils provoquent favorisent les investissements directs à l'étranger de la part des pays les plus compétitifs comme le Japon. Ses investissements dans l'industrie automobile en Amérique du Nord sont devenus très importants de même que ceux de la Corée du Sud. Les investissements au Canada, généralement subventionnés par les gouvernements, permettent à ces fabricants un libre accès au marché américain ce qui contribue à une remise en question de la part des américains du pacte de l'automobile entre les États-Unis et le Canada. Les discussions sur une entente de libre-échange entre le Canada et les États-Unis s'inscrivent donc dans un contexte de redéfinition des relations commerciales internationales où l'interdépendance des pays s'est accentuée et où la prédominance des États-Unis s'est amoindrie.

Outre les différents désaccords sectoriels qui perturbent le climat des discussions entre le Canada et les États-Unis, l'accroissement du surplus de la balance commerciale canadienne avec les États-Unis affaiblit la position canadienne. À mesure que s'accumulent les propositions d'actions protectionnistes de la part des États-Unis, l'opinion déplore que le choix du Canada soit celui d'un accord de libre-échange ou un accès plus difficile au marché américain au lieu d'un accord de libre-échange ou le statu quo. Par ailleurs, les écarts importants observés entre le revenu par habitant des différents États américains semblent indiquer qu'un libre accès au marché américain ne suffirait pas à lui seul à assurer un niveau de développement économique enviable; ainsi, en 1984, treize des États américains affichent un revenu par habitant inférieur à celui du Canada et huit d'entre eux, un revenu par habitant plus faible que celui du Québec. (Voir tableau 5.2)

LES EXPORTATIONS INTERNATIONALES DU QUÉBEC[1]

La valeur des exportations internationales du Québec, qui totalise près de 20 milliards de dollars, enregistre une augmentation de 7,2% en 1986, ce qui constitue une croissance identique à celle de 1985. Les États-Unis demeurent un marché extérieur dynamique, avec une croissance de 9,7% de la valeur des exportations québécoises qui y sont destinées; la part des États-Unis dans la

1. Il s'agit des exportations canadiennes chargées au Québec dont les données sont corrigées partiellement par le Bureau de la Statistique du Québec pour tenir compte des échanges interprovinciaux.

valeur totale des exportations du Québec s'établit ainsi à 77,5% en 1986, comparativement à 75,8% en 1985 et 64,5% en 1982. (Voir tableau 5.3 et graphiques 5A et 5B)

Le ralentissement de la croissance économique du Japon se reflète dans les exportations du Québec vers ce pays, dont la valeur accuse une baisse de 8,9% en 1986. Par contre, les exportations québécoises à destination de la Communauté économique européenne bénéficient de la dévaluation du dollar canadien face aux principales monnaies et leur valeur augmente de 9,5% en 1986, ou de 14,2% si on prend en compte l'Espagne et le Portugal qui font partie de la C.E.E. depuis janvier 1986; au total, la valeur de ces exportations s'élève à un peu plus de deux milliards de dollars en 1986.

Parmi les principaux pays européens, la France constitue la destination pour laquelle la croissance des exportations québécoises est la plus marquée en 1986, avec une valeur en hausse de 41,6%. La valeur des exportations destinées au Royaume-Uni connaît également une augmentation de 9,2% après avoir diminué de 13,2% en 1985. Par contre, la valeur des exportations québécoises en Allemagne de l'Ouest et aux Pays-Bas affiche une baisse de 4,6% et 5,2% respectivement en 1986. En outre, la valeur des exportations québécoises vers la Suisse diminue de plus du tiers, et la valeur de celles destinées à l'Espagne de 14,8%.

Globalement, la valeur des exportations vers les États-Unis, le Japon et la Communauté économique européenne, en hausse de 9,3% en 1986, représente 88,9% de la valeur totale des exportations du Québec. La valeur des exportations vers les autres destinations enregistre pour sa part une baisse de 6,9% pour s'établir à 2,2 milliards de dollars en 1986. Les pays qui accusent les diminutions les plus significatives de la valeur des exportations en 1986 sont: l'Algérie (-29,0%), la Turquie (-33,3%), l'Arabie Saoudite (-26,8%), le Mexique (-44,3%), le Brésil (-18,5%), la République populaire de Chine (-37,8%) et Hong Kong (-29,1%). Toutefois, ces baisses sont partiellement compensées par de fortes hausses de la valeur des exportations vers la Corée du Sud (57,3%), Taïwan (46,1%), Singapour (172,5%), l'Australie (64,0%), la Suède (107,3%) et la Venezuela (53,4%). Dans le cas des trois derniers pays, les augmentations permettent de retrouver une valeur des exportations semblable à celle observée en 1981, tandis que dans le cas des trois pays du Sud-Est asiatique la valeur se situe en 1986 à un niveau jamais atteint.

En ce qui a trait aux principaux produits, 1986 se révèle une année favorable aux exportations de papier d'impression dont la valeur s'accroît de 9,7% alors que la croissance annuelle moyenne depuis 1981 s'établit à 5,1%; ce produit vient au premier rang des produits d'exportation du Québec, la valeur de ces exportations s'élevant à 2 935,1 millions de dollars en 1986. On remarque également en 1986 une hausse de 25,0% de la valeur des exportations de pâtes de bois et pâtes similaires qui totalise 400,7 millions de dollars. (Voir tableau 5.4)

Les automobiles et châssis occupent le deuxième rang, avec une valeur de 1 914,3 millions de dollars en 1986, ce qui représente une légère diminution de 2,1% en regard d'une augmentation de 40,8% en 1985. En dépit d'une baisse de 27,1% en 1982, la croissance des exportations d'automobiles et châssis demeure élevée au cours de la période de 1981 à 1986 avec un taux de croissance annuel moyen de 12,5%. La valeur des exportations de pièces et accessoires d'autres véhicules automobiles s'accroît par ailleurs de 9,1% en 1986, pour atteindre 199,5 millions de

dollars, et connaît un taux de croissance annuel moyen très élevé de 1981 à 1986, soit de 20,5%.

L'aluminium et ses alliages vient au troisième rang des principaux produits d'exportation du Québec, et avec une forte croissance de 39,4% en 1986, la valeur de ces exportations atteint 1 505,1 millions de dollars; malgré des diminutions de 32,0% en 1982 et 10% en 1985, la valeur des exportations d'aluminium et alliages, s'accroît à un taux annuel moyen de 9,8% de 1981 à 1986. Au cours de cette période, la situation est moins favorable aux autres principaux métaux exportés: la valeur des exportations de cuivre et alliages diminue à un taux annuel moyen de 3,7% et celle de zinc et alliages, à un taux annuel de 8,9%.

En 1986, la valeur des exportations de cuivre et alliages connaît un redressement, avec une hausse de 7,5%, et atteint ainsi 369,1 millions de dollars, comparativement à 343,3 millions en 1985 et 445,4 millions en 1981; par contre, la valeur des exportations de zinc et alliages enregistre une baisse de 50,3% en 1986, qui la ramène à 107,1 millions de dollars comparativement à 215,7 millions de dollars en 1985 et 170,5 millions en 1981.

Par ailleurs, une augmentation importante (19,4%), de la valeur des exportations est enregistrée en 1986 en ce qui concerne les produits de l'aéronautique (moteurs d'avion, assemblages et pièces, avions entiers); entre 1981 et 1986, la hausse annuelle moyenne est de 4,4%, la valeur des exportations passant de 1 104,6 à 1 367,4 millions de dollars. On note également en 1986, des accroissements de 168,4% de la valeur des exportations de matériel roulant de chemin de fer et de 184,1% de la valeur des exportations d'instruments de mesure et de contrôle divers.

La valeur des exportations des viandes et des produits laitiers enregistre une augmentation plus modeste (4,5%), en raison d'une baisse de 20,8% des produits laitiers, de même que l'électricité (9,1%), et le bois d'oeuvre (8,8%). Ces deux derniers produits connaissent une progression soutenue de 1981 à 1986 en ce qui a trait à la valeur des exportations, le taux de croissance annuel moyen de l'électricité atteignant 14,3% et celui du bois d'oeuvre 9,8%. Une dernière augmentation importante peut être signalée, soit la valeur des exportations de meubles et appareils fixes qui s'accroît de 20,7% en 1986 et qui maintient un taux de croissance annuel moyen de 19,1% entre 1981 et 1986.

Parmi les produits pour lesquels la valeur des exportations connaît une baisse significative en 1986, on compte les tubes électroniques et les semi-conducteurs (-3,3%) et le matériel commercial de télécommunication (-23,7%); la valeur des exportations de ces deux produits s'était accrue fortement au cours des dernières années, les taux de croissance annuels moyens s'établissant à 24,2% et 9,2% respectivement entre 1981 et 1986. Les autres diminutions importantes de la valeur des exportations en 1986 sont imputables aux machines et matériel de bureau (-3,6%), au mazout (-54,2%), à l'amiante (-4,8%) et aux minerais, concentrés et déchets de fer (-3,3%); dans ce dernier cas, la valeur des exportations est passée de 740, 8 millions en 1981 à 625,7 millions en 1986, touchant un plancher avec 496,5 millions de dollars en 1983.

LES IMPORTATIONS INTERNATIONALES DU QUÉBEC[2]

L'évolution des importations internationales du Québec est caractérisée en 1986 par une baisse importante des importations de pétrole brut et, comme en 1985, par la faible croissance des importations en provenance des États-Unis. La valeur totale des importations atteint 21 435,9 millions de dollars en 1986 ce qui constitue une augmentation de 5,8% en regard de 1985; toutefois, en excluant le pétrole brut, qui se situe au deuxième rang des produits importés, la valeur des importations du Québec s'accroît de 9,3% en 1986. Les importations en provenance des États-Unis connaissent une croissance modeste de 2,5% après avoir augmenté de 0,2% seulement en 1985; elles totalisent 10 503,6 millions de dollars, soit 49,0% du total des importations internationales du Québec en 1986. (Voir tableau 5.5)

Par contre, le Japon et le Royaume-Uni bénéficient de la forte demande québécoise alors que la valeur des importations en provenance de ces deux pays enregistre des hausses respectives de 20,0% et 20,1% en 1986. Les autres pays qui affichent une forte croissance de la valeur des importations québécoises en 1986 sont: la République Populaire de Chine (52,0%), Taïwan (44,4%), la Belgique et le Luxembourg (35,9%), la Finlande (25,7%), la Suède (20,6%), l'Espagne (22,8%), la Suisse (18,3%) et l'Italie (16,7%). Par ailleurs, en raison de la forte baisse des importations de pétrole brut, la valeur des importations québécoises en provenance du Venezuela chute de 56,3% et la valeur de celles en provenance du Mexique de 48,8%. On remarque enfin, une hausse de seulement 3,0% de la valeur des importations en provenance de la Corée du Sud, lesquelles étaient en forte croissance depuis 1983, ainsi qu'une baisse de 2,8% des importations en provenance du Brésil.

Parmi les principaux produits importés, outre la baisse de 31,2% de la valeur des importations d'autres substances bitumineuses brutes (en fait du pétrole brut), on note une faible hausse des importations de tubes électroniques et semi-conducteurs (0,8%) et des automobiles et chassis (4,7%), tandis que la valeur des importations de pièces et accessoires d'autres véhicules automobiles diminue de 48,0%. Une forte croissance des importations se manifeste par ailleurs, pour les biens d'équipement reliés aux dépenses en immobilisations des entreprises; on note ainsi des augmentations importantes des importations de camions et chassis (16,0%), des machines et du matériel de bureau (21,3%), du matériel commercial de télécommunication (23,2%), des machines à forer pour mines, pétroles et gaz (41,2%) et des autres machines spéciales destinées aux industries (22,7%). (Voir tableau 5.6)

Certaines industries manufacturières particulièrement actives en 1986 entraînent aussi une forte demande de biens intermédiaires; ainsi, la valeur des importations de minerais, concentrés et déchets d'aluminium est en hausse de 11,5% en 1986, et celle d'assemblages, équipement et pièces d'avion de 16,9%; la valeur des importations de pièces et accessoires de matériel roulant de chemin de fer pour sa part s'accroît de 115,6% par rapport à 1985. Finalement, la croissance de la valeur des importations de certains produits de consommation est importante en 1986: les téléviseurs, radios et phonographes (18,5%), les vêtements de dessus tricotés (17,9%) et non tricotés (34,25), et le café (47,3%) dont le prix s'est fortement accru en 1986.

---

2. Il s'agit des importations canadiennes dédouanées au Québec dont les données sont corrigées partiellement par le Bureau de la statistique du Québec pour tenir compte des échanges interprovinciaux.

LE COMMERCE INTERNATIONAL DU QUÉBEC AVEC LES ÉTATS-UNIS

Puisque les États-Unis constituent le principal partenaire commercial du Québec, le commerce de plusieurs produits avec les Etats-Unis connaît une évolution très semblable à celle de l'ensemble des partenaires commerciaux du Québec. On remarque cependant en 1986 un accroissement relativement faible de la valeur des exportations québécoises de papier d'impression aux États-Unis, la hausse atteignant 6,8% comparativement à 9,7% dans l'ensemble des destinations. De même, la valeur des exportations aux États-Unis de pâtes de bois et de pâtes similaires s'accroît de 12,3% alors que la hausse atteint 25,0% dans l'ensemble des destinations. (Voir tableau 5,7)

Dans le cas des moteurs d'avion et pièces, la valeur des exportations destinées aux États-Unis diminue de 5,1% en 1986 tandis qu'elle augmente de 10,7% dans l'ensemble des destinations. Par contre, on observe des hausses importantes de la valeur des exportations aux États-Unis de minerais, concentrés et déchets de fer (25,2%), ainsi que de cuivre et alliages (40,5%), alors que dans l'ensemble des destinations, on note une baisse de 3,3% du minerai de fer et une hausse de 7,5% du cuivre et ses alliages.

Du côté des importations, on remarque un accroissement de 0,3% de la valeur des importations d'automobiles et chassis en provenance des États-Unis en regard d'une hausse de 4,7% de la valeur totale des importations québécoises à ce chapitre. La valeur des importations de machines et matériel de bureau en provenance des États-Unis augmente aussi moins fortement que les importations totales, soit de 13,3% comparativement à 21,3%; il en est de même des machines à forer pour mines, pétrole et gaz (8,2% comparativement à 41,2%). (Voir tableau 5.8)

Toutefois, dans le cas des téléviseurs, radios et phonographes, la valeur des importations en provenance des États-Unis s'accroît de 30,1% en 1986 tandis que la valeur totale des importations du Québec augmente de 18,5%. Parmi les principaux produits d'importation du Québec en provenance des États-Unis, on remarque entre autres les billes en grumes et grossièrement équarries dont la valeur s'accroît de 6,7% en 1986 et le coke de pétrole et de charbon où la hausse atteint 11,7% par rapport à 1985. Fait à signaler, le Québec importe pour 69,9 millions de dollars de bois d'oeuvre des États-Unis en 1986, ce qui représente une augmentation de 12,7% en regard de 1985.

LES ÉCHANGES DE PRODUITS MANUFACTURÉS ENTRE LE QUÉBEC ET LES AUTRES PROVINCES CANADIENNES

Les statistiques sur les échanges commerciaux du Québec avec les autres provinces canadiennes sont moins complètes que celles avec les autres pays. En ce qui concerne les produits manufacturés, des données sur les échanges entre les provinces sont produites environ tous les cinq ans par Statistique Canada. Les données de 1984 sont maintenant disponibles et révèlent que du total de 57,0 milliards des expéditions des manufacturiers du Québec, une proportion de 52,3% a le Québec comme première destination, 26,4% les autres provinces canadiennes et 21,3% l'étranger. Des provinces canadiennes, l'Ontario constitue la principale destination et reçoit 16,9% de l'ensemble des expéditions des manufacturiers québécois en 1984. (Voir tableau 5.9 et graphique 5C)

Les données des années 1967, 1974 et 1979 également disponibles, indiquent une certaine stabilité de la part des expéditions destinée au Québec, qui se situait à 54,3% en 1967, tandis que la part destinée aux provinces canadiennes diminue légèrement, passant de 30,4% en 1967 à

26,4% en 1984, au profit des expéditions destinées à l'étranger dont la part passe de 15,3% en 1967 à 21,3% en 1984. Le Québec a lui-même perdu de son importance comme destination pour les manufacturiers des autres provinces canadiennes. En effet, en termes de valeur, la part des expéditions des autres provinces destinée au Québec se situe à 6,8% en 1984 contre 10,9% en 1967. Pendant cette même période, l'importance relative du Québec comme destination des expéditions manufacturières de l'Ontario passe de 13,2% à 8,0%. (Voir tableau 5.10)

En ce qui concerne la région de provenance des expéditions canadiennes[3] faites au Québec, une proportion de 71,7% vient du Québec en 1984 et 28,3% des autres provinces; l'Ontario à elle seule compte pour 23,4%. Cette part de l'Ontario tend à décroître cependant depuis 1967 alors qu'elle se situait à 29,8%. En contrepartie, la proportion des expéditions manufacturières faites au Québec et qui proviennent du Québec augmente, celle-ci passant de 66,1% en 1967 à 71,7% en 1984. À titre de comparaison, en 1984, 83,2% des expéditions canadiennes destinées à l'Ontario proviennent des manufacturiers de cette province. (Voir tableau 5.11)

Les industries manufacturières québécoises qui, en 1984, effectuent une forte proportion de leurs expéditions dans les autres provinces canadiennes sont celles de l'habillement (42,4%), des produits textiles (45,0%)[4], des produits chimiques (44,5%), du tabac (39%)[5], ainsi que l'industrie des produits électriques et électroniques (31,9%). Cette dernière industrie est également une des industries manufacturières québécoises qui exportent le plus à l'extérieur du Canada, soit 33,4% de la valeur totale de ses expéditions. Cependant, les trois industries québécoises qui effectuent la plus grande part de leurs expéditions à l'extérieur du Canada - celle du papier et des produits connexes, celle des métaux de première transformation et celle du matériel de transport - acheminent une part relativement faible de leurs expéditions dans les autres provinces canadiennes, soit respectivement 21,5%, 26,1% et 16,1%.

Par ailleurs, les industries manufacturières du Québec dont la plus forte proportion des expéditions est destinée au marché québécois sont les suivantes: les aliments (71,9%), les boissons (80,7%), l'imprimerie, l'édition et les produits connexes (76,5%), les produits raffinés du pétrole et du charbon (73,4%), et les produits minéraux non métalliques (73,1%).

---

3. Les données relatives aux importations ne sont pas disponibles.
4. La valeur des expéditions vers les provinces de l'Atlantique n'est pas prise en compte parce que cette donnée est confidentielle.
5. La valeur des expéditions vers les quatre provinces de l'Ouest n'est pas prise en compte parce que cette donnée est confidentielle.

Tableau 5.1
Commerce mondial par groupe de pays,
1985 et 1986

	Exportations		Importations	
	1985	1986	1985	1986
	'000 000 000 $ US			
Monde	**1 808,8**	**1 991,6**	**1 892,4**	**2 079,6**
Variation en %	**1,1**	**10,1**	**2,4**	**9,9**
Pays industrialisés	1 258,2	1 462,7	1 361,0	1 530,1
Variation en %	3,6	16,3	4,0	12,4
Pays en voie de développement	519,9	489,3	511,3	524,9
Variation en %	-4,5	-5,9	-1,1	2,7
États-Unis	**213,1**	**217,3**	**361,6**	**387,1**
Variation en %	**-2,2**	**1,9**	**6,0**	**7,0**
Canada	**90,8**	**89,7**	**81,1**	**85,7**
Variation en %	**0,5**	**-1,2**	**4,0**	**5,7**
URSS et autres pays non membres du FMI[1]	**49,1**	**48,7**	**61,0**	**61,3**
Variation en %	**-3,8**	**-0,9**	**4,3**	**0,6**
Pays exportateurs de pétrole[2]	**157,0**	**111,7**	**106,1**	**94,6**
Variation en %	**-12,6**	**-28,8**	**-13,2**	**-10,9**

1. Excluant le commerce entre ces pays.
2. Ce sont les pays dont les exportations nettes de pétrole constituent au moins les deux tiers de leurs exportations totales et forment au moins 1% des exportations mondiales de pétrole.

Source: Fonds monétaire international, Direction des statistiques du commerce.

Tableau 5.2
Statistiques économiques comparatives de quelques États américains, du Canada et du Québec

	Revenu personnel moyen (1985)	Taux de chômage (1984)	Secteur manufacturier (1984)		
			Part de l'emploi du secteur[1]	Principale industrie	Salaire horaire moyen
	$ US	%	%		$ US
Mississipi	9 187	10,8	26,6	Matériel de transport	6,95
Virginie occidentale	10 193	15,0	15,3	Produits chimiques	9,93
Arkansas	10 476	8,9	27,3	Produits alimentaires	7,31
Utah	10 493	6,5	15,7	Machinerie	8,95
Caroline du Sud	10 586	7,1	29,8	Produits textiles	7,28
Alabama	10 673	11,1	25,9	Papier et produits connexes	7,97
Kentucky	10 824	9,3	21,4	Produits alimentaires	9,28
Nouveau-Mexique	10 914	7,5	7,3	Prod. pétrole et charbon	7,97
Québec	**10 950**	**12,8**	**21,2**	**Aliments et boissons**	**8,02**
Montana	10 974	7,4	7,9	Produits du bois	10,74
Idaho	11 120	7,2	16,6	Produits alimentaires	9,34
Dakota du Sud	11 161	4,3	11,7	Produits alimentaires	7,15
Tennessee	11 243	8,6	27,5	Produits chimiques	7,93
Louisiane	11 274	10,0	11,4	Produits chimiques	10,06
Canada	**11 603**	**11,3**	**18,7**	**Aliments et boissons**	**8,61**
Caroline du Nord	11 617	6,7	32,4	Produits textiles	7,01
Maine	11 887	6,1	24,8	Papier et produits connexes	8,05
Dakota du Nord	12 052	5,1	6,1	Produits alimentaires	7,86
Vermont	12 117	5,2	22,7	Matériel électrique	8,03
Oklahoma	12 232	7,0	14,7	Machinerie	9,64
Indiana	12 446	8,6	29,1	Matériel électrique	10,45
Georgie	12 543	6,0	22,2	Produits textiles	7,58
Iowa	12 594	7,0	19,9	Machinerie	10,25
Oregon	12 622	9,4	19,8	Produits du bois	10,44
Ontario	**12 744**	**9,1**	**24,0**	**Matériel de transport**	**8,62**
Arizona	12 795	5,0	14,6	Matériel électrique	9,09
Wisconsin	13 154	7,3	26,7	Machinerie	10,03
Wyoming	13 223	6,3	4,2	Produits chimiques	8,86
Missouri	13 224	7,2	21,4	Matériel de transport	9,32
Ohio	13 226	9,4	26,5	Matériel de transport	10,96
Nebraska	13 281	4,4	14,1	Produits alimentaires	8,93
Pennsylvanie	13 437	9,1	24,1	Machinerie	9,28
Texas	13 483	5,9	15,5	Machinerie	9,04
Michigan	13 608	11,2	28,3	Matériel de transport	12,18
Floride	13 742	6,3	11,9	Produits alimentaires	7,62
Kansas	13 775	5,2	18,4	Matériel de transport	9,40
États-Unis	**13 867**	**7,5**	**20,6**	**Machinerie**	**9,18**
Washington	13 876	9,5	17,4	Matériel de transport	..
Rhode Island	13 906	5,3	29,3	Produits divers	7,23
Minnesota	14 087	6,3	20,5	Machinerie	9,75
Delaware	14 272	6,2	25,1	Produits chimiques	9,30
Nevada	14 488	7,8	4,9	Produits alimentaires	9,12
Virginie	14 542	5,0	18,1	Produits du tabac	8,12
Illinois	14 738	9,1	21,3	Machinerie	10,08
Colorado	14 812	5,6	13,9	Machinerie	9,24
New Hampshire	14 964	4,3	28,0	Machinerie	7,85
Maryland	15 864	5,4	12,1	Matériel électrique	9,45
New York	16 050	7,2	17,6	Imprimerie et édition	9,22
Californie	16 065	7,8	19,4	Matériel électrique	9,77
Massachusetts	16 380	4,8	23,7	Machinerie	8,50
New Jersey	17 211	6,2	21,8	Produits chimiques	9,50
Connecticut	18 089	4,6	27,4	Matériel de transport	9,22
District de Columbia	18 168	9,0	2,4	Imprimerie et édition	10,10

1. Dans l'emploi total non agricole.
Sources: U.S. Department of Commerce.
U.S. Bureau of the Census.
Statistique Canada.

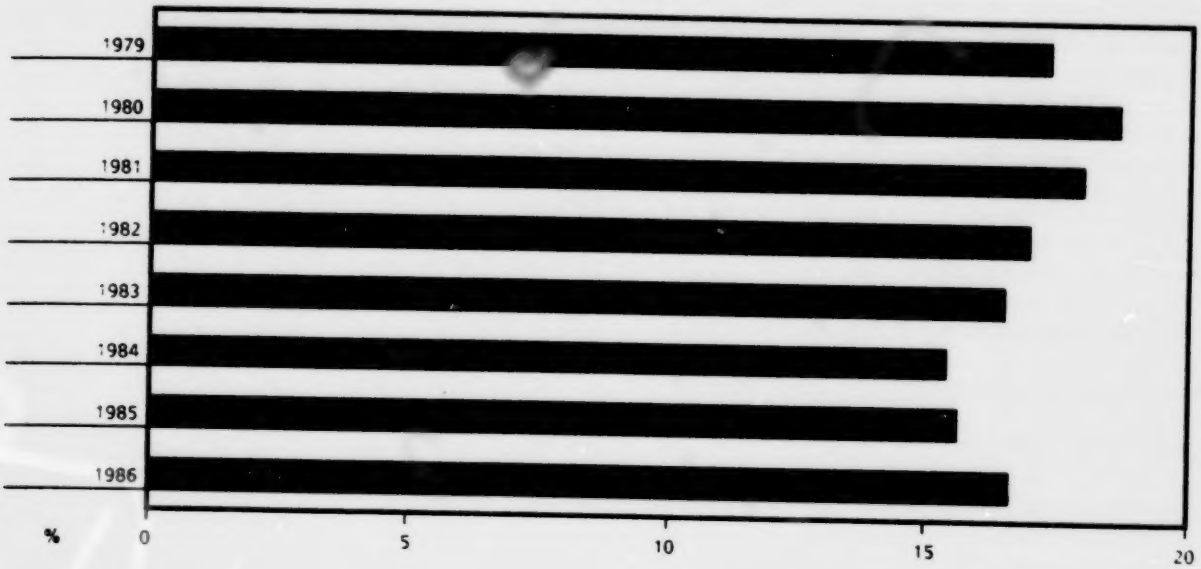
Tableau 5.3

Principaux pays de destination des exportations internationales, Québec, 1982-1986

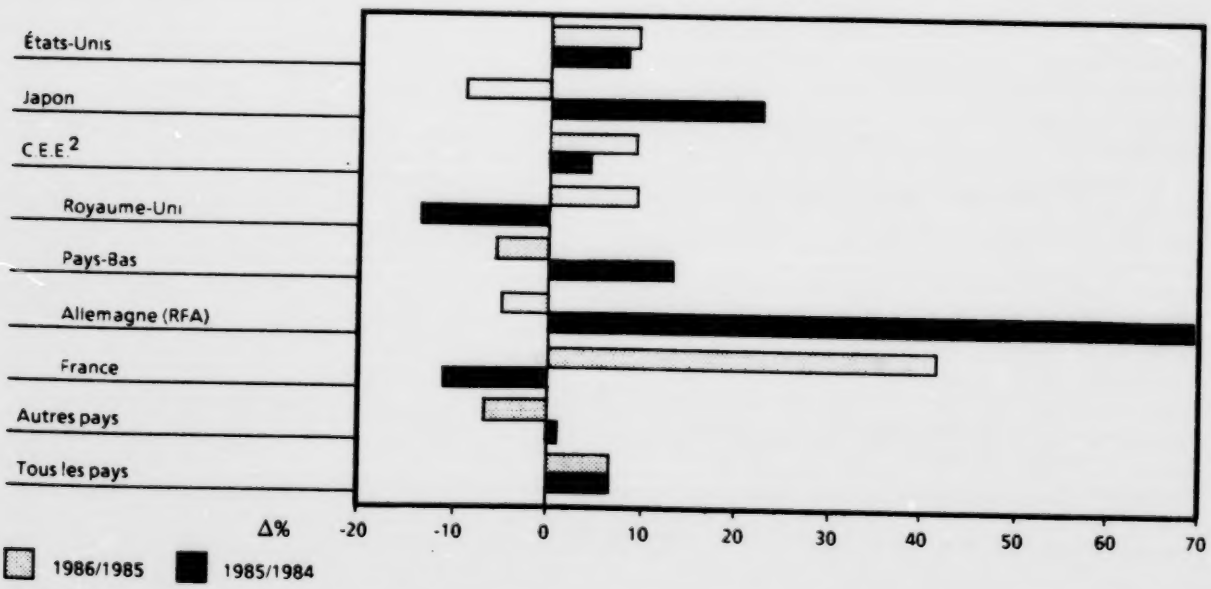
Destination	1982	1983	1984	1985	1986
			'000 $		
États-Unis	9 291 398	10 408 191	13 023 972	14 116 527	15 490 519
Variation en %	-5,3	12,0	25,1	8,4	9,7
Royaume-Uni	790 687	661 797	582 707	505 819	552 331
Variation en %	2,2	-16,3	12,0	-13,2	9,2
Pays-Bas	379 028	331 331	331 195	376 610	357 046
Variation en %	-6,4	-12,6	0,0	13,7	-5,2
Allemagne de l'Ouest	311 213	274 602	216 132	367 222	350 201
Variation en %	-2,6	-11,8	-21,3	69,9	-4,6
France	258 203	208 610	251 546	222 840	315 536
Variation en %	1,2	-19,2	20,6	-11,4	41,6
Japon	377 714	439 003	265 958	327 344	298 146
Variation en %	27,1	16,2	-39,4	23,1	-8,9
Italie	137 170	112 515	140 634	156 004	165 938
Variation en %	-17,1	-18,0	25,0	10,9	6,4
Belgique-Luxembourg	175 709	115 422	96 590	134 545	160 436
Variation en %	8,6	-34,3	-16,3	39,3	19,2
République populaire de Chine	177 591	238 314	119 195	191 327	155 995
Variation en %	219,5	34,2	-50,0	60,5	-18,5
Brésil	90 100	68 502	151 437	185 599	115 392
Variation en %	-35,3	-24,0	121,1	22,6	-37,8
Corée du Sud	40 741	63 629	73 222	59 980	94 349
Variation en %	33,3	56,2	15,1	-18,1	57,3
Algérie	204 014	170 223	186 647	125 101	88 841
Variation en %	50,6	-16,6	9,7	-33,0	-29,0
Australie	78 225	47 874	55 923	49 848	81 731
Variation en %	-26,3	-39,8	16,8	-10,9	64,0
Inde	61 715	55 339	69 468	72 007	76 914
Variation en %	-27,0	-10,3	25,5	3,7	6,8
Suède	51 619	29 458	27 628	35 359	73 285
Variation en %	-28,5	-42,9	-6,2	28,0	107,3
Venezuela	56 382	48 544	47 955	47 379	72 664
Variation en %	-29,8	-13,9	-1,2	-1,2	53,4
Taïwan	29 684	33 155	38 623	41 153	60 132
Variation en %	25,0	11,7	16,5	6,6	46,1
Singapour	22 754	22 927	24 588	22 031	60 032
Variation en %	-1,7	0,8	7,2	-10,4	172,5
Turquie	33 402	17 021	31 798	89 646	59 760
Variation en %	57,5	-49,0	86,8	181,9	-33,3
Arabie Saoudite	118 444	99 582	105 385	73 568	53 861
Variation en %	38,0	-15,9	5,8	-30,2	-26,8
Total des 25 principaux pays	**13 108 487**	**13 871 471**	**16 130 320**	**17 500 502**	**18 929 278**
Total de tous les pays	**14 399 874**	**14 961 398**	**17 373 387**	**18 631 687**	**19 981 729**
Variation en %	**-4,4**	**3,9**	**16,1**	**7,2**	**7,2**

Source: Bureau de la statistique du Québec, Commerce international du Québec.

Graphique 5A
Exportations chargées au Québec en pourcentage des exportations du Canada 1979-1986



Graphique 5B
Variation des exportations internationales[1] selon la destination, Québec, 1985 et 1986



1. Variation annuelle.
2. Le taux de croissance est calculé en excluant l'Espagne et le Portugal qui font partie de la C.E.E. à compter de janvier 1986.

Tableau 5.4
Principaux produits d'exportation internationale, Québec, 1982-1986

Produit	1982	1983	1984	1985	1986
			'000 $		
Papier d'impression	2 238 682	2 120 546	2 540 464	2 674 709	2 935 080
Variation en %	-2,4	-5,3	19,8	5,3	9,7
Automobiles et châssis	775 547	1 352 082	1 388 645	1 954 542	1 914 285
Variation en %	-27,1	74,3	2,7	40,8	-2,1
Aluminium et alliages	642 189	952 975	1 199 902	1 079 761	1 505 085
Variation en %	-32,0	48,4	25,9	-10,0	39,4
Bois d'oeuvre	496 237	563 538	642 092	676 963	736 793
Variation en %	10,5	13,6	13,9	5,4	8,8
Moteurs d'avion et pièces	461 406	467 478	626 713	610 905	676 444
Variation en %	-33,3	1,3	34,1	-2,5	10,7
Minerais, concentrés et déchets de fer	544 126	496 532	598 782	647 011	625 701
Variation en %	-26,5	-8,7	20,6	8,1	-3,3
Tubes électroniques et semi-conducteurs	138 713	220 988	529 041	623 374	603 003
Variation en %	-32,1	59,3	139,4	17,8	-3,3
Assemblages, équipement et pièces d'avion	262 417	299 973	276 272	333 050	411 476
Variation en %	31,9	14,3	-7,9	20,6	23,5
Matériel roulant de chemin de fer	209 928	131 795	82 207	152 377	408 946
Variation en %	69,4	-37,2	-37,6	85,4	168,4
Viandes fraîches, réfrigérées, congelées	405 066	332 106	347 716	344 856	407 442
Variation en %	23,0	-18,0	4,7	-0,8	18,1
Pâtes de bois et pâtes similaires	302 281	268 693	366 912	320 434	400 657
Variation en %	-16,8	-11,1	36,6	-12,7	25,0
Électricité	295 864	332 995	392 789	341 107	373 786
Variation en %	54,2	12,6	18,0	-13,2	9,6
Matériel commercial de télécommunication	217 907	300 620	512 994	484 032	369 243
Variation en %	-8,6	38,0	70,6	-5,6	-23,7
Cuivre et alliages	364 622	477 291	415 438	343 259	369 114
Variation en %	-18,1	30,9	-13,0	-17,4	7,5
Amiante non manufacturé	375 040	355 202	358 137	330 886	314 896
Variation en %	-14,3	-5,3	0,8	-7,6	-4,8
Avions entiers avec moteurs	304 703	280 226	250 245	201 109	279 488
Variation en %	42,5	-8,0	-10,7	-19,6	39,0
Autres minéraux non métalliques bruts	110 082	103 622	140 495	162 763	226 330
Variation en %	-5,9	-5,9	35,6	15,8	39,1
Pièces et accessoires d'autres véhicules automobiles	89 907	102 815	157 162	182 798	199 493
Variation en %	14,4	14,4	52,9	16,3	9,1
Autres instruments de mesure et de contrôle	130 620	121 138	106 500	68 377	194 271
Variation en %	60,7	-7,3	-12,1	-35,8	184,1
Machines et matériel de bureau	265 209	219 057	237 261	198 179	191 012
Variation en %	17,2	-17,4	8,3	-16,5	-3,6
Total des 25 principaux produits	**9 599 378**	**10 392 416**	**12 012 214**	**12 497 383**	**13 943 041**
Total de tous les produits	**14 399 874**	**14 961 398**	**17 373 307**	**18 631 687**	**19 981 729**
Variation en %	**-4,4**	**3,9**	**16,1**	**7,2**	**7,2**

Source: Bureau de la statistique du Québec, Commerce international du Québec.

Tableau 5.5
Principaux pays d'origine des importations internationales, Québec, 1982-1986

Origine	1982	1983	1984	1985	1986
			'000$		
États-Unis	6 404 581	8 378 735	10 219 428	10 244 320	10 503 573
Variation en %	-20,8	30,8	22,0	0,2	2,5
Japon	701 004	903 382	1 091 635	1 205 708	1 446 342
Variation en %	..	28,9	20,8	10,4	20,0
Royaume-Uni	659 277	453 864	715 135	1 152 499	1 383 649
Variation en %	..	-31,2	57,6	61,2	20,1
Allemagne de l'Ouest	508 318	583 242	813 384	930 563	1 016 807
Variation en %	..	14,7	39,5	14,4	9,3
France	444 180	454 167	651 849	723 016	795 848
Variation en %	..	2,2	43,5	10,9	10,1
Italie	267 088	317 382	427 664	570 160	665 220
Variation en %	..	18,8	34,7	33,3	16,7
Taiwan	183 619	283 536	357 558	354 329	511 487
Variation en %	..	54,4	26,1	-0,9	44,4
Corée du Sud	156 572	217 865	327 618	404 922	417 004
Variation en %	..	39,1	50,4	23,6	3,0
Brésil	192 271	239 549	302 402	386 583	375 945
Variation en %	..	24,6	26,2	27,8	-2,8
Hong Kong	147 776	212 408	261 794	228 541	255 637
Variation en %	..	43,7	23,3	-12,7	11,9
Belgique-Luxembourg	91 314	94 635	154 691	187 449	254 831
Variation en %	..	3,6	63,5	21,2	35,9
Venezuela	973 944	629 946	666 447	574 719	250 945
Variation en %	..	-35,3	5,8	-13,8	-56,3
République populaire de Chine	84 147	104 634	137 879	163 792	249 040
Variation en %	..	24,3	31,8	18,8	52,0
Suisse	208 955	221 604	153 373	207 821	245 759
Variation en %	..	6,1	-30,8	35,5	18,3
Pays-Bas	70 627	116 325	194 192	212 444	231 871
Variation en %	..	64,7	66,9	9,4	9,1
Suède	120 241	122 872	182 803	188 455	227 183
Variation en %	..	2,2	48,8	3,1	20,6
Espagne	85 192	92 037	143 918	170 570	209 536
Variation en %	..	8,0	56,4	18,5	22,8
Mexique	515 970	419 268	337 280	365 649	187 301
Variation en %	..	-18,7	-19,6	8,4	-48,8
Jamaïque	113 990	97 372	124 761	134 855	129 100
Variation en %	..	-14,6	28,1	8,1	-4,3
Finlande	45 019	33 028	66 030	88 284	110 979
Variation en %	24,7	-26,6	99,9	33,7	25,7
Total des 25 principaux pays	**12 376 104**	**14 664 829**	**17 743 319**	**18 838 408**	**19 933 656**
Total de tous les pays	**13 594 236**	**15 767 596**	**19 343 892**	**20 266 001**	**21 435 864**
Variation en %	**-21,7**	**16,0**	**22,7**	**4,8**	**5,8**

Source: Bureau de la statistique du Québec, Commerce international du Québec.

Tableau 5.6
Principaux produits d'importation internationale, Québec
1982-1986

Produit	1982	1983	1984	1985	1986
			'000 $		
Automobiles et châssis	1 019 597	2 161 170	2 277 848	3 037 452	3 179 939
Variation en %	-21,9	112,0	5,4	33,3	4,7
Autres substances bitumineuses brutes	2 306 213	1 779 166	1 806 155	1 768 942	1 216 195
Variation en %	-34,7	-22,9	1,5	-2,1	-31,2
Tubes électroniques et semi-conducteurs	257 886	389 045	655 505	678 624	683 994
Variation en %	-16,7	50,9	68,5	3,5	0,8
Camions et châssis	232 144	201 300	401 607	507 481	588 470
Variation en %	-	-13,3	99,5	26,4	16,0
Machines et matériel de bureau	278 586	329 913	369 178	338 517	410 524
Variation en %	29,5	18,4	11,9	-8,3	21,3
Moteurs d'avion et pièces	232 096	300 768	411 655	381 238	394 925
Variation en %	-31,3	29,6	36,9	-7,4	3,6
Assemblages, équipement et pièces d'avion	213 858	190 581	269 697	280 518	328 055
Variation en %	-23,1	-10,9	41,5	4,0	16,9
Minerais, concentrés et déchets d'aluminium	224 956	215 120	272 140	292 933	326 668
Variation en %	-2,9	-4,4	26,5	7,6	11,5
Mazout	15 953	107 842	410 047	318 393	323 586
Variation en %	-68,0	576,0	280,2	-22,4	1,6
Téléviseurs, radios et phonographes	58 992	185 891	268 945	264 442	313 487
Variation en %	-59,4	215,1	44,7	-1,7	18,5
Pièces et accessoires d'autres véhicules automobiles	349 859	607 287	664 645	602 690	313 125
Variation en %	-38,5	73,6	9,4	-9,3	-48,0
Café	150 035	156 728	198 912	187 740	276 478
Variation en %	-17,8	4,5	26,9	-5,6	47,3
Vêtements de dessus non tricotés	155 789	188 853	214 862	223 676	263 661
Variation en %	-46,1	21,2	13,8	4,1	17,9
Machines à forer pour mines, pétrole et gaz	133 011	91 333	148 772	181 789	256 714
Variation en %	-21,5	-31,4	62,8	22,2	41,2
Matériel commercial de télécommunication	101 311	131 894	192 015	202 748	249 827
Variation en %	-16,4	30,2	45,6	5,6	23,2
Autres tissus larges	121 071	156 443	187 899	195 780	219 866
Variation en %	-26,5	29,2	20,1	4,2	12,3
Pièces et accessoires de matériel roulant de chemin de fer	55 494	17 150	30 093	100 322	216 280
Variation en %	105,2	-69,1	75,4	233,4	115,6
Fruits et baies frais ou réfrigérés	163 657	156 121	172 878	182 123	202 418
Variation en %	10,4	-4,6	10,7	5,3	11,1
Autres machines industrielles spéciales	88 926	76 249	125 817	148 699	182 406
Variation en %	11,2	-14,3	65,0	18,2	22,7
Vêtements de dessus tricotés	88 214	121 064	132 653	130 062	174 544
Variation en %	-51,6	37,2	9,6	-2,0	34,2
Total des 25 principaux produits	**6 855 879**	**8 383 627**	**9 523 587**	**10 743 801**	**10 901 847**
Total de tous les produits	**13 594 236**	**115 767 596**	**19 343 892**	**20 266 000**	**21 435 864**
Variation en %	**-21,7**	**16,0**	**22,7**	**4,8**	**5,8**

Source: Bureau de la statistique du Québec, Commerce international du Québec.

Tableau 5.7
Valeur des exportations internationales vers les États-Unis selon les principaux produits, Québec, 1982-1986

Produit	1982	1983	1984	1985	1986
			'000 $		
Papier d'impression	1 854 555	1 830 556	2 299 665	2 479 749	2 648 154
Variation en %	1,6	-1,3	25,6	7,8	6,8
Automobiles et châssis	765 237	1 343 209	1 356 941	1 914 890	1 889 408
Variation en %	-27,0	75,5	1,0	41,1	-1,3
Aluminium et alliages	622 160	929 674	1 085 460	1 047 195	1 483 308
Variation en %	-26,5	49,4	16,8	-3,5	41,6
Bois d'oeuvre	313 816	418 798	495 305	598 923	643 641
Variation en %	13,3	33,5	18,3	20,9	41,6
Tubes électroniques et semi-conducteurs	117 333	193 011	468 574	581 622	556 995
Variation en %	-37,2	64,5	142,8	24,1	-4,2
Moteurs d'avion et pièces	322 490	316 796	447 119	420 824	399 351
Variation en %	-41,3	-1,8	41,1	-5,9	-5,1
Électricité	295 864	332 995	392 789	341 107	373 786
Variation en %	54,2	12,5	18,0	-13,2	9,6
Matériel roulant de chemin de fer	25 734	9 558	23 340	82 818	368 532
Variation en %	43,9	-62,9	144,2	254,8	345,0
Assemblages, équipement et pièces d'avion	193 945	236 435	211 167	266 003	327 580
Variation en %	39,0	21,9	-10,7	26,0	23,1
Viandes fraîches, réfrigérées, congelées	253 575	208 818	261 395	263 453	310 505
Variation en %	38,0	-17,7	25,2	0,8	17,9
Cuivre et alliages	142 878	148 509	234 031	197 666	277 706
Variation en %	-23,5	3,9	57,6	-15,5	40,5
Minerais, concentrés et déchets de fer	203 424	203 884	281 771	219 568	274 921
Variation en %	-46,6	0,2	38,2	-22,1	25,2
Pâte de bois et pâtes similaires	201 303	186 789	252 623	217 038	243 661
Variation en %	-27,2	-7,2	35,2	-14,1	12,3
Matériel commercial de télécommunication	121 076	190 418	288 242	283 308	236 548
Variation en %	-25,6	57,3	51,4	-1,7	-16,5
Meubles et accessoires	56 611	72 930	115 703	141 887	177 729
Variation en %	..	28,8	58,6	22,6	25,3
Avions entiers avec moteurs	262 823	253 089	220 343	130 111	174 276
Variation en %	35,4	-3,7	-12,9	-41,0	33,9
Pièces et accessoires d'autres véhicules automobiles	74 683	87 259	139 544	154 746	167 293
Variation en %	22,8	16,8	59,9	10,9	8,1
Vêtements divers	35 989	49 436	87 695	107 087	144 867
Variation en %	..	37,4	77,4	22,1	35,3
Boulons, écrous, quincaillerie de base	90 257	94 708	117 279	121 068	132 288
Variation en %	4,6	4,9	23,8	3,2	9,3
Journaux, revues et périodiques	70 606	72 673	88 818	108 373	113 810
Variation en %	10,3	2,9	22,2	22,0	5,0
Total des 25 principaux produits	**6 793 674**	**7 840 813**	**9 602 747**	**10 141 426**	**11 424 006**
Total de tous les produits	**9 291 398**	**10 408 191**	**13 023 972**	**14 116 527**	**15 490 519**
Variation en %	**-5,3**	**12,0**	**25,1**	**8,4**	**9,7**

Source: Bureau de la statistique du Québec, Commerce international du Québec.

Tableau 5.8

Valeur des importations internationales provenant des États-Unis selon les principaux produits, Québec, 1982-1986

Produit	1982	1983	1984	1985	1986
			000 $		
Automobiles et châssis	621 413	1 709 311	1 671 600	2 237 400	2 244 941
Variation en %	-29,7	175,1	-2,2	33,8	0,3
Tubes électroniques et semi-conducteurs	243 297	359 749	607 796	653 237	644 963
Variation en %	-17,8	47,9	68,9	7,5	-1,3
Camions et châssis	181 127	141 672	343 128	444 148	499 100
Variation en %	..	-21,8	142,2	29,4	12,4
Moteurs d'avion et pièces	192 597	263 281	353 629	326 679	331 445
Variation en %	-25,5	36,7	34,3	-7,6	1,5
Machines et matériel de bureau	236 320	285 873	318 252	283 989	321 708
Variation en %	40,3	21,0	11,3	-10,8	13,3
Assemblages, équipement et pièces d'avion	205 335	183 301	255 424	260 387	296 547
Variation en %	-21,9	-10,7	39,3	1,9	13,9
Pièces et accessoires d'autres véhicules automobiles	328 156	586 052	629 889	564 100	258 589
Variation en %	-40,0	78,6	7,5	-10,4	-54,2
Pièces et accessoires de matériel roulant de chemin de fer	..	..	26 723	97 310	212 569
Variation en %	..	..	..	264,1	118,4
Mazout	..	19 263	162 352	126 302	132 058
Variation en %	..	..	742,8	-22,2	4,6
Téléviseurs, radios et phonographes	25 238	70 934	95 434	98 341	127 968
Variation en %	..	181,1	34,5	3,0	30,1
Billes en grumes ou grossièrement équarries	50 089	75 592	98 546	109 656	117 052
Variation en %	-2,6	50,9	30,4	11,3	6,7
Autres machines industrielles spéciales	53 068	52 931	72 315	78 772	100 590
Variation en %	-8,8	-0,3	36,6	8,9	27,7
Matériel commercial de télécommunication	67 390	68 555	96 857	92 022	100 391
Variation en %	-17,9	1,7	41,3	-5,0	9,1
Autres instruments de mesure et de contrôle	84 042	..	57 352	77 166	90 962
Variation en %	47,7	..	..	34,5	17,9
Machines à forer pour mines, pétrole et gaz	82 392	54 948	73 989	82 755	89 524
Variation en %	-19,9	-33,3	34,7	11,8	8,2
Légumes frais ou réfrigérés	75 017	83 174	84 360	77 237	88 425
Variation en %	-8,0	10,9	1,4	-8,4	14,5
Plastique et caoutchouc synthétique non façonnés	83 557	98 340	87 817	74 983	88 227
Variation en %	-17,2	17,7	-10,7	-14,6	17,7
Matériel électronique et équipement connexe	73 340	78 480	105 591	87 927	86 456
Variation en %	9,1	7,0	34,5	-16,7	-1,7
Produits chimiques industriels spéciaux et explosifs	63 999	72 554	79 341	78 170	83 046
Variation en %	-17,8	13,4	9,4	-1,5	6,2
Coke de pétrole et de charbon	43 368	45 511	71 338	71 757	80 135
Variation en %	..	4,9	56,7	0,6	11,7
Total des 25 principaux produits	**3 324 478**	**5 069 149**	**5 723 214**	**6 321 315**	**6 343 295**
Total de tous les produits	**6 404 581**	**8 378 735**	**10 214 417**	**10 243 867**	**10 503 353**
Variation en %	**-20,8**	**30,8**	**21,9**	**0,3**	**2,5**

Source: Bureau de la statistique du Québec, Commerce international du Québec.

Tableau 5.9
Destination des expéditions des manufacturiers québécois, 1967-1984

Destination	1967	1974[1]	1979[1]	1984
	'000 000 $			
Québec	**5 864,8**	**12 207,0**	**20 300,0**	**29 783,5**
Part relative en %	**54,3**	**54,5**	**51,9**	**52,3**
Reste du Canada	**3 288,8**	**6 975,4**	**11 067,9**	**15 075,1**
Part relative en %	**30,4**	**31,1**	**28,3**	**26,4**
Provinces de l'Atlantique	409,1	926,2	1 338,4	2 511,1
Part relative en %	3,8	4,1	3,4	4,4
Ontario	2 098,2	4 532,7	7 009,4	9 653,7
Part relative en %	19,4	20,2	17,9	16,9
Provinces des Prairies, Colombie-Britannique et Territoires du Nord-Ouest	781,5	1 516,5	2 720,1	2 910,2
Part relative en %	7,2	6,8	7,0	5,1
Extérieur du Canada	**1 658,8**	**3 214,5**	**7 749,4**	**12 132,1**
Part relative en %	**15,3**	**14,4**	**19,8**	**21,3**
Total	**10 812,4**	**22 396,8**	**39 117,3**	**56 990,7**
	100	100	100	100

1. Pour les années 1974 et 1979 les expéditions, d'une valeur d'environ 5% du total, dont la destination n'est pas précisée, ont été réparties proportionnellement entre les différentes destinations.

Source: Statistique Canada.

Tableau 5.10
Part destinée au Québec de la valeur totale des expéditions des régions canadiennes
1967-1984

Origine	1967	1974	1979	1984
			%	
Québec	**54,2**	**54,5**	**51,9**	**52,3**
Reste du Canada	**10,9**	**8,7**	**9,1**	**6,8**
Provinces de l'Atlantique	..	9,5	8,9	8,8
Ontario	13,2	11,8	11,1	8,0
Provinces des Prairies, Colombie-Britannique et Territoires du Nord-Ouest	4,1	4,0	4,1	2,8

Source: Statistique Canada.

Graphique 5C
Valeur des expéditions des manufacturiers, selon la destination, Québec, 1967-1984

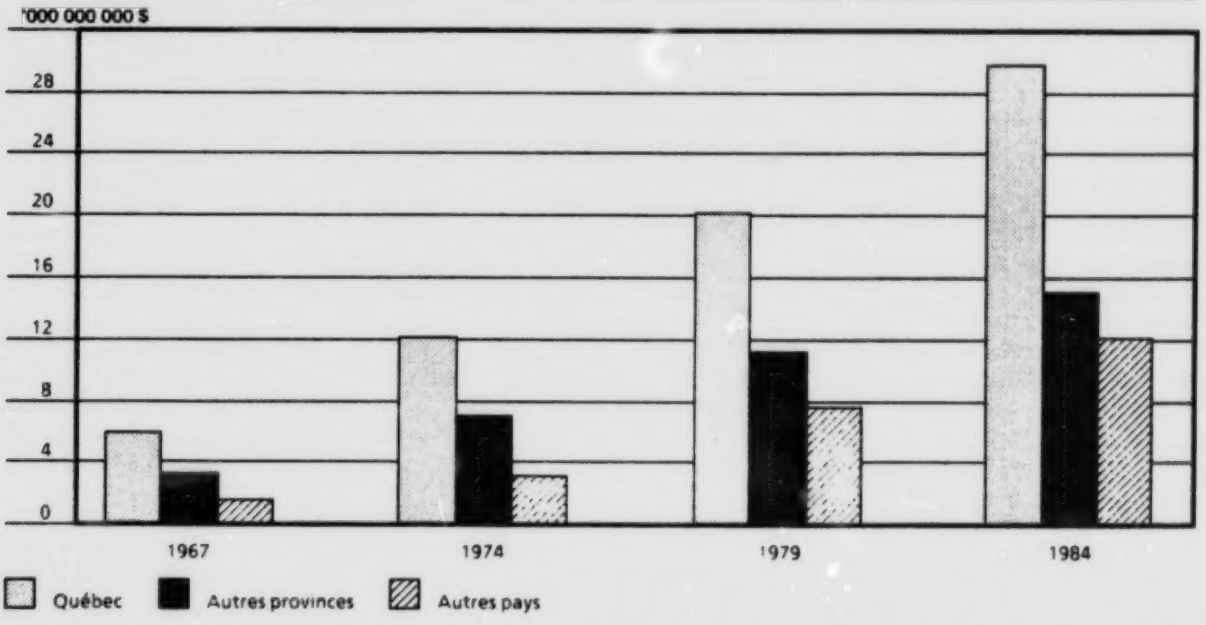


Tableau 5.11
Origine des expéditions manufacturières canadiennes faites au Québec
1967-1984

Origine	1967	1974[1]	1979[1]	1984
	'000 000 $			
Québec	5 864,8	12 207,0	20 300,0	29 783,5
Part relative en %	66,1[2]	67,7	66,3	71,7
Reste du Canada	3 013,2	5 833,2	10 302,6	11 743,7
Part relative en %	33,9	32,3	33,7	28,3
Provinces de l'Atlantique	117,0	389,2	658,6	891,3
Part relative en %	1,3	2,1	2,2	2,1
Ontario	2 644,9	4 867,5	8 430,7	9 701,5
Part relative en %	29,8	27,0	27,5	23,4
Provinces des Prairies, Colombie-Britannique et Territoires du Nord-Ouest	251,4	576,5	1 213,3	1 150,9
Part relative en %	2,8	3,2	4,0	2,8
Total en provenance du Canada	8 878,0	18 040,2	30 602,6	41 527,2
Part relative en %	100	100	100	100

1. Pour les années 1974 et 1979 les expéditions, d'une valeur d'environ 5% du total, dont la destination n'est pas précisée, ont été réparties proportionnellement entre les différentes destinations.

Source: Statistique Canada.

Tableau 5.12

Part relative de chaque région de destination dans les expéditions de produits manufacturés du Québec, par groupe d'industries, 1984

Groupe d'industries	Expéditions totales du Québec	Part relative de chaque région de destination						
		Québec	Atlantique	Ontario	Prairies	C.-B.	Étranger	Total
	'000 $	%						
Aliments	8 481 172	71,94	3,34	12,46	2,80	1,68	7,78	100,0
Boissons	1 175 398	80,68	1,75	x	2,04	x	x	100,0
Tabac	747 561	32,67	10,83	28,39	x	x	x	100,0
Produits en caoutchouc	x	x	x	x	x	x	x	100,0
Produits en matière plastique	877 951	67,32	x	21,57	x	x	x	100,0
Cuir et produits connexes	441 029	56,31	x	27,18	x	3,58	x	100,0
Textiles de première transformation	1 535 513	66,31	x	22,92	x	x	x	100,0
Produits textiles	1 206 204	48,25	x	31,01	8,75	4,88	x	100,0
Habillement	3 159 497	54,27	4,11	24,79	8,27	4,99	3,57	100,0
Bois	2 386 734	65,27	1,92	11,56	x	x	20,42	100,0
Meubles et articles d'ameublement	906 008	62,43	x	18,31	5,19	2,48	x	100,0
Papier et produits connexes	5 863 610	29,36	2,27	17,60	x	x	49,16	100,0
Imprimerie, édition et industries connexes	2 494 906	76,45	1,71	15,47	2,12	x	x	100,0
Première transformation des métaux	4 675 696	28,14	1,32	23,76	x	x	45,73	100,0
Fabrication de produits métalliques	3 237 236	51,96	3,30	12,70	3,43	2,04	26,57	100,0
Machinerie	1 017 100	55,67	x	12,80	x	1,92	22,76	100,0
Matériel de transport	4 304 792	21,63	1,23	10,15	3,32	1,37	62,30	100,0
Produits électriques et électroniques	2 975 175	34,68	3,16	21,05	4,97	2,70	33,44	100,0
Produits minéraux non métalliques	1 173 570	73,08	x	7,97	x	x	10,18	100,0
Produits raffinés du pétrole et du charbon	5 161 486	73,44	19,29	x	x	x	x	100,0
Produits chimiques	3 548 266	46,48	4,37	28,37	7,79	3,96	9,02	100,0
Autres industries manufacturières	x	x	x	x	x	x	x	x
Total	**56 990 664**	**52,26**	**4,41**	**16,94**	**3,32**	**1,78**	**21,29**	**100,0**

Source: Statistique Canada.

L'intérêt du présent chapitre est d'offrir une analyse comparative de l'évolution des groupes d'industries au sein des secteurs primaire, secondaire et tertiaire quant à la production, l'emploi et les dépenses en immobilisations. Les chapitres qui suivent (7,8 et 9) présentent une analyse détaillée de chacun de ces secteurs.

LE PRODUIT INTÉRIEUR BRUT

La valeur du produit intérieur brut au coût des facteurs[1] augmente au Québec de 5,9% en 1986 en regard de 1985. Il s'agit toutefois d'une hausse inférieure à celles des dernières années, soit 7,6% en 1985, 10,4% en 1984 et 6,5% en 1983. (Voir tableau 6.1)

Tout comme l'an dernier, le secteur dont le produit intérieur brut s'accroît le plus fortement est le tertiaire, où on observe une hausse de 6,2% en 1986 en regard de 7,9% en 1985. A l'intérieur du tertiaire, le commerce de gros, le commerce de détail et les finances, assurances et affaires immobilières présentent, pour une troisième année consécutive, les plus forts taux de croissance du produit intérieur brut, soit respectivement 10,7%, 9,9% et 7,9% en 1986, en regard de 1985. On note des hausses inférieures à la moyenne dans les services socio-culturels, commerciaux et personnels (5,5% en 1986 par rapport à 1985), l'administration publique (4,7%) et dans les transports, communications et autres services publics (3,2%).

Une augmentation de 10,4% du produit intérieur brut agricole en 1986 permet au secteur primaire d'afficher un taux de croissance de son produit intérieur brut de 5,9%, soit une hausse supérieure à celle de 5,1% de 1985. Les autres industries primaires présentent en 1986 des hausses inférieures à celle du secteur agricole: la forêt (3,1%), les mines (1,4%) et la pêche et le piégeage (-6,7%). La valeur du produit intérieur brut du secteur secondaire croît de 5,1% en 1986 contre 7,3% en 1985. La croissance du produit intérieur brut de la construction (7,9%) surpasse celle des industries manufacturières (4,4%).

Par ailleurs, le secteur tertiaire occupe toujours une place prépondérante dans l'économie alors que son produit intérieur brut représente 71,0% de l'ensemble en 1986. Depuis 1982, où la part du secteur tertiaire marque un gain (passant de 67,4% en 1981 à 71,1% en 1982) aux dépens du secteur secondaire, la part du tertiaire demeure relativement stable. Cependant, de 1981 à 1986, la part des deux autres grands secteurs diminue, celle du secteur primaire passant de 4,3% en 1981 à 3,8% en 1986 et celle du secteur secondaire de 28,3% à 25,3%. (Voir tableau 6.2 et graphique 6A)

1. Le produit intérieur brut au coût des facteurs correspond à l'ensemble des revenus dans l'économie, dont la rémunération des salariés, les bénéfices des sociétés et les intérêts et revenus de placement. À titre de comparaison, le produit intérieur brut aux prix du marché correspond à la demande finale, c'est-à-dire à la valeur des dépenses des agents économiques, y compris les taxes indirectes.

Au cours de cette période, les industries dont la part dans le produit intérieur brut total s'accroît le plus fortement sont celle des finances, assurances et affaires immobilières (de 13,9% en 1981 à 16,7% en 1986) et celle du commerce de détail (de 6,2% à 6,8%); par contre, les industries qui cèdent le plus de terrain sont les industries manufacturières (de 22,6% à 20,2%), la construction (de 5,7% à 5,0%) et les mines (de 1,8% à 1,3%).

L'EMPLOI

Alors que le nombre de personnes occupant un emploi au Québec s'élève à 2 866 000 en 1986 (soit une création nette de 62 000 emplois ou 2,2% en regard de 1985), le nombre d'emplois augmente dans les secteurs secondaire et tertiaire, mais diminue dans le secteur primaire. (Voir tableau 6.3 et graphique 6B)

Des trois grands secteurs d'activité, c'est le secteur secondaire qui connaît la plus forte croissance de l'emploi en 1986, soit 4,7% ou 31 900 nouveaux emplois par rapport à 1985. On remarque tout particulièrement une forte hausse de l'emploi dans la construction (15 400 nouveaux emplois ou 12,3%), mais l'augmentation est également significative dans les industries manufacturières (16 500 ou 3,0%). Par ailleurs, une forte croissance de l'emploi des commerces (23 600 ou 4,8%) favorise une hausse modérée de l'emploi du secteur tertiaire en 1986, soit 32 200 nouveaux emplois ou 1,6% par rapport à 1985. Les autres composantes du secteur tertiaire connaissent des taux de croissance de l'emploi inférieurs à la moyenne. Ainsi, l'emploi augmente légèrement dans les services socio-culturels, commerciaux et personnels (9 200 ou 1,0%) et dans l'administration publique et la défense (3 000 ou 1,5%); par contre, il diminue dans les finances, assurances et affaires immobilières (-400 ou -0,3%) et dans les transports, communications et autres services d'utilité publique (-3 100 ou -1,4%). Finalement, une baisse de 3,4% de l'emploi agricole (-2 900) conjugée à celle de 8,0% dans les mines (-2 000) entraîne une réduction de l'emploi du secteur primaire de 2,0% (-2 700).

Même si l'année 1986 enregistre une hausse de l'emploi pour une quatrième année consécutive, certains secteurs n'ont pas rejoint le niveau d'emploi atteint avant la récession de 1982: les industries manufacturières (en déficit de 28 500 emplois par rapport à 1981), les transports, communications et autres services d'utilité publique (-11 300), l'exploitation forestière (-3 000) et les mines (-6 000). Des trois grands secteurs d'activité, seul le tertiaire présente un bilan positif en regard de 1981 (156 700 emplois de plus qu'en 1981). Les secteurs primaire et secondaire affichent des baisses respectives de 3 300 et 12 000 emplois.

LES IMMOBILISATIONS

Les dépenses en immobilisations (excluant l'habitation) au Québec s'élèvent à 14,1 milliards de dollars en 1986, en hausse de 3,4% en regard de 1985. Il s'agit d'un repli du taux de croissance en comparaison des hausses respectives de 12,8% et 12,0% de ces dépenses en 1984 et 1985. Cette année encore, les dépenses québécoises à ce chapitre s'accroissent plus fortement que celles du Canada (1,1%). Ainsi, la part du Québec dans les dépenses en immobilisations au Canada passe de 16,9% en 1982 à 20,2% en 1986. (Voir tableaux 6.4, 6.5, 6.6 et graphique 6C)

On note une baisse de 8,9% des dépenses en immobilisations du secteur primaire au Québec en 1986; cependant, ce résultat se compare avantageusement aux diminutions respectives de 12,4% et 27,9% que connaît ce secteur en Ontario et au Canada. Parmi les industries primaires au Québec, on note des baisses dans l'agriculture (-8,9%) et dans les mines, carrières et puits de pétrole (-9,4%); par contre, on observe une haus-

se dans l'exploitation forestière (1,0%). Par ailleurs, les dépenses en immobilisations du secteur secondaire s'accroissent de 8,0% en 1986. Elles augmentent plus fortement dans la construction (20,2%) que dans les industries manufacturières (7,1%). Au Canada, les dépenses en immobilisations des industries manufacturières augmentent beaucoup plus fortement qu'au Québec, réduisant ainsi la part québécoise des dépenses en immobilisations des manufacturiers canadiens de 29,5% en 1985 à 26,1% en 1986.

Quant au secteur tertiaire québécois, les dépenses en immobilisations s'y accroissent de 2,8% en 1986 en regard de 1985. On remarque d'importantes hausses de ces dépenses dans les secteurs des finances, assurances et affaires immobilière (33,3%), des communications (11,9%) et des services commerciaux et institutions (9,6%); par contre, on note des baisses de 8,4% dans l'administration publique et de 21,5% dans les transports et l'entreposage.

LA PRODUCTIVITÉ DU TRAVAIL

Le Québec connaît en 1986 un ralentissement de la croissance de sa productivité, mesurée selon la production par travailleur. Ainsi, selon les données du produit intérieur brut réel du Conference Board du Canada, le produit intérieur brut par travailleur au Québec augmente de 0,9% en 1986 et atteint 27 964,33 $ (dollars de 1981); en 1985, il s'élevait à 27 718,67 $, en hausse de 1,1%. (Voir graphique 6D)

Contrairement au Québec, la productivité ontarienne, évaluée également par la production par travailleur, s'accroît plus fortement en 1986, soit de 1,5% en regard de 1,2% en 1985. Il s'agit de hausses supérieures à celles observées au Québec. Au niveau canadien, la productivité augmente de 0,4% en 1986, soit une augmentation modeste en comparaison de la hausse de 1,4% de 1985.

Depuis 1976, la productivité au Québec augmente à un taux annuel moyen de 0,5% comparativement à 0,7% en Ontario et 0,2% au Canada. Ainsi, le rapport Québec/Ontario de la productivité diminue, passant de 92,3% en 1976 à 90,5% en 1986, tandis que le rapport Québec/Canada augmente; il passe de 88,3% en 1976 à 90,7% en 1986. Au cours de cette période, la productivité des trois régions atteint un sommet en 1986.

Une autre mesure de productivité est celle de la production par personne en âge de travailler, soit la productivité sociale. En 1986, cette productivité, en termes réels, atteint 15 522,26 $ au Québec, 18 315,20 $ au Canada et 19 681,46 $ en Ontario. Ces niveaux correspondent à des hausses de 2,1% au Québec et au Canada et de 3,4% en Ontario, en regard 1985. Depuis 1976, le taux de croissance annuel moyen de la productivité sociale est de 0,6% au Canada, 0,9% au Québec et de 1,3% en Ontario. Ainsi, le rapport Québec/Ontario de la productivité sociale passe de 82,1% en 1976 à 78,9% en 1986 tandis que le rapport Québec/Canada passe de 82,9% à 84,8%. (Voir graphique 6E)

Par ailleurs, la croissance de la productivité par travailleur observée dans l'ensemble de l'économie québécoise en 1986 se répartit inégalement à l'intérieur des secteurs d'activité. La productivité du secteur tertiaire augmente de 2,0% en 1986 en regard de 0,1% en 1985. A l'exception de l'administration publique dont la productivité diminue de 1,1% en 1986, la productivité des autres composantes du secteur tertiaire augmente: les transports, communications et autres services publics (4,8%), les finances, assu-

rances et affaires immobilières (4,4%), les services socio-culturels, commerciaux et personnels (2,5%) et le commerce (0,3%). Une importante augmentation de la productitivé agricole (6,0%) assure une hausse de 1,6% de la productivité du secteur primaire en 1986 (0,9% en 1985), et ce en dépit de baisses de 1,7% de celle des mines et de 4,3% de celle de la forêt et de la pêche. Une diminution de la productivité des industries manufacturières (-1,7%) et de la construction (-6,3%) provoque une baisse de 2,4% de celle du secteur secondaire en regard d'une hausse de 4,0% en 1985. (Voir graphique 6F)

Depuis 1976, c'est le secteur secondaire qui, avec 1,4%, présente le plus haut taux de croissance annuel moyen de la productivité. On note une croissance plus importante dans les industries manufacturières (1,7%) que dans la construction (0,4%). Durant cette période, la productivité du secteur tertiaire augmente légèrement de 0,2%; par contre, de 1981 à 1986, cette hausse atteint 1,3%. Depuis 1976, les secteurs dont le taux de croissance annuel moyen est positif sont ceux des transports, communications et autres services d'utilité publique (3,1%), des finances, assurances et affaires immobilières (1,2%) et de l'administration publique (0,3%); par contre, il est négatif dans le commerce (-0,4%) et les services socio-culturels, commerciaux et personnels (-0,9%). Toutefois, au cours de la seconde moitié de cette période (de 1981 à 1986), la productivité de ces deux derniers secteurs augmente respectivement de 1,3% et 0,2%. Finalement, la productivité du secteur primaire diminue de 1,5% depuis 1976 sous l'effet d'une baisse de 3,7% de la productivité des mines, tandis qu'on note des augmentations dans l'agriculture (0,3%) et dans la forêt et la pêche (1,0%). Cependant, de 1981 à 1986, le taux de croissance moyen de la productivité du secteur primaire est de 0,1%.

Par ailleurs, les services socio-culturels, commerciaux et personnels constituent le seul secteur d'activité au Québec qui présente une productivité par travailleur supérieure à celle du Canada en 1986. La productivité québécoise de ce secteur dépasse de 0,6% la productivité canadienne du même secteur. Parmi les secteurs qui affichent une productivité moindre, les écarts les plus importants sont observés dans le secteur primaire (les mines -68,8%, la forêt et la pêche -34,3% et l'agriculture -18,6%) et dans l'administration publique (-12,9%). (Voir graphique 6G)

En 1986, la productivité par travailleur du Québec surpasse celle de l'Ontario dans deux secteurs: la construction (10,7%) et les transports, communications et autres services publics (9,2%). Tout comme dans la comparaison avec le Canada, c'est le secteur primaire québécois qui présente les plus importants écarts de productivité avec l'Ontario (la forêt et la pêche -58,2%, les mines -26,7% et l'agriculture -15,8%). De plus, l'écart de productivité des industries manufacturières québécoises atteint -15,0% par rapport à celle des manufacturiers ontariens en 1986.

Tableau 6.1
PIB au coût des facteurs par secteur, Québec,
1982-1986

	1982	1983	1984	1985	1986p
	'000 000 $				
Primaire	**3 418**	**3 019**	**3 442**	**3 618**	**3 832**
Variation en %	**6,8**	**-11,7**	**14,0**	**5,1**	**5,9**
Agriculture	1 517	1 405	1 729	1 789	1 975
Variation en %	13,0	-7,4	23,1	3,5	10,4
Forêts	451	420	478	446	460
Variation en %	-5,8	-6,9	13,8	-6,7	3,1
Pêche et piégeage	55	55	57	60	56
Variation en %	14,6	0,0	3,6	5,3	-6,7
Mines, carrières et puits de pétrole	1 395	1 139	1 178	1 323	1 341
Variation en %	4,7	-18,4	3,4	12,3	1,4
Secondaire	**18 621**	**19 980**	**22 866**	**24 545**	**25 790**
Variation en %	**-10,7**	**7,3**	**14,4**	**7,3**	**5,1**
Industries manufacturières	14 527	15 933	18 674	19 808	20 679
Variation en %	-12,9	9,7	17,2	6,1	4,4
Construction	4 094	4 047	4 192	4 737	5 111
Variation en %	-2,0	-1,1	3,6	13,0	7,9
Tertiaire	**54 199**	**58 166**	**63 285**	**68 274**	**72 512**
Variation en %	**8,9**	**7,3**	**8,8**	**7,9**	**6,2**
Transports	3 549	3 661	4 141	4 343	4 487
Variation en %	7,6	3,2	13,1	4,9	3,3
Entreposage	144	150	163	170	171
Variation en %	4,3	4,2	8,7	4,3	0,6
Communications	2 763	2 920	3 270	3 434	3 481
Variation en %	19,5	5,7	12,0	5,0	1,4
Électricité, gaz et eau	3 088	3 408	3 410	3 607	3 722
Variation en %	31,7	10,4	0,1	5,8	3,2
Transports, communications et autres services d'utilité publique	9 544	10 139	10 984	11 554	11 861
Variation en %	17,9	6,2	8,3	5,2	2,7
Commerce de gros	3 572	3 508	3 902	4 225	4 675
Variation en %	11,3	-1,8	11,2	8,3	10,7
Commerce de détail	4 766	5 189	5 764	6 285	6 909
Variation en %	3,7	8,9	11,1	9,0	9,9
Finances, assurances et affaires immobilières	10 943	12 808	14 178	15 778	17 017
Variation en %	6,3	17,0	10,7	11,3	7,9
Services socio-culturels, commerciaux et personnels	19 336	20 156	21 577	23 265	24 543
Variation en %	6,2	4,2	7,1	7,8	5,5
Administrations publiques et défense	6 038	6 366	6 880	7 167	7 507
Variation en %	12,5	5,4	8,1	4,2	4,7
Total	**76 238**	**81 165**	**89 593**	**96 437**	**102 134**
Variation en %	**3,3**	**6,5**	**10,4**	**7,6**	**5,9**

Source: Bureau de la statistique du Québec, Comptes économiques des revenus et des dépenses du Québec, Édition 1987.

Tableau 6.2

Répartition du PIB au coût des facteurs par secteur, Québec, 1971, 1981-1986

	1971	1981	1982	1983	1984	1985	1986p
				%			
Primaire	**4,3**	**4,3**	**4,5**	**3,7**	**3,8**	**3,8**	**3,8**
Agriculture	1,7	1,8	2,0	1,7	1,9	1,9	1,9
Forêts	0,6	0,6	0,6	0,5	0,5	0,5	0,5
Pêche et piégeage	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Mines, carrières et puits de pétrole	1,9	1,8	1,8	1,4	1,3	1,4	1,3
Secondaire	**31,1**	**28,3**	**24,4**	**24,6**	**25,5**	**25,5**	**25,3**
Industries manufacturières	25,1	22,6	19,1	19,6	20,8	20,5	20,2
Construction	6,1	5,7	5,4	5,0	4,7	4,9	5,0
Tertiaire	**64,5**	**67,4**	**71,1**	**71,7**	**70,6**	**70,8**	**71,0**
Transports, communications et autres services d'utilité publique	11,1	11,0	12,5	12,5	12,3	12,0	11,6
Transports	5,9	4,5	4,7	4,5	4,6	4,5	4,4
Entreposage	0,1	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
Communications	2,9	3,1	3,6	3,6	3,6	3,6	3,4
Électricité, gaz et eau	2,2	3,2	4,1	4,2	3,8	3,7	3,6
Commerce de gros	5,1	4,3	4,7	4,3	4,4	4,4	4,6
Commerce de détail	7,0	6,2	6,3	6,4	6,4	6,5	6,8
Finances, assurances et affaires immobilières	13,6	13,9	14,4	15,8	15,8	16,4	16,7
Services socio-culturels, commerciaux et personnels	21,8	24,7	25,4	24,8	24,1	24,1	24,0
Administrations publiques et défense	5,9	7,3	7,9	7,8	7,7	7,4	7,4
Total	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**

Source: Bureau de la statistique du Québec, Comptes économiques des revenus et des dépenses du Québec, Édition 1987.

Graphique 6A
Répartition du produit intérieur brut par industrie, Québec, 1971, 1981 et 1986

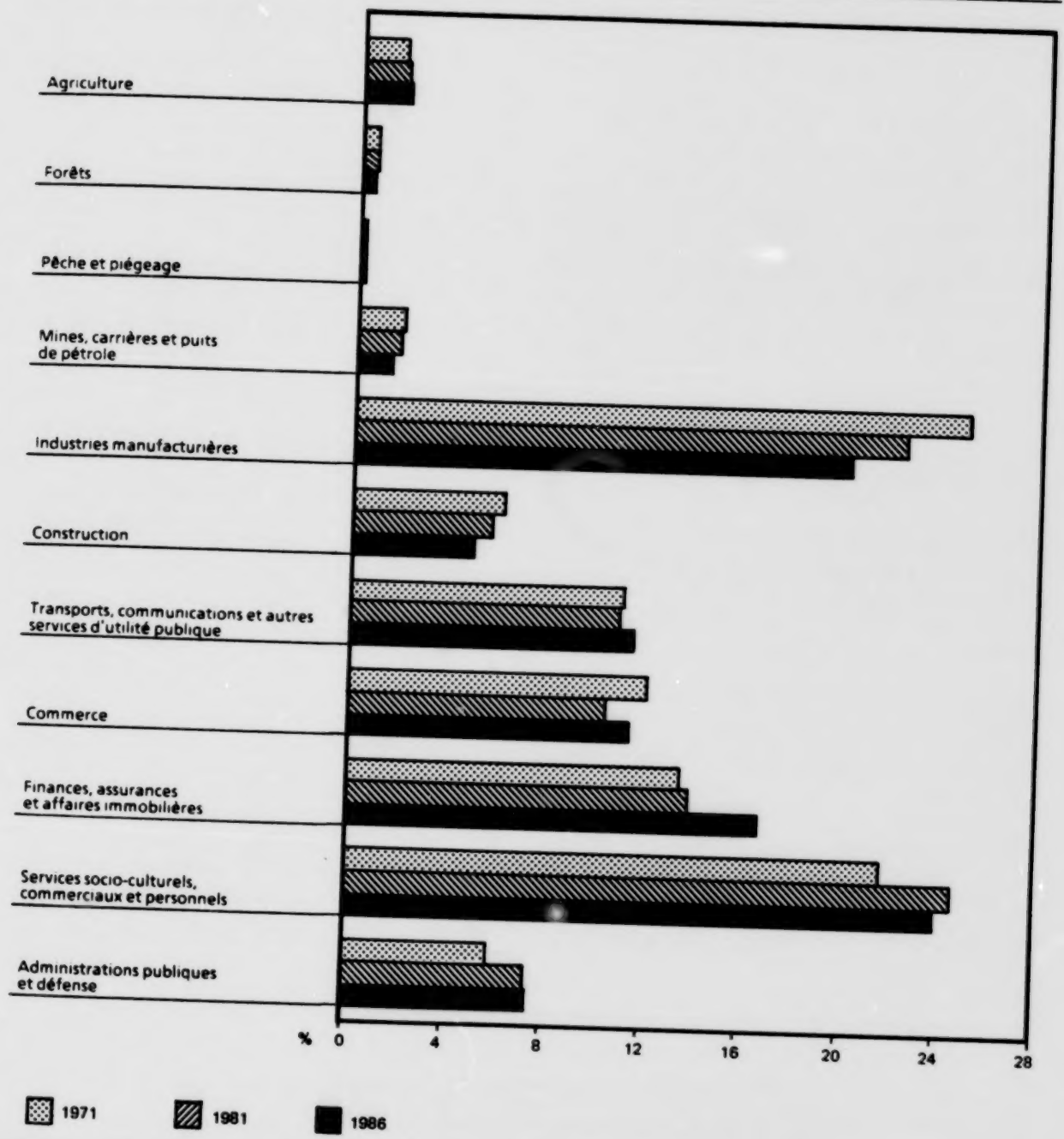
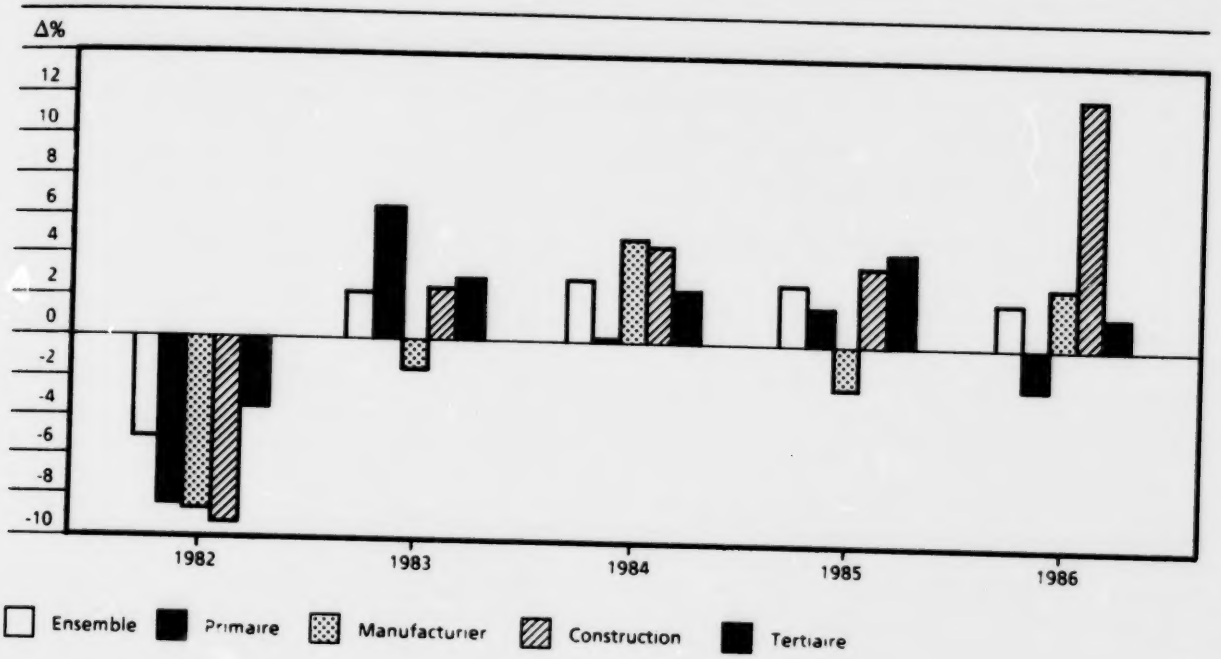


Tableau 6.3
Emploi par secteur, Québec,
1982-1986

	1982	1983	1984	1985	1986
			'000		
Primaire	**119,8**	**127,5**	**127,7**	**130,1**	**127,4**
Variation en %	**-8,4**	**6,5**	**0,2**	**1,8**	**-2,0**
Agriculture	76,8	79,5	76,9	85,1	82,2
Variation en %	-2,4	3,6	-3,2	10,5	-3,4
Forêts	18,0	21,0	21,0	19,0	20,0
Variation en %	-21,7	16,7	0,0	-9,5	5,3
Pêche et piégeage	1,0	2,0	2,0	--	--
Mines, carrières et puits de pétrole	24,0	25,0	27,0	25,0	23,0
Variation en %	-17,2	4,2	8,0	-7,4	-8,0
Secondaire	**654,7**	**648,7**	**681,0**	**673,8**	**705,7**
Variation en %	**-8,8**	**-0,9**	**5,0**	**-1,0**	**4,7**
Industries manufacturières	541,7	532,8	559,6	548,1	564,6
Variation en %	-8,7	-1,6	5,0	-2,1	3,0
Construction	113,1	115,9	121,4	125,7	141,1
Variation en %	-9,3	2,5	4,7	3,5	12,3
Tertiaire	**1 809,7**	**1 866,5**	**1 913,3**	**2 000,6**	**2 032,8**
Variation en %	**-3,5**	**3,1**	**2,5**	**4,5**	**1,6**
Transports, communications et autres services d'utilité publique	218,2	212,2	202,5	221,3	218,2
Variation en %	-4,9	-2,8	-4,6	9,1	-1,4
Commerce	440,8	457,1	480,3	491,3	514,9
Variation en %	-5,8	3,7	5,1	2,2	4,8
Finances, assurances et affaires immobilières	134,6	142,9	146,5	155,9	155,5
Variation en %	-3,9	6,2	2,5	6,5	-0,3
Services socio-culturels, commerciaux et personnels	831,8	857,8	888,2	937,3	946,5
Variation en %	-1,4	3,1	3,5	5,5	1,0
Administrations publiques et défense	184,4	196,6	195,8	194,8	197,8
Variation en %	-5,5	6,6	-0,4	-0,4	1,5
Total	**2 584**	**2 642**	**2 722**	**2 804**	**2 866**
Variation en %	**-5,2**	**2,2**	**3,0**	**3,0**	**2,2**

Source: Statistique Canada.

Graphique 6B
Variation annuelle de l'emploi, par secteur d'activité, Québec, 1982-1986



Graphique 6C
Part du Québec dans les immobilisations canadiennes par secteur d'activité, 1982-1986

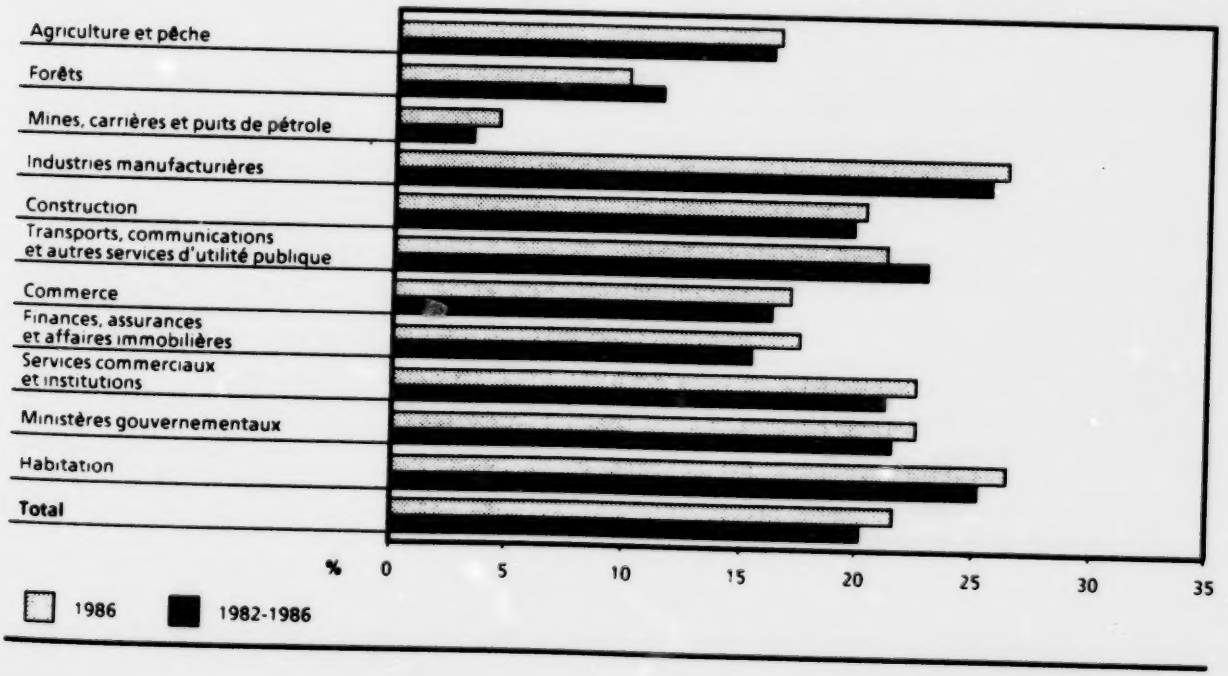


Tableau 6.4
Immobilisations par secteur[1], Québec,
1982-1986

	1982	1983	1984	1985	1986
			'000 000 $		
Primaire	**1 061,5**	**907,9**	**1 007,1**	**894,5**	**815,3**
Variation en %	**-3,0**	**-14,5**	**10,9**	**-11,2**	**-8,9**
Agriculture et pêche	711,0	620,2	669,1	525,5	478,9
Variation en %	15,7	-12,8	7,9	-21,5	-8,9
Forêts	23,5	19,5	21,2	20,8	21,0
Variation en %	-48,8	-17,0	8,7	-1,9	1,0
Mines, carrières et puits de pétrole	327,0	268,2	316,8	348,2	315,4
Variation en %	-24,6	-18,0	18,1	9,9	-9,4
Secondaire	**2 393,8**	**2 338,9**	**3 020,2**	**3 639,5**	**3 930,4**
Variation en %	**-4,6**	**-2,3**	**29,1**	**20,5**	**8,0**
Industries manufacturières	2 159,8	2 087,8	2 751,0	3 394,5	3 635,8
Variation en %	-5,0	-3,3	31,8	23,4	7,1
Construction	234,0	251,1	269,2	245,0	294,6
Variation en %	-1,0	7,3	7,2	-9,0	20,2
Tertiaire	**7 834,5**	**7 585,3**	**8 186,9**	**9 142,4**	**9 395,6**
Variation en %	**0,7**	**-3,2**	**7,9**	**11,7**	**2,8**
Transports et entreposage	886,1	755,9	774,7	612,5	481,0
Variation en %	13,9	-14,7	2,5	-20,9	-21,5
Communications	736,9	549,4	618,7	682,0	763,1
Variation en %	0,4	-25,4	12,6	10,2	11,9
Électricité, gaz et autres services d'utilité publique	2 678,6	2 368,1	2 032,6	1 666,8	1 632,6
Variation en %	-1,4	-11,6	-14,2	-18,0	-2,1
Commerce	285,6	325,7	408,7	415,4	421,4
Variation en %	10,5	14,0	25,5	1,6	1,4
Finances, assurances et affaires immobilières	572,3	536,8	603,2	912,9	1 216,5
Variation en %	18,6	-6,2	12,4	51,3	33,3
Services commerciaux et institutions	1 195,8	1 354,6	1 752,7	2 429,0	2 661,2
Variation en %	-9,3	13,3	29,4	38,6	9,6
Administrations publiques et défense	1 479,2	1 694,8	1 996,3	2 423,6	2 219,8
Variation en %	-0,7	14,6	17,8	21,4	-8,4
Habitation	**1 807,7**	**3 115,0**	**3 533,6**	**5 563,6**	**6 720,9**
Variation en %	**-23,4**	**72,3**	**13,4**	**57,4**	**20,8**
Total	**13 097,5**	**13 947,1**	**15 747,8**	**19 240,0**	**20 862,2**
Variation en %	**-4,7**	**6,5**	**12,9**	**22,2**	**8,4**

1. Les données de Statistique Canada sur les investissements privés et publics au Canada diffèrent légèrement des données des Comptes économiques en raison de différences conceptuelles. Dans le domaine de l'habitation en particulier, les Comptes économiques tiennent compte des commissions payées aux courtiers.

Sources: Statistique Canada.
Bureau de la statistique du Québec.

Tableau 6.5
Immobilisations par secteur, Ontario,
1982-1986

	1982	1983	1984	1985	1986
			'000 000 $		
Primaire	**1 762,7**	**1 666,7**	**1 802,5**	**1 535,4**	**1 344,3**
Variation en %	**-1,6**	**-5,4**	**8,1**	**-14,8**	**-12,4**
Agriculture et pêche	1 177,9	1 143,9	1 211,8	857,4	774,2
Variation en %	3,3	-2,9	5,9	-29,2	-9,7
Forêts	20,3	18,4	35,2	39,6	35,5
Variation en %	-58,2	-9,4	91,3	12,5	-10,4
Mines, carrières et puits de pétrole	564,5	504,4	555,5	638,4	534,6
Variation en %	-6,4	-10,6	10,1	14,9	-16,3
Secondaire	**4 930,6**	**4 228,3**	**4 386,3**	**6 233,7**	**8 203,3**
Variation en %	**-17,4**	**-14,2**	**3,7**	**42,1**	**31,6**
Industries manufacturières	4 601,0	3 888,1	4 004,3	5 866,2	7 761,5
Variation en %	-18,5	-15,5	3,0	46,5	32,3
Construction	329,6	340,2	382,0	367,5	441,8
Variation en %	1,3	3,2	12,3	-3,8	20,2
Tertiaire	**12 589,8**	**12 452,8**	**13 971,6**	**15 611,6**	**17 085,9**
Variation en %	**12,1**	**-1,1**	**12,2**	**11,7**	**9,4**
Transports et entreposage	1 444,5	1 062,8	1 121,4	1 251,1	1 223,3
Variation en %	16,5	-26,4	5,5	11,6	-2,2
Communications	1 038,4	923,5	1 023,2	1 061,0	1 236,9
Variation en %	2,8	-11,1	10,8	3,7	16,6
Électricité, gaz et autres services d'utilité publique	3 405,6	3 393,2	3 124,5	3 138,4	3 110,5
Variation en %	29,3	-0,4	-7,9	0,4	-0,9
Commerce	688,5	716,4	932,5	994,8	1 021,4
Variation en %	1,0	4,1	30,2	6,7	2,7
Finances, assurances et affaires immobilières	1 290,0	1 561,7	1 953,4	2 467,1	3 280,5
Variation en %	0,7	21,1	25,1	26,3	33,0
Services commerciaux et institutions	2 320,5	2 473,3	3 143,2	3 684,8	4 245,1
Variation en %	4,7	6,6	27,1	17,2	15,2
Administrations publiques et défense	2 402,3	2 321,9	2 673,4	3 014,4	2 968,2
Variation en %	10,7	-3,3	15,1	12,8	-1,5
Habitation	**3 139,9**	**4 375,8**	**4 730,3**	**8 483,6**	**11 076,9**
Variation en %	**-16,1**	**39,4**	**8,1**	**79,3**	**30,6**
Total	**22 423,0**	**22 723,6**	**24 890,7**	**31 864,3**	**37 710,4**
Variation en %	**-1,4**	**1,3**	**9,5**	**28,0**	**18,3**

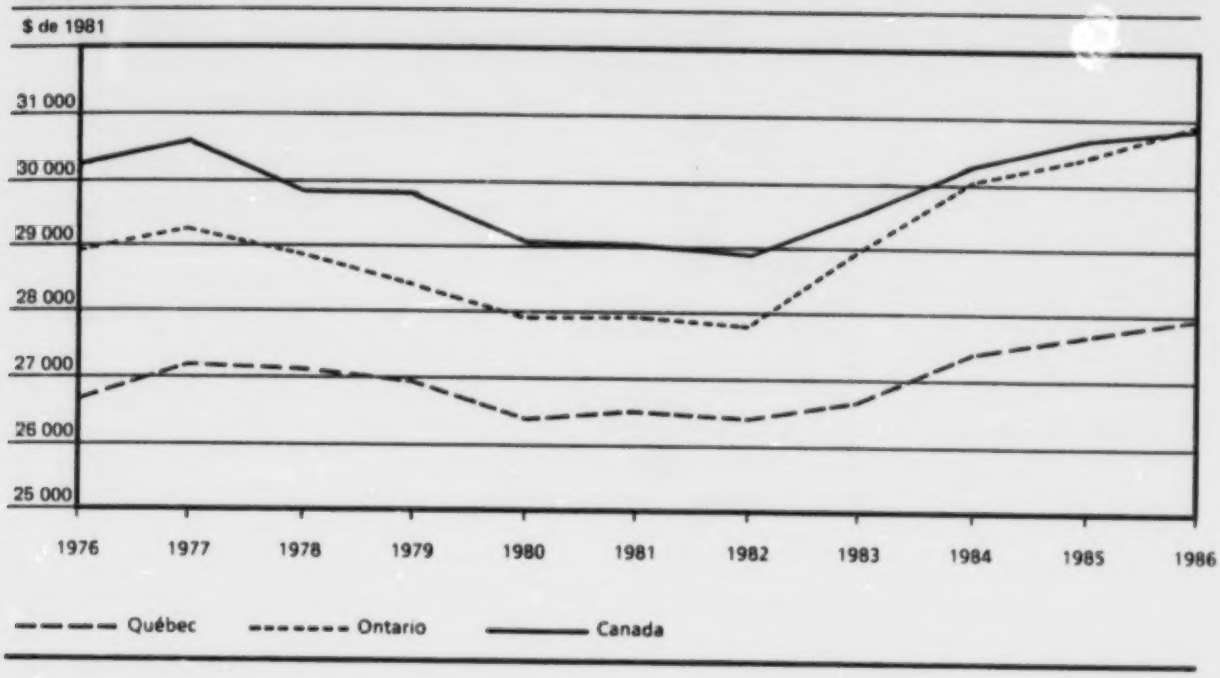
Source: Statistique Canada.

Tableau 6.6
Immobilisations par secteur, Canada, 1982-1986

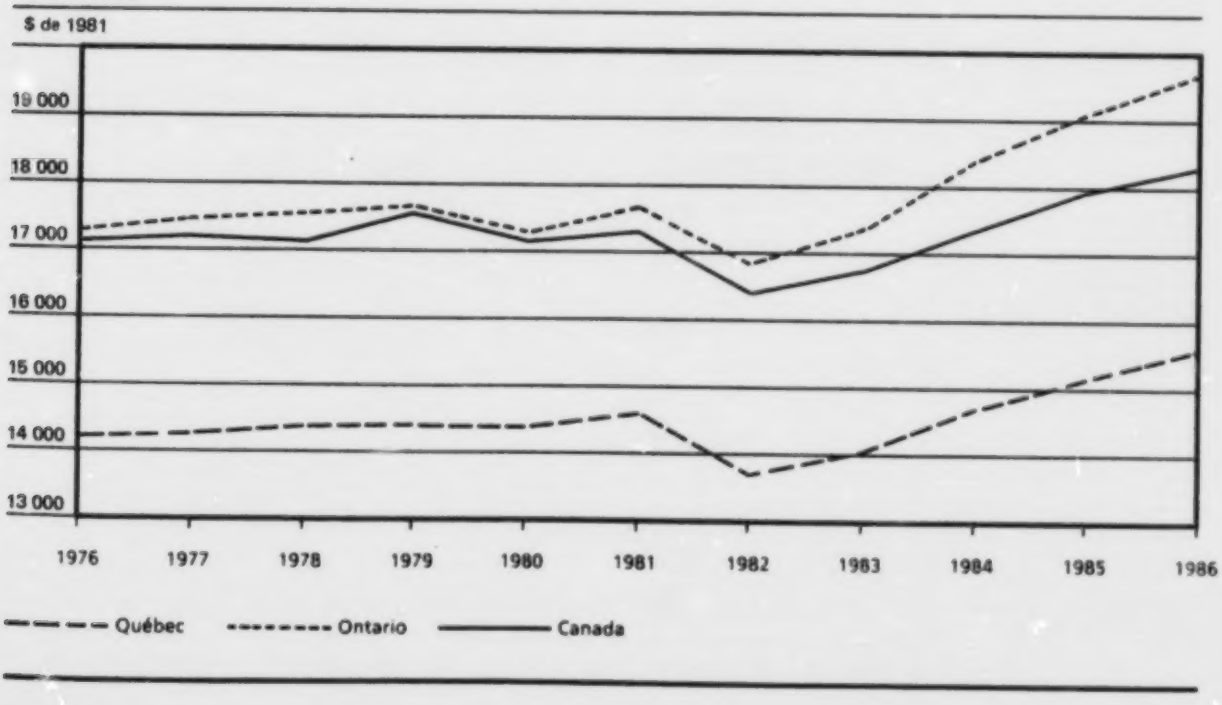
	1982	1983	1984	1985	1986
			'000 000 $		
Primaire	**14 851,2**	**13 864,4**	**14 253,7**	**14 247,8**	**10 270,3**
Variation en %	**-1,9**	**-6,6**	**2,8**	**-0,0**	**-27,9**
Agriculture et pêche	4 341,6	4 086,5	4 178,8	3 137,5	2 892,0
Variation en %	-10,7	-5,9	2,3	-24,9	-7,8
Forêts	148,0	154,9	199,5	205,1	211,0
Variation en %	-47,5	4,7	28,8	2,8	2,9
Mines, carrières et puits de pétrole	10 361,6	9 623,0	9 875,4	10 905,2	7 167,3
Variation en %	3,6	-7,1	2,6	10,4	-34,3
Secondaire	**12 785,9**	**10 143,3**	**10 186,0**	**12 717,0**	**15 353,5**
Variation en %	**-9,0**	**-20,7**	**0,4**	**24,8**	**20,7**
Industries manufacturières	11 492,5	8 858,4	8 886,7	11 516,1	13 909,5
Variation en %	-9,8	-22,9	0,3	29,6	20,8
Construction	1 293,4	1 284,9	1 299,3	1 200,9	1 444,0
Variation en %	-0,9	-0,7	1,1	-7,6	20,2
Tertiaire	**38 975,1**	**36 517,0**	**38 358,0**	**42 369,4**	**44 490,4**
Variation en %	**4,6**	**-6,3**	**5,0**	**10,5**	**5,0**
Transports et entreposage	5 398,6	4 163,6	4 199,0	4 060,0	3 616,3
Variation en %	7,7	-22,9	0,9	-3,3	-10,9
Communications	3 258,9	2 643,6	2 834,8	2 989,7	3 387,3
Variation en %	0,4	-18,9	7,2	5,5	13,3
Électricité, gaz et autres services d'utilité publique	9 195,6	8 649,4	7 254,5	6 625,7	6 652,8
Variation en %	15,2	-5,9	-16,1	-8,7	0,4
Commerce	1 936,5	2 026,1	2 485,8	2 467,8	2 466,3
Variation en %	-3,1	4,6	22,7	-0,7	-0,1
Finances, assurances et affaires immobilières	3 925,4	3 916,0	4 229,6	5 654,1	6 884,8
Variation en %	-11,3	-0,2	8,0	33,7	21,8
Services commerciaux et institutions	6 941,5	6 838,4	8 259,7	9 789,7	11 043,5
Variation en %	-0,4	-1,5	20,8	18,5	12,8
Administrations publiques et défense	8 318,6	8 279,9	9 094,6	10 782,4	10 439,4
Variation en %	8,9	-0,5	9,8	18,6	-3,2
Habitation	**10 148,8**	**12 994,1**	**12 579,9**	**21 169,8**	**25 593,4**
Variation en %	**-22,7**	**28,0**	**-3,2**	**68,3**	**20,9**
Total	**76 761,0**	**73 518,8**	**75 377,6**	**90 504,0**	**95 707,6**
Variation en %	**-3,6**	**-4,2**	**2,5**	**20,1**	**5,7**

Source: Statistique Canada.

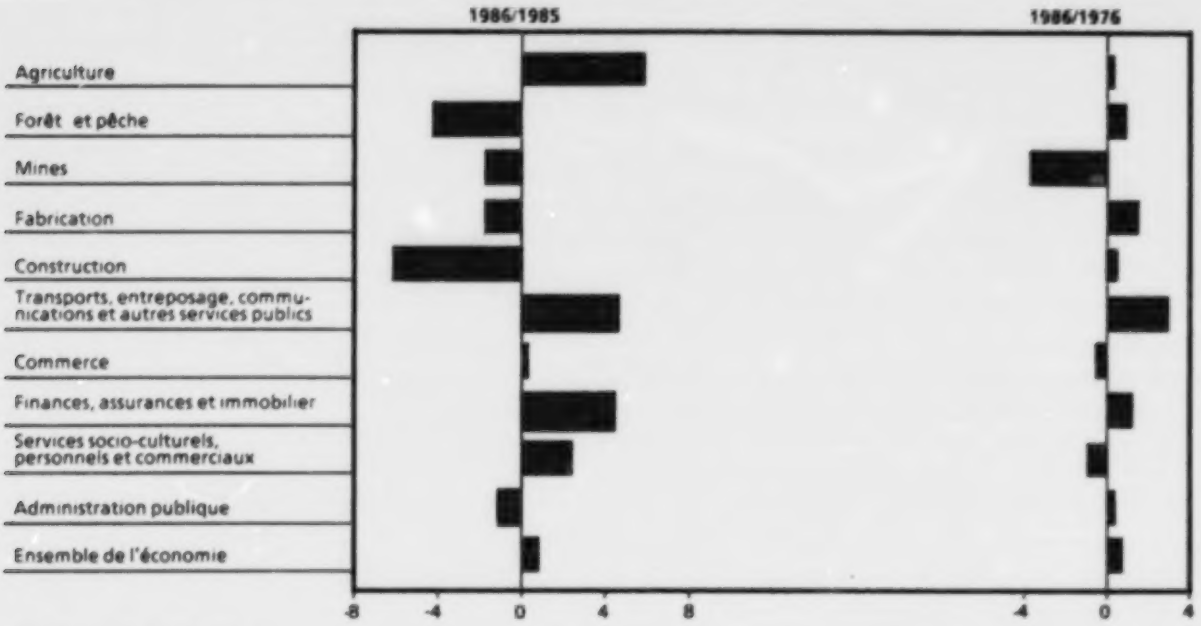
Graphique 6D
Productivité du travail du Québec, de l'Ontario et du Canada
1976-1986



Graphique 6E
Productivité sociale du Canada, du Québec et de l'Ontario,
1976-1986

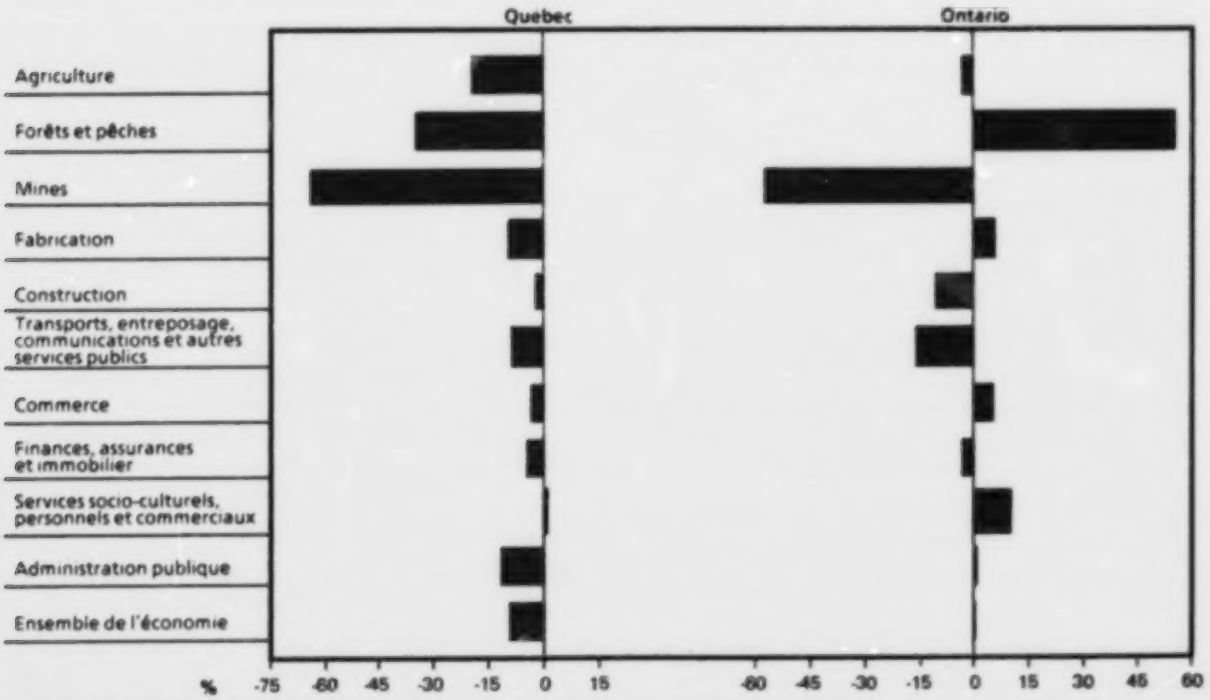


Graphique 6F
Taux de croissance annuel moyen de la productivité[1] par secteur d'activité, Québec, 1976-1986



1 PIB réel par travailleur

Graphique 6G
Écart de productivité[1] du Québec et de l'Ontario par rapport au Canada, par secteur d'activité, 1986



1 PIB réel par travailleur

Le secteur primaire affiche une croissance de 5,9% de son produit intérieur brut au Québec en 1986, ce qui correspond au taux de croissance du produit intérieur brut au coût des facteurs de l'ensemble de l'économie. Cependant, parmi les activités du secteur primaire seule l'agriculture connaît une hausse marquée de son produit intérieur brut en 1986, soit de 10,4%. L'augmentation du produit intérieur brut atteint 3,1% dans l'industrie de la forêt mais elle fait suite à une baisse de 6,7% en 1985. L'industrie de la pêche et du piégeage enregistre pour sa part une diminution de 6,7% de son produit intérieur brut en 1986, malgré une forte hausse de la valeur des captures. Finalement, le produit intérieur brut de l'industrie des mines, carrières et puits de pétrole s'accroît de 1,4% en 1986 alors que la valeur de la production augmente de 1,5%; cette faible croissance est accompagnée d'une baisse sensible du nombre de salariés de l'industrie.

En ce qui a trait à l'industrie de la construction, une forte hausse de la valeur de la construction résidentielle compense la légère baisse de la valeur de la construction non résidentielle. L'emploi enregistre une hausse de 12,3% pour s'établir à 141 100 en moyenne en 1986, et le produit intérieur brut de l'industrie s'inscrit en hausse de 7,9% par rapport à 1985.

L'AGRICULTURE

Le revenu net des exploitants agricoles dépasse le cap du milliard de dollars en 1986, à la suite d'un accroissement de 15,1% en regard de l'année précédente. Contrairement aux trois années antérieures, en 1986 les cultures représentent le point faible de l'agriculture québécoise tandis que les activités reliées à l'élevage et aux produits animaux connaissent généralement une bonne croissance.

Dans le cas des cultures, la baisse de 4,1% des prix payés aux producteurs québécois en 1986 résulte principalement des tensions internationales que connaît le marché des céréales. Cette baisse de prix, ajoutée aux conditions climatiques défavorables, fait que la valeur des recettes monétaires diminue de 11,0% par rapport à 1985. Par contre, la valeur des recettes monétaires tirées de la vente de bétail et de produits animaux s'accroît de 7,6% après avoir baissé de 1,8% en 1985; la hausse moyenne des prix de vente de ces produits en 1986 se situe à 3,4%. Au total, les recettes monétaires agricoles s'élèvent à 3 226,8 millions de dollars en 1986, ce qui représente une augmentation de 3,9% par rapport à 1985. (Voir tableaux 7.1, 7.2 et graphique 7A)

Les principales cultures qui accusent les plus importantes baisses de la valeur des recettes monétaires en 1986 sont: le maïs (-17,6%), les légumes (-2,3%), les fruits (-9,9%), l'orge (-3,7%), le tabac (-23,0%), l'avoine (-30,2%) et la betterave sucrière (-49,2%). On note cependant des hausses importantes de la valeur des recettes découlant de la culture de la pomme de terre (22,2%) ainsi que de la floriculture et des pépinières (8,3%). Les produits forestiers et de l'érable engendrent pour leur part des recettes de 82,2 millions de dollars, en hausse de 27,4% contre 31,1% en 1985.

Les produits animaux qui enregistrent les augmentations les plus marquées au chapitre des recettes sont: le porc (18,6%, qui s'explique par une hausse du prix de vente du même ordre de grandeur), le boeuf et le veau (9,8%) ainsi que

le mouton et l'agneau (33,9%); toutefois, les recettes tirées de la vente de produits laitiers n'augmentent que de 2,6% en 1986 tandis que celles provenant de la vente d'oeufs diminuent de 1,5% en regard de 1985.

L'évolution des exportations internationales du Québec indique également une situation favorable aux producteurs de viandes; en effet, la valeur des exportations internationales de viandes fraîches, réfrigérées et congelées s'accroît de 18,1% en 1986 pour atteindre 407,4 millions de dollars; par contre, la valeur des exportations de produits laitiers diminue de 20,8% et se situe à 147,8 millions de dollars.

Les exploitants agricoles bénéficient par ailleurs d'une diminution de 1,0% de leurs dépenses d'exploitation en 1986, en raison principalement d'une baisse de 2,5% des dépenses en produits intermédiaires. À ce chapitre, on remarque principalement des baisses de 2,4% des dépenses liées à l'entretien de la machinerie, de 2,2% des achats d'engrais et de chaux et de 6,5% pour l'alimentation des animaux. Parmi les autres principales dépenses d'exploitation, les plus importantes sont les salaires versés et les paiements d'intérêt sur la dette, en hausse de 5,1% et 2,8%. (Voir tableau 7.3)

Fait à noter, en 1985, tandis que les salaires payés étaient en hausse de 5,9%, le nombre de personnes occupées dans le secteur de l'agriculture enregistrait une hausse de 10,5%, passant de 77 000 en 1984 à 85 000 en 1985. Cette dernière statistique, tirée de l'enquête de Statistique Canada sur la population active, comprend toutes les personnes qui se déclarent occupées, qu'elles soient rémunérées ou non. En 1986, on observe une diminution du nombre de personnes occupées dans ce secteur, qui s'établit à 82 000.

Par ailleurs, la baisse des dépenses en immobilisations dans le secteur agricole, amorcée en 1985, se poursuit en 1986; ces dépenses, qui atteignaient 662,6 millions en 1984, se chiffrent à 519,7 millions en 1985 et à 472,0 millions de dollars en 1986.

L'EXPLOITATION FORESTIÈRE

Les scieries et les usines de pâtes et papiers, qui constituent les principaux débouchés de l'exploitation forestière, connaissent une bonne croissance en 1986; la valeur de la production de l'industrie du bois s'accroît en effet de 10,3% en 1986, tandis que celle de l'industrie des papiers et produits connexes augmente de 9,2% par rapport à 1985. Malgré cela, l'abattage en forêt ne connaît pas une forte expansion en 1986. D'une part, l'augmentation de la valeur de la production de l'industrie du bois et des usines des papiers et produits connexes résultent en partie des hausses des prix de vente, de 8,5% et 4,2% respectivement, selon l'indice canadien des prix des produits industriels. D'autre part, des statistiques démontrent que la production de bois à pâte n'augmente pas en 1986, même si la consommation de bois à pâte des usines du Québec est en hausse de 6,8% par rapport à 1985, passant de 26,1 millions à 27,9 millions de mètres cubes. En effet, les stocks de ces matières premières détenus par les usines diminuent sensiblement, s'établissant à 8,2 millions de mètres cubes en fin d'année 1986 comparativement à 9,8 millions de mètres cubes en fin d'année 1985. De plus, les arrivages aux usines de déchets de bois, qui constituent un substitut au bois à pâte, totalisent 14,7 millions de mètres cubes en 1986 comparativement à 13,5 millions de mètres cubes en 1985. La production de bois à pâte au Québec (qui comprend la production des concessions forestières et le bois rond qu'achètent les usines pour utilisation au Canada) enregistre ainsi une baisse de 0,5% en 1986 pour se situer à 13,3 millions de mètres cubes.

Les données relatives au marché du travail reflètent aussi la croissance modérée de l'exploitation forestière. L'enquête de Statistique Canada sur la population active établit à 21 000 le nombre mensuel moyen de personnes occupées dans l'exploitation forestière en 1986 comparativement à 19 000 en 1985. Par ailleurs, le nombre moyen de salariés de l'industrie diminue légèrement, se situant à 12 200 par mois en 1986, en regard de 12 700 en 1985. La rémunération hebdomadaire moyenne atteint 495,39 $ en 1986, ce qui constitue une hausse de 5,2% en regard d'une baisse de 1,3% en 1985. (Voir tableau 7.4)

On note une hausse de 8,8% de la valeur des exportations québécoises de bois d'oeuvre en 1986, mais vers la fin de l'année le Canada accepte d'imposer, à la demande des États-Unis, une taxe de 15% sur les exportations canadiennes de ce produit. Le maintien de cette taxe ou son remplacement par des quotas ou par des droits de coupe, qui affecteraient aussi la compétitivité de l'industrie des pâtes et papiers, suscitent de l'inquiétude chez les exploitants forestiers. Une autre source d'incertitude est liée aux coûts additionnels qu'entraînerait la mise en application de la nouvelle loi sur les forêts qui prévoit l'obligation de maintenir le rendement forestier.

En 1986, les dépenses en immobilisations de l'industrie de la forêt demeurent à un niveau semblable à celui des dernières années, celles-ci s'établissant à 21,0 millions de dollars, dont 8,7 millions vont aux travaux de construction et 12,3 millions à la machinerie et à l'équipement.

LA PÊCHE ET LE PIÉGEAGE

L'industrie de la pêche et du piégeage connaît une très bonne année puisque la valeur totale de la production s'accroît de 20,0% par rapport à 1985, pour atteindre 91,0 millions de dollars. Il faudrait ajouter à ce montant la valeur des prises de la pêche commerciale en eau douce mais cette valeur n'est pas connue. En ce qui a trait à la pêche maritime, d'importantes hausses de prix, favorisées par la forte croissance des exportations aux États-Unis, annulent la baisse du volume des prises de plusieurs espèces. La valeur des prises au débarquement totalise ainsi 82,2 millions de dollars, ce qui représente une augmentation de 21,4% en regard de 1985. (Voir tableaux 7.5 et 7.6)

Le crabe des neiges constitue en 1986 le principal produit de la pêche maritime puisque la valeur des prises atteint 25,8 millions de dollars, tandis que la valeur des prises de morues, au second rang, s'établit à 16,9 millions de dollars. L'augmentation de 47,3% de la valeur des prises de crabes en 1986 résulte d'une hausse de 52,6% du prix de vente moyen puisque le volume des prises est en baisse de 3,4%. Le volume des prises de crevettes est également en baisse (-2,6%), de même que celui des pétoncles, (-18,5%). Dans le cas de la crevette, le prix moyen augmente de 27,6% de sorte que la valeur des prises s'accroît de 24,2%; par contre, la valeur des prises de pétoncles diminue de 17,3% en 1986. Le homard, dont le volume des prises et le prix moyen sont en hausse, se maintient au troisième rang des produits marins du Québec avec une valeur des prises se chiffrant à 13,5 millions de dollars en 1986, en hausse de 18,3% par rapport à 1985. Quant aux poissons de fonds, les captures de morues se révèlent nettement inférieures à celles de l'année précédente avec un volume (33 803 tonnes métriques) en baisse de 18,9% par rapport à 1985; une hausse des prix moyens de 14,4% limite à 7,5% la diminution de la valeur de la production. On remarque surtout un accroissement de 287% de la valeur des prises de

flétans du Groenland où la hausse de 26,7% du prix de vente moyen est accompagnée d'une augmentation de 206% du volume des prises.

L'année 1986 se révèle très fructueuse également pour l'industrie du piégeage alors que la valeur des peaux produites s'accroît de 7,9% après avoir augmenté 37,9% en 1985. Cependant, on observe des baisses de prix importantes de toutes les espèces à l'exception du castor. Le castor, le raton laveur et la martre constituent les seules espèces pour lesquelles la valeur des peaux produites augmente en 1986, soit de 43,5%, 11,7% et 18,6% respectivement. La valeur totale des peaux produites diminue de 7,2% pour le rat musqué, de 18,8% pour le renard et de 38,3% pour le lynx du Canada; dans le cas du lynx on note une baisse de 30,4% du nombre de peaux produites.

Il n'existe pas de données précises sur le nombre de personnes occupées dans l'industrie de la pêche et du piégeage au Québec; selon l'enquête de Statistique Canada sur la population active, même durant la saison de pêche ce nombre serait inférieur à 4 000. Toutefois, Pêches et Océans Canada évalue le nombre de pêcheurs à partir des permis émis pour la pêche maritime; le nombre de pêcheurs s'établissait ainsi à 8 050 en 1984 et à 6 695 en 1985, une baisse qui s'expliquerait en partie par la hausse du prix des permis.

Finalement, selon l'enquête sur les investissements privés et publics les dépenses en immobilisations de l'industrie de la pêche et du piégeage atteindraient 6,9 millions de dollars en 1986, en hausse de 11,0% en regard de 1985. A cet égard, on note la réouverture de deux chantiers maritimes en Gaspésie ainsi que des développements dans le domaine de l'aquaculture.

L'EXPLOITATION MINIÈRE

La valeur de la production de l'industrie minière québécoise s'accroît de 1,5% en 1986 pour atteindre 2 278,3 millions de dollars[1]. Cette valeur demeure inférieure à celle de 2 470,1 millions de dollars observée en 1980. L'année 1986 est marquée par la fermeture de quelques mines d'amiante et de métaux usuels et par une amélioration sensible des prix de vente moyens de l'or et de l'amiante. (Voir graphiques 7B et 7C)

Ainsi, la conjoncture internationale sur les plans économique et politique favorise la hausse du cours de l'or et les producteurs québécois bénéficient ainsi d'une augmentation de 16,5% de leur prix de vente moyen en 1986. Cependant, la valeur de la production d'or s'accroît moins fortement (15,2%), en raison d'une légère baisse du volume de production liée à la fermeture de mines de métaux usuels. La quantité d'argent produite est également affectée par la fermeture de mines et, étant donné une baisse de 8,8% du prix de vente moyen, la valeur de la production d'argent diminue de 26,2% en 1986. En ce qui a trait au cuivre, le prix de vente moyen ne connait qu'une amélioration minime; la baisse du volume de production se traduit par une diminution de 6,3% de la valeur de la production de

---

1. Le ministère de l'Énergie et des Ressources, d'où proviennent les statistiques sur la production minière au Québec, définit la production comme synonyme de "quantité vendue, expédiée ou utilisée", ce qui ne correspond pas nécessairement aux quantités produites au cours de l'année. De plus, la définition de la production minière comprend des produits habituellement considérés comme des produits du secteur manufacturier: les scories de titane, la chaux, le fer de refonte, le souffre, le ciment, les briques et les autres produits d'argile.

cuivre en 1986, qui s'établit à 136,8 millions, comparativement à 253,6 millions de dollars en 1980. (Voir tableaux 7.7, 7.8, 7.9)

Dans le cas du zinc, la valeur de la production diminue de près de la moitié en 1986 en raison d'une baisse de 45% du volume de production; une nouvelle mine est toutefois entrée en production officiellement en novembre 1986. Finalement, en raison d'une baisse de la consommation mondiale d'acier, le volume de production de minerai de fer chute de 11,3% au Québec en 1986; la valeur de cette production demeure confidentielle mais elle devrait être influencée négativement par les prix mondiaux du minerai de fer qui sont en baisse en 1986.

Par ailleurs, l'augmentation importante du prix de vente de l'amiante en 1986 est attribuable principalement à la rationalisation de la production, qui se traduit par une baisse de 16,4% de la quantité produite en 1986, et à la réorientation de la production en faveur des fibres longues. La valeur de la production se chiffre à 233,0 millions comparativement à 223,6 millions en 1985 et 495,3 millions de dollars en 1980.

Finalement, la vigueur de la construction résidentielle au Québec est favorable aux producteurs de matériaux de construction et notamment aux producteurs de ciment dont la valeur de la production s'accroît de 9,2% en 1986.

La faiblesse de l'activité minière se manifeste sur le marché du travail alors que le nombre de salariés de l'industrie passe de 17 400 en 1985 à 15 900 en 1986; le nombre de personnes occupées dans l'industrie minière selon l'enquête sur la population active est également en baisse de 8%, et se situe à 23 000 comparativement à 25 000 en 1985. On remarque de plus une diminution de 9,4% des dépenses en immobilisations des mines et carrières au Québec en 1986, alors qu'elles totalisent 315,4 millions de dollars. En revanche, les entreprises du secteur réalisent des dépenses d'exploration évaluées à 263,1 millions de dollars en 1986, ce qui représente une augmentation de 58,0% par rapport à 1985. L'exploration constitue donc l'élément le plus dynamique du secteur minier en 1986, dynamisme attribuable à la remontée des prix de l'or à la fin de 1985, à certaines découvertes intéressantes et aux avantages fiscaux liés à ce type d'activité.

LA PRODUCTION D'ÉNERGIE ÉLECTRIQUE

La production d'énergie électrique peut être considérée comme une activité primaire. Cependant, au Québec cette production est réalisée presque entièrement par Hydro-Québec, dont l'activité est classée comme service d'utilité publique en raison de sa fonction de distribution d'électricité. Il en résulte que les revenus générés par la production d'électricité sont inclus dans le produit intérieur brut de l'industrie tertiaire de l'électricité, du gaz et de l'eau, de même que plusieurs statistiques officielles qui sont compilées au niveau des entreprises.

En 1986, la production totale d'électricité[2] enregistre une hausse de 8,4% par rapport à 1985. Les augmentations annuelles de la production se sont maintenues à environ 10% depuis 1983 de sorte que la production totale est passée de 100,0 milliards de kWh en 1982 à 148,3 milliards de kWh en 1986. Durant cette période, les réceptions d'électricité en provenance de l'extérieur du Québec connaissent une légère baisse, celles-ci s'élevant à 30,7 milliards de kWh en 1986 comparativement à 35,8 milliards de kWh en 1982.

C'est la demande en provenance des États-Unis qui se révèle la plus dynamique en 1986, alors que les livraisons d'électricité qui y sont destinées passent de 9,6 à 12,7 milliards de kWh; en 1984 ces livraisons atteignaient 11,3 milliards de kWh. Les livraisons du Québec vers les autres provinces canadiennes demeurent inchangées en regard de 1985 avec 14,5 milliards de kWh en 1986, après avoir augmenté de près de 25% au cours des deux années précédentes. Compte tenu de ces échanges, la quantité d'électricité disponible pour la consommation au Québec s'élève à 151,8 milliards de kWh en 1986, en hausse de 5,1% par rapport à 1985. (Voir tableau 7.10)

Selon le bilan énergétique préliminaire du ministère de l'Énergie et des Ressources, la consommation énergétique totalise 29,8 millions de TEP au Québec en 1986, ce qui représente une hausse de 1,7% par rapport à 1985. Comme la consommation d'électricité connaît une hausse plus importante (5,5%), la part de l'électricité dans la consommation totale d'énergie s'accroît; cette part passe de 39,0% en 1985 à 40,4% en 1986, tandis que celle du pétrole passe de 44,6% à 43,1% et celle du gaz naturel de 15,2% à 15,0%.

Par ailleurs, l'addition de nouveaux équipements accroît de 50% la puissance installée à la centrale LG4, ce qui explique la plus grande part de l'augmentation de 4,1% de la puissance installée totale d'Hydro-Québec qui s'établit à 24,5 millions de kW en 1986. On remarque ainsi la première augmentation depuis plusieurs années des dépenses en immobilisations du secteur de la production d'Hydro-Québec, lesquelles s'élèvent à 372 millions de dollars, comparativement à 328 millions de dollars en 1985 et 1 643 millions de dollars en 1981.

Toutefois, les dépenses totales en immobilisations d'Hydro-Québec diminuent de 3,9% en 1986 principalement en raison d'une baisse des dépenses dans les équipements de transport d'électricité. A cet égard, face aux controverses suscitées par la mise en place de lignes de transmission, Hydro-Québec annonce qu'elle présentera un plan de développement détaillé de son réseau de transport d'énergie électrique.

L'INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION

La valeur des travaux de construction s'accroît pour une quatrième année consécutive au Québec. Après des hausses de 7,6% en 1983, 7,2% en 1984 et une forte augmentation de 22,4% en 1985, la valeur des travaux de construction augmente de 8,0% en 1986 et atteint 15 575,5 millions de dollars. La construction résidentielle est à la base de cette croissance avec une hausse de 18,4% alors que la valeur de la construction non résidentielle baisse légèrement (-0,2%) en 1986 par rapport à 1985. Au niveau de la construction résidentielle, la valeur des travaux de construction de logements simples, semi-détachés et doubles augmente de 37,8% en 1986 (comparati-

2. Il s'agit de la production d'Hydro-Québec à laquelle s'ajoute celle d'un certain nombre de producteurs privés qui correspond à environ 15% du total.

vement à une baisse de 1,0% en 1985) et celle des appartements et des logements en rangée de 41,5%, soit la plus forte hausse des quatre dernières années. (Voir tableaux 7.11, 7.12 et graphique 7D)

La légère baisse de la construction non résidentielle (-0,2%) provient d'une diminution de la valeur des travaux de génie (-1,7%) qui annule la hausse observée dans la construction de bâtiments (1,5%). En particulier, la valeur des édifices commerciaux augmente de 20,5% et celle des institutions de 7,5%; par contre, la valeur des bâtiments industriels diminue de 21,5% en 1986.

La valeur des travaux de génie diminue de 1,7% en 1986, soit la troisième baisse en quatre ans. Depuis 1982, les travaux de génie sont affectés par le ralentissement important des travaux reliés au secteur énergétique. La valeur des travaux de génie dans les réseaux électriques et dans les installations de gaz et de pétrole voient leur part dans l'ensemble des travaux de génie passer de 54,3% en 1982 à 31,2% en 1986. La fin des travaux liés au projet hydroélectrique de la Baie-James et au prolongement du gazoduc central sont parmi les facteurs contribuant à cet état de choses. En 1986, les travaux de génie présentant les plus fortes croissances de leur valeur sont les travaux de barrages et d'irrigation (31,8%), de réseaux électriques (15,7%) et de routes et pistes d'envol (14,0%); par contre, on note des baisses de la valeur des travaux d'installation de gaz et pétrole (-19,9%) et de canalisation et de systèmes d'égout (-31,7%).

L'activité de construction résidentielle peut être également analysée à la lumière des mises en chantier de logements; leur nombre atteint 60 348 en 1986, soit une augmentation de 25,6% en regard de 1985. Il s'agit du plus grand nombre de mises en chantier depuis 1976 où on en dénombrait 68 748. Cette forte croissance se répartit comme suit: les logements doubles (35,6%, avec 3 463 mises en chantier), les logements simples (28,5% avec 23 692) et les appartements (29,5%, avec 32 011); toutefois, on note une baisse de 49,2% des mises en chantier de logements en rangée (1 182).

Cet accroissement d'activité s'accompagne d'une hausse plus prononcée des prix des logements. L'indice des prix des logements neufs à Québec augmente de 6,7% en 1986 en regard de 5,3% en 1985. A Montréal, on observe une augmentation plus marquée: l'indice des prix des logements neufs s'y accroît de 7,4% en 1986 contre une augmentation de 3,5% en 1985. Ce phénomène d'une croissance des prix plus importante est également observée au niveau des coûts des matériaux de construction: l'indice des prix des matériaux utilisés dans la construction résidentielle s'accroît de 7,9% en 1986 au Canada, contre 4,1% en 1985, et celui des matériaux de construction non résidentielle de 5,4% en 1986, contre 3,6% en 1985.

L'activité plus intense dans le secteur de la construction a aussi des répercussions sur l'emploi. On dénombre 15 400 emplois additionnels dans la construction en 1986, soit 12,3% de plus qu'en 1985. En ce qui a trait aux dépenses en immobilisations de l'industrie de la construction, elles s'élèvent à 294,6 millions de dollars en 1986, en hausse de 20,2% en regard de 1985.

Les données sur les permis de bâtir permettent de dresser un tableau des activités de construction au Québec par région. Au niveau de la construction résidentielle, la valeur des permis de bâtir émis au Québec s'élève à 3 618,1 millions de dollars en 1986, en hausse de 50,4% en regard de 1985, soit une augmentation de beaucoup

supérieure à celles de 1985 (7,0%) et 1984 (7,2%). Toutes les régions administratives connaissent une hausse de la valeur des permis de bâtir émis à des fins résidentielles. Les plus importantes augmentations de cette valeur sont enregistrées à Montréal (66,6% en 1986 par rapport à 1985), en Estrie (58,8%) et à Québec (40,8%). On note également de fortes hausses dans les régions du Bas-Saint-Laurent — Gaspésie (35,8%), de la Côte-Nord — Nouveau-Québec (30,4%), de l'Abitibi-Témiscamingue (21,3%) et de Trois-Rivières (17,9%). Cependant, on observe de faibles hausses au Saguenay — Lac-Saint-Jean (9,2%) et en Outaouais (7,2%). (Voir tableaux 7.13 et 7.14)

Au niveau de la construction non résidentielle, la valeur des permis de bâtir émis au Québec s'établit à 2 268,6 millions de dollars en 1986, en hausse de 9,7% en regard de 1985. Il s'agit d'une augmentation nettement inférieure à celles de 1985 (51,8%) et 1984 (40,2%). Cette faible croissance résulte de baisses importantes des bâtiments industriels (-31,1%) et des édifices gouvernementaux et à vocation institutionnelle (-16,4%), et ce en dépit d'une forte hausse de 48,2% de la valeur des permis de bâtir des édifices commerciaux.

La croissance de la valeur des permis de bâtir émis à des fins non résidentielles au Québec provient principalement de l'activité intense dans la région de Montréal, où on note une hausse de 29,4% de cette valeur. On remarque également des hausses dans les régions de la Côte-Nord — Nouveau-Québec (149,8%) et de Trois-Rivières (77,2%). Toutefois, on observe des baisses dans les autres régions: en Abitibi—Témiscamingue (-5,1%), au Saguenay — Lac-Saint-Jean (-7,4%), à Québec (-8,8%), dans le Bas-Saint-Laurent — Gaspésie (-26,9%), dans l'Outaouais (-42,5%) et en Estrie (-70,7%).

Tableau 7.1
Statistiques principales de l'agriculture, Québec,
1982-1986

	1982	1983	1984	1985	1986
Valeur brute de la production ('000 000 $)	**2 868,6**	**2 763,5**	**3 124,1**	**3 150,9**	**3 276,6**
Variation en %	**2,5**	**-3,7**	**13,0**	**0,9**	**4,0**
Recettes monétaires agricoles	2 799,4	2 736,4	3 055,1	3 104,9	3 226,8
Variation en %	3,7	-2,3	11,6	1,6	3,9
Revenu en nature	59,9	59,1	59,1	59,7	65,1
Variation en %	-6,3	-1,2	0,1	1,0	9,0
Valeur de la variation des stocks	9,3	-32,1	9,9	-13,6	-15,2
Indice des prix à la ferme des produits agricoles (1981 = 100)	**104,8**	**104,4**	**104,9**	**102,5**	**107,5**
Variation en %	**4,8**	**-0,4**	**0,5**	**-2,3**	**4,9**
Valeur des consommations intermédiaires ('000 000 $)	1 465,7	1 471,0	1 527,1	1 483,0	1 446,0
Variation en %	3,9	0,4	3,8	-2,9	-2,5
Indice des prix des entrées (Est du Canada) (1981 = 100)	**102,9**	**104,4**	**107,1**	**106,2**	**108,6**
Variation en %	**2,9**	**1,5**	**0,9**	**-0,8**	**2,3**
PIB au coût des facteurs ('000 000 $)	**1 517**	**1 405**	**1 729**	**1 789**	**1 975**
Variation en %	**12,9**	**-7,2**	**23,0**	**3,4**	**10,4**
Revenus nets des exploitants agricoles	640	549	847	903	1 039
Variation en %	5,3	-14,2	54,3	6,6	15,1
Rémunération des salariés	267	292	307	327	345
Variation en %	17,6	9,4	5,1	6,5	5,5
Emploi ('000)	**77,0**	**79,0**	**77,0**	**85,0**	**82,0**
Variation en %	**-2,4**	**3,6**	**-3,2**	**10,5**	**-3,5**
Immobilisations ('000 000 $)	**706,0**	**614,8**	**662,6**	**519,7**	**472,0**
Variation en %	**15,9**	**-12,9**	**7,8**	**-21,6**	**-9,2**
Construction	303,4	220,4	233,6	192,6	184,5
Variation en %	25,5	-27,4	6,0	-17,6	-4,2
Machinerie et équipement	402,6	394,4	429,0	327,1	287,5
Variation en %	9,6	-2,0	8,8	-23,8	-12,1

Sources: Statistique Canada.
Bureau de la statistique du Québec.
Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec.

Tableau 7.2
Recettes monétaires agricoles, Québec, 1982-1986

	1982	1983	1984	1985	1981
			'000 000 $		
Bétail et produits animaux	**2 232 472**	**2 069 871**	**2 249 900**	**2 209 671**	**2 377 798**
Variation en %	**10,2**	**-7,3**	**8,7**	**-1,8**	**7,6**
Produits laitiers	951 290	878 319	997 384	986 350	1 011 865
Variation en %	10,3	-7,7	13,6	-1,1	2,6
Porc	682 889	563 519	596 345	567 083	672 735
Variation en %	18,5	-17,5	5,8	-4,9	18,6
Boeuf et veau	264 146	296 301	276 581	273 652	300 369
Variation en %	3,2	12,2	-6,7	-1,1	9,8
Volaille	222 939	215 909	251 733	252 917	267 100
Variation en %	1,0	-3,2	16,6	0,5	5,6
Oeufs	80 017	82 798	89 175	91 453	90 117
Variation en %	-3,2	3,5	7,7	2,6	-1,5
Mouton et agneau	2 970	3 732	4 295	5 351	7 166
Variation en %	55,9	25,7	15,1	24,6	33,9
Autres bétails et produits animaux	28 221	29 293	34 389	32 865	28 446
Variation en %	10,1	3,8	17,4	-4,4	-13,4
Cultures	**350 475**	**434 595**	**494 116**	**556 259**	**495 177**
Variation en %	**-10,8**	**24,0**	**13,7**	**12,6**	**-11,0**
Maïs	93 998	115 849	142 240	158 489	130 565
Variation en %	-2,8	23,2	22,8	11,4	-17,6
Blé	9 742	9 023	11 094	14 528	15 279
Variation en %	-25,1	-7,4	23,0	31,0	5,2
Orge	17 926	19 111	24 066	27 838	26 808
Variation en %	29,7	6,6	25,9	15,7	-3,7
Avoine	9 632	12 290	17 494	19 190	13 395
Variation en %	9,4	27,6	42,3	9,7	-30,2
Betterave sucrière	2 949	2 614	1 762	1 251	636,0
Variation en %	5,7	-11,4	-32,6	-29,0	-49,2
Pomme de terre	41 743	40 852	48 398	36 944	45 146
Variation en %	-9,9	-2,1	18,5	23,7	22,2
Légumes	85 315	83 487	94 470	106 246	103 780
Variation en %	13,3	-2,1	13,2	12,5	-2,3
Fruits	35 711	35 115	35 306	44 018	39 658
Variation en %	12,8	-1,7	0,5	24,7	-9,9
Floriculture et pépinières	33 833	33 596	46 283	51 619	55 898
Variation en %	-2,1	-0,7	37,8	11,5	8,3
Tabac	23 704	26 370	27 487	25 146	19 367
Variation en %	27,6	11,2	4,2	-8,5	-23,0
Autres cultures	-13 074	22 415	29 838	65 148	24 580
Variation en %	...	...	33,1	118,3	-62,3
Assurance-récolte[1]	8 996	33 873	15 678	5 842	20 065
Variation en %	28,5	276,5	-53,7	-62,7	243,5
Produits forestiers et de l'érable	**46 151**	**49 259**	**49 173**	**64 473**	**82 166**
Variation en %	**-24,4**	**6,7**	**-0,2**	**31,1**	**27,4**
Autres recettes monétaires[1]	**170 316**	**182 707**	**261 953**	**274 472**	**271 636**
Variation en %	**-22,5**	**7,3**	**43,4**	**4,8**	**-1,0**
Total	**2 799 414**	**2 736 432**	**3 055 144**	**3 104 875**	**3 226 777**
Variation en %	**3,7**	**-2,3**	**11,6**	**1,6**	**3,9**

1. Paiements reçus en vertu des divers programmes de soutien du revenu agricole.

Source: Statistique Canada.

Tableau 7.3
Dépenses d'exploitation et d'amortissement du secteur agricole, Québec, 1982-1986

	1982	1983	1984	1985	1986
			'000 000 $		
Dépenses d'exploitation	**1 960 363**	**1 945 892**	**2 020 015**	**1 985 622**	**196 812**
Variation en %	**3,5**	**-0,7**	**3,8**	**-1,7**	**-1,0**
Impôts fonciers	18 318	18 810	21 031	21 938	22 859
Variation en %	-41,6	2,7	11,8	4,3	4,2
Loyers	18 060	21 244	21 053	20 948	19 483
Variation en %	21,6	17,6	-0,9	-0,5	-7,0
Salaires	184 229	203 265	201 289	213 211	224 044
Variation en %	19,4	10,3	-1,0	5,9	5,1
Intérêts sur dette	273 506	231 573	249 538	246 550	253 380
Variation en %	-2,6	-15,3	7,8	-1,2	2,8
Entretien de la machinerie	219 351	233 641	244 300	258 365	252 227
Variation en %	15,0	6,5	4,6	5,8	-2,4
Engrais et chaux	135 956	143 442	149 626	154 668	151 334
Variation en %	3,1	5,5	4,3	3,4	-2,2
Autres dépenses pour les cultures	114 916	119 393	130 440	127 612	132 694
Variation en %	13,1	3,9	9,3	-2,2	4,0
Alimentation du bétail	676 159	649 492	672 864	612 852	573 017
Variation en %	-0,6	-3,9	3,6	-8,9	-6,5
Autres dépenses pour le bétail	61 415	63 265	61 785	64 355	67 974
Variation en %	5,0	3,0	-2,3	4,2	5,6
Réparation des bâtiments	49 615	51 371	52 758	50 536	53 063
Variation en %	-1,9	3,5	2,7	-4,2	5,0
Électricité et téléphone	61 150	65 425	66 292	66 182	68 992
Variation en %	1,0	7,0	1,3	-0,2	4,2
Divers	147 688	144 971	149 039	148 405	146 745
Variation en %	6,8	-1,8	2,8	-0,4	-1,1
Dépenses d'amortissement	**256 739**	**258 500**	**259 875**	**251 916**	**259 629**
Variation en %	**5,2**	**0,7**	**0,5**	**-3,1**	**3,1**
Total	**2 217 102**	**2 204 392**	**2 279 890**	**2 237 538**	**2 225 441**
Variation en %	**3,7**	**-0,6**	**3,4**	**-1,9**	**-0,5**

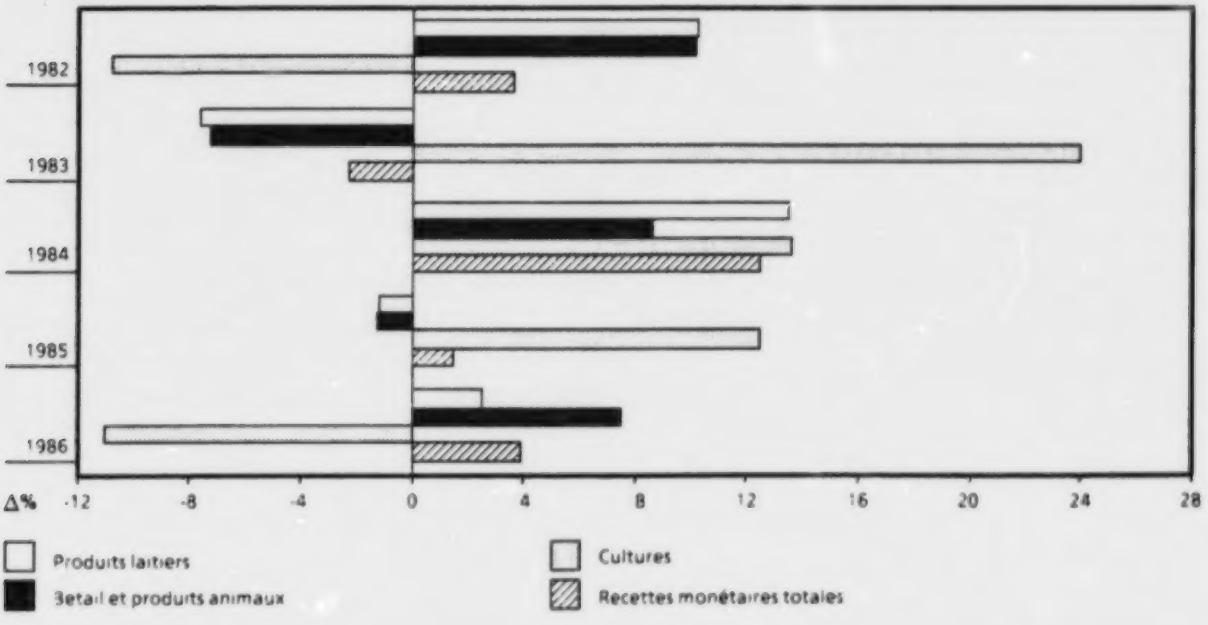
Sources: Statistique Canada.
Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec.

Tableau 7.4
Statistiques principales du secteur de la forêt (abattage), Québec, 1982-1986

	1982	1983	1984	1985	1986
PIB au coût des facteurs ('000 000 $)	**451**	**420**	**478**	**446**	**460**
Variation en %	**-5,8**	**-6,9**	**13,8**	**-6,7**	**3,1**
Rémunération des salariés	339	377	394	402	399
Variation en %	-14,0	11,2	4,5	2,0	-0,7
Rémunération hebdomadaire moyenne ($)	..	..	**477,21**	**471,06**	**495,39**
Variation en %	..	..	..	**-1,3**	**5,2**
Nombre de salariés ('000)	..	..	**12,4**	**12,7**	**12,2**
Variation en %	..	..	..	**2,2**	**-3,7**
Emploi('000)	**18,0**	**21,0**	**21,0**	**19,0**	**20,0**
Variation en %	**-21,7**	**16,7**	**0,0**	**-9,5**	**5,3**
Jours-personnes perdus ('000)	**7,8**	**6,1**	**7,9**	**3,6**	**0,0**
Immobilisations ('000 000 $)	**23,5**	**19,5**	**21,2**	**20,8**	**21,0**
Variation en %	**-48,4**	**-17,0**	**8,7**	**-1,9**	**1,0**
Construction	16,3	12,8	9,1	12,1	8,7
Variation en %	-32,6	-21,5	-28,9	33,0	-28,1
Machinerie et équipement	7,2	6,7	12,1	8,7	12,3
Variation en %	-66,2	-6,9	80,6	-28,1	41,4

Sources: Statistique Canada.
Bureau de la statistique du Québec.

Graphique 7A
Variation des recettes monétaires agricoles[1], Québec, 1982-1986



1 Variation annuelle

Tableau 7.5
Statistiques principales de la pêche et du piégeage, Québec, 1982-1986

	1982	1983	1984	1985	1986
Valeur de la production ('000 $)	58 086,9	61 983,5	62 439,7	75 826,8	90 990,0
Variation en %	-0,8	6,7	0,7	21,4	20,0
Valeur des prises au débarquement ('000 $)	49 978,3	55 276,2	56 110,7	67 689,0	82 207,0
Variation en %	6,9	10,6	1,5	20,6	21,4
Poissons de fond	21 357,0	19 226,6	19 803,2	23 832,0	27 610,0
Variation en %	-9,1	-10,0	3,0	20,3	15,9
Mollusques et crustacées	25 417,0	33 564,0	34 771,3	40 213,0	52 581,0
Variation en %	34,6	31,9	3,6	15,6	30,8
Autres	3 204,3	2 486,6	1 536,2	3 644,0	2 016,0
Variation en %	19,7	-21,8	-28,2	137,2	-44,7
Valeur des fourrures (piégeage)('000 $)	8 086,8	6 707,3	5 902,7	8 137,8	8 783,0
Variation en %	-31,2	-17,1	-12,0	37,9	7,9
PIB au coût des facteurs ('000 000 $)	55	55	57	60	56
Variation en %	14,6	0,0	3,6	5,3	-6,7
Rémunération des salariés	11	12	12	14	4
Variation en %	10,0	9,1	0,0	16,7	-71,4
Pêcheurs	..	..	8 050	6 695	..
Variation en %	..	..	..	-16,8	..
Immobilisations ('000 000 $)	5,0	5,4	6,5	5,8	6,9
Variation en %	-7,4	8,0	20,4	-10,8	19,0
Construction	1,0	1,7	2,0	1,5	2,5
Variation en %	42,9	70,0	17,6	-25,0	66,7
Machinerie et équipement	4,0	3,7	4,5	4,3	4,4
Variation en %	-14,9	7,5	21,6	-4,4	2,3

Sources: Statistique Canada.
Bureau de la statistique du Québec.
Pêches et Océans Canada.

Tableau 7.6

Valeur et volume[1] des principales espèces capturées, pêche maritime et piégeage, Québec, 1982-1986

Pêche maritime	1982	1983	1984	1985	1986			1986/1985		
	'000 $				'000 $	t	$/t	Valeur	Volume	Val.moy.
								Variation en %		
Morue	16 670,6	15 440,2	14 382,4	18 319,0	16 947,0	33 803	501	-7,5	-18,9	14,4
Homard	7 776,6	9 826,5	9 348,7	11 433,0	13 522,0	2 258	5 988	18,3	5,7	11,9
Crevette	6 855,6	7 431,1	6 816,9	8 764,0	10 889,0	6 367	1 710	24,2	-2,6	27,6
Crabe	10 382,5	15 349,1	15 875,9	17 495,0	25 776,0	14 783	1 744	47,3	-3,4	52,5
Sébaste	2 738,0	2 186,1	3 090,2	2 062,0	2 248,0	9 696	232	9,0	4,6	4,5
Hareng	990,1	768,9	760,4	878,0	1 027,0	3 861	266	17,0	15,5	1,1
Flétan du Groenland	1 098,3	589,4	851,2	1 278,0	4 952,0	6 176	802	287,0	206,0	26,7
Pétoncle	313,1	943,6	1 860,0	1 832,0	1 515,0	1 063	1 425	-17,3	-18,5	1,4
Autres	3 129,5	2 746,1	3 125,0	5 628,0	5 331,0	...	...	-5,3	...	...
Total	**49 978,3**	**55 276,2**	**56 110,7**	**67 689,0**	**82 207**	...	...	**21,4**	...	...

Piégeage	1982	1983	1984	1985	1986			1986/1985		
	'000 $				'000 $	'000 peaux	$/peau	Valeur	Volume	Val.moy.
								Variation en %		
Castor	1 677,0	1 417,5	1 050,5	2 100,3	3 014,4	76,0	39,67	43,5	19,8	19,8
Rat musqué	971,3	905,6	1 108,9	1 312,8	1 218,5	317,3	3,84	-7,2	3,7	-10,5
Renard	1 810,9	1 330,4	958,2	996,1	808,6	20,7	39,12	-18,8	17,3	-30,8
Raton laveur	586,5	320,1	172,2	173,1	193,4	15,5	12,50	11,7	90,0	-41,2
Lynx du Canada	1 137,9	986,7	569,1	1 138,8	702,7	1,3	561,25	-38,3	-30,4	-11,3
Martre	868,4	830,4	1 363,9	1 414,6	1 677,2	39,2	42,75	18,6	58,7	-25,3
Autres	1 038,8	916,6	679,9	1 002,1	1 168,2	...	...	...	...	...
Total	8 086,8	6 707,3	5 902,7	8 137,8	8 783,0	...	...	7,9	...	...

1. Poids vif.

Sources: Statistique Canada.
Bureau de la statistique du Québec.
Pêches et Océans Canada.

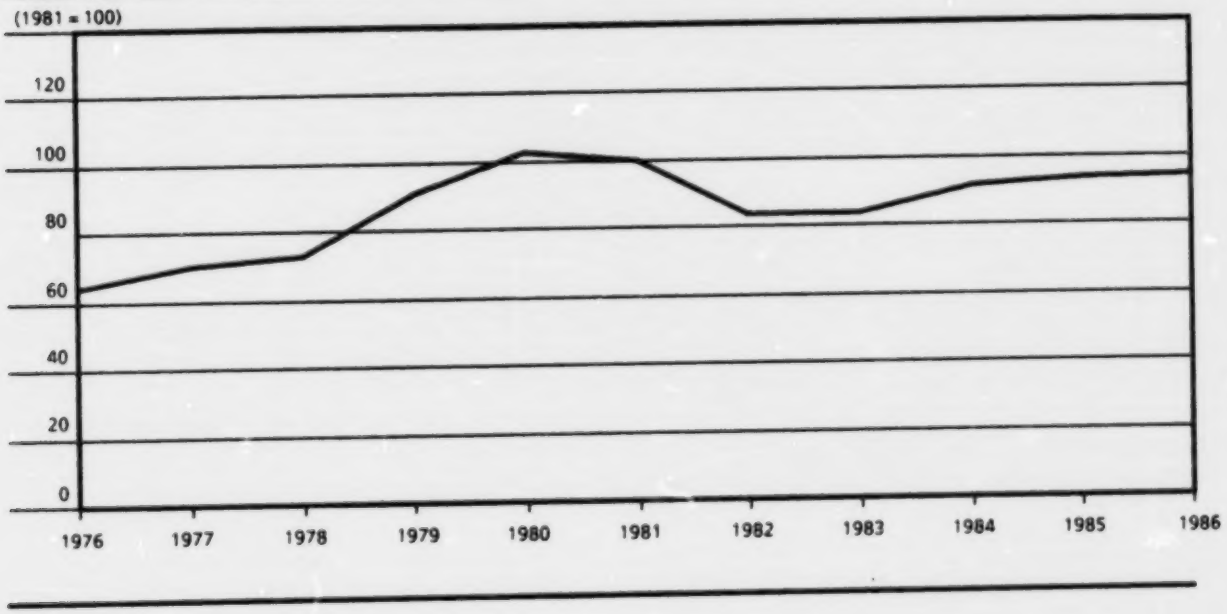
Tableau 7.7
Statistiques principales des mines, carrières et puits de pétrole, Québec, 1982-1986

	1982	1983	1984	1985	1986
Valeur brute de la production ('000 000 $)[1]	**2 015,7**	**2 022,2**	**2 168,5**	**2 245,0**	**2 278,3**
Variation en %	**-15,4**	**0,3**	**7,2**	**3,5**	**1,5**
Minéraux métalliques	1 088,0	1 040,0	1 066,9	684,5[3]	692,3[3]
Variation en %	-10,5	-4,4	2,6	3,2[4]	1,1
Minéraux industriels	338,4	371,0	328,4	280,2	286,0
Variation en %	-26,8	9,6	-11,5	-14,7	2,1
Matériaux de construction	296,9	332,2	398,2	415,7	439,6
Variation en %	-27,2	11,9	19,9	4,4	5,7
Autres[2]	292,4	279,0	375,1	864,6	860,4
Variation en %	-1,5	-4,6	34,4	10,4[4]	-0,5
PIB au coût des facteurs ('000 000 $)	**1 395**	**1 139**	**1 178**	**1 323**	**1 341**
Variation en %	**4,7**	**-18,4**	**3,4**	**12,3**	**1,4**
Rémunération des salariés	734	711	729	760	727
Variation en %	-8,1	-3,1	2,5	4,3	-4,3
Rémunération hebdomadaire moyenne ($)	**-**	**-**	**554,88**	**578,47**	**600,06**
Variation en %	**-**	**-**	**-**	**4,3**	**3,7**
Nombre de salariés ('000)	-	-	18,1	17,4	15,9
Variation en %	-	-	-	-3,7	-8,7
Emploi ('000)	**24,0**	**25,0**	**27,0**	**25,0**	**23,0**
Variation en %	**-17,2**	**4,2**	**8,0**	**-7,4**	**-8,0**
Jours-personnes perdus en arrêts de travail ('000)	**2,7**	**28,6**	**7,8**	**16,9**	**38,1**
Variation en %	**-91,6**	**965,9**	**-72,7**	**116,7**	**125,4**
Immobilisations ('000 000 $)	**327,0**	**268,2**	**316,8**	**348,2**	**315,4**
Variation en %	**-24,6**	**-18,0**	**18,1**	**9,9**	**-9,4**
Construction	245,3	221,7	246,1	280,4	255,0
Variation en %	-17,7	-9,6	11,0	13,9	-9,1
Machinerie et équipement	81,7	46,5	70,7	67,8	60,4
Variation en %	-39,9	-43,1	52,0	-4,1	-10,9
Autres investissements					
Exploration	111,7	116,8	146,1	166,5	263,1
Variation en %	-12,6	4,5	25,1	13,9	58,0
Mise en valeur	151,5	156,4	163,7	180,5	150,2
Variation en %	-11,7	3,3	4,6	10,3	-16,8

1. Les données du ministère de l'Énergie et des Ressources sur la valeur de la production minérale incluent la valeur de la production de certains produits habituellement considérés comme des productions du secteur manufacturier: les scories de titane, la chaux, le fer refondu, le soufre, le ciment, les produits d'argile et les briques.
2. Les autres produits comprennent le fer de refonte, le niobium, l'ilménite, les scories de titane, le mica, le sel, le graphite, le gaz naturel et la chaux, et, à compter de 1985, le minerai de fer. Voir le tableau 7.2.
3. Excluant le minerai de fer dont les données sont confidentielles à partir de 1985.
4. Le taux de variation des minéraux métalliques en 1985 est calculé par rapport à la donnée de 1984 excluant le minerai de fer; celui des "autres produits" est calculé par rapport à la donnée de 1984 plus le minerai de fer.

Sources: Statistique Canada.
Bureau de la statistique du Québec.
Ministère de l'Énergie et des Ressources du Québec.
Travail Québec.

Graphique 7B
Évolution de l'indice de la valeur de la production minérale, Québec, 1976-1986



Graphique 7C
Évolution de l'indice des prix des principaux produits miniers, Québec, 1976-1986

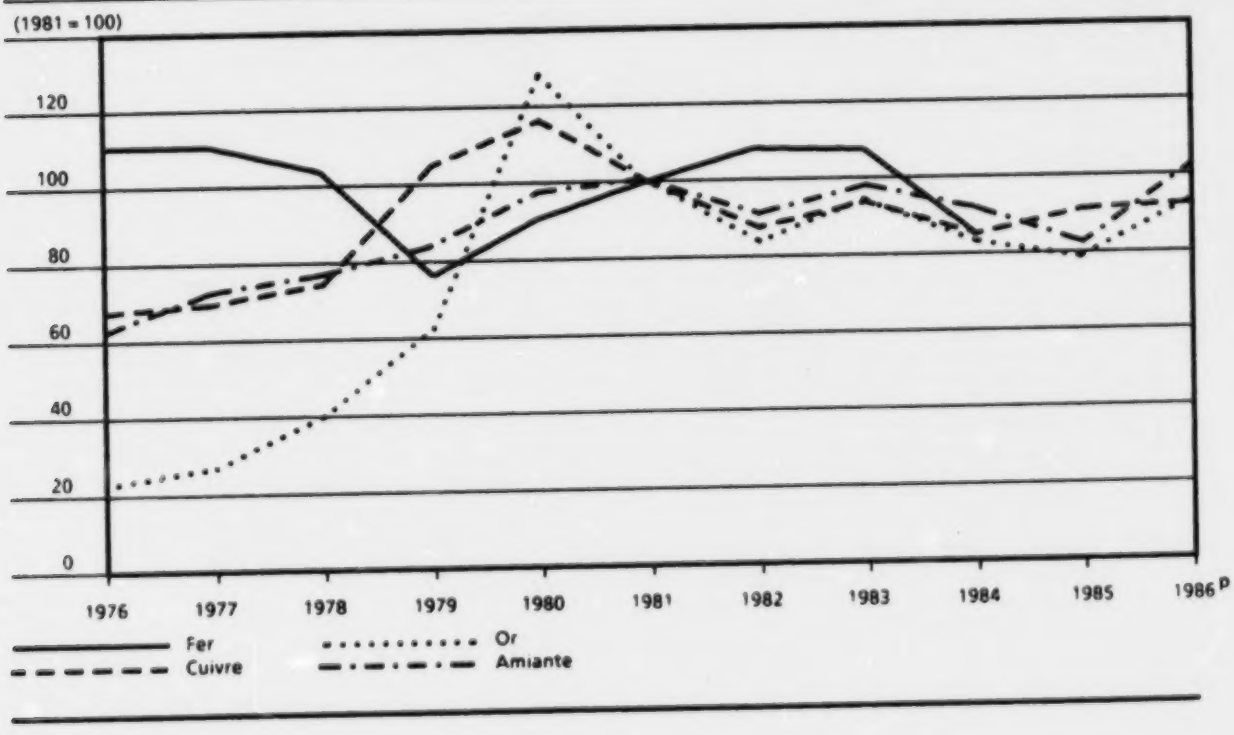


Tableau 7.8
Valeur brute de la production de l'industrie minière au niveau de la transformation, Québec, 1982-1986

	1982	1983	1984	1985	1986p
			'000 $		
Minéraux métalliques					
Cuivre	165 413	135 280	127 933	146 032	136 840
Variation en %	-16,7	-18,2	-5,4	14,1	-6,3
Or	360 119	459 538	429 684	419 316	482 944
Variation en %	17,3	27,6	-6,5	-2,4	15,2
Molybdène	4 199	148	1 384	3 260	3 529
Variation en %	-80,8	96,5	835,1	135,5	8,3
Sélénium	3 814	1 650	5 460	3 028	3 851
Variation en %	-34,8	-56,7	230,9	-44,5	27,2
Argent	14 784	17 896	16 340	17 133	12 643
Variation en %	-26,5	21,0	-8,7	4,9	-26,2
Zinc	71 897	52 058	81 968	95 068	51 912
Variation en %	13,0	27,6	57,5	16,0	-45,4
Minerai de fer	466 930	372 880	403 398	x	x
Variation en %	-22,1	-20,1	8,2	x	x
Minéraux industriels					
Amiante	298 145	321 212	278 641	223 622	232 986
Variation en %	-29,0	7,7	-13,3	-19,7	4,2
Dolomie magnésitique brucite	8 216	6 826	6 382	5 408	5 000
Variation en %	-28,4	-16,9	-6,5	-15,3	-7,5
Tourbe	15 967	18 215	17 171	21 868	24 766
Variation en %	4,0	14,1	-5,7	27,4	13,3
Quartz ou silice	12 444	15 463	14 703	15 428	15 914
Variation en %	-3,9	24,3	-4,9	4,9	3,2
Soufre	1 976	7 292	9 112	10 705	3 982
Variation en %	38,6	269,0	25,0	17,5	-62,8
Matériaux de contruction					
Ciment	122 891	129 261	171 651	183 794	200 700
Variation en %	-11,9	5,2	32,8	7,1	9,2
Pierre	103 020	117 796	139 245	148 752	153 024
Variation en %	-33,2	14,3	18,2	6,8	2,9
Sable et Gravier	58 995	64 435	66 353	64 066	54 083
Variation en %	-40,7	9,2	3,0	-3,4	-15,6
Briques	10 537	18 634	18 915	16 420	28 783
Variation en %	-18,7	76,8	1,5	-13,2	75,3
Autres	296 368	283 581	380 177	864 581[1]	860 410[1]
Variation	-0,9	-4,3	34,1	10,4[1]	-0,5
Total	2 015 715	2 022 165	2 168 517	2 244 986	2 278 271
Variation en %	-15,4	0,3	7,2	3,5	1,5

1. Incluant le minerai de fer à compter de 1985. Le taux de variation est calculé par rapport à la donnée de 1984 à laquelle est ajoutée la valeur de la production de minerai de fer.

Sources: Statistique Canada.
Ministère de l'Énergie et des Ressources du Québec.

Tableau 7.9
Prix moyen de quelques minéraux, Québec, 1982-1986

	1982	1983	1984	1985	1986p
Argent ($/kg)	316,07	455,06	348,13	278,88	254,38
Variation en %	-22,1	44,0	-23,5	-19,9	-8,8
Or ($/g)	14,92	16,74	15,01	14,07	16,39
Variation en %	-15,8	12,2	-10,3	-6,3	16,5
Cadmium ($/kg)	3,06	3,06	4,83	3,64	3,83
Variation en %	-38,7	0,0	57,8	-24,6	5,2
Cuivre ($/kg)	1,95	2,08	1,89	2,01	2,04
Variation en %	-11,8	6,7	-9,1	6,3	1,5
Molybdène ($/kg)	11,14	9,88	10,15	9,99	8,82
Variation en %	-50,4	-11,3	2,7	-1,6	-11,7
Nickel ($/kg)	8,70	8,69	6,73	7,35	5,96
Variation en %	-4,0	0,1	-22,6	9,2	-18,9
Plomb ($/kg)	0,72	0,73	0,74	0,58	0,67
Variation en %	-26,5	1,4	1,4	-21,6	15,5
Sélénium ($/kg)	23,49	10,11	25,68	21,2	17,19
Variation en %	-1,3	57,0	154,0	-15,0	-21,2
Tellure ($/kg)	32,56	31,78	33,50	33,12	36,33
Variation en %	-6,9	2,4	5,4	-1,1	9,7
Zinc ($/kg)	1,08	1,15	1,41	1,25	1,24
Variation en %	-10,0	6,5	22,6	-11,3	-0,8
Minerai de fer ($/t)	36,64	36,39	28,77	..	..
Variation en %	9,3	0,7	-20,9	..	..
Amiante ($/t)	399,90	431,45	403,43	363,19	452,40
Variation en %	-8,5	7,9	-6,5	-10,0	24,6

Source: Ministère de l'Énergie et des Ressources du Québec.

Graphique 7D
Valeur globale des travaux de construction exécutés selon le genre de construction, Québec, 1981-1986

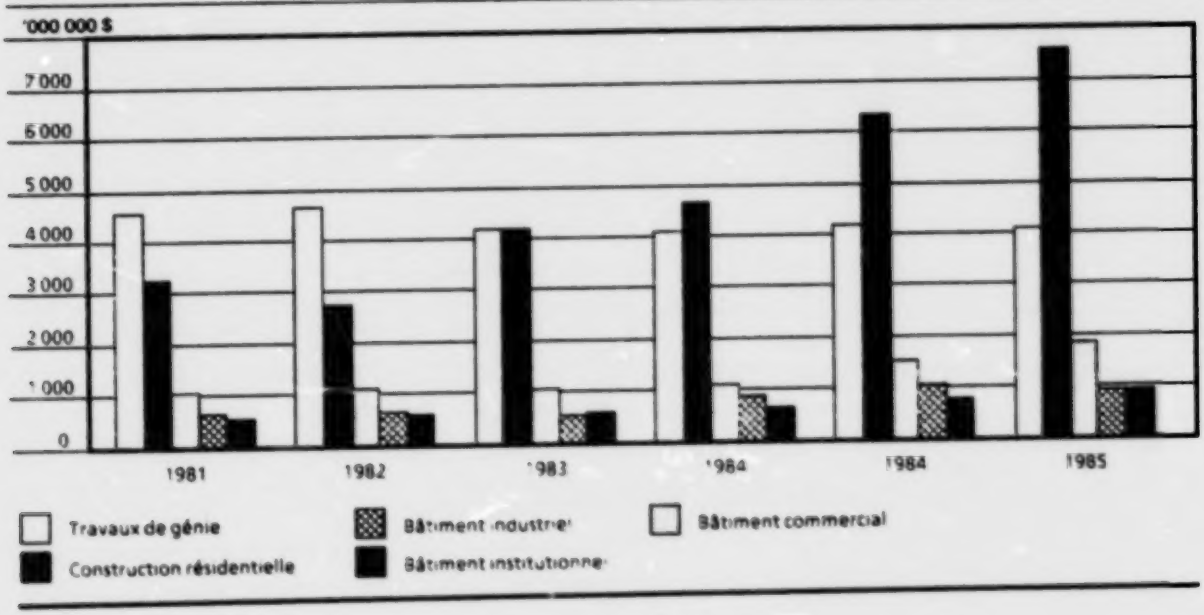


Tableau 7.10
Statistiques principales du secteur de l'énergie électrique, Québec, 1982-1986

	1982	1983	1984	1985	1986
Puissance installée à la fin de l'année Hydro-Québec ('000 kW)	**19 142**	**21 301**	**23 480**	**23 510**	**24 475**
Variation en %	**3,2**	**11,3**	**10,2**	**0,1**	**4,1**
Production totale ('000 000 kWh)	**100 020**	**110 539**	**122 069**	**136 726**	**148 261**
Variation en %	**-2,8**	**10,5**	**10,4**	**12,0**	**8,4**
Livraisons totales hors du Québec ('000 000 kWh)	**17 922**	**19 600**	**22 918**	**24 072**	**27 170**
Variation en %	**-3,2**	**9,4**	**16,9**	**5,0**	**12,9**
États-Unis	8 536	10 228	11 250	9 581	12 674
Variation en %	2,7	19,8	10,0	-14,8	32,3
Autres provinces	9 386	9 372	11 668	14 491	14 496
Variation en %	-8,1	-0,2	24,5	24,1	0,0
Réceptions totales ('000 000 kWh)	**35 840**	**31 298**	**36 114**	**31 880**	**30 746**
Variation en %	**-0,7**	**-12,7**	**15,4**	**-11,7**	**-3,6**
Énergie électrique disponible ('000 000 kWh)	**117 937**	**122 237**	**135 265**	**144 534**	**151 838**
Variation en %	**-2,1**	**3,6**	**10,7**	**6,9**	**5,1**
Immobilisations ('000 000$)	**2 544**	**2 170**	**1 591**	**1 528**	**1 470**
Variation en %	**-4,7**	**-14,7**	**-26,7**	**-4,0**	**-3,9**
Secteur de la production	1 357	1 163	464	328	372
Variation en %	-17,4	-14,3	-60,1	-29,3	13,4
Hydro-Québec	433	421	325	203	348
Variation en %	-4,0	-2,8	-22,8	-37,5	71,4
S.E.B.J.	924	742	139	125	24
Variation en %	-22,5	-19,7	-81,3	-10,1	-80,8
Autres immobilisations (transport, distribution, etc.)	1 185	1 007	1 127	1 200	1 098
Variation en %	18,5	-15,0	11,9	6,5	-8,5

Sources: Statistique Canada.
Hydro-Québec.
Ministère de l'Industrie et du Commerce.

Tableau 7.11
Statistiques principales de l'industrie de la construction, Québec, 1982-1986

	1982	1983	1984	1985	1986
Valeur brute de la production ('000 000 $)	**10 219,6**	**10 992,5**	**11 779,6**	**14 415,7**	**15 575,5**
Variation en %	**0,9**	**7,6**	**7,2**	**22,4**	**8,0**
Construction résidentielle	2 770,9	4 205,1	4 681,9	6 376,3	7 551,3
Variation en %	-15,4	51,8	11,3	36,2	18,4
Construction non résidentielle	7 448,7	6 787,4	7 097,8	8 039,4	8 024,1
Variation en %	5,9	-8,9	4,6	13,3	-0,2
Mise en chantier de logements (n)	**23 492**	**40 318**	**41 902**	**48 031**	**60 348**
Variation en %	**-20,8**	**71,6**	**3,9**	**14,6**	**25,6**
Indice des prix des logements neufs (1981 = 100)					
Montréal	107,5	112,0	118,9	123,1	132,2
Variation en %	7,5	4,2	6,2	3,5	7,4
Québec	105,9	112,9	118,5	124,9	133,3
Variation en %	5,9	6,7	5,0	5,3	6,7
Indice des prix des entrées dans la construction résidentielle (1981 = 100), Canada	**104,2**	**111,2**	**114,9**	**119,6**	**129,1**
Variation en %	**4,2**	**6,7**	**3,3**	**4,1**	**7,9**
Indice des prix des entrées dans la construction non résidentielle (1981 = 100), Canada	**106,8**	**110,8**	**115,1**	**119,3**	**125,7**
Variation en %	**6,8**	**3,7**	**3,9**	**3,6**	**5,4**
PIB au coût des facteurs ('000 000 $)	**4 094**	**4 047**	**4 192**	**4 737**	**5 111**
Variation en %	**-2,0**	**-1,1**	**3,6**	**13,0**	**7,9**
Rémunération des salariés	2 716	2 678	2 854	3 348	3 609
Variation en %	-12,4	-1,4	6,6	17,3	7,8
Emploi ('000)	**113,1**	**115,9**	**121,4**	**125,7**	**141,1**
Variation en %	**-9,3**	**2,5**	**4,7**	**3,5**	**12,3**
Jours-personnes perdus en arrêts de travail ('000)	**0,4**	**19,7**	**0,4**	**-**	**1 152,0**
Immobilisations ('000 000 $)	**234,0**	**251,1**	**269,2**	**245,0**	**294,6**
Variation en %	**-1,0**	**7,3**	**7,2**	**-9,0**	**20,2**
Construction	37,4	40,1	43,0	49,0	59,0
Variation en %	-1,1	7,2	7,2	14,0	20,4
Machinerie et équipement	196,6	211,0	226,3	196,0	235,6
Variation en %	-1,0	7,3	7,2	-13,4	20,2

Sources: Statistique Canada.
Bureau de la statistique du Québec.

Tableau 7.12
Valeur globale des travaux de construction selon le genre de construction, Québec, 1982-1986

	1982	1983	1984	1985	1986
			'000 000 $		
Construction résidentielle	**2 770,9**	**4 205,1**	**4 681,9**	**6 376,3**	**7 551,3**
Variation en %	**-15,4**	**51,8**	**11,3**	**36,2**	**18,4**
Logements simples, semi-détachés et doubles	585,4	1 444,0	1 480,9	1 466,5	2 021,2
Variation en %	-43,6	146,7	2,6	-1,0	37,8
Appartements et logements en rangée	481,4	568,8	781,7	1 049,7	1 485,3
Variation en %	-15,5	18,2	37,4	34,3	41,5
Réparations et autres	1 704,1	2 192,4	2 419,4	3 860,1	4 044,8
Variation en %	2,3	28,6	10,4	59,6	4,8
Construction non résidentielle	**7 448,7**	**6 787,4**	**7 097,8**	**8 039,4**	**8 024,1**
Variation en %	**5,9**	**-8,9**	**4,6**	**13,3**	**-0,2**
Bâtiments	2 776,6	2 593,0	3 032,1	3 869,4	3 926,6
Variation en %	10,5	-6,6	16,9	27,6	1,5
Industriels	601,3	538,8	830,3	1 071,6	841,4
Variation en %	-9,1	-10,4	54,1	29,1	-21,5
Commerciaux	1 203,6	1 083,2	1 206,1	1 521,9	1 833,8
Variation en %	18,2	-10,0	11,3	26,2	20,5
Institutionnels	564,2	598,1	614,1	784,5	843,5
Variation en %	10,8	6,0	2,7	27,7	7,5
Divers	407,5	372,9	381,6	491,3	408,0
Variation en %	25,6	-8,5	2,3	28,7	-17,0
Travaux de génie	4 672,0	4 194,4	4 065,6	4 170,1	4 097,5
Variation en %	3,3	-10,2	-3,1	2,6	-1,7
Génie maritime	49,9	77,5	126,0	63,8	68,3
Variation en %	-36,2	55,2	62,6	-49,4	7,2
Routes et pistes d'envol	676,8	715,0	835,3	854,1	974,1
Variation en %	-4,7	5,6	16,8	2,3	14,0
Canalisation et systèmes d'égouts	517,5	512,1	596,7	987,5	674,2
Variation en %	7,7	-1,0	16,5	65,5	-31,7
Barrages et irrigation	40,5	35,5	42,6	33,2	46,4
Variation en %	0,7	-12,5	20,2	-22,2	39,8
Réseaux électriques	1 751,7	1 489,2	1 101,4	897,1	1 037,7
Variation en %	-11,8	-15,0	-26,0	-18,5	15,7
Voies ferrées et lignes téléphoniques	305,0	289,5	324,4	418,8	442,7
Variation en %	-18,1	-5,1	12,0	29,1	5,7
Installations de gaz et pétrole	785,0	532,8	469,9	301,3	241,3
Variation en %	112,7	-32,1	-11,8	-35,9	-19,9
Puits de mines et autres	545,6	542,7	569,3	614,4	612,8
Variation en %	12,4	-0,5	4,9	7,9	-0,3
Total	**10 219,6**	**10 992,5**	**11 779,6**	**14 415,7**	**15 575,5**
Variation en %	**-0,9**	**7,6**	**7,2**	**22,4**	**8,0**

Source: Statistique Canada.

Tableau 7.13
Valeur des permis de bâtir par région administrative, Québec, 1982-1986

	1982	1983	1984	1985	1986
			'000 000 $		
Résidentiel	**1 160,9**	**2 096,3**	**2 247,7**	**2 406,0**	**3 618,1**
Variation en %	**-21,6**	**80,6**	**7,2**	**7,0**	**50,4**
Bas-Saint-Laurent— Gaspésie	20,4	45,9	35,2	37,6	51,0
Variation en %	-0,9	125,0	-23,4	6,8	35,8
Saguenay — Lac-Saint-Jean	36,9	77,4	86,3	96,9	105,9
Variation en %	-27,4	109,8	11,5	12,4	9,2
Québec	178,3	315,8	300,2	369,1	519,5
Variation en %	-17,9	77,2	-5,0	23,0	40,8
Trois-Rivières	51,8	115,9	157,6	170,4	200,9
Variation en %	-26,0	123,9	35,9	8,2	17,9
Estrie	23,4	68,6	69,4	74,1	117,7
Variation en %	-38,8	192,9	1,2	6,8	58,8
Montréal	779,2	1 290,2	1 306,1	1 407,1	2 343,8
Variation en %	-23,1	65,6	1,2	7,7	66,6
Outaouais	43,5	136,6	243,6	189,1	202,8
Variation en %	17,1	213,9	78,4	-22,4	7,2
Abitibi-Témiscamingue	20,3	34,5	37,4	44,8	54,3
Variation en %	-4,5	70,2	8,3	19,7	21,3
Côte-Nord — Nouveau-Québec	7,3	11,4	12,0	17,0	22,1
Variation en %	-41,8	57,8	5,0	41,3	30,4
Non résidentiel	**967,1**	**972,6**	**1 363,2**	**2 068,7**	**2 268,6**
Variation en %	**-30,0**	**0,6**	**40,2**	**51,8**	**9,7**
Bas-Saint-Laurent— Gaspésie	19,2	16,1	20,4	27,8	20,3
Variation en %	-33,5	-16,0	26,8	36,2	-26,9
Saguenay — Lac-Saint-Jean	40,2	65,9	51,9	85,7	79,4
Variation en %	-47,4	64,2	-21,3	65,1	-7,4
Québec	107,2	130,3	174,3	285,4	260,2
Variation en %	-46,7	21,5	33,8	63,7	-8,8
Trois-Rivières	61,2	47,8	70,4	94,7	167,8
Variation en %	-20,7	-21,9	47,2	34,6	77,2
Estrie	21,4	24,0	33,1	206,8	60,6
Variation en %	-31,7	12,1	37,7	525,1	-70,7
Montréal	676,4	618,8	914,0	1 180,2	1 526,7
Variation en %	-20,1	-8,5	47,7	29,1	29,4
Outaouais	12,5	34,3	57,1	137,8	79,2
Variation en %	-82,1	174,0	66,5	141,4	-42,5
Abitibi-Témiscamingue	8,8	30,3	31,3	33,2	31,5
Variation en %	-79,0	244,7	3,1	6,2	-5,1
Côte-Nord — Nouveau-Québec	20,2	5,1	10,7	17,2	42,9
Variation en %	109,4	-74,7	109,3	60,2	149,8

Source: Statistique Canada.

Tableau 7.14

Permis de bâtir résidentiels émis selon la catégorie de logements, par région administrative, Québec, 1982-1986

	1982	1983	1984	1985	1986
			n		
Logement simples et doubles	**13 502**	**23 887**	**21 526**	**19 561**	**27 396**
Variation en %	**-11,9**	**76,9**	**-9,9**	**-9,1**	**40,1**
Bas-Saint-Laurent— Gaspésie	309	558	414	448	621
Variation en %	-3,1	80,6	-25,8	8,2	38,6
Saguenay — Lac-Saint-Jean	451	1 082	1 061	1 048	1 170
Variation en %	-26,7	139,9	-1,9	-1,2	11,6
Québec	2 087	3 687	2 914	2 844	4 148
Variation en %	7,5	76,7	-21,0	-2,4	45,9
Trois-Rivières	626	1 285	1 401	1 367	1 702
Variation en %	-28,8	105,3	9,0	-2,4	24,5
Estrie	381	731	576	613	763
Variation en %	4,1	91,9	-21,2	6,4	24,5
Montréal	8 686	14 332	12 849	11 062	16 579
Variation en %	-15,6	65,0	-10,3	-13,9	49,9
Outaouais	597	1 592	1 737	1 565	1 675
Variation en %	23,3	166,7	9,1	-9,9	7,0
Abitibi-Témiscamingue	278	469	443	467	572
Variation en %	-1,4	68,7	-5,5	5,4	22,5
Côte-Nord — Nouveau-Québec	87	151	131	147	166
Variation en %	-36,5	73,6	-13,2	12,2	12,9
Logements en rangée et appartements	**8 652**	**17 151**	**19 514**	**23 453**	**36 728**
Variation en %	**-40,3**	**98,2**	**13,8**	**20,2**	**56,6**
Bas-Saint-Laurent— Gaspésie	79	350	228	252	235
Variation en %	-35,2	343,0	-34,9	10,5	-6,7
Saguenay — Lac-Saint-Jean	172	348	315	662	707
Variation en %	-56,8	102,3	-9,5	110,2	6,8
Québec	1 489	2 303	1 955	4 030	5 868
Variation en %	-52,5	54,7	-15,1	106,1	45,6
Trois-Rivières	277	1 113	1 806	2 151	2 432
Variation en %	-59,4	301,8	62,3	19,1	13,1
Estrie	140	962	958	931	1 928
Variation en %	-71,8	587,1	-0,4	-2,8	107,1
Montréal	6 231	11 025	11 069	13 508	23 744
Variation en %	-33,3	76,9	0,4	22,0	75,8
Outaouais	109	838	2 978	1 503	1 330
Variation en %	9,0	668,8	255,4	-49,5	-11,5
Abitibi-Témiscamingue	143	181	187	364	418
Variation en %	-5,9	26,6	3,3	94,7	14,8
Côte-Nord — Nouveau-Québec	12	31	18	52	66
Variation en %	-84,0	158,3	-41,9	188,9	26,9

Source: Statistique Canada.

LA SITUATION DE L'ENSEMBLE DU SECTEUR

Bien que certains secteurs de la fabrication connaissent une croissance appréciable en 1986, de façon générale la demande de produits manufacturés au Québec demeure stable sur le marché domestique comme sur les marchés extérieurs. En dépit du succès de la construction résidentielle, la faible hausse de la valeur des exportations, conjugée au manque de vigueur des dépenses en immobilisations des entreprises, limite la croissance de la valeur des expéditions québécoises à 1,9% en 1986. Compte tenu de l'appréciation de l'indice canadien des prix de vente industriels, il se dégage un léger accroissement de 1,1% du volume des expéditions en 1986 contre 1,8% en 1985. Au Canada, la croissance de la valeur des expéditions des manufacturiers est analogue à celle du Québec, de sorte que la province maintient à 24,3% sa part des expéditions canadiennes en 1986. (Voir tableaux 8.4, 8.5, 8.6 et graphique 8D)

La valeur de la production des industries québécoises atteint 68,1 milliards de dollars au cours de 1986; il s'agit d'une augmentation de 3,8% qui survient après une hausse de 5,2% en 1985. Stimulées par la baisse du loyer de l'argent, les industries de biens durables connaissent les meilleurs résultats avec un accroissement de 5,6% de la valeur de leur production en 1986. Les groupes d'industries les plus dynamiques sont le bois, où la croissance atteint 10,3%, la première transformation des métaux (6,9%) et les produits électriques et électroniques (6,5%); ces trois groupes d'industries sont responsables de 34,9% de la croissance totale de la valeur de la production en 1986. Au niveau des industries de biens non durables, la croissance de la valeur de la production est restreinte à 2,5%. Néanmoins deux groupes d'industries se distinguent particulièrement: celui du papier et des produits connexes qui enregistre une hausse de 9,2% de la valeur de sa production et celui de l'imprimerie, de l'édition et des activités connexes où la hausse atteint 8,3%. (Voir tableau 8.3)

Depuis 1983, la hausse soutenue du volume de production a donné lieu à la récupération de 14 673 emplois[1] manufacturiers au Québec. En 1986, l'effectif des salariés augmente de 2 376, passant de 487 117 à 489 493, ce qui équivaut à un accroissement de 0,5%; on avait assisté à une hausse du même ordre de grandeur en 1985, tandis qu'en 1984 l'augmentation avait atteint 2,1%. Par rapport à 1985, l'emploi progresse de 0,6% dans les industries de biens durables et de 0,4% dans celles de biens non durables. On compte par ailleurs douze industries où le nombre de travailleurs s'accroît contre sept où il diminue. Les emplois additionnels se retrouvent principalement dans les industries suivantes: les produits électriques et électroniques (une hausse de 3,1% ou 1 091 emplois), l'imprimerie, l'édition et industries connexes (2,6% ou 744) et les textiles de première transformation (2,4% ou 369). (Voir tableau 8.7)

1. Dans ce chapitre, les données sur l'emploi correspondent au nombre de salariés, suivant les concepts du recensement des manufactures, et diffèrent en conséquence de celles de l'enquête sur la population active présentées dans les autres chapitres.

L'utilisation plus intensive de la main-d'oeuvre se traduit par une amélioration de la productivité; la valeur ajoutée par heure-personne payée affiche en 1986, une hausse légèrement supérieure à celle de l'année précédente, soit 6,4% contre 5,8%, pour s'établir à 36,70 $. Cet accroissement résulte en partie de la montée relativement faible du coût total des produits intermédiaires (1,9%), ce qui se traduit par une hausse de la valeur ajoutée supérieure à celle de la valeur de la production, soit 6,5% comparativement à 3,8%. Dans l'ensemble du secteur de la transformation, la hausse de la rémunération hebdomadaire moyenne est de 2,6% en 1986 et celle-ci se chiffre à 445,70 $ comparativement à 434,30 $ en 1985 où l'augmentation s'établissait à 4,1%. Combinée au raffermissement de l'emploi, la hausse de la rémunération entraîne une appréciation de 3,1% des salaires et traitements versés dans l'industrie manufacturière. Après avoir diminué de 6,9% en 1985, le nombre de jours-personnes perdus en arrêts de travail chute de 22% en 1986 où il s'établit à 564 500 comparativement à 723 600 l'année précédente. (Voir tableau 8.8, 8.9, 8.10, 8.12 et graphique 8F)

Le maintien des coûts de production à un niveau relativement bas et la réduction des frais d'intérêt sur les emprunts contribuent à améliorer la situation financière des entreprises. Le nombre de faillites enregistrées dans le secteur manufacturier au Québec est de 217 en 1986 comparativement à 249 en 1985 et à une moyenne de 395 au cours des trois années précédentes. On peut supposer que l'évolution des bénéfices des entreprises québécoises est assez semblable à celle de l'ensemble des sociétés canadiennes, pour lesquelles des données sont disponibles. Ces données révèlent que les bénéfices de base de l'ensemble des industries canadiennes sont en baisse de 1,4%. Toutefois, en excluant l'industrie des produits raffinés du pétrole et du charbon, où la chute de 42,2% des profits équivaut à 2 397 millions de dollars, les bénéfices des sociétés canadiennes du secteur de la fabrication, dont l'actif est supérieur à 10 millions de dollars, affichent une hausse de 12,7% en 1986. En excluant cette même industrie, les bénéfices avaient enregistré une hausse de 5,5% en 1985. (Voir tableau 8.14)

Les entreprises manufacturières du Québec effectuent des dépenses en immobilisations d'une valeur de 3 635,8 millions de dollars en 1986, ce qui constitue une hausse modérée de 7,1% par rapport à 1985; la croissance de ces dépenses atteignait 31,8% et 23,4% respectivement en 1985 et en 1984 en regard du niveau correspondant de l'année précédente. À raison de 2 894,3 millions de dollars, (soit 80% des dépenses totales en immobilisations), la composante machinerie et équipement affiche une progression semblable à celle de l'année précédente, soit 16,6% en 1986 contre 18,2% en 1985. Parallèlement, on observe une chute prononcée de 18,8% des nouvelles constructions qui représentent 741,5 millions de dollars en 1986, comparativement à 912,9 millions de dollars en 1985. Réparties par catégorie d'industries, 63,6% des dépenses en immobilisations en 1986 sont attribuables aux industries de biens non durables qui affichent une hausse de 35,1%, tandis que les industries de bien durables accusent un recul de 22,2% à ce chapitre. Pour une deuxième année consécutive, la part du Québec dans les immobilisations canadiennes décroît: de 31,0% en 1984, elle passe à 29,5% en 1985 et à 26,1% en 1986. Pendant cette même période la part de l'Ontario passe de 45,1% en 1984 à 50,9% en 1985 et à 55,8% en 1986. (Voir tableau 8.13 et graphique 8E)

Avec la baisse de 40% de ses dépenses en immobilisations, l'industrie des métaux primaires se voit reléguée au deuxième rang des industries québécoises les plus dynamiques en termes d'investissements; elle est devancée par l'industrie des papiers et produits connexes qui, dans le cadre de la poursuite de son programme de modernisation, accroît ses dépenses en immobilisations de 48,6%. On note également une montée appréciable de 45,8% de ce type de dépenses dans l'industrie chimique. Ces trois industries réunies sont responsables de 53,4% des dépenses totales en immobilisations des manufacturiers québécois en 1986.

La situation de dix-neuf des vingt-deux groupes d'industries existants est décrite dans les pages qui suivent. Une large part des données utilisées sont tirées de Statistiques principales des manufacturiers québécois[2] qui repose désormais sur la classification type des industries de 1980 (CTI 1980) plutôt que sur la classification des activités économiques de 1970 (CAE 1970). Cette nouvelle classification regroupe les activités économiques en vingt-deux groupes d'industries; toutefois, les données de trois de ces groupes étant confidentielles, ceux-ci sont par conséquent exclus de l'analyse. Par ailleurs, les données relatives à certaines variables, nécessaires à l'analyse de l'évolution des divers secteurs, font l'objet de quelques réserves. En effet, plusieurs statistiques pertinentes n'existent pas encore sur la base de la classification de 1980. Il s'agit principalement des bénéfices de base des sociétés canadiennes, des dépenses en immobilisations au Québec, de la rémunération hebdomadaire moyenne et du nombre de jours-personnes perdus en arrêts de travail. Néanmoins, dans la mesure où les nouveaux secteurs, définis selon la CTI 1980, intègrent une large part des caractéristiques des anciens secteurs, définis selon la CAE 1970, il convient de présenter ces statistiques mais en gardant à l'esprit qu'elles correspondent aux secteurs de la CAE 1970.

L'industrie du bois

L'industrie québécoise du bois continue de profiter de la forte croissance de la construction résidentielle au Québec et ailleurs en Amérique du Nord; la valeur des expéditions de l'industrie, qui regroupe les scieries et les fabricants de portes, châssis et autres bois ouvrés, enregistre une hausse de 13,1% pour atteindre 2 636,2 millions de dollars en 1986. Cette augmention est favorisée par un accroissement de 8,4% des prix de vente, selon l'indice canadien des prix des produits industriels. La pression qu'exerce la demande sur les prix se trouve accentuée par l'anticipation de mesures protectionnistes des États-Unis et par une grève importante qui touche les producteurs de la Colombie-Britannique. La part des manufacturiers québécois dans la valeur totale des expéditions canadiennes s'accroît, passant de 21,8% en 1985 à 22,3% en 1986. Quant aux menaces protectionnistes, c'est seulement en fin d'année qu'elles se sont concrétisées par une taxe de 15% que perçoit le gouvernement canadien sur les exportations de bois de sciage aux États-Unis. L'entente, intervenue entre le Canada et les États-Unis, prévoit le remplacement de la taxe par un relèvement graduel des droits de coupe que perçoivent les provinces canadiennes, et permet à certaines entreprises

2. Cette publication présente les estimations préliminaires des données du recensement des manufactures de 1985 et 1986, réalisées par le Bureau de la statistique du Québec.

d'en être exemptées. Son impact sur la production québécoise variera selon la proportion de cette taxe que pourront absorber les clients américains sous forme de hausses de prix. Par ailleurs, en 1986, la baisse de la valeur du dollar canadien, face au dollar américain et à plusieurs devises européennes, permet un accroissement de 8,8% de la valeur des exportations québécoises de bois d'oeuvre, qui atteint 736,8 millions de dollars.

En raison de la croissance soutenue du volume de la production au cours des trois dernières années, l'industrie du bois connaît une des meilleures performances du secteur manufacturier au chapitre de l'emploi depuis 1984, avec des hausses successives de 4,5%, 2,1% et 0,7% qui font passer le nombre de salariés de l'industrie de 27 367 en 1983 à 29 396 en 1986. La productivité, évaluée en termes de valeur ajoutée par heure-personne, s'accroît sensiblement passant de 22,60 $ en 1985 à 25,00 $ en 1986, grâce à une augmentation de 11,0% de la valeur ajoutée totale.

Par ailleurs, la rémunération hebdomadaire moyenne, excluant les heures supplémentaires, ne s'accroît que de 0,5% en 1986 dans l'industrie du bois après avoir augmenté de 9,8% en 1985. La valeur totale des salaires et traitements versés augmente ainsi beaucoup moins fortement que la valeur ajoutée, soit de 4,1% en 1986, ce qui contribue à la rentabilité de l'industrie. Les données qui ne sont disponibles qu'à l'échelle canadienne révèlent un accroissement de 54,7%, par rapport à 1985, des bénéfices de base des entreprises de l'industrie du bois dont l'actif dépasse dix millions de dollars. Malgré l'impact négatif des mesures protectionnistes américaines, les dépenses en immobilisations des entreprises québécoises, dans un contexte de forte demande, demeurent relativement élevées en 1986, celles-ci atteignant 77,5 millions, en regard de 99,6 millions en 1985 et 62,9 millions de dollars en 1984.

L'industrie du meuble

La valeur des expéditions de l'industrie québécoise du meuble et des articles d'ameublement connaît une hausse de 5,8% et s'élève à 1 047,4 millions de dollars en 1986. Après une croissance limitée à 2,8% en 1985, l'indice canadien des prix de vente de l'industrie s'apprécie de 4% en 1986. Au cours de cette année, la reprise dans l'industrie du meuble, amorcée en 1983, montre des signes d'essoufflement; corrigées des variations de prix, les expéditions enregistrent une faible augmentation réelle de 1,7% comparativement à 6,0% en 1983, 7,0% en 1984 et 10,6% en 1985.

Le taux d'utilisation des capacités de l'industrie canadienne du meuble avait gagné 6,3 points de pourcentage en 1985 et atteignait 82,7%; un nouveau gain est inscrit en 1986, mais il se limite à 1,8 point de pourcentage. Cette perte de vigueur de l'industrie, plus prononcée au Québec, entraîne une légère baisse de sa part dans la valeur totale des expéditions nationales qui se situe à 29% en 1986, en regard de 29,9% l'année précédente. Mentionnons par ailleurs que la protection tarifaire de l'industrie du meuble, de 20% pour le meuble de bois et de 17,5% pour le meuble en métal, a encouragé l'implantation au Canada, et principalement en Ontario, de firmes étrangères désireuses de desservir le marché canadien. Ce phénomène a contribué au rétrécissement de la part du Québec dans l'industrie canadienne de l'ameublement; en 1985, en dépit d'une

hausse de 13,7% des expéditions québécoises, la part de la province chutait de 3,4 points de pourcentage en regard de 1984 où elle s'élevait à 33,3%.

En 1984, le Québec absorbait 62,43% des expéditions de son industrie du meuble. Les statistiques relatives à la répartition des expéditions hors Québec sont confidentielles, mais selon une autre source de données, les marchés étrangers représentent un débouché non négligeable et insufflent un certain dynamisme à l'industrie. En effet, les exportations de meubles et accessoires chargées au Québec s'élèvent à 187,2 millions de dollars en 1986, enregistrant une augmentation de 20,6% en regard de 18,5% en 1985. Même si la balance commerciale du Québec avec les autres pays est excédentaire au niveau des meubles et accessoires, les importations effectuent une percée importante puisqu'elles grimpent de 47,8% en 1986 et représentent 136,5 millions de dollars, comparativement à 92,3 millions de dollars en 1985 où la hausse était de 24,8%.

Depuis 1982, durant trois années consécutives, l'emploi a enregistré des gains totalisant 909 salariés dans l'industrie du meuble et des articles d'ameublement au Québec. En 1986, on assiste à un léger recul de 0,9% à ce chapitre et le nombre de salariés se situe à 15 026 comparativement à 15 163 en 1985. L'industrie québécoise du meuble et des articles d'ameublement est responsable de 4,7% de la valeur de la production totale des industries de biens durables alors qu'elle regroupe 8,1% des salariés de ces industries. Cette forte concentration de la main-d'oeuvre a des répercussions sur la productivité de cette industrie, mesurée par la valeur ajoutée par heure-personne. En effet, l'industrie du meuble et des articles d'ameublement se classe au dernier rang des industries de biens durables en ce qui a trait à la valeur ajoutée par heure-personne, laquelle s'établit 23,00 $ en 1986, affichant une augmentation de 4,5% en regard de 1985. L'industrie occupe aussi la dernière place quant à la rémunération hebdomadaire moyenne qu'une hausse de 1,3% fait passer de 326,80 $ en 1985 à 331,20 $ en 1986.

Les salaires et traitements versés dans l'industrie progressent au même rythme que la valeur ajoutée, soit de 3,8%, et totalisent 301,4 millions de dollars en 1986. Le nombre de jours-personnes perdus à cause de conflits de travail est de 21 921 en 1986, soit une augmentation de 29,6% en regard du nombre moyen de 16 917 des deux années précédentes. Au Canada, on observe une hausse de 22,7% des bénéfices de base des entreprises du secteur du meuble, dont l'actif dépasse 10 millions de dollars. Ces bénéfices totalisent 54 millions en 1986, en regard de 44 millions de dollars en 1985 où la hausse atteignait 41,9%.

Au Québec, les dépenses en immobilisations de l'industrie du meuble et articles d'ameublement s'élèvent à 22,7 millions de dollars en 1986, et surpassent de 14,6 millions de dollars la moyenne affichée au cours des années 1982 à 1985. Ce secteur industriel est particulièrement fragmenté; on compte d'ailleurs au Canada 975 manufacturiers, dont le chiffre d'affaires moyen est de 1,7 million de dollars, ce qui explique la faible importance des investissements en regard de la valeur de la production; ce ratio est de 2% au Québec. En effet, la majorité des dépenses en immobilisations est effectuée par une poignée de manufacturiers qui ont un plus grand souci de moderniser leurs usines afin d'en améliorer la productivité et s'assurer qu'elles demeurent à la fine pointe de la technologie.

D'autre part, les industriels du meuble peuvent maintenant recourir aux services du Centre de recherche industrielle du bois oeuvré. Cette nouvelle corporation, qui bénéficie de l'apport financier du CRIQ et du Cegep de Victoriaville, a pour mandat d'encourager le développement technologique de l'industrie du meuble et de promouvoir l'implantation de nouvelles technologies. Le Centre a également pour rôle de dispenser des services d'information, d'aide-technique et de transfert de savoir-faire pour soutenir les activités de production des entreprises. Le Centre de recherche industrielle du Québec fournit également un appui en ce qui concerne les travaux d'automatisation, de mise au point, de conception et d'adaptation de la machinerie.

L'industrie des métaux primaires

En regard de la valeur de ses expéditions, le groupe des industries de la première transformation des métaux occupe la quatrième place parmi les 22 groupes d'industries du secteur manufacturier québéçois. Après une faible croissance de 1,5% en 1985, la valeur de ses expéditions progresse de 8,6% en 1986; étant donné la faible hausse de 2,2% de l'indice canadien des prix de vente de l'industrie l'augmentation du volume des expéditions atteint 6,3%. Au Canada, la chute du taux d'utilisation des capacités, de 75,7% en 1984 à 75,1% en 1985, a été accompagnée d'une baisse de 1,7% de l'indice des prix de vente; en 1986 le taux d'utilisation est de nouveau en baisse à 73,0%. Par rapport à l'ensemble du pays, en 1986, l'activité de l'industrie est plus intense au Québec où la part de la province atteint un sommet, soit 30,4% des expéditions canadiennes, comparativement à une moyenne de 27,3% au cours des quatre années précédentes.

La valeur totale de la production québécoise de métaux primaires est de 5,4 milliards de dollars en 1986, en hausse de 6,9% par rapport à 1985. Toutefois, la croissance n'est pas répartie de façon uniforme dans cette industrie fortement orientée vers les marchés internationaux. Les conditions de surabondance et l'augmentation de la compétition à l'échelle internationale, l'épuisement de certaines mines au Québec et la substitution entre les métaux se reflètent entre autres dans les exportations chargées au Québec de zinc et alliages, en baisse de 50,4%, et dans celles de métaux précieux et alliages où le repli est de 36,5%. Après avoir chuté de 13% en 1984 et de 17,4% en 1985, les exportations de cuivre et alliages augmentent de 7,5% en 1986.

Les exportations de fer et aciers primaires (excluant le minerai de fer) fléchissent de 10,7% en 1986; en dépit des fermetures d'usines survenues au cours des dernières années en Amérique du Nord, en Europe et au Japon, l'augmentation des installations dans des pays en voie de développement tels le Brésil et la Corée du Sud se traduit par une surcapacité mondiale d'acier équivalant à 75% des besoins réunis des États-Unis et de l'Europe occidentale. Combinée à un affaiblissement de la demande d'acier, notamment dans les secteurs de l'automobile, de la construction et du bâtiment, cette surcapacité, qui est une entrave aux hausses de prix, est accompagnée d'une montée du protectionnisme américain. Parmi les grands pays producteurs d'acier, seuls le Canada, Taiwan et la Suède ne sont pas soumis aux quotas et aux accords de restrictions volontaires (VRA) touchant les importations d'acier des États-Unis. Comparativement à une moyenne historique de 3%, la part du marché américain détenue par les fa-

bricants canadiens est de 3,6% en 1986 et atteint même 4,7% au mois de décembre, ce qui donne lieu à de nouvelles pressions aux États-Unis visant à restreindre les importations en provenance du Canada. Pour ne pas être soumis à des quotas, les producteurs canadiens doivent surveiller leurs exportations vers les États-Unis et, ce faisant, ne peuvent profiter pleinement de ce marché. Par ailleurs, ils évoquent l'entrée en scène récente au Canada de nouveaux producteurs qui utiliseraient de l'acier en provenance de pays dont les exportations aux États-Unis sont soumises à des quotas; cet acier serait partiellement transformé au Canada puis expédié aux États-Unis, ce qui augmenterait artificiellement la part du marché américain détenue par des fabricants canadiens. La sidérurgie québécoise ne compte que pour une faible part de la production canadienne, mais elle bénéficie aussi d'un accès privilégié au marché américain et la société d'État du secteur, SIDBEC, réalise des profits en 1986.

Totalisant 1,5 milliard de dollars, les exportations d'aluminium et alliages enregistrent un bond de 39,4% en 1986; au troisième rang des 25 principaux produits d'exportation du Québec, leur part dans les exportations totales passe de 5,8% en 1985 à 7,6% en 1986. Favorisées par un dollar canadien à la baisse face à la devise américaine, ces exportations tirent aussi parti des nombreux conflits de travail aux États-Unis. Anticipés par les grands producteurs, ces conflits provoquent une hausse des approvisionnements et un raffermissement des prix qui passent de 0,43 $ US la livre en novembre 1985, à 0,54 $ US en juin 1986, puis à 0,52 $ US au mois de décembre. Au Québec, l'année 1986 est marquée par l'ouverture, en avril, de l'usine Péchiney de Bécancour dont la production pour l'année atteint 65 000 tonnes métriques en regard d'une prévision de 50 000 tonnes. En février 1987 cette usine fonctionne à pleine capacité, ce qui correspond à une production annuelle de 230 000 tonnes.

Le Québec possède des avantages certains dans la production d'aluminium: la main-d'oeuvre, les ports et surtout l'énergie qui demeure le facteur essentiel de localisation de cette industrie. Toutefois, le marché de l'aluminium se développe lentement. L'évolution des prix de ce métal, ponctuée de hauts et de bas, fait craindre à certains fabricants d'utiliser l'aluminium plutôt que le produit conventionnel actuel. L'aluminium et le magnésium peuvent entrer dans de nombreuses composantes de parties d'automobile ou d'avion, néanmoins les fabricants hésitent à adopter ce métal puisqu'ils ne sont pas prêts à assumer une forte hausse du coût de ce produit; en 1983, en l'espace de quelques mois le prix d'une livre d'aluminium avait monté de 0,30 $ US. L'industrie de l'aluminium doit aussi composer avec un facteur nouveau: le recyclage et la récupération, aujourd'hui des cannettes, demain des fils et autres produits d'aluminium, ce qui gruge considérablement la demande de métal blanc; l'équivalent de la production de trois usines comme celle de Bécancour est recyclé chaque année en Amérique du Nord.

Dans l'ensemble de l'industrie québécoise des métaux primaires la hausse du coût du combustible et de l'électricité se situe à 5,7% en 1986. La productivité enregistre un gain important et la valeur ajoutée par heure-personne s'apprécie de 13,4%, passant de 53,00 $ en 1985 à 60,10 $ en 1986. Ce résultat découle d'une réduction de 3,4% des heures-personnes payées, combinée à une progression de 9,6% de la valeur ajoutée manufacturière. L'embauche de 749 nouveaux salariés en 1984, qui correspondait à une hausse

de 2,8% de l'effectif, a été suivie d'une baisse de 250 salariés en 1985. En dépit d'un regain d'activité dans l'ensemble de l'industrie en 1986, la baisse de la demande dans certains secteurs ainsi que la rationalisation des opérations et la modernisation des usines s'accompagnent d'une nouvelle baisse de 467 emplois.

La rémunération hebdomadaire moyenne dans l'industrie de la première transformation des métaux est la troisième en importance dans le secteur manufacturier québécois et se chiffre à 618 $ en 1986, en regard de 607,40 $ en 1985, ce qui équivaut à une augmentation de 1,7%. La valeur des salaires et traitements versés s'établit à 1,0 milliard de dollars, en hausse de 2,3%. Par ailleurs, les relations de travail sont particulièrement tendues dans cette industrie en 1986 comme en témoigne le nombre de jours-personnes perdus qui, de 25 914 en 1985, atteint 118 266 au cours de cette année; ceci représente le plus haut niveau depuis 1982 où on enregistrait des pertes de 158 526 jours-personnes. Comptant pour 8% de la production manufacturière québécoise, l'industrie des métaux primaires accapare ainsi 21% du total des jours-personnes perdus à la suite de conflits de travail dans le secteur manufacturier au Québec en 1986.

Les usines québécoises de la première transformation des métaux réalisent des dépenses en immobilisations totalisant 552,2 millions de dollars en 1986. Bien qu'important, ce niveau correspond à une baisse de 39,9% par rapport à celui de l'année précédente. En effet, depuis 1984 les dépenses d'investissement ont vivement progressé dans ce secteur, soit de 153,1% au cours de cette année où elles totalisaient 658,7 millions de dollars, et de 39,4% en 1985 où elles atteignaient 918,5 millions de dollars. D'ailleurs, en 1985 l'industrie des métaux primaire comptait pour 27,1% du total des dépenses en immobilisations attribuables au secteur manufacturier québécois. Dans leur ensemble, les industriels canadiens du groupe des métaux primaires voient leurs profits s'accroître de 18,7% en 1986. Les bénéfices retrouvent ainsi le niveau atteint en 1984 alors qu'ils étaient en hausse de 90,9%. Les sociétés, dont l'actif dépasse 10 millions de dollars, déclarent des bénéfices de 1 299,0 millions de dollars en 1986; toutefois ces bénéfices avaient auparavant chuté de 14,5% en passant de 1 279,0 millions de dollars en 1984 à 1 094,0 millions de dollars en 1985.

L'industrie des produits métalliques

L'industrie de la fabrication des produits métalliques occupe le cinquième rang au sein du secteur manufacturier québécois en ce qui a trait à la valeur de ses expéditions. Après deux années de forte reprise, caractérisées par des hausses annuelles atteignant 16%, la valeur des expéditions ne croît que de 1,6% en 1986. Compte tenu d'une appréciation de 3,2% de l'indice canadien des prix de vente de cette industrie, on assiste à une chute de 1,6% du volume des expéditions en 1986; au cours de chacune des deux années précédentes, des augmentations de prix modérées avaient accompagné des hausses de volume supérieures à 12%.

Les principales constituantes de l'industrie des produits métalliques sont l'industrie de l'emboutissage, du matricage et du revêtement de produits en métal, l'industrie de la fabrication

d'éléments de charpentes métalliques et l'industrie du fil métallique et de ses produits. En 1984, 52% des expéditions de l'industrie étaient écoulées au Québec, contre 21,4% dans les autres provinces canadiennes et 26,6% à l'étranger. Le ralentissement observé en 1986 entraîne aussi une légère réduction du taux d'utilisation des capacités de l'industrie au Canada; celui-ci se situe à 80,48% comparativement à 81,65% en 1985. Le Québec est davantage affecté par la morosité de l'industrie et sa part dans la valeur totale des expéditions canadiennes régresse à 26,6% en 1986, tandis qu'elle atteignait 27,3% et 27,5% au cours des années 1984 et 1985.

Pour expliquer en partie le faible succès de l'industrie québécoise des produits métalliques en 1986, il faut noter que la machinerie et le matériel de transport, qui comptent parmi ses industries en aval, ont connu toutes deux une stagnation de leurs expéditions réelles en 1986.

La valeur totale de la production de produits métalliques, en hausse de 4,9%, s'établit à 4 110,5 millions de dollars au Québec en 1986. La valeur des consommations intermédiaires s'accroît de 3,9% et permet une appréciation de 6,3% de la valeur ajoutée qui atteint 1 736,1 millions de dollars. Après avoir augmenté de 3% en 1984 et de 2,4% l'année suivante, le nombre de salariés enregistre une légère hausse de 0,3% en 1986, pour se situer à 31 810; depuis le creux de 1983, l'industrie a recouvré un total de 1 771 emplois. Toutefois, la taille de l'effectif des salariés, demeure, en 1986, à 12,4% sous le niveau inscrit en 1981, alors que la baisse moyenne est de 9,2% dans l'ensemble des industries de biens durables.

Après la forte progression de 17,8% enregistrée en 1985, la productivité affiche un gain de 5,9% qui porte la valeur ajoutée par heure-personne à 34,30 $ en 1986, en regard de 32,40 $ un an plus tôt. Par ailleurs, l'éclatement de seize conflits de travail, affectant 1 601 employés dans l'industrie des produits métalliques, se soldent par la perte de 47 223 jours-personnes en 1986, comparativement à une moyenne de 19 686 jours-personnes observée au cours des trois années antérieures. La rémunération hebdomadaire moyenne connaît une hausse de 3,3% en 1986 et elle atteint 435,50 $ ce qui entraîne un accroissement de 3,9% des salaires et traitements versés, lesquels totalisent 767,0 millions de dollars.

En dépit du ralentissement de l'activité dans l'industrie canadienne de la fabrication de produits métalliques, la croissance des profits se raffermit en 1986 et ceux-ci rejoignent le niveau atteint en 1981. En effet, les bénéfices de base des sociétés de cette industrie, dont l'actif est de 10 millions de dollars et plus, ont connu des bonds successifs de 11,7%, 15,1% et 20,2% en 1984, 1985 et 1986, pour finalement s'établir à 649 millions de dollars en 1986, en regard de 644 millions de dollars en 1981. L'accroissement de la rentabilité de l'industrie est accompagné d'une recrudence des investissements au Québec. Les entreprises dépensent ainsi 88,9 millions de dollars, en 1986, pour des immobilisations en constructions, machines et équipements, ce qui représente un montant supérieur de 67,9% à la moyenne des quatre années précédentes. Pour ces années, l'industrie des produits métalliques répondait de 5,6% des dépenses en immobilisations du secteur manufacturier alors que cette part atteint 7,5% en 1986.

L'industrie de la machinerie

Après avoir connu une bonne remontée en 1985 alors que la valeur de ses expéditions progressait de 20,0%, l'industrie de la machinerie est peu dynamique en 1986 et s'accomode d'une hausse de 3,8% de la valeur de ses expéditions. Cette industrie a tardé à se relever de la récession; exprimées en termes réels, en utilisant l'indice canadien des prix de vente des fabricants de machinerie, les expéditions québécoises régressent durant trois années, soit de 12,7% en 1982, de 17,8% en 1983 et de 0,4% en 1984. En dépit des augmentations de 15,4% et de 1,1% enregistrées respectivement en 1985 et en 1986, pour cette dernière année le volume des expéditions demeure inférieur de 16,6% à celui de 1981.

En 1986, la part de l'industrie québécoise de la machinerie dans les expéditions canadiennes (15,1%) est la plus faible du secteur manufacturier. Toutefois, la reprise amorcée en 1985 a été plus intense au Québec et la part de la province dans les expéditions canadiennes a atteint 15,1% pour cette année, comparativement à 13,2% en 1984 et à 14,4% en 1981, soit avant la récession.

Selon les plus récentes statistiques relatives à la destination des expéditions des manufacturiers, soit celles de 1984, les marchés étrangers absorbaient 22,8% des expéditions de l'industrie québécoise de la machinerie. En 1986, contrairement à l'année précédente, la demande mondiale ne présente pas le même dynamisme pour cette industrie, comme en témoigne la valeur des exportations du groupe des machines industrielles d'usage spécifique. Totalisant 345,8 millions de dollars, ces exportations accusent une chute de 12,7% par rapport à 1985 où elles avaient grimpé de 35,9%. La baisse est particulièrement prononcée du côté des machines de l'industrie des pâtes et papiers (-48,9%) et des machines et matériel de construction et d'entretien (-20,1%). Quant au groupe des machines industrielles d'usage général, la valeur totale des exportations atteint 173,8 millions de dollars et affiche une hausse de 8,7% qui n'est toutefois pas suffisante pour compenser le recul des autres groupes de machines. Parallèlement, les importations de machinerie s'intensifient en 1986 et on enregistre une forte croissance au niveau des machines industrielles d'usage spécifique (31,2%) et des machines industrielles d'usage général (12,6%); la valeur de ces importations s'élève à 1 125,4 millions de dollars et à 379,4 millions de dollars respectivement.

Au chapitre de la production, c'est en 1984 qu'a débuté le regain d'activité, à la faveur d'un raffermissement de 20% de la valeur de la production, suivi d'une hausse plus modeste de 9,4% en 1985. La valeur totale de la production de machinerie au Québec s'élève à 1 344,7 millions de dollars en 1986, ce qui représente une faible augmentation de 3,3% en regard de 1985. Le coût des produits intermédiaires s'accroît toutefois plus lentement que la valeur de la production, soit de 2,3%, favorisant une amélioration de 4,2% de la valeur ajoutée totale qui s'élève à 725,1 millions de dollars en 1986. On assiste par ailleurs à une compression de 2,4% du nombre d'heures-personnes payées ce qui se traduit par un gain de 5,8% de la valeur ajoutée par heure-

personne qui atteint 34,40 $, comparativement à 32,50 $ en 1985.

La reprise de la production n'a donné lieu qu'à une augmentation de 1% de l'emploi en 1984, et l'année suivante l'effectif est demeuré le même soit 13 324 salariés, avant de s'accroître de 0,4% en 1986. Pour cette année, on dénombre 13 374 salariés dans l'industrie de la machinerie au Québec et, en regard de 1981, ceci représente une réduction de 2 451 postes, soit l'équivalent de 15,5% des emplois. Les relations de travail sont particulièrement tendues en 1986 où le nombre de jours-personnes perdus suite à des conflits passe à 54 112, comparativement à une moyenne de 13 447 pour la période comprise de 1981 à 1985. La rémunération hebdomadaire moyenne ne progresse que de 1,9% pour atteindre 474,30 $ en 1986. Celle-ci avait toutefois enregistré une augmentation de 7,9% en 1985, laquelle dépassait celle de 7,6% de la valeur ajoutée par heure-personne.

Le faible accroissement de l'emploi, combiné à la modeste hausse de la rémunération hebdomadaire moyenne accordée par les entreprises, permet à ces dernières de contenir à 1,8% l'augmentation des salaires et traitements versés qui totalisent 342,8 millions de dollars en 1986. Au Canada, l'industrie de la machinerie fonctionne à 62,2% de sa capacité en 1986, et sa rentabilité s'effrite si on en juge par l'évolution des bénéfices de base des sociétés, dont l'actif est supérieur à 10 millions de dollars. En effet, après un bond de 144,1% en 1984 où ils s'élevaient à 249 millions de dollars, ces bénéfices sont tombés de 23,3% en 1985, puis de 31,9% en 1986 où ils se situent à 130,0 millions de dollars.

Au Québec, le raffermissement notable de la production en 1984 avait été accompagné d'une augmentation de 49,1% des dépenses en immobilisations, lesquelles s'élevaient alors à 86,5 millions de dollars. Depuis, ces dépenses demeurent soutenues, totalisant 83,4 millions en 1986, après avoir atteint 96,4 millions de dollars un an plus tôt.

L'industrie matériel de transport

L'industrie québécoise du matériel de transport connaît globalement une croissance modérée en 1986, alors que la valeur de ses expéditions augmente de 4,9% en regard de l'année précédente. Cette augmentation provient en partie d'une hausse des prix de vente comme l'indique l'augmentation de 4,4% de l'indice canadien des prix des produits de cette industrie. La dévaluation du dollar américain oblige les constructeurs d'automobiles européens et japonais à augmenter leurs prix, ce qui permet aux fabricants nord-américains d'en faire autant. Le nombre de voitures vendues enregistre des baisses au Québec et au Canada en 1986, de 7,5% et 4,1% respectivement; cependant, la production québécoise d'automobiles est presque entièrement destinée aux États-Unis où les ventes d'automobiles neuves sont passées de 11,0 millions en 1985 à 11,8 millions d'unités en 1986. Malgré cela, la valeur des exportations québécoises d'automobiles et chassis diminue légèrement en 1986, soit de 2,1%; toutefois, ces exportations se maintiennent à un niveau très élevé de 1,9 milliards de dollars, ayant augmenté de 40,8% en 1985.

L'industrie aéronautique connaît par ailleurs une bonne année au Québec en 1986, si on en juge par la valeur de ses exportations interna-

tionales; en ce qui a trait aux principaux produits, on note des taux de croissance de 10,7% des moteurs d'avion et pièces, de 23,5% des assemblages, équipements et pièces d'avion, et de 39,0% des avions entiers; au total, ces exportations atteignent 1 367,4 millions en 1986 contre 1 104,6 millions de dollars en 1981, ce qui représente une croissance annuelle moyenne de 4,4%. En 1986, l'industrie affiche un dynamisme renouvelé qui repose sur de nombreux développements: la privatisation de Canadair et la revitalisation de ses principaux programmes; la construction d'une usine de matériel militaire à Saint-Jean-sur-le-Richelieu, découlant d'un important contrat du ministère canadien de la Défense; une entente qui permettra enfin le démarrage de la fabrication d'hélicoptères à Mirabel au début de 1987. Une grande part des activités de l'industrie aéronautique québécoise est couverte par le Defense Production Sharing Agreement, un accord entre le Canada et les États-Unis qui ne semble pas mis en cause par les discussions sur le libre-échange entre les deux pays. Compte tenu des projets de développement des entreprises du secteur, le Centre d'adaptation de la main-d'oeuvre aérospatiale au Québec prévoit une forte croissance de l'emploi au cours des prochaines années; de plus, la main-d'oeuvre très qualifiée requise serait maintenant presque entièrement formée dans les collèges et universités du Québec.

Un autre secteur qui se porte bien est celui du matériel de transport en commun, alors que d'autres contrats de vente s'ajoutent à celui du remplacement des voitures du métro de New York. Ce dernier contrat explique en grande partie la hausse de 168,4% de la valeur des exportations québécoises de matériel roulant de chemin de fer, qui s'élève à 408,9 millions de dollars en 1986. Finalement, l'industrie de la construction navale profite d'une réorganisation au Québec en 1986 mais la demande mondiale demeure stagnante.

Dans l'ensemble de l'industrie du matériel de transport, la faible croissance du volume des expéditions se reflète sur l'emploi, qui n'augmente que de 0,9% en 1986, tandis que le nombre d'heures-personnes payées diminue de 0,3% par rapport à 1985. De plus, la rémunération hebdomadaire ne connaît qu'une hausse de 2,0% et s'établit à 546,30 $ en 1986; la valeur totale des salaires et traitements versés s'accroît de 1,3% en regard de 1985. Malgré cette faible croissance des coûts de la main-d'oeuvre et une augmentation de 4,4% de la valeur ajoutée par heure-personne, la rentabilité de l'industrie du matériel de transport s'est détériorée sensiblement en 1986, si on en juge par les statistiques canadiennes sur les bénéfices de base des sociétés, dont l'actif dépasse 10 millions de dollars. Ceux-ci enregistrent une baisse de 25,5% en 1986 après avoir diminué de 3,3% en 1985; cependant, au Québec, la diminution des profits est peut être moins marquée parce que le secteur de l'automobile y occupe une place beaucoup moins importante dans l'industrie du matériel de transport; les subventions à l'achat d'automobiles, sous forme de rabais ou de financement à taux réduit, s'avèrent très coûteuses pour les fabricants en 1986.

Au Québec, les dépenses en immobilisations, qui avaient augmenté de 55,9% en 1985, enregistrent une nouvelle hausse de 15,9% en 1986, dont une part est liée à la construction d'une usine d'assemblage de voitures coréennes. Ce projet constitue semble-t-il le dernier du genre des prochaines années et le Québec doit surtout miser sur les investissements de fabricants de pièces, québécois ou étrangers. En effet, on prévoit une surproduction mondiale et nord-américaine de voi-

tures automobiles qui devrait entraîner la fermeture de plusieurs usines. La seule usine d'assemblage de voitures nord-américaines au Québec a d'ailleurs été menacée de fermeture en 1986; l'entreprise, avec l'aide des gouvernements, a décidé de moderniser ses installations et d'y construire désormais un modèle à traction avant.

Le sort réservé au pacte de l'automobile dans les négociations de libre-échange avec les États-Unis constitue en outre un élément d'incertitude; les Américains sont irrités par l'important déficit commercial qu'ils encourent avec le Canada à ce chapitre et par les subventions qu'accordent par les gouvernements pour attirer les investissements des entreprises. Par ailleurs, le Canada hésite à appliquer aux fabricants européens et asiatiques le principe d'un contenu canadien à 60%, qui lie les entreprises américaines, et qui pourrait favoriser le développement du secteur des pièces et équipements au Canada, étant donné l'importance grandissante de ces fabricants.

L'industrie des produits électriques et électroniques

Après une croissance de 7,7% en 1985 la valeur de la production des fabricants québécois de produits électriques et électroniques augmente de 6,5% en 1986, pour se chiffrer à 3 930,3 millions de dollars. Cette industrie effectue une forte proportion de ses expéditions à l'extérieur de la province (65,32% en 1984), et 33,44% sont destinées à l'extérieur du Canada. Toutefois, contrairement à l'année précédente, la croissance n'est pas stimulée par la demande étrangère en 1986. Les exportations sont fortement à la remorque du marché américain qui croît très peu et qui devient aussi plus compétitif; après une hausse de 7,4% en 1985, la valeur des exportations du groupe équipement et matériel de communication chute de 9,6% pour s'établir à 1,11 milliard de dollars en 1986. D'autre part, selon la Classification type des industries de 1980, le groupe machines et matériel de bureau est intégré à l'industrie des produits électriques et électroniques; les exportations de ce groupe accusent elles aussi une diminution de 3,7% en 1986.

Par ailleurs, la percée des importations s'intensifie et vient amoindrir le potentiel de croissance de l'industrie domestique. En effet, les importations d'équipement et de matériel de communication, totalisant 1,36 milliard de dollars, affichent un gain de 6,8% en 1986 tandis qu'on enregistre une hausse de 21,2% des importations de machines et matériel de bureau qui atteignent 410,5 millions de dollars.

Les dépenses d'investissement des entreprises, en hausse de 16,6% au Québec en ce qui a trait à la composante machinerie et équipements, contribuent à soutenir la demande en équipements électriques industriels et en équipements électriques et électroniques. Quant aux équipements de communication, ils demeurent une composante dynamique de l'industrie en raison, d'une part, des gestes posés par les autorités canadiennes et américaines en matière de déréglementation et, d'autre part, de l'évolution rapide des changements technologiques dans ce domaine. La valeur des expéditions totales de l'industrie des produits électriques et électroniques est en hausse de 6,6% en 1986, alors que l'indice canadien des prix de vente de cette industrie progresse de 2,2%; la croissance de la valeur des expéditions à prix constants est donc de 4,1%, comparativement à 2,0% en 1985 par rapport à 1984. L'indus-

trie connaît au Québec une situation plus favorable que celle de l'ensemble du Canada et la part de la province dans les expéditions nationales passe à 24,9% en regard de 24,3% en 1985. Les usines canadiennes de produits électriques et électronique fonctionnent à 74,1% de leurs capacités en 1986 comparativement à 76,2% l'année précédente. L'industrie accroît néanmoins sa rentabilité et, après avoir baissé de 4,5% en 1985, les bénéfices de base des sociétés, dont l'actif atteint plus de 10 millions de dollars, grimpent de 20,6% et s'établissent à 1 235 millions de dollars au Canada en 1986; de 1981 à 1985, ces bénéfices se chiffraient en moyenne à 925 millions de dollars par année.

Au Québec, la valeur des produits intermédiaires s'accroît plus fortement que la valeur de la production, soit de 8,2% contre 6,5%, de sorte que la valeur ajoutée n'augmente que de 5,0% en 1986 par rapport à 1985. Parallèlement, les salaires et traitements versés sont en hausse de 5,1% et totalisent 978,7 millions de dollars. Cet accroissement résulte d'une augmentation de 3,1% du nombre de salariés, combinée à une appréciation de 3,7% de la rémunération hebdomadaire moyenne dans l'industrie qui atteint 508,70 $ en 1986, la septième en importance au sein du secteur manufacturier québécois.

Au chapitre de l'emploi, l'industrie des produits électriques et électroniques affiche une très bonne tenue au cours des trois dernières années et, en 1986, l'effectif des salariés est supérieur de 2,7% à celui de 1981; dans l'ensemble des industries de biens durables, l'effectif des salariés est de 9,2% inférieur à celui de 1981, tandis que la diminution de l'effectif total du secteur de la fabrication se situe à 6,8%. Après avoir enregistré des hausses de 7,7% et de 2,5% en 1984 et en 1985 respectivement, le nombre de salariés dans l'industrie s'accroît de 3,1% en 1986 et s'élève à 36 521. Le nombre d'heures-personnes payées progresse sensiblement au même rythme, soit de 3,2%, ce qui se traduit par un ralentissement de la croissance de la productivité. Exprimée selon la valeur ajoutée par heure-personne payée, la productivité ne s'améliore que de 1,3% pour se situer à 38,10 $ en 1986, comparativement à 37,60 $ en 1985 où la hausse s'établissait à 6,5%.

En matière de relations de travail l'industrie des produits électriques et électroniques connaît, en 1986, ses plus importants conflits depuis le début de la décennie. Ces conflits entraînent la perte de 46 022 jours-personnes en regard d'une moyenne annuelle de 21 237 de 1981 à 1985. Le précédent sommet remontait à 1982 alors qu'on enregistrait 35 624 jours-personnes perdus.

L'amélioration des bilans des entreprises au cours des deux premières années de la reprise et la nécessité de suivre les derniers développements technologiques afin d'accroître la compétitivité de l'industrie sur les marchés internationaux favorisent le maintien d'un haut niveau d'investissement. Depuis 1983, où elles avaient grimpé de 66,9%, les dépenses en immobilisations demeurent soutenues au Québec et elles s'établissent à 153,9 millions de dollars en 1986; par l'ampleur de ses dépenses d'investissement, l'industrie des produits électriques et électroniques est la seconde en importance parmi les industries de biens durables, où elle est devancée par l'industrie des métaux primaires.

L'industrie des aliments et l'industrie des boissons

Dans la nouvelle Classification type des industries de 1980 (CTI 1980), l'industrie des aliments et boissons, telle qu'elle est définie dans la CAE 1970, est désormais recoupée en deux groupes d'industries distincts: celui des aliments et celui des boissons. Tel que mentionné précédemment, plusieurs statistiques pertinentes à la description de ces secteurs n'existent pas encore sur la base de la CTI 1980. Il s'agit principalement des bénéfices de base des sociétés, des immobilisations et des jours perdus en arrêt de travail. Ces variables sont décrites dans la section du groupe aliments mais il faut garder à l'esprit qu'elles concernent les deux groupes d'industries puisqu'il n'est pas possible d'imputer précisément la part de chacun.

L'industrie des aliments connaît pe de progrès en 1986; en effet la valeur de ses expéditions s'accroît de 1,3% seulement tandis que l'indice canadien des prix de vente de l'industrie enregistre une croissance de 4,0%. À l'échelle canadienne, la valeur des expéditions de l'industrie des aliments augmente de 5,2% en 1986, de sorte que la part du Québec fléchit légèrement, passant de 26,4% en 1985 à 25,5% en 1986; cette part atteignait 27,2% en 1982.

La croissance de 9,8% de la valeur des ventes au détail des magasins d'alimentation au Québec, en 1986, ne s'est donc pas traduite par un accroissement des expéditions des manufacturiers québécois même si le marché domestique constitue leur principal débouché; selon des données de 1984, 71,9% des expéditions de l'industrie québécoise des aliments sont effectuées au Québec, 20,3% dans les autres provinces canadiennes et 7,8% à l'extérieur du Canada.

L'évolution de la valeur des ventes au détail au Québec résulte toutefois, en partie, d'un accroissement important de la valeur des prix à la consommation des aliments (6,7% à Montréal). Par ailleurs, les industries de transformation de la viande bénéficient d'un marché à l'exportation favorable en raison de prix plus élevés pour la viande de porc notamment; en effet, les restrictions imposées à l'exportation de porcs vivants aux États-Unis ont provoqué un accroissement des ventes de produits du porc. La valeur des exportations de viandes fraîches, réfrigérées et congelées s'accroît de 18,1% en 1986 pour atteindre 407,4 millions de dollars. Par contre, la valeur des exportations de produits laitiers diminue de 20,8% en 1986 pour s'établir à 147,8 millions de dollars.

La faible croissance de l'industrie des aliments en 1986 se manifeste aussi au niveau de la main-d'oeuvre, alors que le nombre de salariés de l'industrie fléchit de 2,1% pour s'établir à 44 425 après avoir augmenté de 0,6% en 1985. La productivité du travail augmente légèrement; la valeur ajoutée par heure-personne passe de 37,40 $ en 1985 à 38,50 $ en 1986, une hausse de 2,9%. La croissance de la rémunération hebdomadaire moyenne dans l'industrie des aliments et des boissons se révèle toutefois plus importante, soit de 6,4%; celle-ci n'avait augmenté que de 1,7% en 1986.

L'industrie des boissons, dont la valeur de la production représente environ 15% de la valeur de la production de l'industrie des aliments, doit la croissance de 4,1% de la valeur de ses expéditions à une hausse appréciable des prix de vente en 1986. En effet, l'indice canadien des prix de vente de cette industrie s'accroît de 5,8% par rapport à l'année précédente. Comme

dans l'industrie des aliments, la part du Québec dans la valeur totale des expéditions canadiennes de boissons diminue, s'établissant à 24% en 1986 comparativement à 25,1% en 1985 et 26,5% en 1982. Les secteurs de l'industrie qui connaissent une bonne expansion de leurs ventes sont ceux des vins et des eaux gazeuses, dont les eaux minérales, tandis que les distilleries misent sur de nouveaux produits comme les "coolers", et sur les marchés internationaux. Le nombre de salariés de l'ensemble de l'industrie est en baisse de 2,3%, passant de 10 090 en 1985 à 9 858 en 1986. Les salaires et traitements versés augmentent tout de même de 2,9%. La valeur ajoutée par heure-personne demeure une des plus importantes du secteur manufacturier, celle-ci atteignant 66,20 $ en 1986 comparativement à 62,00 $ en 1985.

La rentabilité des industries des aliments et boissons s'avère intéressante, du moins au niveau canadien, puisque les bénéfices de base des sociétés, dont l'actif dépasse dix millions de dollars, enregistrent une hausse de 34,9% en 1986 après avoir augmenté de 9,9% en 1985. Au Québec, on constate aussi que les dépenses en immobilisations des entreprises de l'industrie des aliments et boissons se maintiennent à un niveau élevé; après avoir connu une augmention de 27,9% en 1984 pour s'établir à 229,4 millions de dollars, ces dépenses se situent à 231,2 millions de dollars en 1985, et 231,9 millions de dollars en 1986.

L'industrie du tabac

Couplées aux hausses de taxes, les campagnes antitabac ont un impact très dissuasif sur la consommation de produits du tabac, comme en témoignent les ventes de cigarettes qui ont chuté de 17% au Canada entre 1982 et 1985. Selon le Conseil canadien des fabricants des produits du tabac, le volume des ventes accuse une baisse additionnelle de 6,1% en 1986, où il s'est vendu 55,1 milliards de cigarettes comparativement à 58,7 milliards en 1985.

De toutes les industries canadiennes, c'est celle du tabac qui affiche la plus forte croissance des prix de ses produits. Sur une base 1981=100, l'indice des prix de vente de l'industrie s'élève à 144,2 en 1986 en regard de 119,6 pour l'ensemble du secteur manufacturier. Par le passé, comme les hausses de prix compensaient les diminutions de volume, la valeur des expéditions s'est continuellement maintenue à la hausse. Toutefois en 1986, en dépit d'une appréciation des prix de vente de 6,6%, la valeur des expéditions chute de 2,3% au Québec. La baisse est plus prononcée en Ontario, où est concentré le reste de la production canadienne de l'industrie du tabac. Ainsi la part du Québec dans la valeur des expéditions canadiennes augmente légèrement, de 49,4% en 1985 à 50,3% en 1986; elle était de 44,4% en 1984.

Les données disponibles à l'échelle canadienne révèlent que le taux d'utilisation des capacités de l'industrie se situait à 78,3% en 1985 avant de descendre à un plancher encore jamais atteint, soit 69,1% en 1986. Parallèlement, les profits de l'industrie sont sévèrement comprimés alors que les entreprises se livrent à de vigoureuses guerres de prix pour conserver leur part du marché. Les bénéfices de base des sociétés, dont l'actif est supérieur à 10 millions de dollars chutent de 48,8%, passant de 344 millions de dollars en 1985, à 176 millions de dollars en 1986. Depuis le début de la décennie, l'industrie du tabac n'avait pas enregistré de baisse de ses bénéfices et ceux-ci s'élevaient en moyenne à

290 millions de dollars; l'augmentation avait toutefois été restreinte à 2,1% en 1984.

Amorcé depuis quelques années, le programme de rationalisation et de modernisation de l'industrie se poursuit en 1986. En raison d'un surplus de production, la compagnie Impérial Tobacco annonce la fermeture progressive de son usine de Québec, laquelle emploie 334 personnes, et offre à ses employés de poursuivre leur carrière dans l'une ou l'autre de ses deux usines de Montréal ou de Guelph en Ontario. Dans l'ensemble de l'industrie québécoise du tabac, les dépenses en immobilisations sont soutenues et atteignent 42,5 millions de dollars en 1986. Bien que cette valeur soit inférieure à celle de 44,7 millions de dollars enregistrée en 1985, elle surpasse de 61% la valeur moyenne des investissements réalisés au cours de la période comprise entre 1981 et 1984.

Totalisant 840,6 millions de dollars en 1986, la valeur de la production de l'industrie au Québec est en baisse de 2,8% par rapport à 1985, mais la chute encore plus prononcée des intrants intermédiaires atténue la diminution observée au niveau de la valeur ajoutée manufacturière; celle-ci se chiffre à 457,4 millions de dollars en 1986, ce qui équivaut à une réduction de 1,7% en regard de l'année précédente. Par ailleurs, le nombre d'heures-personnes payées régresse de 6,2% en 1986 et s'élève à 4,3 millions révélant ainsi une diminution annuelle moyenne de 6,6% par rapport à l'année 1981 où on enregistrait 6,1 millions d'heures-personnes payées. L'indicateur de productivité que représente la valeur ajoutée par heure-personne se situe à 105,70 $ en 1986 et classe l'industrie du tabac au deuxième rang des industries du secteur de la fabrication, où elle est précédée de l'industrie des produits du pétrole et du charbon. Néanmoins, le rythme de croissance de cet indicateur, soit 4,8% en 1986, est fortement atténué comparativement au taux annuel moyen de 14,8% inscrit entre 1981 et 1985.

L'emploi total continue de diminuer et le nombre de salariés accuse un recul de 4,9% en 1986, se situant à 3 718 en regard de 3 910 l'année précédente. Depuis 1981 cette industrie réduit son effectif de 855 travailleurs, soit l'équivalent de 18,7% des emplois inscrits à cette époque. Les salaires et traitements, totalisant 136,6 millions de dollars en 1986, affichent une hausse de 2,1% attribuable notamment à une augmentation de 6% de la rémunération hebdomadaire moyenne. Celle-ci atteint 672,00 $ et occupe la seconde place dans le secteur manufacturier québécois où, de nouveau, elle est devancée par l'industrie du pétrole et du charbon.

L'industrie des produits en matière plastique

L'industrie québécoise des produits en matière plastique affiche de très bons résultats en 1986, la croissance de ses expéditions atteignant 9,3%. La résistance et la flexibilité permettent au plastique de s'immiscer dans presque tous les secteurs économiques. L'automobile, l'emballage et la construction constituent actuellement ses principaux débouchés mais il est aussi utilisé dans les communications (fibre optique), l'électronique et le domaine médical. Le renforcement de la demande pour les produits en matière plastique amène à 95% le taux d'utilisation des capacités de l'industrie au Canada en 1986 et s'accompagne également d'un relèvement de 4,2% de l'indice des prix de vente de l'industrie. Dégonflées par cet indice, les expéditions du Québec enregistrent une hausse de 4,9% qui maintient à 24,6% sa part des expéditions canadiennes de

l'industrie; toutefois cette part atteignait 26,3% en 1983.

Le dynamisme de l'industrie des produits en plastique au Québec se reflète dans la croissance annuelle moyenne de la valeur de sa production qui se situe à 9,3% de 1983 à 1986; le taux correspondant de l'ensemble des industries de biens non durables est de 4,4% et celui des industries de biens durables de 7,5%. En 1986, la valeur de la production de l'industrie plastique, en hausse de 6,0%, se chiffre à 1 039,2 millions de dollars en regard de 980,5 millions de dollars en 1985. Le nombre de personnes occupant un emploi dans l'industrie passe de 8 650 en 1985, à 8 806 en 1986. Cet augmentation de 1,8% demeure tout de même faible compte tenu de l'accroissement de la production manufacturière. Il en résulte un gain de 9,1% de la valeur ajoutée par heure-personne qui s'établit à 20,90$ en 1986; l'industrie des produits en matière plastique occupe le second rang, dans le secteur de la transformation, en ce qui a trait à l'amélioration de la valeur ajoutée par heure-personne en 1986.

Rappelons que certaines variables économiques pertinentes à l'analyse de l'évolution du secteur des produits en matière plastique ne sont disponibles que sur la base de la CAE 1970 et se rapportent donc au secteur du caoutchouc et des produits en matière plastique: la rémunération hebdomadaire moyenne, le nombre de jours-personnes perdus en arrêts de travail, les bénéfices de base des sociétés canadiennes et les dépenses en immobilisations.

Après avoir progressé de 11,4% en 1985, la rémunération hebdomadaire moyenne dans l'industrie du caoutchouc et des produits en matière plastique connaît, en 1986, la troisième hausse en importance du secteur manufacturier québécois, soit 6%; elle se situe à 424,80 $ comparativement à 400,80 $ en 1985. Au chapitre des conflits de travail les pertes se chiffrent à 12 700 jours-personnes en 1986. Ce niveau constitue une nette amélioration en regard de l'année précédente où six conflits de travail avaient affecté 1 541 travailleurs et s'étaient soldés par une perte de 87 328 jours-personnes.

Les données sur les bénéfices de base des sociétés canadiennes, dont l'actif dépasse 10 millions de dollars, révèlent qu'avec une augmentation de 50%, en 1984, les bénéfices de l'industrie avaient dépassé le niveau atteint en 1981, avant la récession. Depuis, les profits se maintiennent à un niveau élevé et atteignent 337,0 millions de dollars en 1986. Le dynamisme de la composante québécoise de l'industrie se reflète dans la vigueur de ses dépenses en immobilisations. En 1986, ces dépenses sont les plus importantes de la décennie et elles atteignent 76,5 millions de dollars comparativement à une moyenne annuelle de 33,8 millions de dollars au cours des années 1980 à 1985.

Le succès que connaît l'industrie des produits en matière plastique et ses perspectives de croissance sont tels que de grandes sociétés d'autres secteurs se diversifient dans cette activité. La taille moyenne des firmes reste toutefois modeste, soit d'une trentaine d'employés, mais on en compte 2 000 au Canada. Par ailleurs, la robotisation et les nouvelles technologies électroniques touchent de plus en plus les entreprises du secteur des plastiques, ce qui devrait les inciter à se regrouper pour réaliser des économies d'échelle et pouvoir ainsi concurrencer les firmes américaines de plus grande taille.

L'industrie du cuir

Le 30 novembre 1985 le gouvernement canadien annonçait la levée des contingentements sur l'importation de chaussures pour homme et garçon, en vigueur depuis huit ans. Cette décision devait permettre aux consommateurs de bénéficier de réductions de prix et d'une plus grande variété de produits. En revanche, pour les entreprises de l'industrie du cuir, le défi est de taille comme en témoigne l'augmentation de 42,6% de la valeur des importations de chaussures au Canada en 1986. Cette valeur totalise 665,4 millions de dollars en regard de 466,6 millions de dollars en 1985; les importations de chaussures dédouanées au Québec atteignent 240,2 millions de dollars en 1986 et enregistrent une hausse de 40,7%. Quant aux importations de cuir et demi-produits en cuir, les augmentations se situent à 20,5% et 17,7% respectivement au Canada et au Québec.

En dépit d'une concurrence avivée, le taux d'utilisation des capacités de l'industrie se maintient à 84,4% au Canada en 1986, affichant même une légère augmentation par rapport au taux de 83,8% de l'année précédente. La croissance de l'indice des prix de vente de l'industrie se poursuit et se chiffre à 4,2%; on compte d'ailleurs treize industries manufacturières où les hausses de prix sont inférieures à celle de l'industrie du cuir. Au Québec, une fois dégonflées par cette indice, les expéditions affichent cependant une croissance réelle infime, soit 0,2%. Exprimée en dollars courants, après avoir baissé de 4,7% en 1985, la valeur des expéditions augmente de 4,4% en 1986, alors que la croissance de la valeur des ventes de chaussures au détail atteint 9,9%. La situation n'est guère plus reluisante ailleurs au Canada puisque le Québec conserve sa part dans la valeur totale des expéditions canadiennes, celle-ci fléchissant très peu, de 35,6% en 1985 à 35,3% en 1986. La léthargie de l'industrie du cuir au Canada se reflète dans l'évolution des profits des sociétés, dont l'actif est supérieur à 10 millions de dollars. Evalués à 23 millions de dollars en 1986, les bénéfices des entreprises fléchissent de 8% après avoir chuté de 24,2% en 1985 et être demeurés stagnants en 1984.

Au Québec les fabricants d'articles en cuir sont prudents en 1986 et réduisent leurs stocks de produits finis; comme résultat, la valeur totale de la production s'accroît seulement de 1,7%, soit à un rythme inférieur à celui des expéditions. De nouvelles réductions de personnel entraînent une perte nette de 284 emplois en 1986, soit l'équivalent de 3,1% de l'effectif. De 11 256 en 1981, le nombre de salariés dans l'industrie québécoise du cuir s'établit à 8 895 en 1986, ce qui représente une chute cumulative de 21% ou 2 360 emplois. On ne relève aucun jour-personne perdu en arrêt de travail en 1986, comparativement à 3 710 l'année précédente. Après une diminution de 2,8% en 1985, la rémunération hebdomadaire moyenne s'apprécie de 6,7% en 1986, où elle n'atteint toutefois que 295,40$; l'industrie se classe ainsi à l'avant-dernier rang du secteur de la fabrication au Québec au chapitre de la rémunération. La réduction de l'emploi restreint à 1,6% la hausse des salaires et traitements versés dans l'industrie en 1986, tandis que la valeur ajoutée par heure-personne inscrit un gain de 4,8% et se situe à 15,40$. Son faible

niveau de productivité confine l'industrie du cuir à l'avant-dernier rang du secteur manufacturier québécois en ce qui touche la valeur ajoutée par heure-personne.

La valeur des dépenses en immobilisations des fabricants d'articles de cuir est de 3,8 millions de dollars en 1986 et totalise 18 millions de dollars depuis 1982. Cette somme ne constitue néanmoins que 0,13% du total des investissements du secteur manufacturier au Québec, alors que l'industrie du cuir compte respectivement pour 0,80% et 1,92% de la valeur de la production et de l'emploi total dans le secteur manufacturier québécois. Pour plusieurs entreprise, les dépenses en immobilisations effectuées en 1986 visent à réorienter la production et à développer une spécialisation dans des produits plus prometteurs, tels que les bottes d'hiver. Les fabricants se préparent également à la disparition totale en 1988 des quotas sur les importations de chaussures pour dames.

Par ailleurs, en fin d'année 1986 le gouvernement fédéral et l'industrie du cuir et de la chaussure du Canada annoncent l'engagement de 11,5 millions de dollars, répartis sur 6 ans, dans un programme de promotion des ventes de chaussures canadiennes dans le monde. Ces dépenses serviront à améliorer la technologie de production dans les usines et aussi à la mise sur pied d'un bureau des ventes aux État-Unis. Il s'agira d'un genre de "trading house" qui pourra évaluer le potentiel du marché de l'ensemble des entreprises du cuir, transmettre les commandes et réaliser les ventes.

L'industrie du textile de première transformation et l'industrie des produits textiles

L'industrie du textile auparavant définie selon la CAE 1970 est désormais, dans la CTI 1980, scindée en deux secteurs, soit l'industrie du textile de première transformation et l'industrie des produits textiles, tandis que la fraction composée des accessoires en tissus pour automobile est greffée à l'industrie du matériel de transport et que la portion résiduelle est intégrée à l'industrie de l'habillement. Comme mentionné précédemment, les données de certaines variables économiques pertinentes à l'analyse de l'évolution des secteurs définis selon la CTI 1980 ne sont disponibles que selon la CAE 1970 et dans le cas présent, concernent l'industrie du textile en général. Ces variables seront abordées à la fin de la section.

La forte croissance des expéditions des deux industries du textile en 1983 leur a permis de reprendre le terrain perdu durant la récession de 1982. Toutefois, au cours des deux années qui ont suivi, la valeur des expéditions est demeurée stagnante dans l'industrie des produits textiles et a même fléchi dans l'industrie textile de première transformation. En 1986, la situation s'améliore et la valeur des expéditions augmente de 5,1% dans cette dernière industrie où une large part de la production est écoulée dans l'industrie de l'habillement qui connaît alors une croissance appréciable. Dans l'industrie des produits textiles la hausse est plus prononcée et la valeur des expéditions progresse de 9,1%.

La disproportion des salaires entre les ouvriers canadiens et ceux des pays exportateurs de textiles favorise l'entrée massive de produits étrangers sur le marché canadien. Au Québec, les importations de tissus larges divers totalisent 219,9 millions de dollars en 1986, en hausse de 12,3%, celles de filés et fils atteignent 144,9 millions de dollars et celles de tissus larges de coton 138,9 millions de dollar; il s'agit d'augmentations respectives de 10,9% et 3,0%.

La percée des importations contribue à atténuer la pression sur les prix de vente industriels. L'indice canadien des prix de vente des deux industries du textile n'évolue toutefois pas au même rythme. Au niveau de l'industrie des produits textiles les prix sont en hausse de 3% en 1986, comparativement à 0,3% dans l'industrie textile de première transformation; sur une base 1981=100, l'indice des prix de vente de cette industrie se situe à 108,3 et occupe l'avant dernier rang au sein du secteur manufacturier québécois. L'indice des prix de vente de l'industrie des produits textiles s'élève pour sa part à 118,3 en 1986.

Dégonflée par l'indice des prix de vente approprié, la valeur des expéditions s'inscrit en hausse dans les deux industries. Le gain en termes de volume est de 4,8% pour l'industrie textile de première transformation et de 6,1% pour l'industrie des produits textiles. En 1985, la valeur réelle des expéditions de ces deux industries avait chuté respectivement de 5,2% et de 1,9%. Mentionnons que la majorité des statistiques révèlent une conjoncture moins favorable à l'industrie textile de première transformation.

Le regain d'activité dans les industries textiles se reflète dans le taux d'utilisation des capacités des usines canadiennes qui passe de 85,2% en 1985 à 89,9% en 1986 dans l'industrie textile de première transformation et de 93,3% à 96% dans l'industrie des produits textiles. En 1985, la part du Québec dans la valeur des expéditions canadiennes de ces industries s'était rétrécie et se situait à 53,3% pour l'industrie textile de première transformation et à 46,6% pour l'industrie des produits textiles; en 1986, l'industrie des produits textiles réussit à accroître sa part à 48,2%, tandis que l'autre industrie se contente de maintenir sa part au niveau de l'année précédente, soit 53,3%.

L'industrie du textile en général est en perte de vitesse en regard de l'ensemble du secteur québécois de la transformation. En effet, l'industrie du textile de première transformation et l'industrie des produits textiles réunies comptaient pour 5,1% de la production manufacturière en 1981, comparativement à 4,4% en 1986. Pour cette dernière année, la valeur de la production augmente de 1% dans l'industrie du textile de première transformation, où elle se chiffre à 1 582,1 millions de dollars, et de 6,7% dans l'industrie des produits textiles, où elle atteint 1 392,8 millions de dollars. La léthargie relative de l'industrie textile de première transformation a aussi des répercussions sur la valeur ajoutée qui accuse un recul de 2,6% en 1986, alors que celle de l'industrie des produits textiles augmente de 5,0%. Également, la productivité, mesurée selon la valeur ajoutée par heure-personne, évolue différemment dans ces industries; à 23,60 $ en 1986, elle connaît un recul de 3,3% dans l'industrie textile de la première transformation tandis qu'elle progresse de 5,8% dans l'industrie des produits textiles où elle se situe à 22,00 $.

Le comportement des deux industries du textile est toutefois similaire au chapitre de l'em-

ploi en 1986. L'industrie du textile de première transformation connait une hausse de 2,4% qui porte le nombre de ses travailleurs à 15 674, tandis que l'effectif de l'industrie des produits textiles s'accroît de 1,9% et atteint 14 989 travailleurs. En 1985, ces industries avaient enregistré des baisses d'emploi de 2,9% et de 3,4% respectivement.

Sur la base des statistiques relatives à l'industrie du textile en général, selon la définition de la CAE 1970, on observe une appréciation de 5,5% de la rémunération hebdomadaire moyenne qui passe de 362,20 $ en 1985 à 382,00 $ en 1986. Par ailleurs, les relations de travail sont moins difficiles au cours de cette année et on enregistre 6 780 jours-personnes perdus comparativement à 76 912 en 1985 alors que cinq conflits de travail touchaient 1 248 travailleurs. La meilleure tenue de l'industrie textile en 1986 se traduit par une amélioration de la situation financière des entreprises canadiennes, du moins celles dont l'actif est supérieur à 10 millions de dollars. Les bénéfices s'établissent à 500 millions de dollars en 1986 et s'améliorent ainsi de 45,8% en regard de l'année précédente. Pour la période de 1983 à 1985, les profits avaient très peu varié et se maintenaient en moyenne à 357 millions de dollars.

Depuis quelques années, les grandes entreprises de l'industrie textile se restructurent et se réorientent de façon à mieux faire face à la concurrence et à la pression des importations; certaines d'entre elles procèdent à une décentralisation de leur structure organisationnelle de façon à permettre aux compagnies exploitantes de bénéficier de plus de responsabilités et d'une plus grande liberté d'action pour réagir aux changements dans leurs marchés respectifs. Afin d'accroître leur efficacité sur le plan technologique ou encore améliorer la conception, la finition et la mise en marché de leurs produits, les entreprises de cette industrie réalisent au Québec des dépenses en immobilisations de 72,2 millions de dollars en 1986. A l'exception de 1983, où les dépenses d'investissement avaient chuté à 63,7 millions de dollars, ces dépenses se maintiennent sensiblement au même niveau depuis le début de la décennie.

L'industrie de l'habillement

Après avoir connu un certain essouflement en 1985, alors que sa croissance était limitée à 2,7%, la valeur des expéditions de l'industrie québécoise de l'habillement progresse de 7,4% en 1986, faisant passer de 61,2% à 61,4% la part du Québec dans l'ensemble des expéditions canadiennes. Cette industrie est d'ailleurs celle où le Québec détient la plus large part des expéditions canadiennes, et cette part est aussi très stable depuis plusieurs années. Exprimées en volume, les expéditions du Québec augmentent de 4,8% en 1986 alors que les prix montent de 2,5%. Depuis le début de la décennie, il s'agit de la première année où l'industrie de l'habillement connait une hausse de son indice des prix de vente supérieure à la hausse moyenne de l'ensemble du secteur manufacturier; cet indice s'établit à 116,9 en 1986. Quant au taux d'utilisation des capacités de l'industrie canadienne de l'habillement, il passe à 93,4% en 1986 contre 89,3% l'année précédente.

Comparativement aux industries du cuir et du textile, les fabricants de vêtements bénéficient du plus haut niveau de protection tarifaire et non tarifaire. Néanmoins la concurrence étrangère demeure vive et, après une interruption en

1985, le rythme de croissance des importations de vêtements dédouanées au Québec est de nouveau supérieur à celui de la production domestique en 1986. Les importations de vêtements et accessoires totalisent 638,7 millions de dollars en 1986, en hausse de 20,9% par rapport à 1985 où l'augmentation était restreinte à 4,4%. En ce qui a trait aux deux composantes principales, la hausse est de 16,9% en ce qui touche les importations de vêtements de dessus non tricotés, qui totalisent 261,4 millions de dollars, tandis que les importations de vêtements de dessus tricotés progressent de 33,1% et s'élèvent à 173,1 millions de dollars en 1986. Les relations commerciales sont actives dans les deux directions puisque l'industrie québécoise, aussi, est présente sur les marchés extérieurs. Selon les dernières données disponibles relativement à la destination des expéditions des manufacturiers[2] soit celles de 1984, l'industrie québécoise de l'habillement effectuait 54,3% de ses expéditions dans la province même, tandis que le reste du Canada en absorbait 42,2%; d'ailleurs, dans l'éventualité d'un libre-échange avec les États-Unis, l'industrie craint que les autres provinces se tournent davantage vers ce pays au détriment des produits québécois. Le reste des expéditions de l'industrie de l'habillement, soit 3,5%, est destiné à des pays étrangers, principalement les États-Unis. Les exportations contribuent d'ailleurs au raffermissement de l'industrie de l'habillement en 1986. En effet, les exportations chargées au Québec de vêtements divers - principale catégorie de produits - grimpent de 36,8%. Ces exportations, dont 82% sont destinées aux États-Unis, totalisent 176,7 millions de dollars en 1986.

La valeur de la production de l'industrie, estimée à 3 801,4 millions de dollars, affiche une augmentation de 6,9% en 1986, comparativement à une hausse de 4,4% de celle de l'ensemble des industries de biens non durables. La valeur ajoutée par heure-personne, la plus faible de tout le secteur manufacturier, augmente de 5,6% et atteint 15,00 $ en 1986. Depuis 1982, la croissance annuelle moyenne de cet indice de productivité se situe à 3,4%, contre 8,3% pour l'ensemble du secteur de la fabrication au Québec. L'industrie bénéficie de programmes d'aide gouvernementaux axés sur l'innovation technologique, le design et l'amélioration de la gestion; elle a fait d'importants progrès, entre autres, au niveau de l'informatisation: on compte 175 machines de traçage par ordinateur au Québec en 1986, en regard de 3 en 1983. Néanmoins, les industries locales présentent des différences importantes; pendant que certaines sont à la fine pointe du progrès, d'autres font encore appel à des procédés anciens. Une partie des problèmes de cette industrie vient aussi du fait qu'on y retrouve une foule de petits ateliers dont la gestion n'est pas toujours la meilleure qui soit.

Un accroissement de 1,2% de l'effectif porte à 64 018 le nombre de salariés de cette industrie en 1986, ce qui équivaut à 13,1% de l'emploi manufacturier au Québec comparativement à 12,7% en 1981. A l'occasion du renouvellement de plusieurs conventions collectives, 1986 est une année mouvementée au chapitre des conflits de travail. Le nombre de jours-personnes perdus se chiffre à 51 684, soit 9,12% du total des journées non travaillées dans le secteur de la fabri-

2. Bureau de la statistique du Québec, Les échanges de produits manufacturés entre le Québec et les autres provinces canadiennes, 1984.

cation au Québec. Le précédent record remontait à 1983 avec 65 278 jours-personnes perdus; en 1984 et 1985 la moyenne annuelle se situait à 7 607.

La rémunération hebdomadaire moyenne dans l'industrie de l'habillement continue, en 1986, d'être la plus faible de tout le secteur manufacturier québécois. Elle se situe à 275,10 $ et présente une faible augmentation de 0,1% en 1986 en regard de 3,7% en 1985. Ainsi, bien qu'elle soit responsable de 13,1% de l'emploi manufacturier, l'industrie de l'habillement compte pour seulement 8,1% des salaires et traitements versés dans le secteur manufacturier. Totalisant 986,3 millions de dollars, les salaires et traitements affichent une hausse de 3,7% en regard de l'année précédente.

Les entreprises canadiennes, ayant un actif de 10 millions de dollars et plus, dans l'industrie du vêtement déclarent des profits de 85,0 millions de dollars, en 1986, ce qui équivaut à une hausse de 18,1% comparativement à 23,4% en 1985. De 1981 à 1984 les profits étaient en moyenne de 44,5 millions de dollars. L'amélioration de la situation financière des entreprises favorise l'investissement et, en 1986, les dépenses en immobilisations progressent de 27,1% dans cette industrie au Québec; en chiffres absolus, ces dépenses ne s'élèvent toutefois qu'à 19,7 millions de dollars. La moyenne annuelle des immobilisations de l'industrie du vêtement de 1982 à 1986 représentent à peine 0,9% du total des dépenses en immobilisations du secteur manufacturier québécois. Pour survivre, l'industrie cherche à accroître sa productivité et à améliorer sa gamme de produits; certains manufacturiers ont d'ailleurs réussi à s'orienter vers des marchés où l'industrie québécoise est plus compétitive; à cet égard, les secteurs "mode" et "haut de gamme" sont en bonne posture.

L'industrie du papier et des produits connexes

L'année 1986 est marquée par une nette amélioration de la rentabilité des activités de l'industrie des papiers et produits connexes. Après de nombreuses tentatives infructueuses au cours des deux années précédentes pour compenser la hausse des coûts de production par une augmentation des prix de vente, les entreprises réussissent à imposer des prix plus élevés à leurs clients, dès le début de 1986 dans le cas des pâtes de bois et, au dernier trimestre de 1986, dans le cas du papier journal. Ces hausses sont favorisées en 1986 par un accroissement de la demande sur le marché américain - le principal débouché - par l'évolution des taux de change qui rend les producteurs européens moins compétitifs face aux producteurs canadiens et américains, et par une limitation des quantités que peuvent offrir certains grands producteurs.

La croissance de 6,9% de la valeur des expéditions de l'industrie québécoise des pâtes et papiers en 1986 résulte donc d'une hausse modérée (2,6%) du volume des expéditions et d'une augmentation des prix de vente de 4,2%, selon l'indice canadien des prix des produits industriels. La valeur de ces expéditions atteint 6 469,4 millions de dollars. L'industrie québécoise des pâtes et papiers achemine environ la moitié de la valeur totale de ses expéditions à l'extérieur du Canada (49,4% en 1984); en 1986, la valeur des exportations de papier d'impression atteint 2 935,1 millions de dollars, en hausse de 9,7% par rapport à 1985, tandis que la valeur des exportations de pâtes de bois et de pâtes similaires s'accroît de 25,0% pour s'établir à 420,7 millions de dollars.

La croissance des coûts des produits intermédiaires est relativement modérée en 1986 en raison d'une faible hausse de 4,1% du coût total des combustibles et de l'électricité. La valeur ajoutée totale de l'industrie des pâtes et papiers enregistre ainsi une forte hausse de 13,5% en 1986, par rapport à 1985. Cela permet une amélioration de la rentabilité des entreprises puisque la valeur des salaires et traitements versés s'accroît modérément (5,7%) et totalise 1 375,5 millions de dollars en 1986. La rémunération hebdomadaire moyenne enregistre une croissance sensiblement plus forte que celle de l'ensemble du secteur manufacturier, soit de 4,2% comparativement à 2,6%; toutefois, l'augmentation du volume de production n'est pas accompagnée d'un accroissement correspondant de l'emploi, qui n'augmente que de 0,8% en 1986. La valeur ajoutée par heure-personne enregistre ainsi une hausse marquée, se situant à 48,00 $ comparativement à 43,60 $ en 1985.

La rentabilité des entreprises est aussi favorisée par des taux d'utilisation des capacités élevés; dans l'ensemble du Canada, ce taux se situe en moyenne à 85,6% en 1986, comparativement à 82,7% en 1985 et 80,9% en 1984. Les bénéfices de base des sociétés canadiennes, dont l'actif dépasse 10 millions de dollars, enregistrent une augmentation de 70,6% en 1986, ceux-ci s'élevant à 2 855,0 millions de dollars en regard de 1 674,0 millions de dollars en 1985.

Malgré les éléments d'incertitude qui existent quant à l'avenir de l'industrie des pâtes et papiers, la rentabilité des activités entraîne une intensification du programme de modernisation de l'industrie des pâtes et papiers du Québec amorcé en 1985. En effet, la valeur totale des dépenses en immobilisations de l'industrie des pâtes et papiers passe de 473,3 millions de dollars en 1984 à 688,4 millions de dollars en 1985 puis à 1 023,1 millions de dollars en 1986. Une forte proportion de ces dépenses vise à augmenter les capacités de production de divers types de papiers fins et de pâtes à usage spécial, alors que les investissements dans les usines de papier journal consistent en achats de nouveaux équipements qui permettent de réduire les coûts de production. Ce déplacement de la production en faveur des papiers spéciaux répond à l'évolution de la demande et à l'arrivée de nouveaux producteurs très compétitifs dans les secteurs traditionnels du papier journal et des pâtes de bois. A cet égard, certains pays risquent de bouleverser les marchés grâce à des coûts de production très faibles, en utilisant des variétés de bois à croissance extrêmement rapide, notamment l'eucalyptus.

Les entreprises canadiennes misent sur une forte croissance de la demande mondiale de papiers et produits connexes, qui devrait leur permettre d'accroître leur production, même si leur part du marché devrait diminuer en faveur des concurrents européens et des nouveaux pays producteurs. Un dernier élément d'incertitude réside dans la taxe de 15% imposée sur les exportations de bois d'oeuvre, qui pourrait réduire l'approvisionnement en copeaux de bois et augmenter ainsi les coûts de production, si cette taxe devait entraîner la faillite d'un grand nombre de scieries; en outre, si elle devait être remplacée par une hausse des droits de coupe, elle se répercuterait directement dans les coûts que doivent assumer les producteurs de pâtes et papiers.

L'industrie de l'imprimerie, de l'édition et les industries connexes

Le groupe des industries de l'imprimerie, de l'édition et des industries connexes connaît une croissance soutenue depuis quelques années et, en 1986, enregistre une hausse de 10,5% de la valeur de ses expéditions, estimée à 2,9 millions de dollars. Cette hausse, la deuxième en importance dans le secteur manufacturier québécois, est favorisée par une appréciation de 4,1% de l'indice canadien des prix de vente de cette industrie dont le taux d'utilisation des capacités atteint 99% en 1986; l'industrie connaît ainsi une augmentation réelle de 6,1% de ses expéditions. La part du Québec dans les expéditions canadiennes demeure stable et se situe à 28,3% en 1986, comparativement à une moyenne de 28,6% au cours des cinq dernières années.

Compte tenu d'un relèvement de 4,2% de l'indice des prix de vente de l'industrie du papier en 1986, le coût des produits intermédiaires dans le secteur de l'imprimerie et de l'édition subit une hausse de 8,7% en regard de 1985, ce qui demeure néanmoins inférieur à l'augmentation de 9,9% de la valeur de la production; on observe ainsi une amélioration de 10,7% de la valeur ajoutée manufacturière qui totalisent 1 787,7 millions de dollars. L'augmentation de la valeur de la production nécessite l'emploi de 744 travailleurs additionnels en 1986. La taille de l'effectif, en hausse de 2,6%, compte 29 351 travailleurs au cours de cette année comparativement à 28 607 en 1985 où on enregistrait une chute de l'emploi équivalant à 1,2%. L'accroissement du nombre d'heures-personnes est limité à 1,4% en 1986 et ceci permet une amélioration de 9,1% de la valeur ajoutée par heure-personne qui passe à 53,90 $ en 1986 en regard de 49,40 $ en 1985.

Une hausse de 6,9% avait porté la rémunération hebdomadaire moyenne à 438,10 $ en 1985; en 1986 sa croissance est limitée à 3% et cette dernière se situe à 451,10 $. Le nombre de jours-personnes perdus en arrêts de travail s'élève en moyenne à 7 840 en 1985 et 1986 comparativement à 2 290 au cours des deux années précédentes; on en dénombrait toutefois 28 561 en 1982. La croissance de l'emploi et de la rémunération hebdomadaire moyenne entraîne une augmentation de 7,8% des salaires et traitements versés qui totalisent 796,3 millions de dollars en 1986. La rentabilité des entreprises canadiennes reliées à l'imprimerie et l'édition s'améliore de façon continue et les bénéfices de base des sociétés, dont l'actif dépasse 10 millions de dollars, passent graduellement de 500 millions en 1981 à 976 millions de dollars en 1986; pour cette dernière année la hausse atteint 32,1%, ce qui se compare avantageusement à la chute de 1,2% enregistrée dans l'ensemble des industries de biens non durables en 1986.

Les dépenses en immobilisations attribuables au groupe des industries québécoises de l'imprimerie, de l'édition et des industries connexes s'élèvent à 82,6 millions de dollars en 1986, revenant ainsi au niveau atteint en 1984, après avoir chuté de 55,6 millions de dollars en 1985. Au cours de la période s'étendant de 1982 à 1986, ce groupe d'industries est responsable de 5,8% de l'emploi, de 4,1% de la valeur de la production et de 2,1% des dépenses en immobilisations du secteur manufacturier au Québec.

L'industrie des produits raffinés du pétrole et du charbon

Au Québec, le ralentissement des activités de raffinage de pétrole brut au cours des dernières années se traduit par une nouvelle baisse de la valeur de la production de l'industrie des produits raffinés du pétrole et du charbon et de la part du Québec dans la valeur totale des expéditions des producteurs canadiens. Cette part se situe à 16,1% en 1986 comparativement à 20,7% en 1985 et 26,8% en 1982. La baisse importante des prix mondiaux du pétrole brut influence de deux façons la rentabilité de l'industrie des produits du pétrole et du charbon. D'une part, les prix de vente des produits raffinés enregistrent une baisse de 19,7% en 1986, selon l'indice canadien des prix des produits industriels; cette statistique n'est pas tout à fait valable pour le Québec où la combinaison de produits n'est pas la même, ni l'évolution des prix, de l'essence et du mazout notamment. D'autre part, la baisse des prix du pétrole brut entraîne au Québec une diminution de 18,1% du coût des produits intermédiaires de cette l'industrie, alors que la valeur de la production ne diminue que de 13,5%.

Dans l'ensemble du Canada, l'évolution des prix relatifs n'est pas favorable aux entreprises et les bénéfices de base des sociétés, dont l'actif dépasse 10 millions de dollars, subissent une baisse de 42,4% en 1986; ils s'établissent à 3 286,0 millions de dollars, soit le plus bas niveau des cinq dernières années. Ces statistiques ne sont pas disponibles pour le Québec mais on observe une hausse de 11,4% de la valeur ajoutée de l'industrie tandis que les salaires et traitements versés sont en baisse de 6,4% en regard de 1985; ils totalisent 86,3 millions de dollars en 1986 comparativement à 134,0 millions de dollars en 1982.

La rémunération hebdomadaire moyenne des salariés de l'industrie, s'élevant à 676,90 $ en 1986, demeure la plus élevée du secteur manufacturier, mais accuse une baisse de 1,7% en regard de 1985. Le nombre de salariés connaît aussi une réduction de 2,1% en 1986 pour s'établir à 2 182, alors qu'il atteignait 4 034 en 1982. En outre, le nombre d'heures-personnes payées en salaire diminue de 9,6% par rapport à 1985, de sorte que la valeur ajoutée par heure-personne s'accroît de 14,6% en 1986; il s'agit de l'augmentation la plus forte du secteur manufacturier.

Malgré ce résultat positif, les dépenses en immobilisations de l'industrie québécoise des produits du pétrole et du charbon demeurent relativement faibles, soit de 81,2 millions en 1986, comparativement à 220,7 millions en 1982 et 199,7 millions de dollars en 1983. Les principales installations existantes sont les trois raffineries de pétrole ayant résisté à la vague de fermetures qui a entraîné la disparition de quatre raffineries dans la région montréalaise au cours des dernières années. La situation de surcapacité de raffinage à l'échelle canadienne et internationale persiste et les possibilités d'expansion se situent plutôt dans les industries chimiques qui utilisent les dérivés du pétrole et du charbon. A cet égard, la diminution de la capacité de raffinage au Québec rend problématique l'approvisionnement de l'industrie pétrochimique en matières premières à des prix compétitifs .

L'industrie chimique

L'industrie chimique québécoise connaît une reprise appréciable de sa croissance en 1986. La valeur de ses expéditions, totalisant 4 062 millions de dollars, révèle une augmentation de 10,1% en regard de 1985. L'accroissement est de 6,1% au niveau de la valeur de la production et l'industrie compte ainsi pour 7,2% de la production totale du secteur manufacturier au Québec. Les principales composantes de l'industrie chimique sont l'industrie des produits chimiques industriels, l'industrie des produits pharmaceutiques et des médicaments et l'industrie des matières plastiques et des résines synthétiques.

Les fabricants québécois effectuent 22,5% des expéditions canadiennes de l'industrie chimique en 1986, en regard de 21,3% l'année précédente. L'industrie est ainsi moins dynamique dans l'ensemble du Canada où la croissance de la valeur des expéditions est réduite à 3,9% de sorte que le taux d'utilisation des capacités s'affaiblit davantage, passant de 62,0% en 1985 à 60,5% en 1986. Dans cette conjoncture peu propice aux hausses de prix, l'appréciation de l'indice des prix de vente industriels est restreinte à 1,2%, en 1986, et les profits poursuivent leur augmentation mais à un rythme inférieur à celui de l'année précédente. Dans l'industrie chimique, les bénéfices de base des sociétés, dont l'actif dépasse 10 millions de dollars, s'élèvent à 2 107 millions de dollars en 1986, en hausse de 5,5% en regard de 9,1% en 1985.

Dégonflée par l'indice des prix de vente canadiens, la valeur des expéditions de l'industrie chimique affiche une croissance réelle de 8,8% au Québec en 1986, comparativement à 2,2% en 1985 par rapport à 1984. La recrudescence des activités en 1986 est accompagnée d'une troisième hausse consécutive de l'emploi. L'effectif des salariés est ainsi passé de 24 173 en 1984 à 25 011 en 1986 ce qui représente un gain de 838 emplois, dont 221 en 1986. La croissance du coût des produits intermédiaires est de 5,7% en 1986 et il en résulte une appréciation de 6,7% de la valeur ajoutée. La productivité est affectée du fait que l'amélioration importante de la production est accompagnée d'une faible hausse (0,75%) du nombre d'heures-personnes payées. La valeur ajoutée par heure-personne progresse ainsi de 6%, passant de 63,60 $ en 1985 à 67,40 $ en 1986; selon cette même mesure, le gain de l'industrie sur le plan de la productivité avait été limité à 1,9% en 1985.

La rémunération hebdomadaire moyenne dans l'industrie chimique est la sixième en importance dans le secteur manufacturier et elle s'accroît de 3,3%, passant de 510,40 $ en 1985 à 527,30 $ en 1986. Les entreprises de cette industrie versent 734,4 millions de dollars en salaires et traitements, soit 4,6% de plus qu'en 1985. Le nombre de jours-personnes perdus en arrêts de travail qui totalisait 38 789 en 1985, chute à 3 808 jours-personnes perdus en 1986. L'augmentation tendancielle de l'emploi dans cette industrie suit parallèlement l'accroissement des dépenses en immobilisations, lesquelles passent progressivement de 120,2 millions en 1982 à 365,2 millions de dollars en 1986. Pour cette dernière année la hausse s'établit à 45,8% en regard de 1985.

Par ailleurs, l'industrie des produits pharmaceutiques et des médicaments attend toujours l'adoption du projet de loi fédéral visant à accorder une période d'exclusivité de 10 ans aux entreprises qui investissent dans la recherche et le développement de nouveaux produits. La pétrochimie, une des composantes de l'industrie

chimique, compte au Québec deux installations majeures; il s'agit d'une part, d'éléments d'une des raffineries fermées au cours des dernières années qui ont été rachetés et remis en production et, d'autre part, du complexe Pétromont qui obtient l'aide des gouvernements en 1986 pour moderniser son usine d'éthylène. Cependant, la rentabilité de ces deux entreprises est liée à la disponibilité de matières premières à bon marché et elles bénéficient présentement des prix peu élevés du naphte. Le projet important d'un consortium québécois, Soligaz, pourrait constituer une alternative sur le plan de l'approvisionnement. Ce projet comprend la transformation d'un oléoduc existant afin de pouvoir amener à bas prix du gaz naturel de l'Alberta à Montréal, ainsi qu'une usine de fractionnement des liguides de gaz naturel pour en obtenir du butane et du propane. La disponibilité à prix compétitifs de ces matières premières à Montréal permettrait non seulement la survie des installations existantes, mais également un renouveau de l'industrie pétrochimique; plusieurs investissements importants seraient actuellement en attente de la réalisation du projet Soligaz.

Par ailleurs, alors que de nombreuses installations pétrochimiques ont été démantelées au cours des années difficiles, on assiste récemment à une forte croissance de la demande mondiale de produits pétrochimiques, notamment ceux que fabriquent les usines québécoises et qui sont utilisés dans la fabrication des plastiques.

Tableau 8.1
Part du Québec et de l'Ontario dans le secteur manufacturier canadien, 1970-1986

	Valeur des expéditions		Emploi		Immobilisations	
	Québec	Ontario	Québec	Ontario	Québec	Ontario
			%			
1970-1974 (moyenne)	27,1	51,4	..	..	23,3	46,0
1975-1979 (moyenne)	26,1	50,5	30,0	47,8	20,8	51,7
1981	26,3	49,2	27,9	48,8	17,8	44,3
1982	26,3	49,8	28,1	49,3	18,8	40,0
1983	25,6	51,1	28,2	49,6	23,6	43,9
1984	24,9	52,8	27,2	51,9	31,0	45,1
1985	24,3	53,4	27,1	51,6	29,5	50,9
1986	24,3	53,3	27,5	51,6	26,1	55,8

Source: Statistique Canada.

Graphique 8A
Évolution de la valeur des expéditions des manufacturiers, Québec, Ontario et Canada, 1982-1986

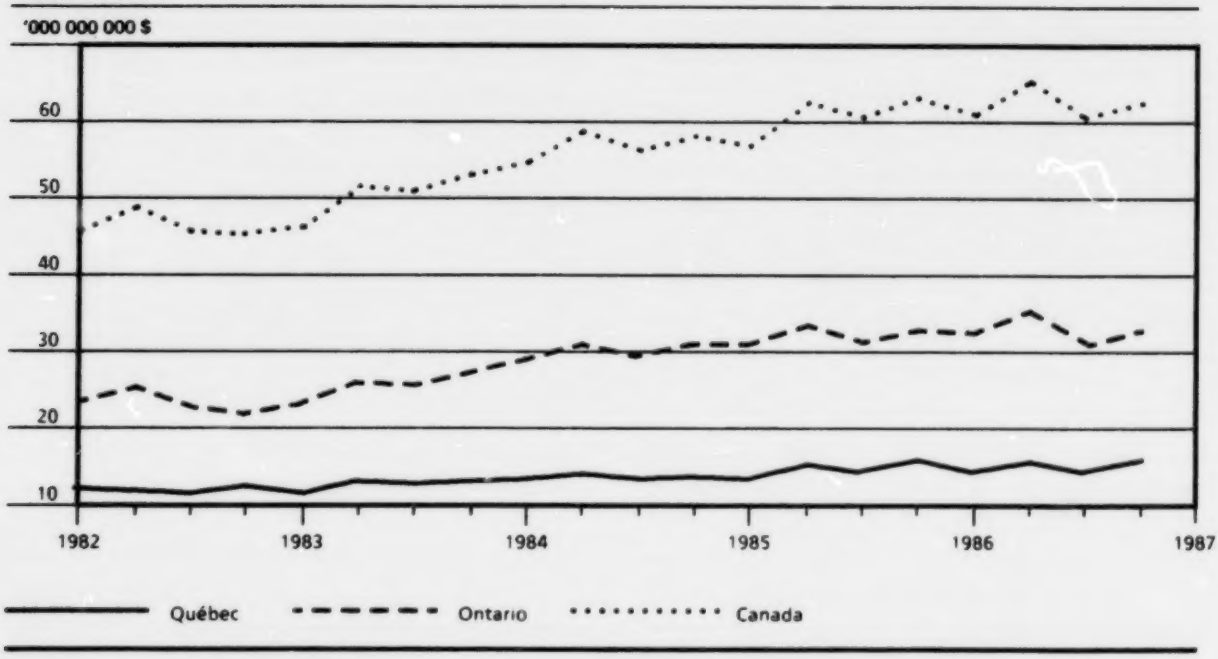


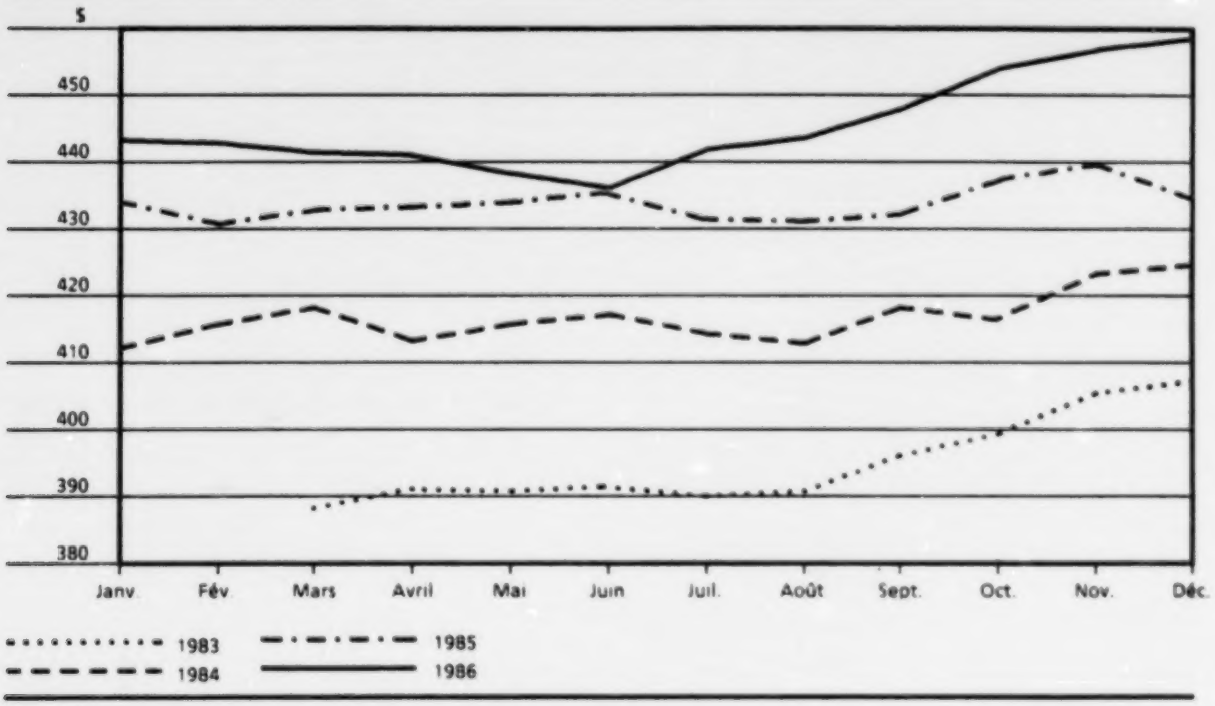
Tableau 8.2
Statistiques principales des industries manufacturières, Québec, 1982-1986

	1982	1983	1984	1985	1986
Valeur de la production ('000 000 $)	**53 469,9**	**56 571,8**	**62 356,3**	**65 606,2**	**68 090,0**
Variation en %	**-5,1**	**5,8**	**10,2**	**5,2**	**3,8**
Biens durables[1]	18 010,6	19 204,1	20 960,8	22 749,1	24 016,1
Variation en %	-11,5	6,6	16,5[2]	8,5	5,6
Biens non durables[1]	34 026,6	35 694,8	38 192,4	39 428,5	40 401,7
Variation en %	-1,3	4,9	7,0	3,2	2,5
Valeur des expéditions et autres recettes ('000 000 $)	**48 762,4**	**52 091,5**	**56 830,7**	**59 456,5**	**60 603,1**
Variation en %	**-3,0**	**6,8**	**9,1**	**4,6**	**1,9**
Indice des prix de vente industriels au Canada (1981=100)	**106,7**	**110,4**	**115,4**	**118,6**	**119,6**
Variation en %	**6,7**	**3,5**	**4,5**	**2,8**	**0,8**
Consommations intermédiaires ('000 000 $)	**32 282,4**	**33 238,4**	**35 776,0**	**36 994,5**	**37 687,2**
Variation en %	**-3,8**	**3,0**	**7,6**	**3,4**	**1,9**
PIB au coût des facteurs[3] ('000 000 $)	**14 527**	**15 933**	**18 674**	**19 808**	**20 679**
Variation en %	**-12,9**	**9,7**	**17,2**	**6,1**	**4,4**
Bénéfices de base Canada ('000 000 $)	**11 042,0**	**15 611,0**	**20 425,0**	**21 369,0**	**20 963,0**
Variation en %	**-33,7**	**41,4**	**30,8**	**4,6**	**-1,9**
Rémunération des salariés[3] ('000 000 $)	**11 336**	**11 848**	**12 927**	**13 699**	**14 535**
Variation en %	**-0,3**	**4,5**	**9,1**	**6,0**	**6,1**
Emploi salarié	**480 250**	**474 820**	**484 883**	**487 117**	**489 493**
Variation en %	**-8,6**	**-1,1**	**2,1**	**0,5**	**0,5**
Heures-personnes payées[4] ('000 000)	**704,9**	**706,8**	**726,1**	**727,9**	**728,5**
Variation en %	**-10,6**	**0,3**	**2,7**	**0,2**	**0,1**
Valeur ajoutée par heure-personne ($)	**26,7**	**29,2**	**32,6**	**34,5**	**36,7**
Variation en %	**3,1**	**9,4**	**11,6**	**5,8**	**6,4**
Jours-personnes perdus en arrêts de travail ('000)	**646,0**	**538,9**	**777,1**	**723,6**	**564,5**
Immobilisations ('000 000 $)	**2 159,8**	**2 087,8**	**2 751,0**	**3 394,5**	**3 635,8**
Variation en %	**-5,0**	**-3,3**	**31,8**	**23,4**	**7,1**
Construction	581,8	493,6	652,1	912,9	741,5
Variation en %	10,9	-15,2	32,1	40,0	-18,8
Machinerie et équipement	1 578,0	1 594,2	2 098,9	2 481,6	2 894,3
Variation en %	-9,7	1,0	31,7	18,2	16,6

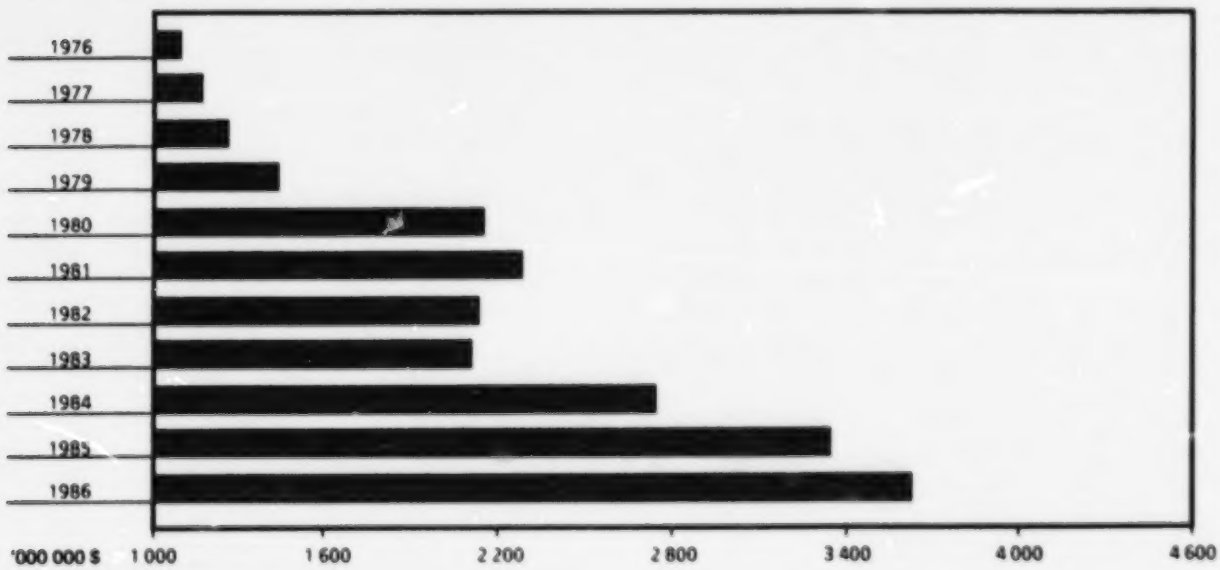
1. Excluant les données confidentielles relatives à l'industrie des produits en caoutchouc, à l'industrie des produits minéraux non métalliques et au groupe des autres industries manufacturières.
2. Excluant l'industrie des produits minéraux non métalliques en 1983.
3. Selon les Comptes économiques des revenus et dépenses du Québec.
4. Activité manufacturière seulement.

Sources: Statistique Canada.
Bureau de la statistique du Québec, Statistiques principales des manufacturiers québécois.

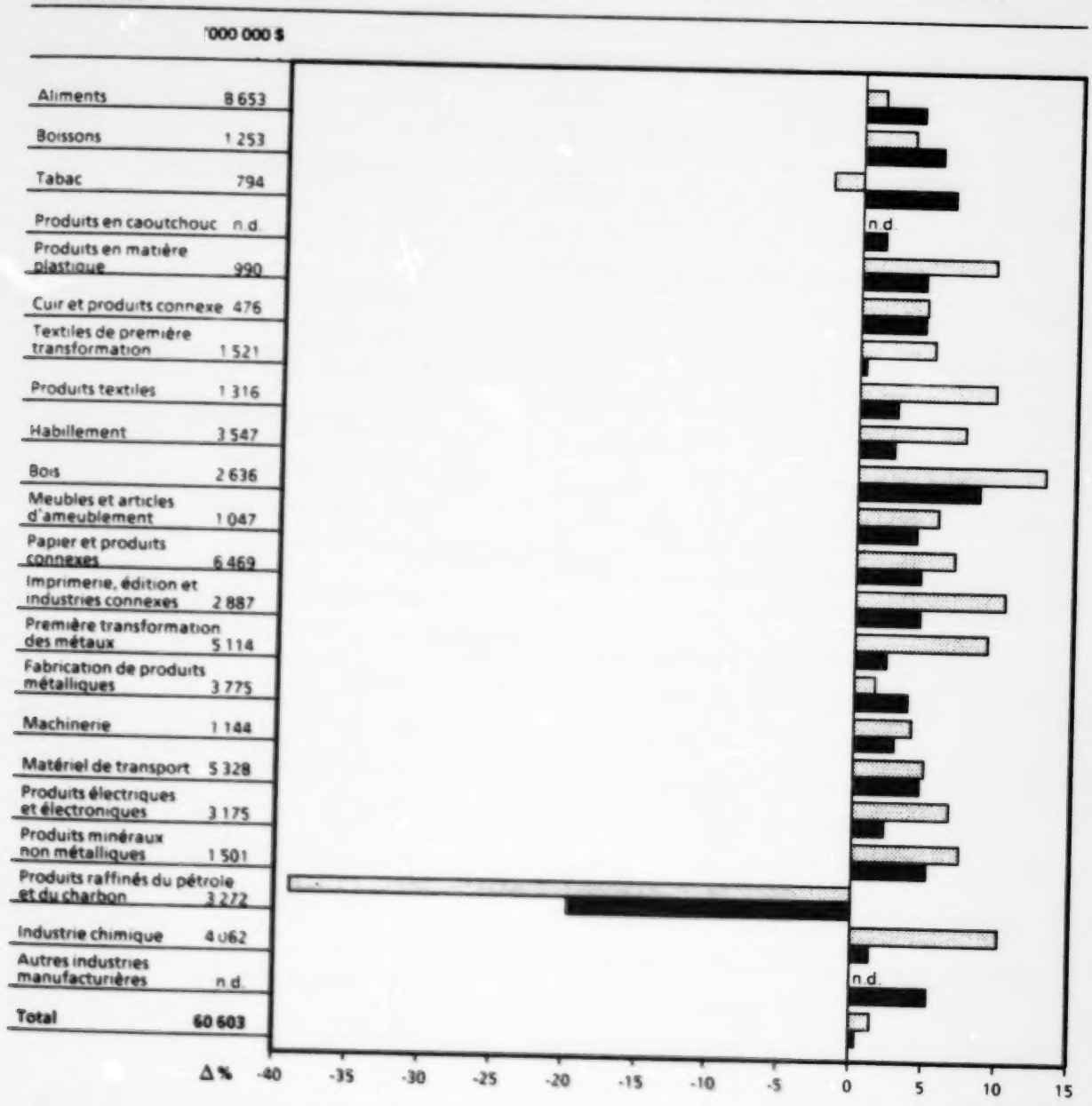
Graphique 8B
Évolution mensuelle de la rémunération hebdomadaire moyenne dans l'industrie manufacturière, Québec, 1983-1986



Graphique 8C
Dépenses en immobilisations du secteur de la fabrication, Québec, 1976-1986



Graphique 8D
Variation des expéditions des manufacturiers québécois et des prix de vente industriels du Canada, 1986/1985

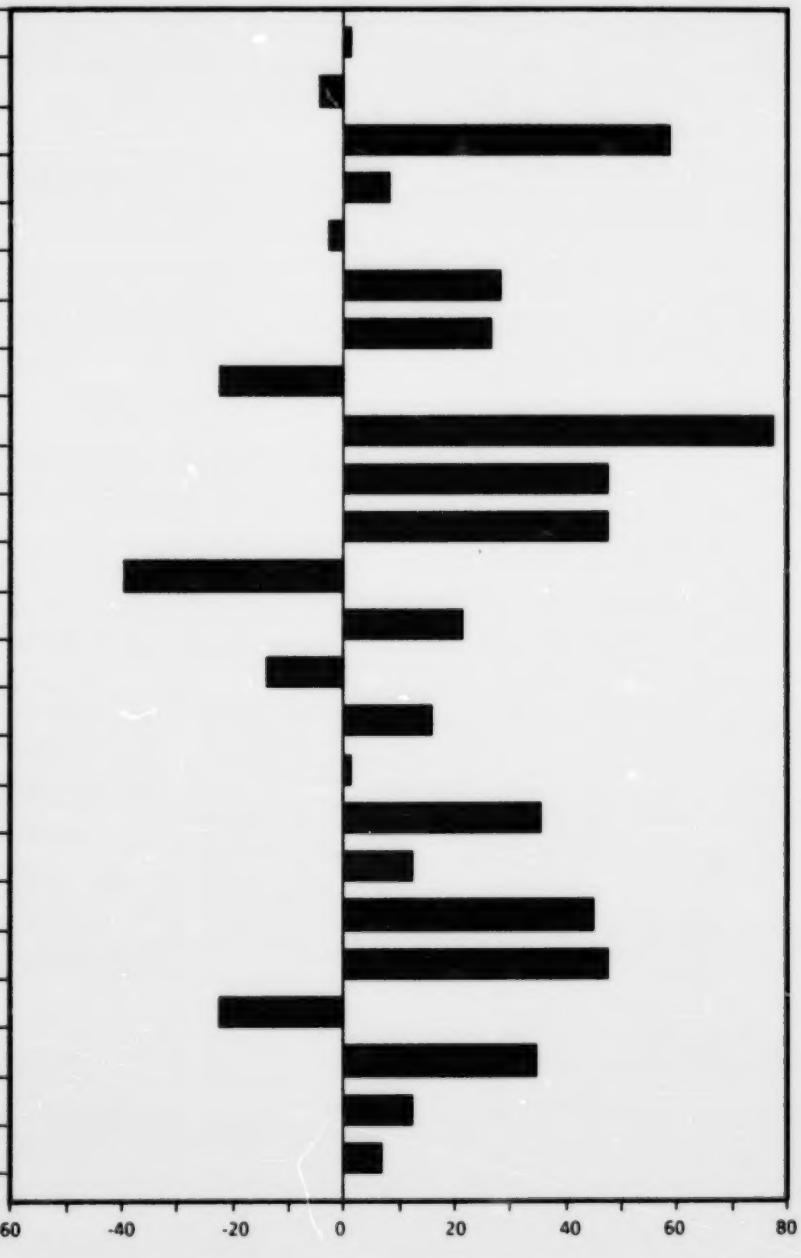


n.d : Donnée non disponible.

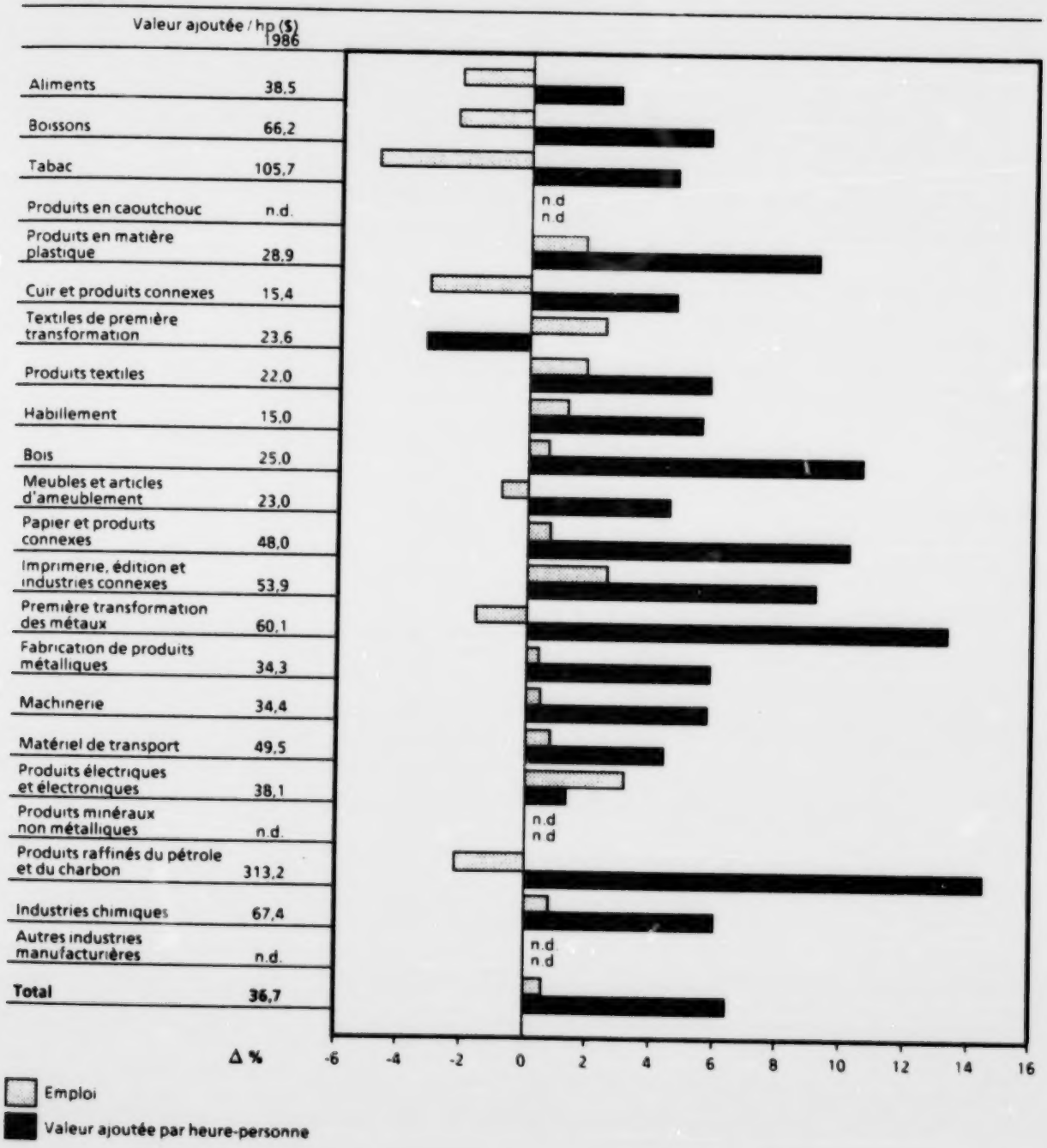
Source : Statistique Canada

Graphique 8E
Variation des dépenses en immobilisations par industrie, Québec, 1986/1985

	'000 000 $
Aliments et boissons	231,9
Tabac	42,5
Caoutchouc et produits en matière plastique	76,5
Cuir	3,8
Textile	72,2
Bonneterie	10,2
Vêtement	19,7
Bois	77,5
Meubles et articles d'ameublement	22,7
Papiers et produits connexes	1 023,1
Imprimerie, édition et industries connexes	82,6
Métaux primaires	552,2
Produits métalliques	88,9
Machinerie	83,4
Matériel de transport	144,8
Appareils et matériel électriques	153,4
Produits minéraux non métalliques	66,2
Produits du pétrole et du charbon	81,2
Produits chimique et produits connexes	365,2
Industries manufacturières diverses	64,8
Industries des biens durables	1 189,1
Industries des biens non durables	2 073,7
Biens de capital imputés aux dépenses d'exploitation	373,0
Total	**3 635,8**



Graphique 8F
Variation de l'emploi et de valeur ajoutée par industrie, Québec, 1986/1985



n.d. : Donnée non disponible.

Source : Bureau de la statistique du Québec, *Statistiques principales des manufacturiers québécois, 1981-1986*.

Tableau 8.3
Valeur de la production, par industrie manufacturière, Québec, 1982-1986

Industrie	1982	1983	1984	1985	1986
			'000 $		
Aliments	8 703 556	8 848 138	9 395 992	9 625 097	9 745 589
Variation en %	2,4	1,7	6,2	2,4	1,3
Boissons	1 173 125	1 215 876	1 318 181	1 368 637	1 437 010
Variation en %	-0,3	3,6	8,4	3,8	5,0
Tabac	721 826	737 242	790 919	865 147	840 561
Variation en %	12,9	2,1	7,3	9,4	-2,8
Produits en caoutchouc	x	x	x	x	x
Variation en %	x	x	x	x	x
Produits en plastique	727 180	824 422	919 304	980 508	1 039 249
Variation en %	-16,2	13,4	11,5	6,7	6,0
Cuir et produits connexes	468 383	456 854	496 920	501 399	509 743
Variation en %	-11,7	-2,5	8,8	0,9	1,7
Textiles de première transformation	1 371 815	1 690 642	1 568 166	1 565 926	1 582 066
Variation en %	-21,0	23,2	-7,2	-0,1	1,0
Produits textiles	995 778	1 259 627	1 282 930	1 305 071	1 392 770
Variation en %	-11,8	26,5	1,8	1,7	6,7
Habillement	2 969 126	3 206 699	3 400 139	3 553 146	3 801 383
Variation en %	-2,9	8,0	6,0	4,5	6,9
Bois	1 554 226	2 148 229	2 506 289	2 707 723	2 986 027
Variation en %	-15,4	38,2	16,7	8,0	10,3
Meubles et articles d'ameublement	717 982	810 677	936 736	1 077 816	1 120 011
Variation en %	-16,8	12,9	15,5	15,1	3,9
Papier et produits connexes	5 242 311	5 441 367	6 201 964	6 790 604	7 416 666
Variation en %	-3,6	3,8	14,0	9,5	9,2
Imprimerie, édition et activités connexes	1 957 911	2 281 595	2 578 690	2 751 026	2 978 141
Variation en %	3,0	16,5	13,0	6,7	8,3
Première transformation des métaux	4 188 167	4 208 494	4 893 543	5 081 888	5 430 217
Variation en %	-9,8	0,5	16,3	3,8	6,9
Produits métalliques	3 278 149	2 909 729	3 394 173	3 917 204	4 110 526
Variation en %	-0,04	-11,2	16,6	15,4	4,9
Machinerie	1 138 757	991 258	1 189 253	1 301 627	1 344 704
Variation en %	-14,1	-13,0	20,0	9,4	3,3
Matériel de transport	3 313 983	4 066 253	4 614 183	4 972 035	5 094 268
Variation en %	-23,3	22,7	13,5	7,8	2,5
Produits électriques et électroniques	2 739 717	2 862 871	3 426 642	3 690 849	3 930 317
Variation en %	-6,6	4,5	19,7	7,7	6,5
Produits minéraux non métalliques	1 079 623	1 206 595	x	x	x
Variation en %	-6,0	11,8	x	x	x
Produits raffinés du pétrole et du charbon	5 864 308	5 578 881	5 794 011	5 520 142	4 775 159
Variation en %	-1,0	-4,9	3,9	-4,7	-13,5
Produits chimiques	3 831 244	4 153 494	4 445 233	4 601 806	4 883 400
Variation en %	6,6	8,4	7,0	3,5	6,1
Autres industries manufacturières	x	x	x	x	x
Variation en %	x	x	x	x	x
Industries de biens durables[1]	**18 010 604**	**19 204 106**	**20 960 819**	**22 749 142**	**24 016 070**
Variation en %	**-11,5**	**6,6**	**16,5**[2]	**8,5**	**5,6**
Industries de biens non durables[1]	**34 026 563**	**35 694 837**	**38 192 449**	**39 428 509**	**40 401 737**
Variation en %	**-1,3**	**4,9**	**7,0**	**3,2**	**2,5**
Total	**53 469 909**	**56 571 806**	**62 356 280**	**65 606 205**	**68 089 951**
Variation en %	**-5,1**	**5,8**	**10,2**	**5,2**	**3,8**

1: Total excluant les données confidentielles.
2: Excluant l'industrie des produits minéraux non métalliques en 1983.
Source: Bureau de la statistique du Québec, Statistiques principales des manufacturiers québécois.

Tableau 8.4
Valeur des expéditions des manufacturiers[1], par industrie, Québec, 1982-1986

Industrie	1982	1983	1984	1985	1986
			'000 $		
Aliments	7 763 004	7 854 900	8 389 262	8 538 243	8 653 062
Variation en %	6,0	1,2	6,8	1,8	1,3
Boissons	1 025 797	1 076 836	1 168 836	1 203 213	1 252 723
Variation en %	4,3	5,0	8,5	2,9	4,1
Tabac	679 290	704 934	742 001	812 791	794 402
Variation en %	12,1	3,8	5,3	9,5	-2,3
Produits en caoutchouc	x	x	x	x	x
Variation en %	x	x	x	x	x
Produits en matière plastique	701 262	788 241	870 663	906 309	990 261
Variation en %	-1,0	12,4	10,5	4,1	9,3
Cuir et produits connexes	427 400	418 468	477 722	455 497	475 533
Variation en %	-8,1	-2,1	14,2	-4,7	4,4
Textiles de première transformation	1 290 561	1 515 691	1 508 304	1 446 887	1 520 510
Variation en %	-16,1	17,4	-0,5	-4,1	5,1
Produits textiles	955 539	1 176 063	1 198 971	1 203 704	1 315 649
Variation en %	-12,2	23,1	1,9	0,4	9,3
Habillement	2 835 655	3 002 899	3 217 290	3 303 829	3 547 430
Variation en %	-2,7	5,9	7,1	2,7	7,4
Bois	1 512 116	2 056 596	2 160 819	2 330 752	2 636 245
Variation en %	-13,2	36,0	5,1	7,9	13,1
Meubles et articles d'ameublement	705 461	779 731	870 753	990 284	1 047 435
Variation en %	-13,5	10,5	11,7	13,7	5,8
Papier et produits connexes	4 861 083	5 062 217	5 717 050	6 050 341	6 469 359
Variation en %	-4,1	4,1	12,9	5,8	6,9
Imprimerie, édition et industries connexes	1 924 738	2 154 534	2 455 067	2 613 243	2 886 894
Variation en %	4,5	11,9	13,9	6,4	10,5
Première transformation des métaux	3 423 778	4 101 666	4 636 379	4 707 909	5 114 398
Variation en %	-5,7	19,8	13,0	1,5	8,6
Produits métalliques	3 058 356	2 747 467	3 203 216	3 715 621	3 774 737
Variation en %	1,4	-10,2	16,6	16,0	1,6
Machinerie	1 038 415	886 281	918 176	1 102 003	1 143 653
Variation en %	-4,0	-14,7	3,6	20,0	3,8
Matériel de transport	3 057 064	3 905 973	4 515 101	5 077 065	5 327 592
Variation en %	-25,2	27,8	15,6	12,4	4,9
Produits électriques et électroniques	2 520 099	2 572 714	2 857 623	2 979 862	3 175 466
Variation en %	-1,2	2,1	11,1	4,3	6,6
Produits minéraux non métalliques	951 055	1 059 905	1 251 858	1 397 182	1 500 916
Variation en %	-4,8	11,4	18,1	11,6	7,4
Produits raffinés du pétrole et du charbon	5 570 863	5 426 688	5 503 423	5 336 191	3 271 780
Variation en %	2,8	-2,6	1,4	-3,0	-38,7
Produits chimiques	3 175 358	3 368 918	3 552 278	3 689 107	4 062 463
Variation en %	5,3	6,1	5,4	3,9	10,1
Autres industries manufacturières	x	x	x	x	x
Variation en %	x	x	x	x	x
Total	**48 762 440**	**52 091 480**	**56 830 740**	**59 456 470**	**60 603 050**
Variation en %	**-3,0**	**6,8**	**9,1**	**4,6**	**1,9**

1. Produits de propre fabrication.

Source: Statistique Canada.

Tableau 8.5

Part du Québec dans la valeur des expéditions des manufacturiers canadiens, par industrie, 1982-1986

Industrie	1982	1983	1984	1985	1986
			%		
Aliments	27,2	26,9	27,2	26,4	25,5
Boissons	26,5	25,7	26,4	25,1	24,0
Tabac	44,8	46,7	44,4	49,4	50,3
Produits en caoutchouc	21,4	21,4	21,9	x	x
Produits en plastique	26,2	26,6	26,3	24,6	24,6
Cuir et produits connexes	36,3	34,1	35,6	35,6	35,3
Textiles de première transformation	56,9	57,5	56,5	53,3	53,3
Produits textiles	49,9	51,4	50,6	46,6	48,2
Habillement	61,0	61,7	61,7	61,2	61,4
Bois	21,2	22,5	24,0	21,8	22,3
Meubles et articles d'ameublement	30,8	32,3	33,3	29,9	29,0
Papier et produits connexes	34,6	35,1	34,0	33,4	33,0
Imprimerie, édition et activités connexes	28,7	28,7	29,3	28,2	28,3
Première transformation des métaux	25,3	28,2	27,1	28,5	30,4
Produits métalliques	27,5	26,1	27,3	27,5	26,6
Machinerie	14,5	14,2	13,2	15,1	15,1
Matériel de transport	14,1	13,1	11,3	11,8	12,2
Produits électriques et électroniques	25,4	26,5	26,2	24,3	24,9
Produits minéraux non métalliques	20,6	21,5	23,2	24,1	23,2
Produits raffinés du pétrole et du charbon	26,8	27,1	25,9	20,7	16,1
Produits chimiques	22,8	22,6	23,2	21,3	22,5
Autres industries manufacturières	22,5	23,6	25,5	x	x
Total	**26,3**	**25,6**	**24,9**	**24,3**	**24,3**

Source: Statistique Canada.

Tableau 8.6
Indice des prix de vente par industrie manufacturière, Canada, 1982-1986

Industrie	1982	1983	1984	1985	1986
			1981=100		
Aliments	104,1	107,0	113,0	114,2	118,8
Variation en %	4,1	2,8	5,6	1,1	4,0
Boissons	113,2	120,9	126,0	130,5	138,1
Variation en %	13,2	6,8	4,2	3,6	5,8
Tabac	111,5	120,7	126,8	135,3	144,2
Variation en %	11,6	8,2	5,0	6,7	6,6
Produits en caoutchouc	107,3	108,3	109,8	112,1	113,9
Variation en %	7,3	1,0	1,4	2,1	1,6
Produits en matière plastique	104,4	107,7	112,6	115,1	119,9
Variation en %	4,5	3,1	4,6	2,2	4,2
Cuir et produits connexes	104,2	107,3	113,0	115,6	120,5
Variation en %	4,2	3,0	5,3	2,3	4,2
Textiles de première transformation	102,7	103,6	106,7	108,0	108,3
Variation en %	2,8	0,9	3,0	1,2	0,3
Produits textiles	105,3	108,2	112,3	114,9	118,3
Variation en %	5,3	2,7	3,7	2,3	3,0
Habillement	106,0	109,4	111,9	114,0	116,9
Variation en %	6,0	3,2	2,3	1,9	2,5
Bois	99,5	109,8	107,5	109,7	118,9
Variation en %	-0,5	10,3	-2,0	2,0	8,4
Meubles et articles d'ameublement	109,0	113,6	118,6	122,0	126,9
Variation en %	9,0	4,2	4,4	2,8	4,0
Papier et produits connexes	103,3	99,9	111,2	112,6	117,3
Variation en %	3,3	-3,3	11,3	1,3	4,2
Imprimerie, édition et industries connexes	110,5	115,5	121,8	127,8	133,0
Variation en %	10,5	4,6	5,4	4,9	4,1
Première transformation des métaux	100,5	103,3	106,7	104,9	107,2
Variation en %	0,5	2,8	3,3	-1,7	2,2
Produits métalliques	107,5	110,7	115,1	119,0	122,8
Variation en %	7,5	3,0	4,0	3,4	3,2
Machinerie	109,9	114,2	118,6	123,4	126,7
Variation en %	9,9	3,8	3,9	4,0	2,7
Matériel de transport	108,7	113,4	119,3	127,1	132,7
Variation en %	8,7	4,4	5,2	6,5	4,4
Produits électriques et électroniques	106,2	109,8	114,4	117,0	119,6
Variation en %	6,2	3,3	4,3	2,3	2,2
Produits minéraux non métalliques	112,6	117,3	119,3	123,2	129,5
Variation en %	12,6	4,2	1,7	3,2	5,1
Produits raffinés du pétrole et du charbon	115,7	121,8	127,1	133,5	107,2
Variation en %	15,7	5,3	4,4	5,0	-19,7
Produits chimiques	105,6	109,1	113,7	115,6	117,0
Variation en %	5,6	3,4	4,2	1,7	1,2
Autres industries manufacturières	104,0	111,4	112,5	115,4	121,9
Variation en %	4,0	7,1	1,0	2,6	5,6
Total	**106,7**	**110,4**	**115,4**	**118,6**	**119,6**
Variation en %	**6,7**	**3,5**	**4,5**	**2,8**	**0,8**

Source: Statistique Canada.

Tableau 8.7
Employés salariés par industrie manufacturière, Québec, 1982-1986

Industrie	1982	1983	1984	1985	1986
			%		
Aliments	44 721	43 812	45 107	45 378	44 425
Variation en %	-6,8	-2,0	3,0	0,6	-2,1
Boissons	10 145	9 826	10 213	10 090	9 858
Variation en %	-3,8	-3,1	3,9	-1,2	-2,3
Tabac	4 490	4 312	4 056	3 910	3 718
Variation en %	-1,8	-4,0	-5,9	-3,6	-4,9
Produits en caoutchouc	x	x	x	x	x
Variation en %	x	x	x	x	x
Produits en matière plastique	8 369	8 194	8 936	8 650	8 806
Variation en %	-9,2	-2,1	9,1	-3,2	1,8
Cuir et produits connexes	9 589	9 351	9 310	9 179	8 895
Variation en %	-14,8	-2,5	-0,4	-1,4	-3,1
Textiles de première transformation	15 834	16 525	15 762	15 305	15 674
Variation en %	14,7	4,4	-4,6	-2,9	2,4
Produits textiles	13 677	15 208	15 228	14 710	14 989
Variation en %	-13,1	11,2	0,1	-3,4	1,9
Habillement	62 665	63 460	63 454	63 259	64 018
Variation en %	-6,0	1,3	-0,0	-0,3	1,2
Bois	23 566	27 367	28 603	29 192	29 396
Variation en %	-16,3	16,1	4,5	2,1	0,7
Meubles et articles d'ameublement	14 254	14 298	14 804	15 163	15 026
Variation en %	-16,3	0,3	3,5	2,4	-0,9
Papier et produits connexes	41 457	40 829	41 107	41 741	42 075
Variation en %	-4,9	-1,5	0,7	1,5	0,8
Imprimerie, édition et industries connexes	25 921	27 074	28 955	28 607	29 351
Variation en %	-2,1	4,4	6,9	-1,2	2,6
Première transformation des métaux	27 676	26 974	27 723	27 473	27 006
Variation en %	-11,7	-2,5	2,8	-0,9	-1,7
Produits métalliques	33 046	30 046	30 959	31 702	31 810
Variation en %	-9,0	-9,1	3,0	2,4	0,3
Machinerie	14 292	13 194	13 324	13 324	13 374
Variation en %	-9,7	-7,7	1,0	0,0	0,4
Matériel de transport	35 795	32 090	32 200	32 878	33 168
Variation en %	-12,7	-10,4	0,3	2,1	0,9
Produits électriques et électroniques	33 559	32 099	34 580	35 430	36 521
Variation en %	-5,6	-4,4	7,7	2,5	3,1
Produits minéraux non métalliques	11 638	11 707	x	x	x
Variation en %	-10,2	0,6	x	x	x
Produits raffinés du pétrole et du charbon	4 034	2 974	2 336	2 229	2 182
Variation en %	-2,3	-26,3	-21,5	-4,6	-2,1
Produits chimiques	24 919	24 173	24 420	24 790	25 011
Variation en %	-5,6	-3,0	1,0	1,5	0,9
Autres industries manufacturières	x	x	x	x	x
Variation en %	x	x	x	x	x
Industries de biens durables[1]	**193 826**	**187 775**	**182 193**	**185 162**	**186 301**
Variation en %	**-11,16**	**-3,12**	**3,5[2]**	**1,6**	**0,6**
Industries de biens non-durables[1]	**265 821**	**265 738**	**268 884**	**267 848**	**269 002**
Variation en %	**-6,75**	**-6,03**	**1,2**	**-0,4**	**0,4**
Total	**480 250**	**474 820**	**484 883**	**487 117**	**489 493**
Variation en %	**-8,6**	**-1,1**	**2,1**	**0,5**	**0,5**

1. Total excluant les données confidentielles
2. Excluant l'industrie des produits minéraux non métalliques en 1983.

Source: Bureau dela statistique du Québec, Statistiques principales des manufacturiers québécois.

Tableau 8.8
Valeur ajoutée par industrie manufacturière, Québec,
1982-1986

Industrie	1982	1983	1984	1985	1986
			'000 $		
Aliments	2 130 475	2 235 370	2 450 632	2 555 600	2 566 950
Variation en %	4,3	4,9	9,6	4,3	0,4
Boissons	624 401	640 774	691 466	708 947	747 549
Variation en %	3,4	2,6	7,9	2,5	5,4
Tabac	415 275	416 961	439 932	466 516	456 204
Variation en %	15,7	0,4	5,5	6,0	-2,2
Produits en caoutchouc	x	x	x	x	x
Variation en %	x	x	x	x	x
Produits en matière plastique	291 954	339 774	385 782	409 442	431 916
Variation en %	-10,4	16,4	13,5	6,1	5,5
Cuir et produits connexes	232 810	228 127	247 192	245 139	249 226
Variation en %	-10,8	-2,0	8,4	-0,8	1,7
Textiles de première transformation	446 355	598 825	573 238	556 692	542 431
Variation en %	-22,8	34,2	-4,3	-2,9	-2,6
Produits textiles	405 638	522 748	518 262	529 779	556 114
Variation en %	-14,9	28,9	-0,9	2,2	5,0
Habillement	1 432 742	1 533 670	1 601 514	1 677 710	1 798 500
Variation en %	-2,8	7,0	4,4	4,8	7,2
Bois	641 332	886 814	1 045 422	1 137 920	1 263 650
Variation en %	-20,9	38,3	17,9	8,8	11,0
Meubles et articles d'ameublement	365 973	430 333	494 693	563 932	584 878
Variation en %	-18,7	17,6	15,0	14,0	3,7
Papier et produits connexes	2 116 004	2 080 010	2 571 317	2 941 670	3 339 820
Variation en %	-11,5	-1,7	23,6	14,4	13,5
Imprimerie, édition et industries connexes	1 110 400	1 350 754	1 539 830	1 657 260	1 802 080
Variation en %	1,6	21,6	14,0	7,6	8,7
Première transformation des métaux	1 249 314	1 691 178	1 999 885	2 090 430	2 286 780
Variation en %	-15,8	35,4	18,3	4,5	9,4
Produits métalliques	1 385 243	1 174 402	1 394 472	1 633 560	1 736 050
Variation en %	1,3	-15,2	18,7	17,1	6,3
Machinerie	589 391	511 508	634 497	695 627	725 148
Variation en %	-5,7	-13,2	24,0	9,6	4,2
Matériel de transport	1 339 419	1 676 525	1 993 067	2 176 050	2 245 230
Variation en %	-26,7	25,2	18,9	9,2	3,2
Produits électriques et électroniques	1 472 054	1 465 298	1 729 949	1 890 670	1 984 510
Variation en %	-0,3	-0,5	18,1	9,3	5,0
Produits minéraux non métalliques	492 739	568 027	x	x	x
Variation en %	-3,0	15,3	x	x	x
Produits raffinés du pétrole et du charbon	556 223	568 276	754 070	790 567	880 717
Variation en %	-34,0	2,2	32,7	4,8	11,4
Produits chimiques	1 541 410	1 757 702	1 947 659	1 990 370	2 124 690
Variation en %	2,2	14,0	10,8	2,2	6,7
Autres industries manufacturières	x	x	x	x	x
Variation en %	x	x	x	x	x
Total	**19 514 785**	**21 465 289**	**24 558 411**	**26 404 393**	**28 131 868**
Variation en %	**-8,1**	**10,0**	**14,4**	**7,5**	**6,5**

Source: Bureau de la statistique du Québec, Statistiques principales des manufacturiers québécois.

Tableau 8.9
Valeur ajoutée par heure-personne par industrie manufacturière, Québec, 1982-1986

Industrie	1982	1983	1984	1985	1986
			$		
Aliments	31,6	33,9	35,9	37,4	38,5
Variation en %	16,6	7,3	5,9	4,3	2,9
Boissons	57,0	60,4	58,8	62,0	66,2
Variation en %	9,0	6,0	-2,6	5,4	6,8
Tabac	69,0	79,3	90,5	100,9	105,7
Variation en %	18,8	14,9	14,1	11,5	4,8
Produits en caoutchouc	x	x	x	x	x
Variation en %	x	x	x	x	x
Produits en matière plastique	21,1	24,3	25,3	26,5	28,9
Variation en %	8,8	15,2	4,1	4,7	9,1
Cuir et produits connexes	13,2	13,4	14,3	14,7	15,4
Variation en %	3,9	1,5	6,7	2,8	4,8
Textiles de première transformation	18,4	22,7	23,5	24,4	23,6
Variation en %	-4,2	23,4	3,5	3,8	-3,3
Produits textiles	18,1	19,7	19,4	20,8	22,0
Variation en %	-0,5	8,8	-1,5	7,2	5,8
Habillement	13,1	13,5	13,9	14,2	15,0
Variation en %	2,3	3,1	3,0	2,2	5,6
Bois	16,0	18,9	21,2	22,6	25,0
Variation en %	-4,2	18,1	12,2	6,6	10,6
Meubles et articles d'ameublement	15,1	17,4	19,3	22,0	23,0
Variation en %	-1,3	15,2	10,9	14,0	4,5
Papier et produits connexes	32,9	32,2	39,7	43,6	48,0
Variation en %	-3,2	-2,1	23,3	9,8	10,1
Imprimerie, édition et industries connexes	35,7	40,0	46,0	49,4	53,9
Variation en %	2,3	12,0	15,0	7,4	9,1
Première transformation des métaux	32,6	45,6	52,5	53,0	60,1
Variation en %	-6,3	39,9	15,1	1,0	13,4
Produits métalliques	26,1	24,5	27,5	32,4	34,3
Variation en %	15,5	-6,1	12,2	17,8	5,9
Machinerie	28,3	27,5	30,2	32,5	34,4
Variation en %	8,0	-2,8	9,8	7,6	5,8
Matériel de transport	24,3	36,4	44,6	47,4	49,5
Variation en %	-10,3	49,8	22,5	6,3	4,4
Produits électriques et électroniques	33,4	32,5	35,3	37,6	38,1
Variation en %	14,8	-2,7	8,6	6,5	1,3
Produits minéraux non métalliques	27,1	31,3	x	x	x
Variation en %	8,0	15,5	x	x	x
Produits raffinés du pétrole et du charbon	118,4	160,0	285,2	273,3	313,2
Variation en %	-35,2	35,1	78,3	-4,2	14,6
Produits chimiques	52,9	58,7	62,4	63,6	67,4
Variation en %	10,4	11,0	6,3	1,9	6,0
Autres industries manufacturières	x	x	x	x	x
Variation en %	x	x	x	x	x
Total	**26,7**	**29,2**	**32,6**	**34,5**	**36,7**
Variation en %	**3,1**	**9,4**	**11,6**	**5,8**	**6,4**

Source: Bureau de la statistique du Québec, Statistiques principales des manufacturiers québécois.

Tableau 8.10

Rémunération hebdomadaire moyenne par industrie manufacturière, Québec, 1984, 1985 et 1986

Industrie	1984	1985	1986
		$	
Aliments et boissons	406,5	413,3	439,8
Variation en %	..	1,7	6,4
Tabac	592,7	634,1	672,0
Variation en %	..	7,0	6,0
Caoutchouc et produits en matière plastique	359,7	400,8	424,8
Variation en %	..	11,4	6,0
Cuir	284,9	276,9	295,4
Variation en %	..	-2,8	6,7
Textile	352,8	362,2	382,0
Variation en %	..	2,7	5,5
Bonneterie	278,2	300,7	300,1
Variation en %	..	8,1	-0,2
Vêtement	265,9	275,4	275,7
Variation en %	..	3,6	0,1
Bois	357,2	392,1	394,1
Variation en %	..	9,8	0,5
Meubles et articles d'ameublement	321,6	326,8	331,2
Variation en %	..	1,6	1,3
Papiers et produits connexes	523,2	547,2	570,0
Variation en %	..	4,6	4,2
Imprimerie, édition et industries connexes	409,9	438,1	451,1
Variation en %	..	6,9	3,0
Métaux primaires	587,5	607,4	618,0
Variation en %	..	3,4	1,7
Produits métalliques	412,3	421,5	435,5
Variation en %	..	2,2	3,3
Machinerie	431,5	465,6	474,3
Variation en %	..	7,9	1,9
Matériel de transport	496,7	535,7	546,3
Variation en %	..	7,9	2,0
Appareils et matériel électriques	468,5	490,7	508,7
Variation en %	..	4,7	3,7
Produits minéraux non métalliques	459,1	469,8	503,5
Variation en %	..	2,3	7,2
Produits du pétrole et du charbon	660,7	688,8	676,9
Variation en %	..	4,3	-1,7
Produits chimiques et produits connexes	490,7	510,4	527,3
Variation en %	..	4,0	3,3
Industries manufacturières diverses	350,8	354,7	361,6
Variation en %	..	1,1	1,9
Total	**417,2**	**434,3**	**445,7**
Variation en %	..	**4,1**	**2,6**

Source: Statistique Canada.

Tableau 8.11
Salaires et traitements par industrie manufacturière, Québec,
1982-1986

Industrie	1982	1983	1984	1985	1986
			'000 $		
Aliments	875 966	918 683	974 289	1 002 000	1 024 420
Variation en %	4,7	4,9	6,1	2,8	2,2
Boissons	261 055	275 348	300 749	303 599	312 295
Variation en %	7,0	5,5	9,2	0,9	2,9
Tabac	117 122	126 731	129 306	133 814	136 611
Variation en %	11,3	8,2	2,0	3,5	2,1
Produits en caoutchouc	x	x	x	x	x
Variation en %	x	x	x	x	x
Produits en matière plastique	146 070	151 755	173 302	177 105	189 424
Variation en %	-1,0	3,9	14,2	2,2	7,0
Cuir et produits connexes	134 411	136 255	141 399	144 124	146 361
Variation en %	-7,9	1,4	3,8	1,9	1,6
Textiles de première transformation	283 531	325 478	326 312	324 194	342 941
Variation en %	-9,8	14,8	0,3	-0,6	5,8
Produits textiles	220 926	255 768	272 091	274 129	288 816
Variation en %	-6,0	15,8	6,4	0,7	5,4
Habillement	845 606	882 756	914 953	951 438	986 318
Variation en %	-1,6	4,4	3,6	4,0	3,7
Bois	393 194	493 795	551 038	601 675	626 647
Variation en %	-11,3	25,6	11,6	9,2	4,1
Meubles et articles d'ameublement	221 119	239 674	262 381	290 304	301 401
Variation en %	-14,1	8,4	9,5	10,6	3,8
Papier et produits connexes	1 075 278	1 156 073	1 228 781	1 301 560	1 375 480
Variation en %	4,0	7,5	6,3	5,9	5,7
Imprimerie, édition et industries connexes	564 311	630 105	703 286	738 969	796 254
Variation en %	7,9	11,7	11,6	5,1	7,8
Première transformation des métaux	820 355	868 542	952 517	991 823	1 015 010
Variation en %	3,5	5,9	9,7	4,1	2,3
Produits métalliques	688 799	656 865	698 547	737 928	766 959
Variation en %	3,2	-4,6	6,3	5,6	3,9
Machinerie	313 489	292 808	318 550	336 595	342 797
Variation en %	2,5	-6,6	8,8	5,7	1,8
Matériel de transport	846 644	821 919	882 068	926 585	938 989
Variation en %	-7,0	-2,9	7,3	5,0	1,3
Produits électriques et électroniques	726 246	758 761	874 300	930 883	978 694
Variation en %	5,8	4,5	15,2	6,5	5,1
Produits minéraux non métalliques	253 922	271 709	x	x	x
Variation en %	-2,7	7,0	x	x	x
Produits raffinés du pétrole et du charbon	134 022	103 951	91 421	92 147	86 293
Variation en %	13,4	-22,4	-12,1	0,8	-6,4
Produits chimiques	594 709	616 650	663 169	702 308	734 367
Variation en %	4,2	3,7	7,5	5,9	4,6
Autres industries manufacturières	x	x	x	x	x
Variation en %	x	x	x	x	x
Industries de biens durables[1]	**4 263 768**	**4 404 073**	**4 539 401**	**4 815 793**	**4 970 497**
Variation en %	**-1,4**	**3,3**	**9,8[2]**	**6,1**	**3,2**
Industries de biens non-durables[1]	**5 253 007**	**5 579 553**	**5 919 058**	**6 145 387**	**6 419 580**
Variation en %	**2,3**	**6,2**	**6,1**	**3,8**	**4,5**
Total	**9 886 414**	**10 378 168**	**11 178 304**	**11 811 340**	**12 173 733**
Variation en %	**0,6**	**5,0**	**7,7**	**5,7**	**3,1**

1. Total excluant les données confidentielles
2. Excluant l'industrie des produits minéraux non métalliques en 1983.
Source: Bureau de la statistique du Québec, Statistiques principales des manufacturiers québécois.

Tableau 8.12
Jours-personnes perdus en arrêts de travail par industrie manufacturière, Québec, 1982-1986

Industrie	1982	1983	1984	1985	1986
			n		
Aliments et boissons	92 166	168 927	95 855	87 487	76 095
Tabac	0	0	0	0	0
Caoutchouc et produits en matière plastique	11 113	14 829	1 486	87 328	12 700
Cuir	2 804	1 188	5 280	3 710	0
Textile	27 050	6 785	1 957	76 912	6 780
Bonneterie	540	3 754	2 592	2 043	1 530
Vêtement	24 236	65 278	11 355	3 859	51 684
Bois	31 345	22 472	74 839	44 740	44 370
Meubles et articles d'ameublement	11 002	35 922	17 304	16 530	21 921
Papiers et produits connexes	85 449	23 325	147 569	36 496	18 449
Imprimerie, édition et industries connexes	28 561	2 615	1 976	7 516	8 168
Métaux primaires	158 526	29 306	34 502	25 914	118 266
Produits métalliques	53 341	15 307	26 686	17 065	47 223
Machinerie	1 320	1 565	38 739	15 397	54 112
Matériel de transport	48 630	88 560	139 943	196 228	12 709
Appareils et matériel électriques	35 624	12 147	29 050	22 732	46 022
Produits minéraux non métalliques	32 964	23 876	117 425	20 802	36 209
Produits du pétrole et du charbon	0	0	0	0	0
Produits chimiques et produits connexes	984	10 238	12 791	38 789	3 808
Industries manufacturières diverses	390	12 782	17 785	20 031	4 424
Total	**646 045**	**538 876**	**777 134**	**723 579**	**564 470**

Source: Travail Québec.

Tableau 8.13
Immobilisations par industrie manufacturière, Québec, 1982-1986

Industrie	1982	1983	1984	1985	1986
			'000 000$		
Aliments et boissons	190,3	179,3	229,4	231,2	231,9
Variation en %	-1,3	-5,8	27,9	0,8	0,3
Tabac	22,9	33,0	32,0	44,7	42,5
Variation en %	30,1	44,1	-3,0	39,7	-4,9
Caoutchouc et produits en matière plastique	28,3	33,2	47,9	48,0	76,5
Variation en %	53,0	17,3	44,3	0,2	59,4
Cuir	3,3	3,8	3,6	3,5	3,8
Variation en %	-28,3	15,2	-5,3	-2,8	8,6
Textile	80,6	63,7	75,0	73,6	72,2
Variation en %	-1,9	-21,0	17,7	-1,9	-1,9
Bonneterie	11,2	15,2	14,5	7,9	10,2
Variation en %	1,8	35,7	-4,6	-45,5	29,1
Vêtement	7,3	10,3	13,6	15,5	19,7
Variation en %	-44,7	41,1	32,0	14,0	27,1
Bois	125,0	83,1	62,9	99,6	77,5
Variation en %	104,6	-33,5	-24,3	58,3	-22,2
Meubles et articles d'ameublement	4,3	5,7	9,6	12,7	22,7
Variation en %	-66,4	32,6	68,4	32,3	78,7
Papiers et produits connexes	472,1	401,3	473,3	688,4	1 023,1
Variation en %	-1,9	-15,0	17,9	45,4	48,6
Imprimerie, édition et industries connexes	28,8	40,6	83,5	55,6	82,6
Variation en %	-10,8	41,0	105,7	-33,4	48,6
Métaux primaires	280,0	260,3	658,7	918,5	552,2
Variation en %	-36,3	-7,0	153,1	39,4	-39,9
Produits métalliques	35,9	31,0	71,4	73,5	88,9
Variation en %	-45,0	-13,6	130,3	2,9	21,0
Machinerie	61,2	58,0	86,5	96,4	83,4
Variation en %	16,6	-5,2	49,1	11,4	-13,5
Matériel de transport	88,6	80,8	80,1	124,9	144,8
Variation en %	-14,2	-8,8	-0,9	55,9	15,9
Appareils et matériel électriques	94,2	157,2	142,8	153,3	153,4
Variation en %	9,3	66,9	-9,2	7,4	0,1
Produits minéraux non métalliques	45,8	42,2	47,7	48,7	66,2
Variation en %	-21,6	-7,9	13,0	2,1	35,9
Produits du pétrole et du charbon	220,7	199,7	95,5	72,4	81,2
Variation en %	102,8	-9,5	-52,2	-24,2	12,2
Produits chimiques et produits connexes	120,2	135,0	207,8	250,5	365,2
Variation en %	-29,8	12,3	53,9	20,5	45,8
Industries manufacturières diverses	17,0	23,6	28,7	43,7	64,8
Variation en %	-17,1	38,8	21,6	52,3	48,3
Industries de biens durables	735,0	718,3	1 159,7	1 527,6	1 189,1
Variation en %	-16,4	-2,3	61,5	31,7	-22,2
Industries de biens non durables	1 202,7	1 138,7	1 304,8	1 535,0	2 073,7
Variation en %	4,2	-5,3	14,6	17,6	35,1
Biens de capital imputés aux dépenses d'exploitation	222,1	230,8	286,5	331,9	373,0
Variation en %	-7,0	3,9	24,1	15,8	12,4
Total	2 159,8	2 087,8	2 751,0	3 394,5	3 635,8
Variation en %	-5,0	-3,3	31,8	23,4	7,1

Source: Statistique Canada.

Tableau 8.14
Bénéfices de base des sociétés ayant un actif total de 10 millions ou plus, par industrie, Canada, 1982-1986

Industrie	1982	1983	1984	1985	1986
			'000 000 $		
Aliments	932,0	1 143,0	1 241,0	1 286,0	1 515,0
Variation en %	-2,0	22,6	8,6	3,6	17,8
Boissons	594,0	613,0	569,0	704,0	1 169,0
Variation en%	1,9	3,2	-7,2	23,7	66,1
Tabac	272,0	292,0	298,0	344,0	176,0
Variation en %	13,3	7,4	2,1	15,4	-48,8
Caoutchouc et produits en matière plastique	160,0	216,0	327,0	313,0	337,0
Variation en %	-38,2	35,0	50,0	-4,3	7,7
Cuir	24,0	33,0	33,0	25,0	23,0
Variation en %	-33,3	37,5	0,0	-24,2	-8,0
Textile et bonneterie	140,0	380,0	348,0	343,0	500,0
Variation en %	-61,0	171,4	-8,4	-1,4	45,8
Vêtement	20,0	54,0	62,0	72,0	85,0
Variation en %	-52,4	170,0	14,8	16,1	18,1
Bois	-76,0	310,0	90,0	435,0	673,0
Variation en %	-	-	-71,0	383,3	54,7
Meubles et articles d'ameublement	32,0	35,0	31,0	44,0	54,0
Variation en %	-8,6	9,4	-11,4	41,9	22,7
Papiers, produits connexes et exploitation forestière	559,0	685,0	1 544,0	1 674,0	2 855,0
Variation en %	-70,7	22,5	125,4	8,4	70,6
Imprimerie, édition et industries connexes	550,0	596,0	710,0	739,0	976,0
Variation en %	10,0	8,4	19,1	4,1	32,1
Métaux primaires	364,0	670,0	1 279,0	1 094,0	1 299,0
Variation en %	-77,9	84,1	90,9	-14,5	18,7
Produits métalliques	287,0	420,0	469,0	540,0	649,0
Variation en %	-55,4	46,3	11,7	15,1	20,2
Machinerie	167,0	102,0	249,0	191,0	130,0
Variation en %	-50,9	-38,9	144,1	-23,3	-31,9
Matériel de transport	507,0	2 458,0	3 852,0	3 725,0	2 776,0
Variation en %	-25,9	384,8	56,7	-3,3	-25,5
Appareils et matériel électriques	713,0	926,0	1 072,0	1 024,0	1 235,0
Variation en %	-19,9	29,9	15,8	-4,5	20,6
Produits minéraux non métalliques	141,0	357,0	498,0	742,0	725,0
Variation en %	-66,3	153,2	39,5	49,0	-2,3
Produits du pétrole et du charbon	4 277,0	4 447,0	5 555,0	5 683,0	3 286,0
Variation en %	-15,9	4,0	24,9	2,3	-42,2
Produits chimiques et produits connexes	1 086,0	1 528,0	1 831,0	1 998,0	2 107,0
Variation en %	-31,5	40,7	19,8	9,1	5,5
Industries manufacturières diverses	293,0	346,0	367,0	393,0	393,0
Variation en %	7,7	18,1	6,1	7,1	0,0
Industries des biens durables	**2 428,0**	**5 624,0**	**7 907,0**	**8 188,0**	**7 934,0**
Variation en %	**-25,4**	**15,9**	**25,3**	**5,3**	**-1,2**
Industries des biens non durables	**8 614,0**	**9 987,0**	**12 518,0**	**13 181,0**	**13 029,0**
Variation en %	**-25,4**	**15,9**	**25,3**	**5,3**	**-1,2**
Total	**11 042,0**	**15 611,0**	**20 425,0**	**21 369,0**	**20 963,0**
Variation en %	**-33,7**	**41,4**	**30,8**	**4,6**	**-1,9**

Source: Statistique Canada.

Le secteur tertiaire contribue un peu moins à la croissance économique en 1986 qu'au cours des années précédentes. Au chapitre de l'emploi, notamment, l'accroissement du nombre de personnes occupées dans les activités tertiaires s'établit à 1,6% en 1986 tandis que la hausse atteignait 4,5% en 1985. Le produit intérieur brut de ce secteur enregistre aussi une croissance un peu plus faible en 1986, soit de 6,2% comparativement à 7,9% en 1985. Finalement, les dépenses en immobilisations des entreprises du secteur tertiaire connaissent en 1986 une augmentation de 2,8% après avoir augmenté de 11,7% en 1985; toutefois, certaines industries du secteur tertiaire affichent une forte hausse de leurs dépenses en immobilisations en 1986. (Voir graphique 9A)

LES TRANSPORTS, LES COMMUNICATIONS ET LES AUTRES SERVICES D'UTILITÉ PUBLIQUE

Au Québec, les industries du transport, des communications et des services d'utilité publique représentent respectivement 4,6%, 3,4% et 3,6% du produit intérieur brut au coût des facteurs. Globalement, le produit intérieur brut de ces trois industries totalise 11 861 millions de dollars en 1986 ce qui constitue une hausse de 2,7% en regard de 5,2% l'année précédente. C'est l'industrie des communications qui, avec 1,4%, connaît le plus faible taux de croissance en 1986, tandis que celles des transports et des services d'utilité publique enregistrent des hausses de 3,3% et 4,8% respectivement. En ce qui a trait à la rémunération des salariés, qui compte pour 59% du produit intérieur brut de ces trois industries, elle s'accroît de 2,7% en 1986, le taux de croissance de chacune des trois industries étant supposé identique dans la production des données préliminaires. (Voir tableau 9.1 et graphique 9B)

La faible croissance du produit intérieur brut des industries du transport, des communications et des services d'utilité publique se manifeste aussi au chapitre de l'emploi qui se révèle en baisse de 3 000 en 1986; cette diminution se produit dans l'industrie des services d'utilité publique (électricité, gaz et eau) tandis que dans les transports et les communications l'emploi demeure pratiquement inchangé. En 1985, dans ces trois industries, l'emploi s'était amélioré avec une forte hausse de 19 000, mais le total de 221 300 demeurait inférieur au sommet de 230 200 atteint en 1980.

En ce qui a trait aux dépenses en immobilisations, elles demeurent en baisse pour une quatrième année consécutive, celles-ci totalisant 2 876,7 millions comparativement à 2 961,3 millions de dollars en 1985. Les services d'utilité publique sont déterminants à cet égard, puisque les dépenses en immobilisations, qui se chiffrent à 1 632,6 millions de dollars, enregistrent à nouveau une baisse; cependant, cette diminution de 2,1% est minime en regard de celles observées depuis la fin des grands travaux à la Baie-James. Les dépenses en immobilisations de l'industrie du transport sont également en baisse au cours des deux dernières années au fur et à mesure que les travaux de construction d'oléoducs dans les régions du Québec sont progressivement complétés; les dépenses de l'industrie s'établissent à 481,0 millions en 1986 comparativement à 774,7 millions de dollars en 1984. Par contre, l'industrie des communications réalise des dépenses en immobilisations importantes au cours des dernières années; celles-ci augmentent de 11,9% en 1986 pour totaliser 763,1 millions de dollars. Parmi les développements récents qui contribuent à la hausse des investissements on compte la téléphonie cellulaire, l'introduction de la fibre optique

dans les lignes téléphoniques et une nouvelle chaîne de télévision francophone.

LE COMMERCE DE GROS ET DE DÉTAIL

Le commerce constitue une des rares industries à afficher un taux de croissance plus élevé de son produit intérieur brut en 1986 qu'en 1985, soit 10,2% comparativement à 8,7%. La vigueur des dépenses de consommation des ménages se traduit dans la valeur des ventes au détail, notamment celle des marchands de meubles, d'appareils ménagers, de téléviseurs, radios et accessoires, ainsi que celle des quincailleries, des concessionnaires d'automobiles et des magasins de vêtements et de chaussures. Dans l'ensemble des commerces de détail, la valeur des ventes s'accroît de 9,1% en 1986 après avoir augmenté de 9,6% en 1985.

Le commerce de gros connaît aussi une bonne année puisque le nombre de personnes occupées dans cette activité s'accroît de 11 000 ou 8,6% en 1986. La croissance de l'emploi s'établit à 13 000 dans le commerce de détail, ce qui représente une hausse de 3,6%. L'industrie du commerce demeure celle où la rémunération hebdomadaire moyenne est la plus faible; elle se situe à 305,13 $ en 1986 comparativement à 410,48 $ dans l'ensemble des industries. Cependant, au cours des deux dernières années le commerce enregistre deux augmentations importantes à ce chapitre, soit 5,1% en 1985 et 3,5% en 1986. (Voir tableau 9.2)

Par ailleurs, si le taux de croissance des dépenses en immobilisations des entreprises du commerce de gros et de détail est peu élevé, soit de 1,4%, ces dépenses en chiffres absolus se situent à un niveau élevé. Elles totalisent effectivement 421,4 millions de dollars après avoir connu de fortes hausses depuis 1982; en 1981, ces dépenses s'établissaient à 258,4 millions de dollars. En 1986, ce sont les immobilisations en nouvelles constructions qui augmentent le plus (10,3%), mais les immobilisations en machinerie et équipements, atteignant 300 millions de dollars, constituent la composante la plus importante.

LES FINANCES, LES ASSURANCES ET LES AFFAIRES IMMOBILIÈRES

La forte expansion du crédit à la consommation, des prêts hypothécaires et du financement des entreprises est favorable au développement du secteur des finances, des assurances et des affaires immobilières en 1986 comme au cours des années précédentes. En effet, l'encours du crédit à la consommation des intermédiaires financiers s'accroît de 13,0% au Québec en 1986, tandis que celui des prêts hypothécaires augmente de 16,2%; l'encours des prêts non hypothécaires des institutions de dépôt aux entreprises est aussi en hausse de 14,1% par rapport à 1985. Par ailleurs, la valeur totale des dépôts faits dans les institutions de dépôt s'accroît de 8,9% en 1986.

La rentabilité des activités apparaît toutefois moindre en 1986, puisqu'en dépit d'une hausse de 9,1% de la rémunération totale des salariés, le produit intérieur brut de l'industrie des finances, assurances et affaires immobilières s'accroît moins fortement qu'au cours des trois années précédentes; la hausse se situe à 7,9% en 1986, comparativement à 11,3% en 1985. La croissance de la rémunération totale des salariés reflète un accroissement de 6,7% de la rémunération hebdomadaire moyenne et une forte hausse de 6,5% de l'emploi survenu l'année précédente. En effet,

en 1986 l'emploi demeure sensiblement au même niveau qu'en 1985, une hausse de 3 000 emplois dans les compagnies d'assurance étant annulée par une baisse équivalente chez les courtiers en valeurs immobilières et en assurances. (Voir tableau 9.3)

Au cours des dernières années, l'industrie est stimulée par le niveau élevé de l'épargne et du crédit, le succès du régime d'épargne-action et le processus de décloisement des diverses activités du secteur. Les dépenses en immobilisations des entreprises sont passées de 482,5 millions de dollars en 1981 à 912,9 millions de dollars en 1985; en 1986 elles enregistrent une nouvelle hausse de 33,3% pour atteindre 1 216,5 millions de dollars. Contrairement aux trois années précédentes, en 1986 l'accroissement est particulièrement marqué pour les nouvelles constructions qui représentent des immobilisations de 979,8 millions de dollars, en hausse de 63,7%.

LES SERVICES SOCIO-CULTURELS, COMMERCIAUX ET PERSONNELS

La vaste industrie des services socio-culturels, commerciaux et personnels regroupe des activités très diverses. Une partie de celles-ci est reliée aux services publics où les restrictions imposées à la hausse des dépenses publiques ont limité la croissance de la production au cours des dernières années. En 1986, la croissance des services commerciaux est également modérée si on en juge par l'évolution de l'emploi dans les diverses activités. Ainsi, l'emploi dans les services commerciaux aux entreprises passe de 117 000 en 1985 à 118 000 en 1986, tandis que dans les services personnels il passe de 85 000 à 83 000. C'est dans l'hébergement et la restauration, où le nombre de personnes occupées passe de 151 000 à 163 000, qu'on observe la croissance la plus prononcée.

En ce qui a trait aux services publics, on note une faible augmentation de l'emploi dans les services médicaux et sociaux, où il passe de 265 000 à 269 000, tandis que dans l'enseignement l'emploi demeure stable, s'établissant en moyenne à 199 000 en 1986, comme en 1985. Dans l'ensemble des services socio-culturels, commerciaux et personnels l'emploi enregistre une faible hausse de 1,0% en 1986 pour s'établir à 946 500 alors qu'il avait augmenté de 5,5% en 1985. La rémunération totale des salariés de l'industrie s'accroît de 4,5%. Le produit intérieur brut, qui représente 24,0% de celui de l'ensemble de l'économie en 1986, affiche un taux de croissance de 5,5% en 1986 en regard d'une hausse de 7,8% en 1985. (Voir tableau 9.4)

Au chapitre des dépenses en immobilisations, l'industrie des services socio-culturels, commerciaux et personnels se révèle tout de même active en 1986 puisque ces dépenses, qui totalisent 2 661,2 millions de dollars, augmentent de 9,6% après avoir augmenté de 38,6% en 1985 et de 29,4% en 1984. Fait à noter, la croissance des dépenses en immobilisations atteint 19,9% dans le cas des services commerciaux tandis que les dépenses des institutions diminuent de 6,4%.

L'ADMINISTRATION PUBLIQUE ET LA DÉFENSE

Les efforts visant à limiter la croissance des dépenses publiques ont des répercussions sur l'emploi total (197 800) qui se situe en 1986 à peu près au même niveau qu'en 1985. La rémunération totale des salariés de l'administration publique enregistre tout de même une hausse de 4,3% en 1986 et le produit intérieur brut s'accroît de

4,7% par rapport à 1985. (Voir tableau 9.5)

La croissance de la rémunération hebdomadaire moyenne apparaît faible en 1986, puisqu'elle se situe à 1,2% seulement. Cependant, les négociations en vue du renouvellement des conventions de travail des employés du secteur public québécois se poursuivent toujours à la fin de 1986 de sorte que les augmentations de salaires accordées ne seront versées qu'au cours de 1987; notons que les employés de l'Administration publique provinciale, constituent environ le tiers de l'effectif total des administrations publiques au Québec.

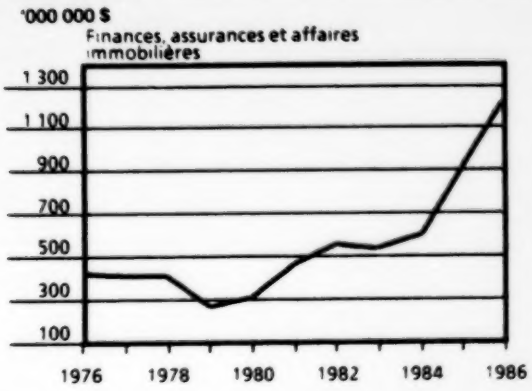
C'est au chapitre des dépenses en immobilisations que l'activité des administrations publiques connaît une baisse marquée en 1986; ces dépenses diminuent de 8,4%, mais en raison de fortes hausses au cours des trois années précédentes, elles s'élèvent à 2 219,8 millions de dollars, comparativement à 1 479,2 millions de dollars en 1982. Les dépenses en immobilisations des ministères du gouvernement fédéral sont en baisse de 7,2% en 1986, tandis que celles du gouvernement provincial et des administrations locales diminuent respectivement de 9,3% et 8,9%.

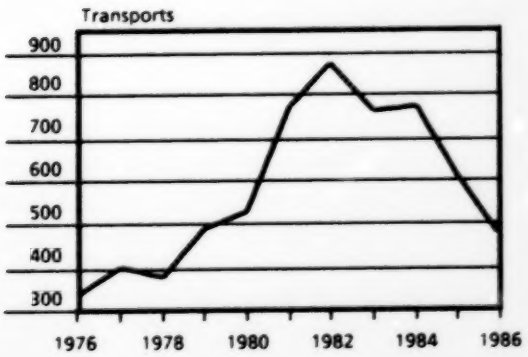
Tableau 9.1
Statistiques principales des transports, communications et autres services d'utilité publique, Québec, 1982-1986

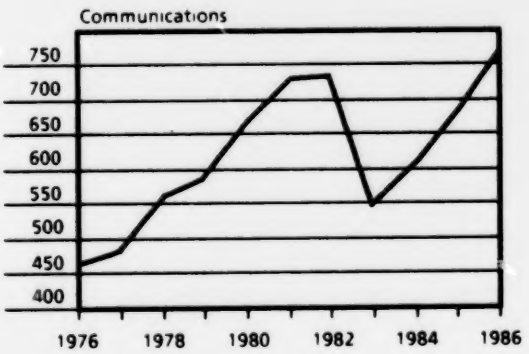
	1982	1983	1984	1985	1986
PIB au coût des facteurs ('000 000 $)	**9 544**	**10 139**	**10 984**	**11 554**	**11 861**
Variation en %	**17,9**	**6,2**	**8,3**	**5,2**	**2,7**
Rémunération des salariés	**5 865**	**6 094**	**6 548**	**6 825**	**7 006**
Variation en %	**9,2**	**3,9**	**7,4**	**4,2**	**2,7**
Emploi('000)	**218,2**	**212,2**	**202,5**	**221,3**	**218,2**
Variation en %	**-4,9**	**-2,8**	**-4,6**	**9,1**	**-1,4**
Rémunération hebdomadaire moyenne ($)	**..**	**..**	**508,04**	**527,19**	**552,93**
Variation en %	**..**	**..**	**..**	**3,8**	**4,9**
Jours-personnes perdus en arrêts de travail ('000)	**187,2**	**81,5**	**86,2**	**55,7**	**63,2**
Immobilisations ('000 000 $)	**4 301,6**	**3 673,4**	**3 426,0**	**2 961,3**	**2 876,7**
Variation en %	**1,7**	**-14,6**	**-6,7**	**-13,6**	**-2,9**
Construction	2 624,1	2 069,2	1 746,3	1 448,6	1 559,2
Variation en %	5,5	-21,1	-15,6	-17,0	7,6
Machinerie et équipement	1 677,5	1 604,2	1 679,7	1 512,7	1 317,5
Variation en %	-3,7	-4,4	4,7	-10,0	-12,9
Transports	886,1	755,9	774,7	612,5	481,0
Variation en %	13,9	-14,7	2,5	-20,9	-21,5
Communications	736,9	549,4	618,7	682,0	763,1
Variation en %	0,4	-25,4	12,6	10,2	11,9
Autres services d'utilité publique	2 678,6	2 368,1	2 032,6	1 666,8	1 632,6
Variation en %	-1,4	-11,6	-14,2	-18,0	-2,1

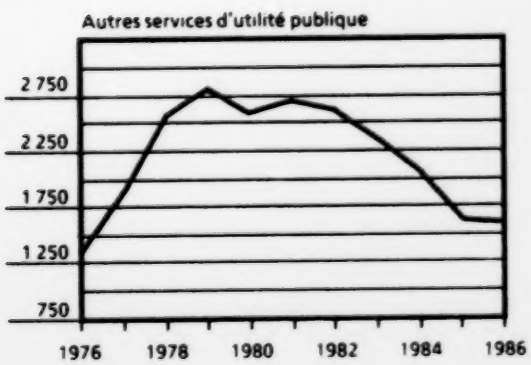
Sources: Bureau de la statistique du Québec.
Travail Québec.
Statistique Canada.

Graphique 9A
Évolution des immobilisations du secteur tertiaire par industrie, Québec, 1976-1986









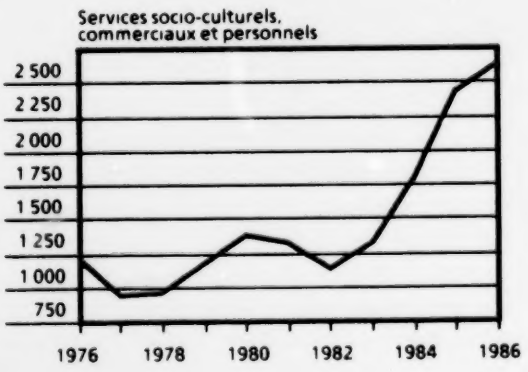


Tableau 9.2
Statistiques principales du commerce de gros et de détail, Québec, 1982-1986

	1982	1983	1984	1985	1986
PIB au coût des facteurs ('000 000 $)	**8 338**	**8 697**	**9 666**	**10 510**	**11 584**
Variation en %	**6,8**	**4,3**	**11,1**	**8,7**	**10,2**
Rémunération des salariés	6 589	6 707	7 321	7 996	8 855
Variation en %	7,9	1,8	9,2	9,2	10,7
Emploi('000)	**440,8**	**457,1**	**480,3**	**491,3**	**514,9**
Variation en %	**-5,8**	**3,7**	**5,1**	**2,2**	**4,8**
Rémunération hebdomadaire moyenne ($)	..	..	**280,54**	**294,84**	**305,13**
Variation en %	..	..	..	**5,1**	**3,5**
Jours-personnes perdus en arrêts de travail ('000)	**148,3**	**190,0**	**89,7**	**121,4**	**125,9**
Immobilisations ('000 000 $)	**285,6**	**325,7**	**408,7**	**415,4**	**421,4**
Variation en %	**10,5**	**14,0**	**25,5**	**1,6**	**1,4**
Construction	81,9	86,1	114,4	110,1	121,4
Variation en %	58,1	5,1	32,9	-3,8	10,3
Machinerie et équipement	203,7	239,6	294,3	305,3	300,0
Variation en %	-1,4	17,6	22,8	3,7	-1,7

Sources: Bureau de la statistique du Québec.
Travail Québec.
Statistique Canada.

Graphique 9B
Variation de l'emploi et de la rémunération des salariés du secteur tertiaire, par industrie, Québec, 1986/1985

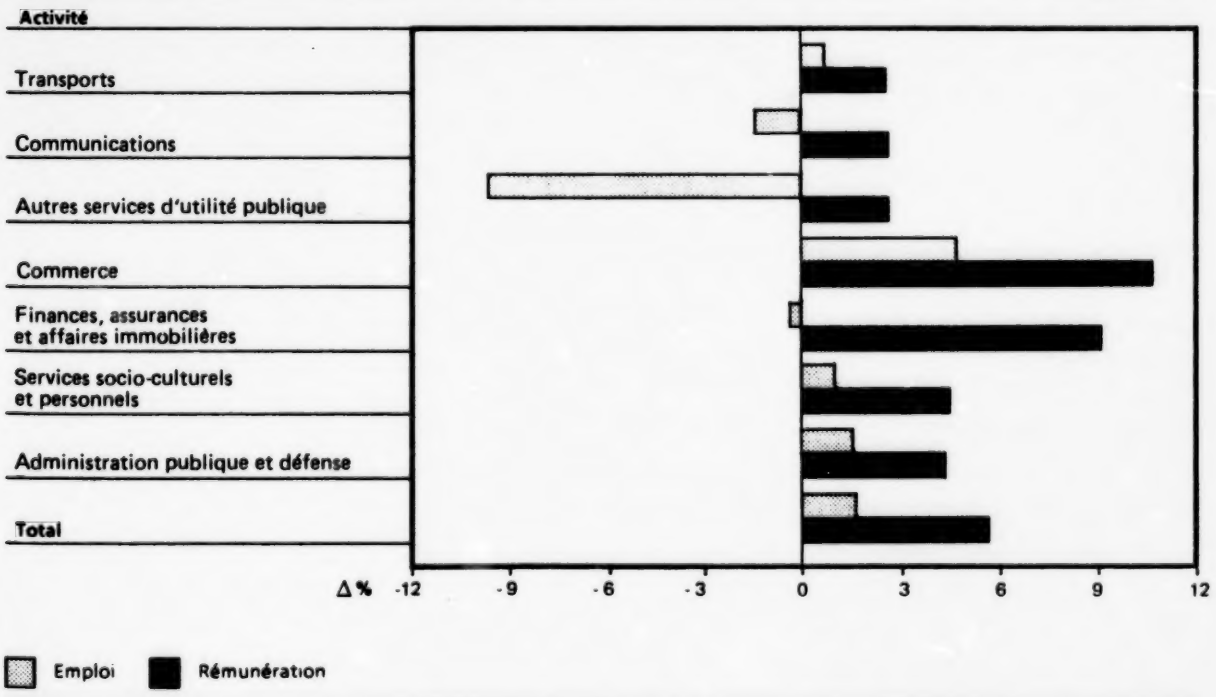


Tableau 9.3
Statistiques principales des finances, assurances et affaires immobilières, Québec, 1982-1986

	1982	1983	1984	1985	1986
PIB au coût des facteurs ('000 000 $)	**10 943**	**12 808**	**14 178**	**15 778**	**17 017**
Variation en %	**6,3**	**17,0**	**10,7**	**11,3**	**7,9**
Rémunération des salariés	3 648	3 817	4 193	4 331	4 727
Variation en %	10,3	4,6	9,9	3,3	9,1
Emploi ('000)	**134,6**	**142,9**	**146,5**	**155,9**	**155,5**
Variation en %	**-3,9**	**6,2**	**2,5**	**6,5**	**-0,3**
Rémunération hebdomadaire moyenne ($)	**..**	**..**	**399,66**	**409,76**	**437,33**
Variation en %	**..**	**..**	**..**	**2,5**	**6,7**
Jours-personnes perdus en arrêts de travail ('000)	**44,6**	**8,4**	**22,9**	**63,2**	**16,4**
Immobilisations ('000 000 $)	**572,3**	**536,8**	**603,2**	**912,9**	**1 216,5**
Variation en %	**18,6**	**-6,2**	**12,4**	**51,3**	**33,3**
Construction	480,5	392,3	425,9	598,7	979,8
Variation en %	22,0	-18,4	8,6	40,6	63,7
Machinerie et équipement	91,8	144,5	177,3	314,2	236,7
Variation en %	3,7	57,4	22,7	77,2	-24,7

Sources: Bureau de la statistique du Québec.
Travail Québec.
Statistique Canada.

Tableau 9.4
Statistiques principales des services socio-culturels, commerciaux et personnels, Québec, 1982-1986

	1982	1983	1984	1985	1986
PIB au coût des facteurs ('000 000 $)	**19 336**	**20 156**	**21 577**	**23 265**	**24 543**
Variation en %	**6,3**	**4,3**	**7,0**	**7,8**	**5,5**
Rémunération des salariés	15 177	15 676	16 718	18 041	18 861
Variation en %	6,2	3,3	6,6	7,9	4,5
Emploi('000)	**831,8**	**857,8**	**888,2**	**937,3**	**946,5**
Variation en %	**-1,4**	**3,1**	**3,5**	**5,5**	**1,0**
Rémunération hebdomadaire moyenne ($)	**..**	**..**	**349,39**	**354,56**	**363,20**
Variation en %	**..**	**..**	**..**	**1,5**	**2,4**
Jours-personnes perdus en arrêts de travail ('000)	**270,4**	**1 448,1**	**105,2**	**62,3**	**150,7**
Immobilisations ('000 000 $)	**1 195,8**	**1 354,6**	**1 752,7**	**2 429,0**	**2 661,2**
Variation en %	**-9,3**	**13,3**	**29,4**	**38,6**	**9,6**
Construction	410,6	424,5	473,5	803,8	844,5
Variation en %	-5,2	3,4	11,5	69,8	5,1
Machinerie et équipement	785,2	930,1	1 279,2	1 625,2	1 816,7
Variation en %	-11,3	18,5	37,5	27,0	11,8

Sources: Bureau de la statistique du Québec.
Travail Québec.
Statistiques Canada.

Tableau 9.5
Statistiques principales des administrations publiques et défense, Québec, 1982-1986

	1982	1983	1984	1985	1986
PIB au coût des facteurs ('000 000 $)	**6 038**	**6 366**	**6 880**	**7 167**	**7 507**
Variation en %	**12,5**	**5,4**	**8,1**	**4,2**	**4,7**
Rémunération des salariés	5 039	5 301	5 748	5 954	6 209
Variation en %	13,1	5,2	8,4	3,6	4,3
Emploi('000)	**184,4**	**196,6**	**195,8**	**194,8**	**197,8**
Variation en %	**-5,5**	**6,6**	**-0,4**	**-0,4**	**1,5**
Rémunération hebdomadaire moyenne ($)	..	..	**514,60**	**534,27**	**540,47**
Variation en %	..	..	..	**3,8**	**1,2**
Jours-personnes perdus en arrêts de travail ('000)	**31,9**	**63,4**	**14,3**	**64,2**	**138,4**
Immobilisations ('000 000 $)	**1 479,2**	**1 694,8**	**1 996,3**	**2 423,6**	**2 219,8**
Variation en %	**-0,7**	**14,6**	**17,8**	**21,4**	**-8,4**
Construction	1 337,3	1 446,1	1 719,8	2 085,1	1 915,2
Variation en %	-1,1	8,1	18,9	21,2	-8,1
Machinerie et équipement	141,9	248,7	276,5	338,5	304,6
Variation en %	3,7	75,3	11,2	22,4	-10,0

Sources: Statistique Canada.
Bureau de la statistique du Québec.

APERCU DE LA SITUATION ÉCONOMIQUE AU COURS DE LA PREMIÈRE MOITIÉ DE 1987

Les premiers mois de l'année 1987 s'inscrivent dans la continuité de l'année précédente en ce qui a trait à la croissance économique, qui démontre toutefois un peu plus de vigueur. Selon les données préliminaires des comptes économiques des revenus et dépenses, le produit intérieur brut aux prix du marché s'accroît de 8,6% au premier trimestre de 1987 et de 9,0% au deuxième trimestre alors que le taux de croissance se situait à 7,3% en moyenne en 1986. D'après les principaux indicateurs économiques disponibles, ce léger renforcement de la croissance s'amplifierait au troisième trimestre de 1987 et l'emploi enregistrerait une forte hausse de 4,2% en regard du même trimestre de 1986. (Voir tableaux 10.1 et 10.2).

L'évolution de la situation économique est favorisée par de nouvelles baisses des taux d'intérêt et un raffermissement récent de la croissance de l'économie mondiale. Celui-ci se manifeste notamment dans le relèvement des prix mondiaux des minéraux et des métaux, qui étaient fortement en baisse depuis 1980. Au Québec, on observe à cet égard, un accroissement de 16,6% de la valeur des expéditions de l'industrie de la première transformation des métaux au cours des six premiers mois de 1987, par rapport aux mêmes mois de 1986. La valeur des expéditions de l'industrie des papiers et produits connexes connaît aussi une forte hausse de 10,6% au premier semestre de 1987. Par contre, en raison d'un arrêt de la production à l'usine d'assemblage d'automobiles de Sainte-Thérèse dû à la transformation de sa chaîne de montage, la valeur des expéditions de l'industrie du matériel de transport accuse une baisse de 22,2% au premier semestre de 1987.

Cette situation se traduit aussi dans la valeur des exportations internationales du Québec dont la croissance est nulle au premier semestre de 1987, par rapport au premier semestre de 1986, en raison d'une baisse de 71,4% de la valeur des exportations d'automobiles et de chassis. La valeur totale des exportations se maintient grâce à de fortes hausses de la valeur des exportations d'aluminium et alliages (19,0%), de moteurs d'avion et pièces (14,0%), de pâtes de bois et pâtes similaires (31,6%), de matériel roulant de chemin de fer (23,6%) et de machines et matériel de bureau (60,8%). La croissance de la valeur des exportations de papier d'impression est plus modeste (5,6%), tandis que la valeur des exportations de bois d'oeuvre diminue de 8,7% au premier semestre de 1987 comparativement à la même période de 1986.

La croissance de la demande intérieure s'avère également très soutenue. Ainsi, la valeur des ventes au détail enregistre une augmentation de 13,0% au deuxième trimestre de 1987 après avoir augmenté de 9,1% au premier trimestre, par rapport aux mêmes trimestres de 1986. Quant à la construction résidentielle, l'augmentation du nombre de logements mis en chantier demeure importante au deuxième trimestre de 1987, soit de 23,7%, après avoir atteint 51,6% au premier trimestre de 1987.

Par ailleurs, les données révisées à la mi-année de l'enquête sur les investissements privés et publics indiquent une hausse de 12,8%

des investissements en constructions non résidentielles, machines et équipements en 1987 alors que l'estimation du début de l'année annonçait une hausse de 7,6%. Contrairement à ce qui était observé au cours des trois dernières années, le taux de croissance des dépenses publiques à ce chapitre serait aussi élevé que celui des dépenses des entreprises commerciales, soit de 12,6% comparativement à 13,2%, en raison d'une augmentation de 30,4% des dépenses en immobilisations des entreprises publiques.

La croissance de l'emploi demeure modeste au premier trimestre de 1987, soit de 67 000, mais elle se raffermit au deuxième trimestre atteignant 104 000, en regard du même trimestre de 1986. En outre, la hausse moyenne de 85 000 du nombre d'emplois au cours des six premiers mois de 1987 résulte d'un accroissement de 86 000 du nombre d'emplois à temps plein et d'une légère baisse du nombre d'emplois à temps partiel. Le secteur tertiaire et la construction contribuent à cette croissance de l'emploi, ainsi que le secteur manufacturier à compter du deuxième trimestre de 1987. La croissance de l'emploi est accompagnée d'une augmentation marquée du taux d'activité de la main-d'oeuvre, qui passe de 62,0% au premier semestre de 1986 à 62,9% au premier semestre de 1987, de sorte que le taux de chômage ne connaît pas une diminution très prononcée; de janvier à juin 1987, le taux moyen se situe à 11,2% comparativement à 11,8% au cours de la même période de 1986.

L'indice des prix à la consommation à Montréal s'accroît de 4,7% au premier semestre de 1987, soit une hausse légèrement inférieure à celle de 4,9% enregistrée dans l'ensemble de 1986. On observe en particulier des hausses de prix moins prononcées pour les transports (2,7% au premier semestre de 1987 contre 3,2% en 1986, en regard des périodes correspondantes de l'année précédente) et pour les tabacs et boissons alcoolisées (6,0% contre 16,0%). Toutefois, on note des augmentations plus fortes pour les aliments (6,9% contre 6,7%), l'habillement (4,6% contre 3,3%), l'habitation (3,9% contre 3,2%) et l'énergie (1,9% contre une baisse de 7,8%). Cependant, à l'échelle internationale la crainte d'une nouvelle poussée de l'inflation se manifeste et contribue à une remontée des taux d'intérêt aux États-Unis et au Canada à compter du deuxième trimestre de 1987.

La rémunération hebdomadaire moyenne (excluant les heures supplémentaires) de l'ensemble des salariés au Québec continue de croître à un rythme nettement plus faible que les prix à la consommation en ce début d'année 1987. Cette rémunération atteint 414,43 $ en moyenne pour les six premiers mois de 1987, en hausse de 1,8% en regard de la même période de 1986. Dans l'ensemble de 1986, cette rémunération augmentait de 2,6% par rapport à 1985.

Malgré le faible taux de croissance de la rémunération du travail, la valeur totale des salaires et traitements versés au Québec continue de croître sensiblement au même taux qu'en 1986 au cours des six premiers mois de 1987, soit de 6,9% en regard des mêmes mois de 1986. Au deuxième trimestre de 1987, la hausse atteint 7,9% par rapport à la même période de 1986, ce

qui s'explique par le versement aux employés des secteurs public et parapublic québécois de rajustements aux salaires de 1986, à la suite de la signature de la nouvelles conventions collectives de travail. Par contre, la valeur des transferts des administrations publiques aux particuliers sous forme de prestations d'aide sociale et d'assurance-chômage diminuent, de 1,5% et 4,5% respectivement, au cours du premier semestre de 1987 par rapport à la même période de 1986. Selon les données préliminaires des comptes économiques des revenus et des dépenses, le revenu personnel disponible, qui tient compte des revenus des particuliers, des transferts et des impôts, s'accroît de 5,1% au premier semestre de 1987 comparativement au même semestre de 1986, alors qu'il augmentait de 4,8% en moyenne en 1986.

L'ÉVOLUTION DE LA DEMANDE

Les ventes au détail des magasins de meubles, appareils ménagers, radios, téléviseurs et accessoires demeurent un des éléments les plus dynamiques de la demande des consommateurs au cours des six premiers mois de 1987 puisque leur valeur s'accroît de 16,6% par rapport aux mêmes mois de 1986; les ventes des quincailleries, également stimulées par la vigueur de la construction résidentielle, enregistrent une hausse de 22,5% au cours de la même période de comparaison. La valeur des ventes des concessionnaires d'automobiles s'accroît par ailleurs un peu plus fortement qu'en 1986, soit de 20,3% de janvier à juin 1987 alors que le nombre de véhicules neufs vendus augmente de 4,6% en regard des mêmes mois de 1986. On note, de plus, un redressement des ventes au détail des stations-service, garages et magasins de pièces et accessoires d'automobiles dont la valeur est en hausse de 6,4% au cours des six premiers mois de 1987, tandis qu'elle diminuait de 1,6% en moyenne en 1986, par rapport à 1985. Les seules catégories de commerces de détail qui connaissent une diminution significative de la croissance de leurs ventes sont les magasins de vêtements et les magasins de chaussures dont la valeur des ventes augmente globalement de 6,2% au cours des six premiers mois de 1987 alors que la hausse atteignait 9,4% en 1986, par rapport à 1985.

On dénombre par ailleurs 36 922 logements mis en chantier au Québec au cours des six premiers mois de 1987, ce qui représente une augmentation de 32,1% par rapport au premier semestre de 1986, alors que l'année 1986 a été exceptionnelle à cet égard. Au premier semestre de 1987, le taux de croissance du nombre de mises en chantier s'établit à 38,9% pour les logements simples (un total de 15 225 unités), à 30,8% pour les appartements (19 254 unités) et 112,8% pour les logements en rangée (881 unités); par contre, le nombre de mises en chantier de logement doubles (1 562 unités) est en baisse de 15,7% en regard du premier semestre de 1986. L'indice des prix des logements enregistre d'ailleurs de fortes hausses de 9,2% à Québec et de 14,0% à Montréal au cours des six premiers mois de 1987, par rapport aux mêmes mois de 1986.

Enfin, les dépenses en constructions non résidentielles, machines et matériel constituent un élément beaucoup plus dynamique de la demande en 1987 qu'en 1986. Ces dépenses devraient totaliser 15 948,0 millions de dollars en 1987, selon

les données révisées à la mi-année de l'enquête de Statistique Canada[1], ce qui constituerait une augmentation de 12,8% en regard de 1986. Les dépenses en constructions non résidentielles, générant une demande de biens et services qui sont québécois dans une forte proportion totaliseraient 7 293,5 millions de dollars, en hausse de 10,0%, tandis que les dépenses en machines et matériel, augmenteraient de 15,2% pour atteindre 8 655,1 millions de dollars.

Alors que le taux de croissance des dépenses en immobilisations des entreprises commerciales régressait au cours des dernières années, passant de 25,4% en 1984, à 18,1% en 1985 puis 11,3% en 1986, il connaît un redressement en 1987 avec un taux de 13,2% en regard de l'année précédente. La rentabilité des entreprises s'améliore aussi dans la première moitié de 1987; les bénéfices des sociétés avant impôts, qui étaient en baisse au cours des quatre trimestres de 1986, affichent une forte augmentation de 21,8% au premier semestre de 1987. Par ailleurs, même si le nombre de faillites commerciales demeure en baisse (-6,7%) au cours des six premiers mois de 1987, le passif total des faillites connaît une augmentation de 8,2% en regard de la même période de 1986.

Le redressement marqué de la croissance des immobilisations en constructions non résidentielles, machines et matériel en 1987 est principalement attribuable aux dépenses des entreprises publiques à ce chapitre, lesquelles augmenteraient de 30,4% pour s'établir à 2 674,8 millions de dollars en 1987 alors qu'elles étaient en baisse au cours des quatre dernières années, passant de 3 347,6 millions en 1982 à 2 051,8 millions de dollars en 1986. Par ailleurs, les dépenses en immobilisations des ministères gouvernementaux n'augmenteraient, pour leur part, que de 2,5% en 1987.

L'ÉVOLUTION SECTORIELLE DE L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

Au cours de la première moitié de 1987, le secteur manufacturier québécois connaît une croissance de 4,9% de la valeur de ses expéditions, ce qui représente une amélioration significative par rapport au taux de croissance de 1,9% enregistré en 1986 par rapport à l'année précédente. Cette amélioration est en partie attribuable à l'industrie des produits dérivés du pétrole et du charbon qui, à partir d'avril 1987, affiche une baisse moins importante de ses expéditions, de sorte que, au cours des six premiers mois de 1987, cette valeur diminue de 12,0% comparativement à 38,7% en moyenne en 1986 par rapport à 1985. Toutefois, plusieurs industries enregistrent une forte croissance de la valeur de leurs expéditions au premier semestre de 1987: l'industrie du bois (17,8%), l'industrie de la machinerie (16,9%), l'industrie de la première transformation des métaux (16,6%), l'industrie des produits minéraux non métalliques (16,6%), l'industrie du meuble et des articles d'ameublement (13,4%), l'industrie des produits métalliques (10,3%), l'industrie des papiers et des produits connexes (10,6%) et l'industrie du tabac (14,0%). Par contre, la valeur des expéditions de l'industrie du matériel de transport diminue de 22,2% au premier semestre de 1987, tandis que celle de l'industrie des produits électriques et électroniques n'augmente que de 1,6% en regard du premier semestre de 1986. L'indice canadien des prix de vente de l'industrie manufacturière

1. Statistique Canada, Investissement privés et publics, 1987.

n'augmente que de 1,2% au cours des six premiers mois de 1987, par rapport aux mêmes mois de 1986; l'industrie des papiers et produits connexes de même que celle du tabac se distinguent avec des hausses respectives de 9,6% et 7,9% de leur indice des prix de vente tandis que celui de l'industrie des produits du pétrole et du charbon s'inscrit en baisse de 15,7% comparativement aux six premiers mois de 1986.

En ce qui a trait à l'emploi dans le secteur manufacturier, l'augmentation moyenne de 7 000 observée au cours des six premiers mois de 1987 s'avère moins importante que celle de 17 000 enregistrée en 1986; cependant, au deuxième trimestre de 1987, l'accroissement de l'emploi s'établit à 24 000 en regard du même trimestre de 1986.

Les dépenses en immobilisations des entreprises du secteur manufacturier devraient s'accroître fortement en 1987, soit de 14,4% en regard de l'année précédente[2]. Ces dépenses avaient augmenté de 31,8% en 1984 et de 23,4% en 1985, mais en 1986, la croissance de ces investissements avait été plus faible, soit de 7,1%. L'industrie des pâtes et papiers enregistrerait une croissance modérée de ses dépenses en immobilisations en 1987, avec 12,8%, mais celle-ci ferait suite à des augmentations de 45,4% en 1985 et 48,6% en 1986, de sorte que ces dépenses atteindraient 1 154,1 millions de dollars en 1987, comparativement à environ 450 millions de dollars en moyenne de 1981 à 1984. On remarque également en 1987 une forte hausse de 137,8% des dépenses en immobilisations de l'industrie du matériel de transport, qui totaliseraient ainsi 344,4 millions de dollars. Les autres industries manufacturières qui enregistreraient une forte hausse de leurs dépenses en immobilisations en 1987 sont les industries de la bonneterie (54,9%), de la machinerie (48,3%) et du meuble (32,6%), ainsi que celles des produits métalliques (20,7%), des aliments et boissons (19,4%) et l'industrie des produits dérivés du pétrole et du charbon (29,4%). Finalement, comme en 1986, les dépenses en immobilisations de l'industrie de la première transformation des métaux seraient en baisse en 1987 (-5,1%), en raison de la fin de grands travaux dans l'aluminerie. Cependant elles demeureraient à un niveau élevé avec 524,0 millions de dollars en 1987.

Comme le révèlent les statistiques sur les mises en chantier de logements et les dépenses en constructions non résidentielles citées précédemment, l'industrie de la construction connaît une activité intense au cours de la première moitié de 1987. Cela est confirmé par les données sur les permis de bâtir émis au Québec dont la valeur totalise 3 811,7 millions de dollars au cours des six premiers mois de 1987, en hausse de 59,6% comparativement à la même période de 1986; la valeur des permis émis pour la construction résidentielle s'accroît de 48,0% tandis que la valeur de ceux émis pour la construction non résidentielle augmente de 83,4%. L'emploi dans l'industrie de la construction, qui avait déjà augmenté fortement en 1986 en atteignant 130 000 en moyenne au cours des six premiers mois de l'année comparativement à 109 000 au cours de la même période de 1985, enregistre une nouvelle augmentation importante en 1987, pour se situer à 139 000 en moyenne au cours du premier semestre.

Malgré des activités de développement accrues dans le secteur de l'or, l'industrie minière connaît une période difficile en 1987. Au cha-

2. Selon l'enquête de Statistique Canada citée précédemment.

pitre de l'extraction, même le secteur de l'or est peu dynamique au cours de la première moitié de 1987, avec une baisse de 5,4% du volume de minerai extrait; le volume des expéditions d'or est également en baisse de 3,8% par rapport à la même période de 1986. On note, au premier semestre de 1987, un léger relèvement du volume de minerai extrait dans les mines de métaux usuels, de métaux ferreux et d'amiante, où des baisses significatives étaient observées en 1986; le volume des expéditions d'argent, de zinc et de fer augmentent de 86,5%, 95,7% et 16,5% respectivement, mais le volume des expéditions de cuivre diminue de 24,9% et celui d'amiante de 6,9% en regard du premier semestre de 1986. Les dépenses d'exploration et de mise en valeur demeurent importantes mais les dépenses en immobilisations de l'industrie minière seraient en baisse de 6,1% en 1987 après avoir diminué de 9,4% en 1986. De plus, selon l'enquête sur la population active, le nombre de personnes occupées dans l'industrie minière s'établit à 20 000 en moyenne au cours des six premiers mois de 1987, comparativement à 22 000 au cours des mêmes mois de 1986.

L'agriculture québécoise affiche pour sa part une croissance modérée au cours des six premiers mois de 1987, avec une hausse de 5,4% de la valeur des recettes tirées de la vente de produits agricoles, en regard des mêmes mois de 1986. Cependant, la diminution des dépenses en immobilisations de cette industrie se poursuit en 1987, avec une baisse de 6,2%; ces dépenses totaliseraient 449 millions de dollars comparativement à un sommet de 711 millions de dollars en 1981.

L'indicateur le plus fiable du niveau de l'activité dans le secteur tertiaire est l'emploi. Alors que la croissance de l'emploi avait été relativement faible en 1986, au cours des six premiers mois de 1987, le secteur tertiaire compte 84 000 emplois de plus qu'au cours de la même période de 1986, soit une hausse de 4,2%. C'est le secteur des services socio-culturels, commerciaux et personnels qui connaît la plus forte hausse de l'emploi, avec une augmentation de 51 000 ou 5,5% au cours des six premiers mois de 1987, en regard des mêmes mois de 1986, alors que les hausses des autres secteurs sont les suivantes: les communications (14 000 ou 22,2%), le commerce (9 000 ou 1,8%), les finances, assurances et affaires immobilières (5 000 ou 3,3%), les transports (4 000 ou 3,3%) et l'administration publique (4 000 ou 2,0%); on note enfin une diminution de 3 000 ou 9,4% de l'emploi dans les services d'électricité, de gaz et eau.

En ce qui a trait aux dépenses en immobilisations, c'est le secteur des finances, assurances et affaires immobilières qui afficherait à nouveau la croissance la plus forte (34,6%), qui ferait passer ces dépenses de 1 216,5 millions en 1986 à 1 637,3 millions de dollars en 1987, alors qu'elles totalisaient environ 500 millions de dollars annuellement entre 1980 et 1984. Le secteur de l'électricité, du gaz et des autres services d'utilité publique, de même que celui du commerce connaîtraient également de fortes hausses de 25,6% et 20,8% de leurs dépenses en immobilisations; ces dépenses augmenteraient de 16,6% dans les transports, de 14,2% dans les communications et de 10,9% dans les services commerciaux.

Tableau 10.1
Principaux indicateurs de l'économie québécoise
1987 (Données non corrigées des variations saisonnières)

	1987			
	Trimestre		Dernières	Janvier à
	I	II	données	juin 1987
Demande en biens et services				
Ventes au détail ('000 000 $)	7 907,4	10 345,4	3 420,5[1]	18 252,9
Variation en %	9,1	13,0	14,8	11,3
Mises en chantier (n)	12 746	24 176	..	36 922
Variation en %	51,6	23,7	..	32,1
Exportations ('000 000 $)	4 499,1	4 934,8	..	9 433,9
Variation en %	1,1	-0,9	..	0,0
Immobilisations ('000 000 $)	..	..	23 400,2[2]	..
Variation en %	..	..	12,2	..
Production de biens et services				
Expéditions manufacturières ('000 000 $)	15 036,5	16 232,6	5 165,7[1]	31 269,1
Variation en %	4,7	5,0	11,3	4,9
Énergie électrique produite ('000 000 kWh)	44 678,0	36 841,9	11 694,8[1]	81 519,9
Variation en %	5,7	14,2	8,6	9,4
Main-d'oeuvre et emploi				
Population active ('000)	3 205	3 331	3 399,0[3]	3 268
Variation en %	1,4	3,2	3,4	2,3
Taux d'activité (%)	61,7	64,0	65,2[3]	62,9
Emploi ('000)	2 823	2 982	3 069,0[3]	2 902
Variation en %	2,4	3,6	4,2	3,0
Taux de chômage (%)	11,9	10,5	9,7[3]	11,2
Prix, salaires et revenus				
Indice des prix à la consommation à Montréal(1981=100)	138,0	139,7	140,9[4]	138,9
Variation en %	4,6	4,7	4,2	4,7
Salaires et traitements ('000 000 $)	14 515,0	15 711,5	5 408,1[5]	30 226,5
Variation en %	5,8	7,9	8,1	6,9
Rémunération hebdomadaire moyenne ($)	411,15	417,54	421,44[1]	414,4
Variation en %	1,1	2,4	1,9	1,8
Marchés financiers (%)				
Taux d'escompte	7,49	8,46	9,57[6]	7,98
Taux préférentiel des banques	9,08	9,42	10,00[6]	9,25
Papier commercial à 90 jours	7,25	8,30	9,55[6]	7,78

1. Juillet 1987.
2. Ensemble de l'année 1987, selon les données de l'enquête "Investissements privés et publics" de Statistique Canada, révisées à la mi-année.
3. Troisième trimestre de 1987.
4. Août 1987.
5. Juin 1987.
6. 30 septembre 1987.

Sources: Statistique Canada.
Bureau de la statistique du Québec.
Banque du Canada.

Tableau 10.2
Principales variables des comptes économiques du Québec
1986-1987

	1986				1987	
	I	II	III	IV	I	II
Produit intérieur brut ('000 000 $)	**27 539**	**28 951**	**30 114**	**29 938**	**29 918**	**31 558**
Variation en %	**7,9**	**8,5**	**7,7**	**5,2**	**8,6**	**9,0**
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	16 571	18 062	17 846	19 195	17 947	19 841
Variation en %	8,7	8,9	8,5	7,5	8,3	9,8
Dépenses publiques courantes	6 049	6 300	6 045	6 255	6 292	6 777
Variation en %	5,7	5,7	1,9	1,3	4,0	7,6
Formation brute de capital fixe	4 552	5 261	5 546	5 623	5 162	6 030
Variation en %	8,9	7,5	9,3	6,7	13,4	14,6
Revenu intérieur net au coût des facteurs ('000 000 $)	**21 299**	**22 762**	**23 272**	**23 196**	**23 017**	**24 904**
Variation en %	**6,2**	**7,1**	**5,9**	**4,1**	**8,1**	**9,4**
Rémunération des salariés	15 371	16 299	16 653	16 601	16 274	17 587
Variation en %	5,7	5,9	5,9	5,7	5,9	7,9
Bénéfices des sociétés avant impôt	1 998	2 135	2 044	2 152	2 351	2 685
Variation en %	-6,2	-2,0	-3,4	-7,8	17,7	25,8
Intérêts et revenus divers de placement	2 400	2 172	2 219	2 264	2 479	2 367
Variation en %	15,4	4,4	4,4	1,1	3,3	9,0
Revenu net des exploitants agricoles	65	242	327	405	107	296
Variation en %	-40,4	17,5	42,8	12,8	64,6	22,3
Revenu net des entreprises individuelles non agricoles	1 512	1 808	1 946	1 832	1 774	2 017
Variation en %	20,0	17,8	11,8	9,8	17,3	11,6
Revenu personnel disponible ('000 000 $)	**18 777**	**20 639**	**20 473**	**20 745**	**19 633**	**21 775**
Variation en %	**4,6**	**3,3**	**6,2**	**5,0**	**4,6**	**5,5**

Source: Bureau de la statistique du Québec. Comptes économiques des revenus et des dépenses du Québec, Deuxième trimestre 1987.

Cette publication présente une analyse descriptive de l'économie québécoise en 1986. Un aperçu du premier semestre de 1987 complète son contenu.

Outre des tableaux statistiques et de nombreux graphiques, le lecteur y trouvera une analyse qui le mettra au fait de l'ensemble des circonstances qui ont marqué l'évolution des principaux paramètres de l'économie du Québec en 1986 et au cours des cinq dernières années.

L'analyse traite entre autres des aspects suivants:

- **le contexte international et nord-américain;**
- **la conjoncture économique du Québec;**
- **le marché du travail;**
- **les revenus, les dépenses et le financement des agents économiques;**
- **les échanges commerciaux;**
- **la répartition de l'activité économique au sein des secteurs primaire, secondaire et tertiaire.**

75 ANS DE FIABILITÉ

En vertu de sa loi constitutive adoptée le 21 décembre 1912, le Bureau de la statistique du Québec a pour mandat de recueillir, compiler, analyser et publier des renseignements de nature statistique sur toute matière de juridiction provinciale, de collaborer avec les ministères et organismes gouvernementaux dans la collecte, la compilation et la publication de tels renseignements et de faire de la recherche statistique. Il répond aux besoins du Québec notamment dans les domaines démographique, économique, socia et culturel, et il assure l complémentarité et la coordination entre les agents du système statistique québécois. ■

Bureau de la statistique du Québec

9 782551 085699

Imprimé au Québec, Canada